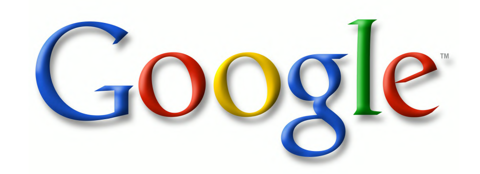
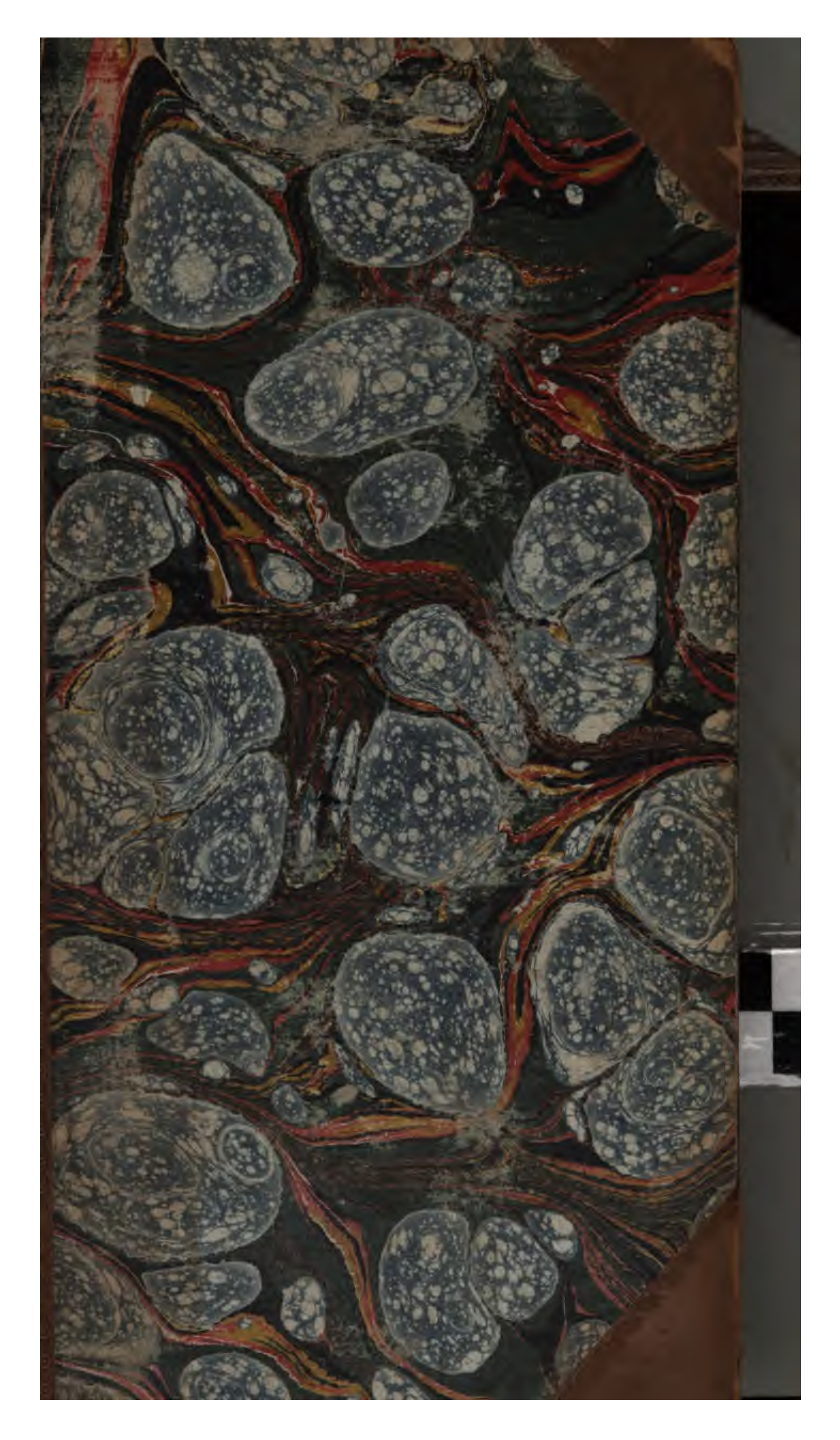
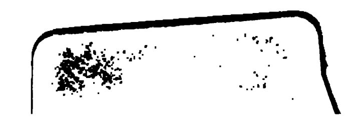










Juin 1827.
43

VIE
POLITIQUE ET MILITAIRE
DE
NAPOLÉON,

RACONTÉE PAR LUI-MÊME,

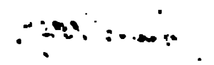
AU TRIBUNAL DE CÉSAR, D'ALEXANDRE ET DE FRÉDÉRIC.

Tome Premier.

Je fus ambitieux ; tout homme l'est, sans doute ;
Mais jamais roi, pontife, ou chef, ou citoyen,
Ne conçut un projet aussi grand que le mien.
(VOLTAIRE, *Mahomet.*)

PARIS,
CHEZ ANSELIN, SUCCESSEUR DE MAGIMEL,
LIBRAIRE DE LA GARDE ROYALE ET DES TROUPES DE TOUTES ARMES,
RUE DAUPHINE, N° 9.

1827.



AVERTISSEMENT

DES ÉDITEURS.

L'OUVRAGE que nous publions nous a été déposé de la part de l'auteur au moment où la mort allait le surprendre.

Cet important travail nous paraît mériter un accueil favorable du public, surtout pour ses points de vue. Si le lecteur en désapprouve quelques-uns, *il doit se rappeler que c'est Napoléon qui parle.*

Ses partisans, malgré l'aveu de maintes fautes, y reconnaîtront une juste appréciation de son vaste génie. Ses ennemis y trouveront une modération et une impartialité

l'Élysée se couvre tout à coup de nuages; les flots de l'Achéron en courroux, les vents déchaînés, signalent une apparition extraordinaire. Chacun se précipite sur la rive par un sentiment commun d'intérêt et de curiosité. Bientôt en effet on voit flotter l'esquif du morne et silencieux Caron; il approche et dépose l'ombre de Napoléon le..... Tous se pressent pour le voir; Alexandre, César, Frédéric, sont aux premiers rangs, et à eux seuls appartient le droit de l'interroger..... Aux félicitations d'usage succèdent bientôt les questions les plus pressantes. *Alexandre*, qui des montagnes de la Macédoine a couru jusque dans l'Inde, mais qui a su en revenir victorieux, s'étonne de la retraite de Moscou et cherche à en apprendre les causes. *César*, qui mourut invaincu, demande compte des fautes de Leipsick et de Waterloo. *Frédéric*, si grand dans les revers, si mesuré dans ses entreprises, veut qu'on lui explique la prompte destruction de sa monarchie et sa brillante résurrection en 1813....

Entouré de ce noble aréopage, Napoléon se recueille un instant et commence en ces termes.

NAPOLÉON

AU TRIBUNAL DE CÉSAR, D'ALEXANDRE ET DE FRÉDÉRIC.

CHAPITRE I.

Premières années de Napoléon, jusqu'à sa nomination au commandement de l'armée d'Italie.

Je ne vous tracerai pas les commentaires complets des événements de mon règne; ils furent trop importants et trop compliqués pour qu'on puisse les raconter avant que les grands personnages qui y prirent part, pour ou contre moi, aient publié leurs mémoires, développé leurs vues, expliqué leurs actions. Il faudra laisser le soin de cet immense travail à la postérité, à un disciple fidèle de la sévère Clio... Mais je vais esquisser à grands traits mes actions les plus saillantes, mes points de vue politiques, mes combinaisons militaires... en un mot, me présenter à peu près tel que je fus. On jugera

combien les passions et l'esprit de parti de mes contemporains m'ont défiguré (1).

Chacun sait déja que je suis né le 15 août 1769 à Ajaccio en Corse; mes parents étaient nobles, circonstance fortuite à laquelle je n'attache aucun prix. « *Un capitaine qui illustra* « *son pays et releva par son mérite le trône de* « *Charlemagne, n'eut pas besoin d'aïeux.* »

La famille patricienne dont j'étais issu comptait au nombre des siens le gonfalonier Buonaparte de Saint-Nicolas, qui gouvernait la république de Florence vers le milieu du treizième siècle.

Caractère et éducation.

Ma carrière a été si étonnante, que mes admirateurs ont pensé que mon enfance même avait été extraordinaire. Ils se sont trompés; mes premières années n'ont rien eu de singulier. Ma première éducation a été celle qu'on donnait

---

(1) On remarquera que l'auteur s'est servi, dans le cours de son ouvrage, d'une cinquantaine de pages du prétendu manuscrit de Sainte-Hélène : loin d'avoir voulu commettre un plagiat, il a cru devoir rendre cet hommage à un ouvrage spirituel et original, dont il a au reste combattu plusieurs faux points de vue. Il lui eût été facile de rédiger ces pages en d'autres termes; mais elles lui ont paru si bien adaptées au caractère de Napoléon, qu'il a préféré les conserver.

dans toutes les écoles militaires. Je fus admis à l'âge de dix ans à celle de Brienne, puis à celle de Paris.

Je réussissais dans ce que j'entreprenais, parce que je le voulais. Mes volontés étaient fortes et mon caractère décidé; ce qui m'a donné de l'avantage sur tout le monde. La volonté dépend au reste de la trempe de l'individu; il n'appartient pas à chacun d'être maître chez soi. S'il y eut parfois apparence d'incertitude dans mes résolutions, ce n'était point par défaut de volonté, mais par une grande force d'imagination qui me présentait tous les côtés d'une affaire avec la rapidité de l'éclair.

Je m'appliquai aux études qui pouvaient m'être utiles, particulièrement à l'histoire et aux mathématiques: la première développe le génie; les dernières régularisent son action. Mes facultés intellectuelles prenaient leur essor sans que j'eusse grande peine. J'avais la conception vive et prompte, la mémoire forte, le jugement froid et positif. Je pensais plus vite que les autres, en sorte qu'il m'est toujours resté du temps pour réfléchir. C'est en cela qu'a consisté ma profondeur.

Ma tête était trop active pour m'amuser aux divertissements ordinaires de la jeunesse. Je n'y étais pas absolument étranger, comme on l'a dit;

combien les passions et l'esp[illegible] m'intéresser.
contemporains m'ont défigu[illegible] une espèce de

Chacun sait déja que je [illegible] propres pen-
1769 à Ajaccio en Corse ; [illegible] habituelle dans
nobles, circonstance fortui[illegible]
tache aucun prix. « *Un* [illegible] au service; j'étais
« *son pays et releva par* [illegible] atre ans avant la
« *Charlemagne, n'eut p*[illegible] de titre avec au-

La famille patriciem[illegible] comble de mon
tait au nombre des si[illegible] ter un jour deux
naparte de Saint-Nic[illegible] éral d'artillerie me
publique de Florence [illegible] la grandeur hu-
siècle. [illegible] ambitieux de pou-

Caractère et éducation.

Ma carrière a été [illegible] renommée; car je
mirateurs ont pe[illegible] on nom en écrivant
avait été extraordi[illegible] soutenue par la Corse
premières années [illegible] en fis la proposition à
première éducat[illegible] es renseignements né-
[illegible] un historien de dix-
[illegible] plus grande confiance;
[illegible] à cette proposition.
[illegible] dédommagea de cette
[illegible] dans une compagnie dès
[illegible] olution éclata, ma sphère
[illegible] serait superflu de retracer
[illegible] impressions que je reçus de
[illegible] sophe; mais on ne trouvera

(1) On remarq[illegible]
de son ouvrage. [illegible]
manuscrit de Sain[illegible]
un plagiat, il a [illegible]
vrage spirituel [illegible]
plusieurs fau[illegible]
diger ces pa[illegible]
si bien adapt[illegible]
les conserve[illegible]

,ue je dise en peu de mots la ma-
,e l'envisageai plus tard (1).

règne ne s'était annoncé sous de 'eux auspices que celui du vertueux . XVI. Telle est la force des positions, que ..x ans après la ridicule guerre de 1756 à 1763, la France, alliée de famille avec l'Autriche, le Piémont, Naples et l'Espagne, pouvait à la fois tenir la balance du continent, dominer la Méditerranée, et disputer aux Anglais la domination sur l'Océan. Toutes les chances autorisaient à croire qu'elle tiendrait le premier rang sur les mers dès qu'elle saurait profiter de ces avantages. Elle était alliée à la moitié de l'Europe, et n'avait de rivalité qu'avec l'Angleterre. On a sonné l'alarme contre mon ambition, et je n'ai jamais eu une puissance relative aussi formidable que celle-là. J'ai occupé plus de territoire, il est vrai, mais cette occupation était hostile, puisqu'elle était contestée par la moitié de l'Europe et par une partie même des peuples que j'avais envahis; tandis que sous

Situation de la France au moment de la révolution.

(1) Il ne faut pas s'attendre à trouver ici une esquisse des événements de la révolution, mais un simple sommaire qui nous amène à l'époque où Bonaparte prit le commandement de l'armée d'Italie.

Louis XVI ces peuples étaient volontairement les alliés de la France.

Coup-d'œil sur la révolution.

La glorieuse guerre d'Amérique en fut le premier résultat. Elle eût probablement brisé le sceptre maritime de l'Angleterre sans l'incurie d'un premier ministre octogénaire (Maurepas), qui savait mieux faire des jeux de mots et des madrigaux sur des batailles navales que diriger les affaires de l'état.

Malgré nos fautes, l'Angleterre fut à la veille de perdre les Antilles : elle perdit ses belles provinces d'Amérique. Malheureusement cette guerre amena des conséquences graves, auxquelles personne n'aurait dû s'attendre. Elle avait occasionné des dettes; il fallait, pour les payer, que les biens immenses de la noblesse et du clergé fussent imposés comme les autres. Le ministère osa le vouloir; la noblesse et le clergé s'y refusèrent. Ces fameux défenseurs de l'autel et du trône sapèrent ainsi eux-mêmes, par égoïsme, les bases de ce trône pour lequel ils ont affecté tant de dévouement. Dans ce même instant, M. Devergennes mourut, et ses successeurs oubliant la politique nationale, laissèrent pâlir l'auréole de gloire de Louis XVI dans l'affaire de Hollande, où ils souffrirent que le parti anglais dominât. D'un autre côté, ils perdirent tous les avantages de l'alliance avec

l'Autriche, en repoussant les projets de Joseph II, et en le décidant à se jeter dans l'alliance de la Russie. Ces deux fautes leur enlevèrent toute considération en Europe, et dénaturèrent les fruits de la politique de M. de Choiseul. Ce faible ministère se vit en même temps méprisé au dehors, assailli au dedans. L'embarras financier ne faisant qu'empirer, il fallut avoir recours aux états-généraux. On mit ainsi en présence deux classes enorgueillies de priviléges qui les aveuglaient, et l'honorable masse du tiers-état, qui demandait l'abolition ou du moins la modification de ces priviléges.

Du choc de ces intérêts, qu'il fallait éviter, résulta la révolution.

La vieille rouille féodale ne pouvait plus se soutenir avec un tiers-état aussi riche et aussi éclairé que celui de la France à la fin du dix-huitième siècle. Depuis vingt ans la révolution était dans tous les esprits, dans la magistrature, dans la noblesse, dans l'armée, dans toutes les têtes; elle était à la cour même. La cour et l'autorité étaient le point de mire de tous les amours-propres blessés, de toutes les petites ambitions: les uns lui opposaient l'orgueil aristocratique de la Fronde; les autres, les prétentions démocratiques des Niveleurs. Mais quand l'état est dans des mains fermes et habiles, les têtes ont

beau être en effervescence, cela ne produit pas encore un bouleversement. L'horizon politique de la France était couvert de matières inflammables; il fallait en écarter soigneusement les moindres étincelles, et le gouvernement au contraire y plaça lui-même une mèche allumée. Il amena les partis en présence, les provoqua successivement, et leur céda par faiblesse. On heurtait les grands; on irritait la masse de la nation; on se disputait avec les magistrats; on humiliait l'armée; et, pour mettre le comble à la sottise, on ordonnait aux troupes de se laisser maltraiter par le peuple qu'on soulevait.

Quand d'immenses intérêts publics sont prêts à se choquer, et qu'une révolution devient inévitable, un chef habile doit s'en emparer, se placer à sa tête, lui assigner le point où elle doit s'arrêter, et savoir mourir plutôt que de laisser franchir cette limite.

Les révolutions proviennent toujours d'opinions ou d'intérêts comprimés, et quelquefois d'opinions réunies à l'intérêt. Quand les choses en sont venues au point où elles doivent éclater, il faut savoir satisfaire aux intérêts fondés sur la justice et la raison; alors les opinions se calment toujours d'elles-mêmes (j'en excepte les affaires religieuses).

Loin d'en agir ainsi, le ministère de Louis XVI,

frondé par la magistrature et par les notables, tomba entre les mains de Necker, qui, pour se procurer un appui, résolut de doubler l'importance du tiers-état.

La mesure était sage, mais le mode adopté était dangereux... La cour se divisa elle-même en deux partis; il y eut dès lors deux gouvernements: celui qui voulait le système de Necker avec les réformes, et celui qui n'en voulait pas.

Les états-généraux assemblés dans une telle disposition des esprits avec le doublement du tiers-état, et le vote par tête dans une seule assemblée, devaient produire immanquablement l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres.

Journées décisives des 17, 20 et 23 juin 1789.

Les trois ordres devaient voter séparément; le tiers-état voulut qu'ils votassent ensemble et par tête, parce qu'étant plus nombreux que les autres, il y gagnerait de l'importance. La noblesse et le clergé s'y refusèrent; le tiers-état se constitua, le 17 juin, en *assemblée nationale.* On ferma le lieu de ses séances le 20; ses meneurs se réunirent au Jeu de Paume, et jurèrent de ne pas se séparer sans avoir donné une constitution à la France. Il était évident que si la cour souffrait une telle innovation, la révolution serait de fait dans l'état. Elle eût été étouffée dans son berceau, si le roi avait senti ce jour-là que le seul moyen de sauver la monarchie

même main terrasser les ennemis du trône et accorder à la nation ce qu'elle méritait.

Vainqueurs au 17 et au 23 juin, les chefs du tiers-état préparèrent à leur aise le 14 juillet. Cette journée les ayant rendus maîtres du gouvernail, ils eurent dès lors, sous la dénomination de gardes nationales, une puissante armée à leurs ordres, et ne tardèrent pas à s'emparer des troupes de ligne. Jusque là le mal n'était pas grand; le système des courtisans et du favoritisme allait faire place à un gouvernement national; mais malheureusement les meneurs, étonnés de leur pouvoir, crurent le consolider en réduisant l'autorité royale à un vain fantôme. Ce fut là leur plus grande faute, car elle ébranlait tout l'édifice de l'état. Ils attaquèrent avec plus de raison les prérogatives du clergé et de la noblesse; ceux-ci soulevèrent des résistances, mais la masse de la nation les accabla. Ces dissidents, au lieu de gagner simplement du temps, eurent l'imprudence de chercher un appui dans l'étranger, et dénationalisèrent ainsi leur cause.

L'opinion de Paris s'exaltait de jour en jour. D'un autre côté, le bruit courut que la cour voulait réunir quelques régiments fidèles à Versailles. Les meneurs craignirent que la cour ne fût transformée en un camp, où Louis serait moins facile à influencer. Ils résolurent d'amener le roi à Pa-

ris, où il serait plus directement sous la dépendance du peuple. Les journées du 5 et 6 octobre furent excitées dans cette intention. Les indignes excès qui furent commis dans le palais de Versailles flétrirent les premiers pas des Français dans la carrière où ils venaient de se précipiter avec un enthousiasme irréfléchi, bien que le grand nombre voulût la liberté avec le maintien du trône et de la monarchie. Lafayette alla chercher le roi à Versailles à la tête de vingt mille gardes nationales et le ramena aux Tuileries, où il fut chargé de veiller sur sa personne; car les gardes-françaises appartenant au parti opposé, et les gardes-du-corps n'ayant pas tardé à être licenciés, sa garde se trouvait alors réduite à un régiment de Suisses.

Pour mieux atteindre son but, l'Assemblée n'avait pas craint de déclarer que le roi ne participerait en rien aux discussions constitutionnelles, et qu'il n'aurait après cela que le droit de *veto*. Ce malheureux mot ne rappelait que trop les diètes polonaises, et il est étonnant que les législateurs de la France n'aient pas été mieux inspirés par les leçons de l'histoire. Sans doute le *veto* d'un seigneur polonais n'avait d'autre rapport avec celui du roi que le nom; mais, à cela près, le roi de France, grace à la nouvelle constitution, n'était guère moins nul et moins

exposé aux déchirements des factions que ne l'étaient les rois de Pologne.

Ainsi, pendant tous les débats qui minaient son trône, le bon Louis XVI restait paisible spectateur aux Tuileries, plutôt comme un particulier suspect que comme un souverain.

Les émigrés lui persuadèrent de fuir pour se joindre à eux et aux efforts de l'Europe coalisée. Le roi, parti au mois d'avril 1791 avec la reine et ses enfants, fut reconnu et arrêté à Varennes. Les hussards envoyés au-devant de lui par M. de Bouillé étaient disposés à le délivrer; Louis trop philanthrope ne voulut pas s'exposer aux chances d'un combat, et préféra se laisser ramener à Paris en triomphe, comme un prisonnier ennemi. Il rentra aux Tuileries, où dès lors il fut à peu près captif; car on suspendit entièrement son autorité jusqu'à la mise en activité de la constitution. Le départ de Louis parut une faute; son retour fut une calamité.

L'Assemblée constituante, au sein de laquelle brillèrent plus de talents qu'on en ait jamais vu dans aucune assemblée de ce genre, accumula aussi fautes sur fautes, entraînée par un premier faux pas. Celle qui eut les suites les plus graves fut l'organisation imprudente des clubs, et leur conservation après qu'on eut reconnu les dangers auxquels ils exposaient, et leur

inutilité pour l'accomplissement des travaux de l'assemblée. Le premier fut composé de députés seulement; on y admit des patriotes distingués par leurs talents, puis des patriotes distingués par une ardeur irréfléchie. Cette société, si connue sous le nom de jacobins, se donna des affiliations avec une foule de sociétés composées d'ardents novateurs qui voulaient tout détruire pour tout niveler. L'assemblée quitta le gouvernail; mais les sociétés dont elle avait encouragé la formation restèrent..... Le trône était perdu.

L'assemblée couronna ces fautes par un exemple admirable de désintéressement, non seulement en déposant les pouvoirs qu'elle avait usurpés, mais en déclarant encore ses membres inéligibles à l'Assemblée nationale qui devait lui succéder, et même à toutes les fonctions du pouvoir exécutif: abnégation digne des beaux jours de Sparte, mais qui perdit tout. En effet, si les huit cents individus les plus habiles de la France se déclaraient inéligibles à toutes fonctions publiques, au ministère comme à la législature, dans quels rangs irait-on chercher leurs successeurs?

La nouvelle assemblée, choisie parmi les plus chauds partisans de la démocratie, ne pouvait pas rester en si beau chemin: elle attaqua plus formellement le trône. La coalition et Coblentz se formèrent, l'un dans l'espoir de le maintenir,

l'autre pour profiter de ses dépouilles. Ils envahirent la France. Les meneurs du peuple répondirent à leurs menaces par un cri de vengeance et de mort.

Grande coalition contre la France.

L'origine de cette coalition est encore un peu ténébreuse, quoique le signal en ait été donné dans les conférences de Mantoue, entre l'empereur Léopold et le comte d'Artois. D'abord on ne voulait faire intervenir que les forces des princes alliés de la famille royale, c'est-à-dire l'Espagne, la Sardaigne et l'Autriche. L'empereur Léopold proposa un congrès; mais l'assemblée, cédant à une noble fierté, ou peut-être à l'effervescence des esprits qui l'influençait, répondit en déclarant traître à la patrie tout Français qui consentirait à soumettre les lois de son pays à la décision d'un congrès étranger. Ensuite on voulut placer à la tête de cette confédération le roi de Suède, Gustave III, qui, ayant reçu de Louis XV des secours pour briser le pouvoir usurpé du sénat de Stockolm, devait rendre le même service à Louis XVI avec plus de désintéressement que tout autre. Mais Gustave ayant été assassiné, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume se trouva appelé, on ne sait trop comment ni pourquoi, à la tête de la ligue. Il serait difficile en effet d'expliquer l'intérêt que sa monarchie aurait eu à s'immiscer dans le régime

intérieur de la France? L'Angleterre en était sans doute enchantée, puisque nos embarras n'en seraient que plus inextricables, et que le bouleversement le plus complet était aussi ce qui lui convenait le mieux.

La Russie souriait à cet embrasement, car la Prusse et Gustave venaient tout récemment d'armer contre elle pour sauver la Turquie, alors envahie par les forces combinées de Joseph II et de Catherine. Il était facile de juger qu'en lançant ces médiateurs contre nous, elle se débarrasserait de leur intervention. Catherine était trop habile pour laisser échapper une telle occasion. Après avoir beaucoup déclamé contre la révolution, elle prit un vif intérêt à la formation de la ligue, afin qu'alliée à l'Angleterre et à l'Autriche, et débarrassée de la France, elle pût donner à sa politique la direction qui lui conviendrait. Pour mieux réussir dans ses habiles projets, elle se garda bien d'user ses forces contre nous : elle laissa ce soin aux autres, et ne parut dans les affaires de l'Occident que quand le grand œuvre du partage de la Pologne fut consommé.

Projets de la Russie sur la Pologne.

C'est vers ce partage que Catherine dirigea toute sa politique. Les Polonais, mieux avisés que nos réformateurs de Paris, avaient proclamé, le 3 mai 1791, la monarchie héréditaire dans la famille de Saxe. Tous leurs soins s'appliquent à

entourer leur roi, jadis électif, de la force et de la considération dont la royauté a besoin pour maintenir le repos intérieur de l'état, et relever sa grandeur extérieure. Les princes qui tonnent contre nos novateurs, parce qu'ils enchaînent la royauté, s'apprêtent, par une étrange contradiction, à fondre sur les novateurs du Nord qui veulent la fortifier. Quelques nobles factieux, ou vendus à l'étranger, *prétendant défendre les libertés publiques*, se liguent à Targowitz, et réclament l'intervention de Catherine, qui, garante de la constitution de 1775, fait entrer une armée en Pologne pour les soutenir, et occupe la majeure partie du royaume. Les Polonais sollicitent l'appui de la Prusse, et Frédéric-Guillaume, après leur en avoir donné l'espérance, n'envoie des troupes à Thorn et à Posen que pour s'en emparer.

Cependant les confédérés de Targowitz, qui ont imprudemment appelé l'ennemi, assemblent une diète à Grodno pour y discuter le rétablissement de leurs prétendus droits, et les institutions qui doivent consacrer le maintien des abus sur lesquels s'appuie leur orgueil olygarchique. Ils s'abusent au point de croire que la Russie met à grands frais ses armées en mouvement pour leur bon plaisir, rivalisant ainsi de niaiserie avec les conseillers de Louis XVI qui ont tramé la coalition.

L'Assemblée nationale, certaine qu'on s'apprêtait de toutes parts à envahir la France, résolut de prendre l'initiative. Elle avait des partisans en Belgique, où le joug autrichien avait causé des soulèvements sous Joseph II. On demanda à l'Autriche des explications sur ses armements ; elle répondit par des menaces. Dumouriez, alors ministre des affaires étrangères, fit déclarer la guerre, et envahir les Pays-Bas, afin de pousser jusqu'au Rhin : mais nos armées trahies se firent battre par une poignée d'Allemands sous les ordres de Beaulieu (avril 1792). Guerre avec l'Autriche.

Trois mois après, le duc de Brunswik, parti de Coblentz, pénètre en Champagne par Thionville, à la tête de soixante mille Prussiens et de dix mille émigrés, précédé par un manifeste qui menace de mettre tout à feu et à sang, si l'on ne se soumet sans coup férir. Sa marche se fait d'intelligence avec les ministres de Louis XVI, qui ont dégarni cette frontière pour éparpiller nos forces sur le Rhin et l'Escaut. Mallet-Dupan est l'agent qui combine avec eux la marche des armées coalisées : Bertrand de Molleville, alors ministre de la marine, a eu le courage de se vanter de ce haut fait ; l'histoire doit prendre acte de cet aveu. Les Prussiens entrent en Champagne.

Ces armées arrivent effectivement sans résistance jusqu'à Verdun, qui leur ouvre ses portes. Journée du 10 août ; la république est proclamée.

Toutefois le manifeste du duc de Brunswick produit en France l'effet contraire de celui qu'on espérait : on lui répond par le 10 août; le trône est renversé; un conseil provisoire établi; le roi enfermé au temple; la république proclamée; une Convention nationale convoquée pour donner une charte. Les jacobins, maîtres des élections, nomment à cette nouvelle assemblée leurs plus violents sectateurs. Ces étranges Lycurgue, enfoncés de plus en plus dans l'anarchie et la démagogie, placés entre les armées de l'Europe et l'échafaud, rompirent alors tous les liens de la multitude : l'ordre social fut renversé de fond en comble.

Les Prussiens sont expulsés.

Mais, en échange, un noble amour de la patrie enflamme tous les cœurs généreux. Indignés des menaces d'une poignée de Prussiens, soixante mille volontaires courent en Champagne, où le conseil exécutif provisoire envoie aussi Dumouriez avec l'armée de Sédan, Kellermann avec celle de Metz, Beurnonville avec celle du Nord. Le défilé de l'Argonne, où ces forces se concentrent, devient les Thermopyles de la France. Les Prussiens, qui ont espéré nous tourner, se voient coupés eux-mêmes, et forcés à une retraite honteuse, puisqu'elle se fit presque sans tirer l'épée. Custine, parti de Landau, enlève Mayence derrière eux; il pousse jusque sur la Lahn, et me-

nace d'enlever leur seul pont de Coblentz. Ces succès sauvent Lille, dont les héroïques citoyens ont bravé un bombardement terrible.

Dumouriez, débarrassé des Prussiens, au lieu de descendre la Meuse avec soixante mille hommes, afin de couper les Autrichiens compromis dans les Pays-Bas, va complaisamment de Verdun à Valenciennes pour les pousser de front sur leur ligne de retraite. Clairfayt et Beaulieu lui échappent ainsi, non par miracle, mais par sa faute. Invasion de la Belgique.

Nos armes ne sont pas moins heureuses dans les Alpes, où la Savoie et le comté de Nice sont conquis après un simulacre de résistance de la part des Piémontais. Une seule expédition contre l'île de Sardaigne échoua par maladresse.

Cependant les victoires de Valmy et de Jemmapes, la conquête de la Belgique, achevèrent de tourner la tête aux jacobins; l'attentat du 21 janvier fut consommé. En se débarrassant d'un roi vertueux mais faible, ils croyaient secouer à jamais le joug monarchique, comme si la royale victime n'avait pas eu de successeurs. C'était bien là le cas de dire que ce n'était pas seulement un crime, mais une faute. Quelle que fût la gravité du reproche de connivence avec les coalisés et l'émigration, dont on fit un crime à Louis XVI, la déchéance était, à la rigueur, la seule peine qu'on pût lui infliger, aux termes Mort de Louis XVI.

mêmes de la constitution; d'ailleurs le seul intérêt de conserver les relations politiques et maritimes avec l'Espagne aurait dû suffire pour faire respecter ses jours, si jamais une assemblée avait le sens commun en politique extérieure.

L'Espagne, la Hollande et l'Angleterre nous font la guerre.

Au milieu d'un pareil conflit, toutes les bases de notre politique ne pouvaient manquer d'être bouleversées. La France, naguère si brillante, allait être mise au ban de l'Europe. La cour d'Espagne, qui avait craint d'intervenir dans la guerre, de peur de donner prise à l'Angleterre, y est entraînée par indignation et par vengeance. Naples suit son exemple. La Hollande, provoquée, se la voit déclarer. Les déclamateurs de la Gironde, aveuglés par leurs utopies, prétendaient, en vociférant contre les tyrans de Vienne, Berlin et Madrid, qu'ils pourraient lutter avec succès contre eux, puisque *l'Angleterre, amie naturelle des peuples libres, se liguerait avec les peuples libres de la France.*

Pitt répondit à ces absurdités, en félicitant l'Angleterre, en plein parlement, des prospérités et de la grandeur que les troubles de France préparaient à son pays. Cependant, pour donner le change, il ne prit aucune part à la première campagne de 1792; affectant de ne s'immiscer en rien dans la lutte des partis, il resta paisible spectateur du 10 août et du 21 janvier, laissa

tomber le trône aussi-bien que l'infortuné monarque, et attendit que la querelle prît un aspect purement politique : l'occasion n'en était pas éloignée.

Les Français ayant envahi les états du roi de Sardaigne, et Dumouriez, maître de la Belgique, ayant proclamé la liberté de l'Escaut, les Anglais feignirent de n'entrer dans la coalition que comme garants du traité d'Utrecht et alliés de la Hollande que cette invasion menaçait; mais ils ne perdirent rien pour avoir attendu, et ne tardèrent pas à devenir la partie principale de la guerre.

Au commencement de 1793, les affaires changent de face : Dumouriez, qui a laissé les Autrichiens sur la Roër, vers Juliers, tandis qu'il n'avait que dix lieues à faire pour les rejeter derrière le Rhin, commet la faute plus ridicule encore de vouloir envahir la Hollande, en les laissant sur sa droite et sur ses communications; il rêve l'établissement d'une république ou d'un royaume des Pays-Bas, à l'aide duquel il reviendra à Paris dicter la loi aux jacobins. Il imagine que l'Angleterre et la Prusse, alliés intimes de la maison d'Orange, souffriront l'expulsion du stathouder. Il veut créer sa Batavie en dépit du souverain qui y règne, en dépit de la France et même des coalisés. On croirait en

Dumouriez chassé de la Belgique.

lisant son projet lire un conte des Mille et une nuits. Bien des gens affirment que c'est une invention dont il a voulu se faire honneur dans son émigration, et qu'il n'avait réellement dû menacer la Hollande d'après les ordres du conseil, que pour appuyer les négociations de Maret et décider l'Angleterre à reconnaître formellement la république française.

Quoi qu'il en soit, il ne tarde pas à en être puni. Les Autrichiens fondent sur sa droite vers Aix-la-Chapelle et Liége; il revient à la hâte, de sa personne, se faire battre à Nerwinde : son armée regagne Valenciennes en désordre, et le corps d'expédition est trop heureux d'atteindre Anvers avec peine, en sacrifiant des garnisons à la garde de ses chimériques conquêtes.

Il traite avec les Autrichiens.

On tonne contre lui à la tribune de la Convention. Pour se sauver, il traite avec le prince de Cobourg, et prétend venir à Paris à la tête de ses soldats, en confiant la garde de nos frontières aux Autrichiens. Ce ridicule projet soulève son armée. Quatre députés et le ministre Beurnonville viennent former une enquête; il les fait arrêter et conduire aux Autrichiens. Dès lors ses soldats indignés ne gardent plus de mesure : ils vont pour l'arrêter, font feu sur son escorte, et le forcent à se jeter dans l'Escaut, près de

Condé, d'où il court joindre le prince de Cobourg. En butte à la haine des deux partis, il va bientôt après porter à Londres ses plans militaires, qui deviendront un sujet de risée pour la postérité. Cependant Dumouriez était un homme doué de beaucoup de moyens et d'esprit.

Établissement du comité de salut public.

Les chefs des jacobins saisissent l'occasion du danger qui menace la France, pour créer un comité de salut public et l'investir d'une dictature formidable. Robespierre et Danton sont les meneurs de ce nouveau pouvoir exécutif.

Les alliés assiégent Mayence et Valenciennes.

Pendant que ces choses se passent sur la Meuse, le roi de Prusse renforcé franchit le Rhin, bat Custine, et met le siége devant Mayence, que Kléber, Meunier et Aubert Dubayet défendent héroïquement. Le duc d'Yorck et le prince de Cobourg profitent de la fuite de Dumouriez pour investir Condé. Dampierre, voulant la secourir, est repoussé et tué. Les alliés forcent le camp de Famars, puis mettent le siége devant Valenciennes.

Au midi, les Espagnols, sous Riccardos, envahissent le Roussillon; les Sardes rentrent en Savoie. L'intérieur n'est pas moins inquiétant: les réquisitions d'hommes, pour faire face à l'étranger, deviennent le prétexte d'une explosion

formidable, préparée de longue main dans la Vendée : soixante mille royalistes en armes se jettent sur Nantes et Angers.

Journée du 31 mai.

Le danger redouble l'exaspération des jacobins, plus qu'il ne les effraie. Tout ce qui ressemble à de la modération devient criminel à leurs yeux. Les girondins, dont les brillantes utopies ont renversé le trône, deviennent pour eux des ennemis comme les royalistes; la guerre ne saurait être longue entre d'éloquents déclamateurs et leurs féroces adversaires. Le 31 mai, la Convention est décimée; et ces orateurs, qu'on a eu la bonhommie de prendre pour des hommes d'état, vont expier sur l'échafaud le crime d'avoir été trop sincèrement attachés à de vaines théories. Robespierre, Danton, Marat et la populace se croient un moment maîtres de la France; mais la France se lève contre eux.

L'Angleterre se place à la tête de la coalition.

Tandis que la faction impétueuse des jacobins préparait l'ébranlement de l'Europe par la violence de ses passions, la grandeur des intérêts qu'elle soutenait, et l'exaltation des mesures nécessitées par sa position, le gouvernement britannique marchait à pas fermes et comptés dans le chemin tracé par sa profonde politique.

Ce n'était pas assez d'avoir pour alliés la Russie, l'Espagne et la Hollande; de forcer, à l'aide des escadres de Catherine, la Suède et le Dane-

marck à renoncer aux droits des neutres; de soumettre la Méditerranée avec celles de Charles IV; il prenait encore à sa solde toutes les troupes des puissances qui voulaient bien s'y prêter, et les dépouilles des Nababs de Mysore payaient le sang européen ruisselant à grands flots.

Ce peuple, que Brissot signalait quelques mois auparavant comme le plus sûr appui de la constitution française, dont Dumouriez voulait faire l'arbitre de l'ordre en France, s'était déja placé à la tête de la ligue universelle. Ses envoyés parcouraient les cours et les camps, prêchant partout la croisade avec une ferveur égale à celle de ces moines inspirés qui précipitèrent les peuples chrétiens dans la folle entreprise contre l'Asie.

Lord Beauchamp signait avec Luchesini, le 14 juillet, au camp devant Mayence, l'alliance étroite de l'Angleterre et de la Prusse; déja lord Elgin avait conclu dès le mois d'avril un traité de subside avec la Hesse pour huit mille hommes. Lord Yarmouth en fit deux nouveaux, l'un pour quatre mille hommes de Hesse-Cassel, le 23 août, et l'autre pour trois mille de Hesse-Darmstadt, le 5 octobre; il en ajouta bientôt un quatrième avec le grand-duc de Bade. Lord Grenville en avait signé un plus important avec le

comte de Front, ministre du roi de Sardaigne, qui s'engagea, le 25 avril, à tenir son armée sur le pied de cinquante mille hommes, moyennant le paiement annuel de cinq millions : le même ministre anglais conclut enfin, le 30 août, une alliance avec la cour d'Autriche. En ajoutant à tous ces traités avec les puissances continentales, ceux de lord Saint-Hélens avec Godoï, duc d'Alcudia, ministre d'Espagne (25 mai), de lord Auckland avec le stathouder, du chevalier Hamilton avec le ministre du roi de Naples (12 juillet); puis en se rappelant les machinations de Hervey à Livourne, de Drake à Gênes, de Hayles à Copenhague, et de Fitzgérald en Suisse, on appréciera l'étonnante activité de la diplomatie anglaise, les sophismes des hommes qui avaient présidé aux relations de la France depuis 1790, et le danger incalculable auquel on s'expose en confiant les destinées des nations à des assemblées tumultueuses.

Ainsi l'Angleterre, tenant tous les fils de cette immense trame, dirigeait les intérêts européens à son gré, dispensait ou promettait des provinces, et influençait même les opérations militaires par les agents accrédités qu'elle envoyait aux différents quartiers-généraux. A tant d'habileté, la Convention n'opposa que sa redoutable énergie, et le ridicule décret du 7 sep-

tembre qui déclarait Pitt l'ennemi du genre humain.

Les affaires de Pologne, quoique fort avancées, étaient encore appelées à faire une grande diversion à celles de l'Occident. Kaminieck, dernière et principale place d'armes des patriotes polonais, s'était rendue aux Russes le 2 mai, avec 200 pièces de canon, ce qui acheva la soumission des provinces méridionales, où douze mille hommes prêtèrent serment à Catherine. Cet événement, joint à la dispersion du reste de l'armée, ne laissait aucune probabilité de résistance. Affaires de Pologne.

Bien que la nouvelle diète, assemblée en 1792 à Grodno sous l'influence des confédérés de Targowitz, fût polonaise, l'esprit de faction la déchirait; et si ses membres s'accordaient à déplorer les malheurs publics, chacun d'eux n'y voyait de remède que dans le triomphe de son parti. Catherine ne devait donc plus se dissimuler que la réaction ne remplirait point le but des confédérés, et que le pouvoir mal affermi de Stanislas ne rallierait jamais les Polonais de 1791 à la constitution de 1775. Elle ne pouvait oublier la domination des Jagellons à Moscou, ni les menaces qui lui avaient été faites tout récemment durant la guerre de Turquie. Enfin, l'occasion qui se présentait d'affran-

chir pour toujours son empire de l'espèce d'interdit sous lequel il se trouvait placé par la situation géographique de la Pologne, était trop belle pour la laisser échapper.

Second partage partiel de ce pays.

Dans des circonstances si délicates, l'intérêt de la Russie ne permettait pas de balancer sur le choix d'un parti. Évacuer la Pologne et la livrer à son sort, c'eût été détruire l'ouvrage d'un siècle de vaste politique, en exposant le nouveau gouvernement de Stanislas à un bouleversement inévitable. D'ailleurs, comment attendre du cabinet de Pétersbourg une résolution qui eût relégué toute son action politique derrière la Dwina, ou au fond du golfe de Bothnie? Fallait-il au contraire qu'il entretînt une armée nombreuse pour soutenir le frêle édifice des confédérés, et réduire ainsi la république à un état d'avilissement pire que celui dans lequel elle se trouvait plongée depuis un siècle? N'eût-il pas mieux valu, pour l'avantage même des deux nations, l'agréger à la Russie? Les grands coups de politique, réclamés par un haut intérêt public, méritent ordinairement la sanction de la postérité, quelque injustes qu'ils puissent être d'ailleurs. La nôtre appréciera le service que Catherine rendit à l'empire russe par la négociation qui ouvrit à ses peuples l'avenir le

plus glorieux, sans approuver les moyens employés à cet effet.

Cependant les intentions manifestées par l'impératrice de garder une partie des provinces que ses troupes occupaient, et le projet de Frédéric-Guillaume d'agréger Posen, Thorn et Dantzick à ses états, firent cesser toutes les illusions et les incertitudes de la diète. Un grand nombre de membres protestèrent; mais l'armée était dissoute, le pays occupé, il fallut céder au plus fort. Enfin Stanislas, espérant sauver les débris de la république, signa, le 13 juillet, un traité avant-coureur de sa ruine, et auquel succéda bientôt celui du 14 octobre. Tout en déplorant les malheurs d'un peuple digne d'un meilleur sort, on est contraint d'admirer la persévérance et l'habileté avec laquelle la czarine sut arriver à ses fins.

Rapports avec la Porte.

La Porte ottomane, ébranlée par les insinuations des coalisés et des émigrés, avait hésité, à la fin de 1792, de reconnaître la république française. Sémonville, destiné à l'ambassade de Constantinople, doit cimenter nos liens avec cet antique allié : il ne peut s'y rendre que par Venise, en traversant la Suisse et la Valteline. Maret, chargé d'aller à Naples pour concerter avec la cour sur les moyens d'obtenir la mise

en liberté de la reine Marie-Antoinette, en la faisant réclamer comme un gage au maintien de la paix, prend avec lui la route de Coire. Le conseil exécutif jouissait de si peu de considération, que le gouvernement des Grisons, mené par les Salis et dévoué à l'Autriche, fit arrêter ces deux agents diplomatiques sur le lac Majeur, et les livra, contre le droit des gens, aux impériaux, qui les jetèrent dans les prisons de Mantoue, sans autre motif que l'attachement qu'on leur supposait pour les doctrines républicaines.

Les puissances barbaresques imitèrent le grand-seigneur, et il n'y eut pas jusqu'à l'empereur de Maroc, Muley-Soliman, qui ne se laissât entraîner par les instigations anglaises, au point de proscrire toutes les relations avec la république.

Situation effrayante de la France.

Si la situation politique de la France semble désespérée, l'état de ses affaires militaires n'a rien qui puisse la rassurer. Des Alpes aux Pyrénées, du Rhin à l'Océan, du Rhône aux rives de la Loire, le drapeau tricolore rétrograde devant les masses nombreuses mais mal dirigées de ses ennemis. Beauharnais, qui devait débloquer Mayence, y marche trop lentement, et arrive pour être témoin de sa reddition. Custine ne veut pas risquer de bataille pour dé-

livrer Valenciennes, parce qu'il n'a que de jeunes soldats. Ces deux généraux, accusés de faiblesse, portent leur tête sur l'échafaud; mais Mayence et Valenciennes n'en tombent pas moins sous les coups des forces combinées de l'Autriche, de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande. Bellegarde succombe sous les armes espagnoles; la Vendée est en feu, et soixante mille royalistes victorieux menacent les conventionnels sur leurs siéges sanglants. La résistance à la démagogie arme Bordeaux, Lyon, Marseille et Caen. Les Austro-Sardes franchissent les Alpes, et sont prêts à donner la main à ces insurgés. Le reste de la France même paraît disposé à se soustraire au joug de la Convention, plutôt qu'il ne s'apprête à la soutenir. Partout inférieures et désorganisées, les armées, sans chefs capables, attendent incessamment le coup décisif qui doit amener leur dissolution; enfin, pour comble de malheur, les colonies sont perdues. Jamais gouvernement ne se trouva dans une position plus effrayante; jamais nation ne parut si près de sa ruine.

Énergie de la Convention.

Toutes les combinaisons de la prévoyance humaine signalaient sa chute prochaine; et les conventionnels seuls, loin de se laisser abattre, redoublaient d'énergie et de rage à mesure qu'on

leur découvrait un nouveau danger ou de nouveaux revers.

Le partage de la Pologne venait ajouter à ce sombre tableau; mais en éclairant les Français de toutes les conditions sur le sort dont leur patrie était menacée, il opère le même miracle que le manifeste du duc de Brunswick produisit dans la campagne précédente: autorisant en quelque sorte les atrocités commises par les jacobins, il leur donna même les apparences du plus saint des devoirs: fatale extrémité, à laquelle une sage politique ne devrait jamais réduire les peuples! Comme l'indignation de subir des lois étrangères avait servi de prétexte aux hommes du 2 septembre, de même la crainte de voir la France humiliée et démembrée, ajoutant le puissant mobile du patriotisme, de l'honneur et de l'indépendance, à l'effroi inspiré par le régime de la terreur, l'un et l'autre concoururent aux immenses résultats de cette campagne.

Déja la guerre a entièrement changé de but: les droits de la noblesse, la contre-révolution, la prérogative royale, ne sont plus les motifs de la coalition, comme les droits du tiers-état ne sont plus les mobiles du parti républicain. Les rois voient l'anarchie ébranlant tous les trônes; les jacobins n'aperçoivent de salut que dans l'anarchie, qui doit faire de chaque Français un

soldat, une victime ou un factieux. Les premiers tremblent qu'assimilés à Louis XVI, on ne leur fasse un crime de toutes leurs actions, en les interprétant comme des actes de tyrannie et de despotisme; les novateurs redoutent qu'on leur demande compte du sang royal qu'ils ont répandu, et des théories qu'ils ont voulu propager, précédés du canon et suivis de la guillotine. Les souverains voient la hache révolutionnaire suspendue sur leurs têtes comme l'épée de Damoclès; les chefs de la Montagne aperçoivent d'un côté l'échafaud, et de l'autre l'espoir d'une victoire honorable; ils peuvent se sauver au milieu des ruines, des décombres dont ils couvrent le sol français.

Espoir que donne la lenteur des alliés.

La longue léthargie des alliés pendant le bombardement de Valenciennes avait rassuré les républicains sur les conséquences de la fuite de Dumouriez; quatre mois s'étaient écoulés depuis sa défection, et le sol de la république, livré sans défense aux coups de ses ennemis, se trouvait à peine entamé. En calculant la marche des événements ultérieurs d'après la lenteur de ces progrès, combien de chances ne pouvait-on pas se promettre, si l'on redoublait d'audace et d'énergie, à mesure que les coalisés se consumaient en efforts mal concertés contre des remparts? combien de places n'avaient-ils pas

encore à réduire avant d'être arrivés au terme de leur entreprise?

Des hommes familiarisés avec les combinaisons militaires, tels que Carnot, Prieur, Dubois-Crancé; d'autres, initiés dans ces calculs par les nombreux mémoires déposés aux archives de la guerre, jugèrent tout ce que la prise de Lille et de Landrecies avait coûté d'efforts à Eugène et à Marlborough. Les alliés aujourd'hui n'étaient point commandés par de grands capitaines de cette trempe, et la nation, plus vigoureuse que sous la décrépitude de Louis XIV, avait au contraire des moyens de défense supérieurs; il ne lui fallait que le temps de les déployer.

Ainsi, par un mélange d'énergie, d'honneur national, de sentiment de leur propre conservation, les membres les plus éclairés de la Convention ne désespérèrent point du salut public, et comptèrent assez sur les Français pour prendre la résolution de s'enterrer sous les ruines de la république, ou de se sauver avec elle. Ils réussirent même au-delà de leurs espérances, et on doit convenir qu'ils en furent redevables aux fautes et à la mollesse de leurs ennemis, autant qu'à l'énergie nationale et à la sagesse de leurs mesures.

Cependant la chute des deux premiers boulevards de la république, l'évacuation du camp de

César, et l'apparition des partisans autrichiens jusqu'aux portes de Saint-Quentin, firent bientôt juger le péril plus imminent qu'on ne l'avait d'abord supposé. Barrère déclare que si Paris ne se lève pas une seconde fois pour cerner l'ennemi devant Cambrai, c'en est fait de la patrie; Danton fait décréter que tout soldat quittant les drapeaux sera puni de mort.

La constitution ochlocratique qui consacre la souveraineté de la multitude va être établie; mais en imprimant une marche vague à l'administration publique, elle la privera de toute la force de l'arbitraire. Il faut, dans les grandes crises, un pouvoir extraordinaire, et tout se prépare pour obtenir la suspension de cette charte, à laquelle un gouvernement révolutionnaire sera substitué. Cette mesure, présentée comme le gage du salut public, convient d'autant mieux aux chefs des jacobins, qu'elle perpétue et accroît leur pouvoir, sans les exposer aux chances d'une élection, dont ils n'auraient pu être certains, malgré la terreur qui planait sur la France.

Carnot est nommé au comité de salut public

En attendant, on sent la nécessité d'avoir recours aux hommes qui développent quelques talents militaires. Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, qui en ont fait preuve dans leurs missions aux armées, sont adjoints, le 14 août, au comité de salut public. Le même jour, la Con-

vention adresse, sur la proposition de Barrère, une proclamation aux Français, où l'on retrouve, comme dans toutes les productions de ce temps, le plus étrange abus de mots, joint aux pensées les plus fortes.

« Aux armes, Français! à l'instant même où « un peuple d'amis et de frères se tiennent ser- « rés dans leurs embrassements, les despotes de « l'Europe violent vos propriétés et dévastent « vos frontières. Aux armes, levez-vous tous, « accourez tous : la liberté appelle les bras de « tous ceux dont elle vient de recevoir les ser- « ments. C'est la seconde fois que les tyrans et « les esclaves conjurés souillent sous leurs pas « la terre d'un peuple souverain. La moitié de « leurs armées sacriléges y a trouvé la première « fois son tombeau; que cette fois tous péris- « sent, et que leurs ossements, blanchis dans « nos campagnes, s'élèvent comme des trophées « au milieu des champs que leur sang aura ren- « dus plus féconds. Aux armes, Français! cou- « vrez-vous de la gloire la plus éclatante, en « défendant cette liberté adorée, dont les pre- « miers jours tranquilles répandront sur vous et « sur les générations de vos descendants tous « les germes de bien et de prospérité. »

Cependant ces mesures se bornaient jusque là à des déclamations et à des décrets d'une exé-

cution à peu près impossible; le danger devenant de jour en jour plus pressant, les affaires de l'intérieur prenaient un aspect plus sinistre; la guerre civile et l'invasion étrangère menaçaient soixante départements; à peine l'autorité de la Convention était-elle reconnue dans le tiers de la France, et cette portion se trouvait déja épuisée par les efforts antérieurs. Les proclamations ne procuraient qu'un petit nombre d'hommes, car les plus exaltés avaient déja volé à la frontière. L'idée de sauver la république par la plus affreuse terreur sortit comme une éruption volcanique des têtes exaltées de quelques meneurs, ou fut le résultat de leur désespoir.

Le 23 août, Barrère, montant à la tribune, propose de décréter la levée en masse des Français. Ce moyen seul pouvait les sauver, et l'orateur ne manquait pas d'éloquence pour convaincre la Convention des avantages de cette grande mesure. Après avoir démontré la nécessité de renforcer les armées, et l'insuffisance du recrutement ordinaire pour faire face aux dangers, il établit le principe de la réquisition générale, ménageant avec adresse les idées d'égalité, et les intérêts particuliers des nombreuses classes dont on a toujours peine à faire des soldats; puis il présente le décret suivant:

Fameux décret sur levée en masse

« Jusqu'au moment où les ennemis auront été

« chassés du territoire de la république, tous les « Français sont en réquisition permanente pour « le service des armées.

« Les jeunes gens iront au combat; les hom- « mes mariés forgeront les armes, et transpor- « teront des subsistances; les femmes feront des « tentes, des habits, et serviront dans les hôpi- « taux; les enfants mettront le vieux linge en « charpie; les vieillards se feront porter sur les « places publiques pour exciter le courage des « guerriers, la haine des rois et l'unité de la « république.

« Les maisons nationales seront converties en « casernes, les places publiques en ateliers d'ar- « mes, le sol des caves sera lessivé pour en ex- « traire le salpêtre.

« Les armes de calibre seront exclusivement « confiées à ceux qui marcheront à l'ennemi; le « service de l'intérieur se fera avec les fusils de « chasse et l'arme blanche.

« Les chevaux de selle seront requis pour « compléter les corps de cavalerie; les chevaux « de trait, autres que ceux employés à l'agricul- « ture, conduiront l'artillerie et les vivres.

« Le comité de salut public est chargé de « prendre toutes les mesures pour établir, sans « délai, une fabrication d'armes de tout genre, « qui réponde à l'état et à l'énergie du peuple

« français ; il est autorisé, en conséquence, à « former tous les établissements, manufactures, « ateliers et fabriques qui seront jugés néces- « saires à l'exécution des travaux, ainsi qu'à « requérir pour cet objet, dans toute la répu- « blique, les artistes et les ouvriers qui peuvent « concourir à leurs succès ; il sera mis à cet effet « une somme de trente millions à la disposition « du ministre de la guerre.

« Nul ne pourra se faire remplacer dans le « service pour lequel il sera requis ; les fonc- « tionnaires publics seront à leur poste.

« La levée sera générale, les citoyens non ma- « riés ou veufs sans enfants, de dix-huit à vingt- « cinq ans, marcheront les premiers : ils se « rendront sans délai au chef-lieu de leur district « où ils s'exerceront tous les jours au maniement « des armes, en attendant l'ordre du départ ; on « les formera en bataillons sur le même pied que « ceux qui sont déja aux frontières.

« Le bataillon qui sera organisé dans chaque « district se réunira sous une bannière portant « cette inscription : *Le peuple français debout* « *contre les tyrans.* »

Gouvernement révolutionnaire

L'assemblée adopta ces mesures aux acclamations universelles : cinq jours après, elle décréta la suspension de la constitution du 24 juin, et l'établissement d'un gouvernement révolution-

naire, jusqu'à l'entière délivrance de la république.

A peine cette loi est-elle rendue, que la fatale nouvelle de l'entrée des Anglais et des Espagnols à Toulon se répand. Cette place, si importante sous les rapports maritimes, militaires et politiques, va livrer aux ennemis une communication avec les royalistes du Rhône, et servir de base d'opérations à de puissantès armées qui ne manqueront pas de s'y porter; la guerre civile va prendre une tournure bien plus alarmante.

Grand système de terreur.

A des désastres pareils il faut opposer une énergie proportionnée. Le puissant levier de tous les mouvements insurrectionnels est mis en jeu; le 5 septembre, la commune de Paris, dirigée par Chaumette, instiguée par les meneurs du comité, vient demander la formation d'une armée révolutionnaire, suivie de douze tribunaux pour juger les conspirateurs, les accapareurs et ceux qui s'opposeraient à l'exécution des lois. Barrère, peu d'heures après, propose, au nom du comité de salut public, de sanctionner ces mesures; Danton demande qu'on mette cent millions à la disposition du ministre de la guerre, pour fabriquer des armes et surtout des fusils. La planche aux assignats est en permanence pour fournir à ces besoins. Ces motions, bientôt converties en lois, annoncent à tous les Français

que le seul moyen de ne pas être placé au rang des bourreaux ou des victimes est de voler sur les frontières. On court chercher sous l'uniforme militaire un honneur qu'on n'aperçoit plus ailleurs; on espère trouver, au milieu des camps, une sûreté qu'on ne peut attendre sous le couteau des délateurs.

La peur de l'armée révolutionnaire fait grossir rapidement les armées nationales de tous les individus que la loi vient d'atteindre, et bientôt on sera moins embarrassé de trouver des bataillons que des généraux pour les conduire. Un million d'hommes, armés ainsi par les sentiments les plus divers, se précipitent sur les coalisés, et les refoulent de toutes parts. Plus heureux que sages, nous sortons victorieux de cette lutte sans exemple dans les annales d'aucun peuple.

Les alliés favorisent ces mesures extraordinaires par le peu de concert dans leurs entreprises. A peine sont-ils maîtres de Valenciennes et de Mayence, qu'ils opèrent dans les directions les plus excentriques. Les Anglais convoitent Dunkerque, que le duc d'Yorck va assiéger; les Autrichiens du prince de Cobourg en veulent au Quesnoy et à Maubeuge, où le prince de Cobourg vient échouer; les Prussiens attaquent Landau et couvrent Kaiserslautern; les Autrichiens de Wurmser vont forcer les lignes de Wissem- Fautes des alliés.

bourg, prennent le fort Louis et menacent Strasbourg.

Ils sont chassés du territoire français.

Inspiré par Carnot, le comité prescrit à Houchard de rassembler l'armée du Nord, de couper les Anglais de Furnes, et de les jeter à la mer. Il les bat à Hondschote, sauve Dunkerque, et vient ensuite accabler les Hollandais à Menin. Mais il n'a pas manœuvré pour acculer l'ennemi à la mer, comme il le devait d'après ses instructions; on l'envoie à la mort, parce qu'il n'a su remporter qu'une demi-victoire, et attaquer de front un ennemi qu'il pouvait aisément couper de ses communications.

Son armée est dirigée par Jourdan au secours de Maubeuge; Cobourg assiége cette place avec 40 mille hommes, et Clairfayt le couvre avec 25 mille; l'armée d'observation isolée est accablée à Watignies, à deux lieues de celle de siége, qui décampe en toute hâte. Une partie des vainqueurs court en poste sous les ordres de Hoche pour sauver Landau. Elle échoue d'abord à Kaiserslautern où le duc de Brunswick occupe une position formidable; mais Hoche, bien inspiré ou bien dirigé, se rabat par la vallée d'Anveiler contre la droite des Autrichiens qu'il culbute à Werth, Reichshoffen et Geisberg, de concert avec la gauche de Pichegru. Les alliés sont repoussés sur Manheim; partout le sol français est

balayé à la suite de manœuvres habiles, et couronnées d'un succès mérité.

Kellermann a soumis Lyon et relégué les Sardes en Piémont; Dugommier, avec une division de l'armée de Nice, renforcée de 40 mille gardes nationales, reprend Toulon; Kléber, Marceau, Canclaux, après des efforts inouïs, compriment la Vendée où le sang français coule à grands flots, versé par des mains françaises.

Jugement et mort de la reine.

Ces exploits sont entachés par les crimes des jacobins, qui ne rougissent pas de traîner au supplice la belle épouse de Louis XVI. Marie-Antoinette est fille de Marie-Thérèse, elle est autrichienne, de là on prétend que c'est elle qui a ourdi la coalition : il n'en faut pas tant à Fouquier-Tainville et aux tigres du tribunal révolutionnaire pour l'envoyer à l'échafaud.

Résultat politique de la révolution.

Toutefois un état de crise si violent ne pouvait durer, et, malgré ses victoires, la France, naguère si brillante par sa politique fédérative, consumait au fond tous ses éléments de force pour combattre ses alliés naturels; car, indépendamment de l'Angleterre, elle se trouvait aux prises avec la Russie, l'Autriche, la Prusse, l'empire, la Hollande, l'Italie et l'Espagne; il n'y eut pas jusqu'aux États-Unis d'Amérique avec lesquels elle ne se brouillât. Ses anciens alliés, les Autrichiens et les Espagnols, figuraient à

côté des Anglais à la tête de ses plus ardents ennemis.

Pour comble de malheur, son système colonial et maritime est ébranlé jusque dans ses fondements. Les principes de liberté et d'égalité, importés dans nos colonies sans ménagement, y ont soulevé plus de passions que dans la métropole même, et l'on pense bien que la jalouse Angleterre n'a pas négligé de les exciter. C'est à Saint-Domingue surtout qu'elles éclatent avec fureur. Les petits blancs sont aux prises avec les grands blancs, c'est-à-dire avec les aristocrates de la colonie. Les mulâtres veulent aussi leurs droits que l'Assemblée nationale a proclamés, et que les blancs de toutes classes leur contestent. Les noirs se partagent entre ces trois partis, et en forment bientôt un quatrième. Le sang africain et le soleil de l'équateur rendent les passions plus ardentes : bientôt Saint-Domingue est en feu, et les horreurs qui s'y commettent surpassent même celles qu'exercèrent jadis les féroces conquérants des Caraïbes.

Les grands blancs se déclarent partisans de l'émancipation, et s'enrôlent sous les drapeaux de l'Angleterre plutôt que de céder à l'orgueil de caste. Santonax, pour sauver la colonie et s'attacher la masse des habitants, proclame la liberté des noirs sur les ruines fumantes du Cap.

Il consacre le désordre, mais il a pour lui la multitude et la force. S'il parvient à les régulariser, la France pourra y trouver son avantage: toutefois ce n'est qu'une conjecture; il est plus vraisemblable que, trompé par un avantage passager, il n'aura fait qu'accroîtré les chances de l'émancipation. Revenons à ce qui me concerne.

Je suis nommé chef de bataillon.

Graces aux nombreuses levées dont on vient de parler et aux vacances que l'émigration occasionnait, l'avancement allait grand train dans ces années de troubles. On m'avait proposé, en 1792, le commandement d'un bataillon de volontaires nationaux pour l'expédition de Sardaigne : je l'acceptai. On se moqua de moi dans le corps d'artillerie; mais j'avais déja compté les pas qu'il fallait faire pour aller au commandement, et c'était un échelon de franchi. Au retour de l'expédition, je rentrai dans l'artillerie avec mon grade d'officier supérieur. J'avais alors vingt-quatre ans.

Idées républicaines.

On a beaucoup parlé de mon exaltation républicaine. Il n'est pas étonnant qu'un jeune homme, à son entrée dans le monde, conserve les maximes qu'il a admirées dans les Grecs et les Romains. Je puis donc avouer que je fus sincèrement républicain; mais l'expérience des affaires et des hommes ne tarda pas à me désabuser. Cependant j'ai toujours conservé l'idée qu'il était

facile de concilier la force dans l'autorité et dans les institutions avec la libéralité des principes dans l'application, c'est-à-dire dans les actions du gouvernement.

Je décide le succès du siége de Toulon.

Je menai une vie insignifiante jusqu'au siége de Toulon. J'étais alors chef de bataillon, et, en cette qualité, je pus avoir quelque influence sur le résultat de ce siége, dont je commandai l'artillerie en second.

Lorsque la trahison livra Toulon et notre flotte aux coalisés, à la fin d'août 1793, Lyon avait arboré le drapeau blanc; la guerre civile était mal éteinte en Languedoc et en Provence; l'armée espagnole victorieuse avait passé les Pyrénées et inondait le Roussillon; l'armée piémontaise avait franchi les Alpes, elle était aux portes de Chambéry et d'Antibes. Les coalisés ne sentirent pas assez l'importance de la conquête qu'ils venaient de faire. Si trente mille Sardes, Napolitains, Espagnols et Anglais se fussent réunis dans Toulon aux douze mille fédérés, cette armée de quarante mille hommes fût arrivée sur Lyon, se liant par sa droite à l'armée piémontaise, et par sa gauche à l'armée espagnole.

Six semaines se passèrent à réunir les forces et les moyens de faire le siége. Le 15 octobre, un conseil de guerre fut convoqué à Olioulles

et présidé par le conventionnel Gasparin. On y lut un mémoire approuvé par le comité des fortifications sur la conduite du siége de Toulon; le célèbre d'Arçon l'avait rédigé. Je m'opposai à l'adoption de ce plan et en proposai un plus simple. Il était probable que les coalisés n'abandonneraient pas douze mille hommes dans Toulon, si nous nous emparions des deux forts qui battent l'entrée de la rade à ses extrémités. Dès que la communication entre la flotte anglaise et la garnison serait menacée, on devait compter qu'ils évacueraient ou seraient prisonniers. En s'y prenant à temps, on eût obtenu ce résultat assez facilement; mais l'ennemi avait eu le loisir de construire le fort Mulgrave. Cependant, malgré cette fâcheuse circonstance, mon système prévalut; et, au lieu de nous appliquer à détruire une place française, nous obtînmes en un mois le but désiré. Le 18 décembre, nous entrâmes dans Toulon; mais on ne put sauver que la moitié de l'escadre, l'autre moitié, l'arsenal et les chantiers étaient incendiés par les ennemis éternels de notre gloire et de notre prospérité.

Nommé général d'artillerie à l'armée d'Italie.

Nous avions bien mérité de la patrie. On me nomma général de brigade, et l'on m'envoya, au commencement de 1794, à l'armée d'Italie pour commander l'artillerie. Le général en chef Dumerbion était vieux et sans génie; son chef

d'état-major était un homme instruit, mais médiocre. On était à guerroyer sans art dans les Alpes maritimes. Je proposai un plan pour tourner la fameuse position de Saorgio : il réussit à merveille. J'en proposai un autre pour réunir l'armée des Alpes et celle d'Italie sous Coni, ce qui nous eût valu le Piémont, et conduit sans grand effort sur le Pô. On ne put tomber d'accord avec l'état-major de l'armée des Alpes, parce qu'il aurait fallu fondre les deux armées en une seule sous un même général, et que chacun tient à sa place. D'ailleurs, il aurait fallu l'approbation du comité de salut public qui voulait diriger la guerre de Paris, comme le conseil aulique la dirige de Vienne.

Je m'en dédommageai en portant l'armée d'Italie jusqu'à Savone et aux portes de Ceva; ce qui dégagea Gênes, menacée par les coalisés. L'hiver et des ordres impératifs nous arrêtèrent.

Conquête de la Belgique, de la Hollande et de la rive gauche du Rhin.

Tandis que nous nous morfondions dans les Alpes, trois cent mille Français inondaient la Belgique et le Palatinat, battaient les alliés à Turcoing, à Fleurus, à Kaiserslautern, sur l'Ourte, sur la Roër; chassaient les Anglais, les Hollandais, les Autrichiens et les Prussiens jusque derrière le Rhin; entraient victorieux dans Bruxelles, Anvers et Maestricht; passaient le Waal et la Meuse sur la glace; entraient triom-

phants dans Amsterdam, Cologne et Coblentz. Deux autres armées sous Dugommier, Pérignon et Moncey envahissaient la Catalogne et la Biscaye, après avoir remporté deux victoires éclatantes à Figuières et à Saint-Martial. Enfin, cent mille hommes soumettaient avec peine les royalistes de la Bretagne et de la Vendée.

Bataille navale d'Ouessant.

Autant la France est heureuse sur terre, autant elle l'est peu sur mer : la famine la désolait; un grand convoi est attendu d'Amérique à Brest, et la flotte sort au nombre de vingt-cinq vaisseaux de ligne pour faciliter son entrée. L'amiral Howe s'avance pour la combattre à nombre égal. Villaret-Joyeuse est forcé par Jean-Bon-Saint-André à recevoir la bataille avec de jeunes officiers peu expérimentés ou de vieux marins mal disposés pour la république.

On se bat avec un courage héroïque, mais sans génie. L'ordre, le calme, l'expérience et la tactique des Anglais triomphent d'une valeur mal guidée. Nous perdons sept vaisseaux pris ou coulés, et notre flotte de l'Océan est réduite à l'inactivité par cet événement, comme celle de la Méditerranée est paralysée par l'incendie de Toulon.

Tout présage dès lors la perte de nos colonies : la Martinique est livrée aux Anglais par le perfide Behague ; Saint-Domingue est depuis deux

ans en proie à la révolte des noirs, au massacre et à l'incendie. Ainsi, la perte de la marine agit d'une manière funeste sur les colonies, et la perte des colonies réagit à son tour sur la marine en nous privant de cette inépuisable pépinière de matelots. A peine la guerre est commencée, et déja le triomphe de l'Angleterre est assuré; on dirait que plusieurs siècles nous séparent de la guerre de 1780 qui a valu l'indépendance de l'Amérique.

Insurrection de la Pologne.

Dans le temps où ces choses se passent, l'attention du Nord est fixée par un drame moins sanglant, mais non moins intéressant que le nôtre. Au bruit de nos succès l'esprit national des Polonais venait de se réveiller : honteux du traité souscrit par Stanislas, qui leur coûte la moitié de leurs provinces et prépare la destruction du peu qu'on leur a laissé, ils se soulèvent : les gardes mêmes de Stanislas sont à la tête de l'insurrection. Les Russes sont chassés de Varsovie, de Wilna et de la majeure partie des provinces envahies. Kosciusko, nommé généralissime, parvient à réunir soixante mille hommes pour sauver sa patrie, mais il est obligé de faire face à trois armées. Catherine ordonne à Suwarof, vainqueur des Turcs, d'aller soumettre ce royaume : le roi de Prusse marche lui-même contre Varsovie; il n'est pas plus heureux qu'en Champagne,

et, forcé à lever le siége, il se replie sur la Wartha. Kosciusko, menacé par l'armée russe de Fersen, marche à elle : trahi par la fortune, il est battu et fait prisonnier. Quelques braves Polonais lui succèdent; mais il y a peu d'unité entre eux, peu d'énergie dans l'administration, et beaucoup de divergence d'intérêts dans la noblesse. Suwarof arrive après deux victoires devant Varsovie, et enlève Praga d'assaut; les restes de l'armée polonaise sont dissous, et le partage définitif du royaume couronne une des plus importantes entreprises de la politique moderne : entreprise toute glorieuse pour le vaste génie de Catherine, mais fort peu pour celui des cabinets qui la secondèrent.

Chute de Robespierre.

L'intérieur de la France présentait encore un état sinistre, quoique les jacobins eux-mêmes, redoutant la domination de Robespierre, l'eussent envoyé à la mort avec ses plus ardents sectateurs, Saint-Just, Couthon et Lebas (1). Le retour d'un peu de modération dans les antres

---

(1) On assure que Robespierre fut renversé par le parti même des terroristes, parce qu'il avait annoncé qu'il était temps d'en finir, et de revenir à une justice moins expéditive. Le rôle de cet étonnant personnage n'est pas encore bien développé; il est probable qu'il restera même dénaturé dans l'histoire.

de la Montagne n'empêchait pas que la moitié des Français ne fût encore en armes contre l'autre moitié. Il y avait tout à craindre d'une réaction qui releverait les échafauds et ramènerait la guerre civile plus terrible que jamais.

Un des premiers résultats de cet esprit réactionnaire avait été le renouvellement mensuel du comité de salut public. L'idée de changer de gouvernants tous les mois était trop bizarre pour n'avoir pas été inspirée par les ennemis de la république. Par suite de ces mesures, Carnot avait quitté la direction de la guerre; toute la politique intérieure se ressentait de cette *lanterne magique représentative.*

Paix avec la Prusse et l'Espagne.

Cependant, malgré l'instabilité d'une telle administration, le triomphe du parti modéré avait eu du moins l'avantage de nous débarrasser de deux ennemis puissants. Notre politique extérieure, flétrie par l'ineptie des gouvernements révolutionnaires, commençait à se relever peu à peu. Boissy d'Anglas, dans un exposé plein de sagesse, venait de signaler publiquement à la tribune un retour à des idées plus saines, plus modérées et plus justes : les traités de Bâle avec la Prusse et l'Espagne en furent le résultat. Frédéric-Guillaume, voyant qu'il avait plus à gagner en Pologne qu'avec nous, se retira de la coalition pour porter toutes ses vues sur le Nord. Le ca-

binet de Madrid, qui n'avait fait la guerre que pour venger l'attentat commis sur Louis XVI, sentit que la politique nationale devait marcher avant tout, et qu'il s'était fait imprudemment le complice de la suprématie anglaise qu'il devait redouter encore plus que nous.

Le modérantisme avait agi jusque sur les destinées de la famille royale. Le Dauphin qui, sous le nom de Louis XVII, languissait dans les cachots du Temple, a succombé à une maladie cruelle; mais sa sœur, aujourd'hui duchesse d'Angoulême, seul reste de la famille royale qui n'a pu se soustraire par la fuite, est rendue à l'Autriche contre les ambassadeurs qu'elle a arrêtés, et contre les députés livrés par Dumouriez. Louis XVIII vit retiré à Vérone; et le comte d'Artois, son frère, revenu en Angleterre avec ses deux fils, y prépare une expédition pour descendre dans les provinces de l'Ouest, armées pour le recevoir; enfin, les trois fils du duc d'Orléans reçoivent du Directoire des passeports pour l'Amérique : l'aîné, duc de Chartres, qui avait fait la guerre sous Dumouriez avec distinction, avait vécu errant sous un nom supposé en Suisse; les deux autres étaient détenus au fort Saint-Jean, à Marseille.

Bonaparte est mis à la suite de l'armée de la Vendée.

Tel était l'état général des affaires au commencement de 1795, lorsque le fameux travail



d'Aubry, qui réduisait les cadres de l'armée pour leur donner une organisation plus solide (1), me laissa sans activité. On me mit à la suite des généraux d'infanterie, pour servir en Vendée. Je refusai de faire cette guerre dans une situation qui ne me convenait nullement, et je me rendis à Paris. Je pus encore y être utile, puisque Kellermann s'étant laissé battre dans l'Apennin, le comité me chargea de faire des instructions pour y ramener la victoire, et m'attacha au bureau des opérations militaires.

Nouveaux troubles à Paris.

Depuis la conquête de la Hollande, les armées étaient restées six mois paisibles derrière le Rhin; mais les crises de l'intérieur n'en étaient pas moins violentes. Les jacobins, voulant ressaisir le pouvoir que la chute de Robespierre leur a ravi, soulèvent les faubourgs contre la Convention. La famine excite les prolétaires : la Convention est envahie. Paris est menacé d'être mis à feu et à sang : la majorité de ses habitants se

(1) La levée en masse, faite avec peu d'ordre, avait donné une multitude de corps dont on avait commencé l'amalgame, qui fut régularisé par Aubry, membre du comité de salut public. L'état-major, qu'on avait improvisé à mesure des besoins, fut soumis à des réformes qui ne se firent pas toujours avec discernement. Bonaparte en fut la preuve.

déclare pour la Convention, ou, pour mieux dire, contre les terroristes. Un chaud républicain court à la tête d'une section, et délivre les députés placés sous le couteau des égorgeurs. Pichegru est mis à la tête de quelques troupes, et va désarmer les faubourgs révoltés.

Expédition de Quiberon.

Cette défaite devient le signal des réactions partielles; on en vient aux mains dans toutes les provinces du Midi. Les royalistes croient le moment venu de frapper un coup de vigueur: tous les corps émigrés à la solde anglaise se réunissent pour descendre dans la presqu'île de Quiberon. Le comte d'Artois doit se mettre à leur tête; mais on fait trois débarquements successifs à de longs intervalles. Hoche, sorti des fers de Robespierre, vient de prendre le commandement général : il est plein d'énergie et d'activité; on lui laisse le temps de prendre ses mesures; il tombe sur les deux premiers débarquements confinés sur une langue de terre, enlève le fort Penthièvre, qui en est la clef, les foudroie par son artillerie, les accule à la mer, les enfonce, et, après une longue boucherie, les force à mettre bas les armes. Les proconsuls conventionnels font fusiller les débris qui en restent, et parmi lesquels se trouve l'élite des officiers de l'ancienne marine royale au nombre de deux cents.

Constitution de l'an III.

Le gouvernement monstrueux des comités provisoires ne pouvait durer. Une commission nommée au sein de la Convention était chargée d'y substituer une charte : Sièyes figurait à sa tête. Ce doctrinaire se flattait de pondérer les pouvoirs, et de mener l'état par des élections de la multitude. Sa constitution de l'an III établit un conseil législatif de cinq cents membres, et un conseil des anciens comme chambre de révision. Ces conseils se renouvelaient par tiers tous les ans : le pouvoir exécutif était confié à un directoire de cinq membres, se renouvelant par cinquième tous les ans, et subordonné entièrement au pouvoir législatif. Bien que ces institutions fussent préférables au gouvernement révolutionnaire, elles n'en étaient pas moins dangereuses dans l'application. Elles furent néanmoins accueillies d'abord comme une planche de salut par la nation fatiguée d'horreurs et de révolutions. Mais les conventionnels, craignant l'influence de leurs adversaires dans les élections, imaginèrent de rendre deux décrets pour faire conserver cette fois seulement les deux tiers de leurs membres, et pour exclure les parents d'émigrés des fonctions législatives, afin d'assurer la majorité au parti républicain.

La précaution était incontestablement dans

l'intérêt des républicains, puisqu'il ne s'agissait que d'éloigner pour deux ans une réaction malheureusement trop probable. Mais les ennemis profitèrent de la haine qu'inspiraient les jacobins pour soulever toute la population de Paris contre un décret qui semblait dicté pour perpétuer leur empire. Des quarante-huit sections, il y en avait au moins trente qui ne voulaient ni des décrets, ni des conventionnels; elles étaient armées; chacune avait son bataillon de gardes nationales. Les agents royalistes ne manquaient pas pour profiter de la disposition des esprits et se saisir d'un mouvement capable de changer la face de la France. Le comité directeur n'était même pas étranger à cette résistance, combinée avec la descente du comte d'Artois en Vendée.

Affaire du 13 vendémiaire.

La Convention résolut de déployer la force pour faire passer ses décrets, et les sections résolurent de se servir de la force pour la contraindre à se dissoudre. Je ne mettais pas un bien grand intérêt à ces débats, parce que je m'occupais beaucoup plus de la guerre étrangère que de la politique intérieure. Je ne pensais point à jouer un rôle dans cette affaire délicate. Si les Autrichiens n'avaient pas eu 150 mille hommes aux portes de Strasbourg, et les Anglais quarante vaisseaux devant Brest, j'aurais

peut-être pris le parti des sectionnaires; mais quand on a la guerre étrangère sur les bras, il est du devoir de tout bon citoyen de se rallier à ceux qui tiennent le gouvernail. On me proposa de commander sous Barras la force armée contre les Parisiens. En ma qualité de général, j'aimais mieux être à la tête des troupes que de me jeter dans les rangs des sections où je n'avais rien à faire. L'intérêt momentané de la France m'en faisait de plus la loi. Je me hâtai de faire venir l'artillerie de Meudon. Nous avions 5 mille hommes et quarante pièces; il n'en fallait pas tant pour apaiser une émeute, mais ce n'était pas trop contre une garde nationale bien armée et munie de canons. On les renforça de quinze cents patriotes, organisés en trois bataillons.

Le 13 vendémiaire (4 octobre), les sectionnaires marchèrent sur la Convention. Une de leurs colonnes, débouchant dans la rue Saint-Honoré, vint nous attaquer pour son malheur. Je fis mettre le feu à mes pièces; les sectionnaires se sauvèrent. Je les fis suivre; ils se jetèrent sur les gradins de Saint-Roch. On n'avait pu passer qu'une pièce, tant la rue était étroite; elle fit feu sur cette cohue, qui se dispersa en laissant quelques morts. Le tout fut terminé en une demi-heure. La colonne qui déboucha par le Pont-Royal ne fut pas plus heureuse. Cet évé-

nement, si petit en lui-même, et qui ne coûta pas deux cents hommes de chaque côté, eut de grandes conséquences : il empêcha la révolution de rétrograder. Je m'attachai naturellement au parti pour lequel je venais de me battre, et me trouvai lié à sa cause.

L'affaire des sections m'éleva au grade de général de division, et augmenta ma célébrité. Comme le parti vainqueur était inquiet de sa victoire, il me garda dans la capitale malgré moi, car je brûlais du désir de faire la guerre dans mon nouveau grade.

Opérations des armées en 1795.

J'étais d'autant plus contrarié de ce repos forcé, que nos armées éprouvaient de sanglants revers sur le Rhin, par l'ineptie ou la trahison de Pichegru. Ce vainqueur de la Hollande avait été dégoûté de la république par le tableau des révolutions de prairial ; il correspondait déjà avec les émigrés. Le comité lui avait confié le commandement suprême. Jourdan passa le Rhin à Dusseldorf, et s'avança jusqu'au Mein pour investir Mayence. Pichegru, qui commandait dix divisions sur le Haut-Rhin, n'en fit passer que deux à Manheim, et les poussa seules sur Heidelberg, au milieu de deux armées autrichiennes commandées par Wurmser et Clairfayt : elles furent battues et rejetées dans Manheim, trop heureuses de n'avoir pas été enlevées. Clairfayt

ayant pu alors réunir des forces considérables, déborda la gauche de Jourdan, et le força à repasser le Rhin à Neuvied. Les Autrichiens débouchèrent ensuite de Mayence contre trois autres divisions formant la gauche de Pichegru, les accablèrent dans leurs lignes retranchées, et les ramenèrent jusque dans celles de Wissembourg. Jourdan n'eut rien de mieux à faire que de se rabattre sur le Hundsruck pour se lier à l'armée du Rhin; mais elle avait déja été refoulée jusque sous Landau. Tout ce qui raisonnait dans cette armée, ne pouvant croire à tant d'incapacité, criait à la trahison: peut-être y avait-il l'une et l'autre.

Nous fûmes plus heureux en Italie, où Schérer avait conduit une partie des vainqueurs des Pyrénées, pour exécuter un plan que j'avais rédigé lorsque j'étais employé au bureau des opérations militaires. Le résultat en fut une victoire signalée remportée à Loano, dont on ne sut pas profiter, mais qui nous mit en possession de la ligne de l'Apennin jusqu'à Savone, et aux sources de la Bormida.

Le nouveau Directoire venait d'être installé: le besoin d'y placer un militaire capable de diriger de grandes opérations y avait ramené Carnot: la reconnaissance et l'intrigue y placèrent Barras; ceux qui se croyaient politiques y

placèrent Rewbel, et le hasard fit les autres choix. On fut surpris de n'y pas voir Siéyès, le créateur de ces nouvelles autorités.

J'attendais avec une vive impatience la mise en activité d'un gouvernement qui devait me rendre toute la mienne, car mon séjour à Paris commençait à me paraître insupportable. Ce fut alors que je connus la veuve Beauharnais. Elle avait de l'esprit, des graces, un nom. Je m'ennuyais dans la société des femmes, qui ne s'accordait ni avec mes goûts, ni avec mon caractère, et où j'éprouvais de la gêne: sentant le besoin de me fixer, j'épousai Joséphine (1).

Mon mariage avec Joséphine Beauharnais.

J'eus l'occasion de voir Carnot, de lui parler de mon ancien projet sur le Piémont, que le comité avait rejeté en 1794, et de celui que j'avais tracé à Schérer, pour l'invasion de l'Italie: il le goûta, et eut occasion de me juger.

Je propose un plan pour envahir l'Italie.

Le commandement en chef de l'armée de l'in-

(1) Au moment où l'on désarmait les sections, on lui enleva l'épée du général Beauharnais. Elle envoya, pour la réclamer, son fils Eugène, âgé de quinze ans. Cet intéressant jeune homme versait des larmes en recevant de mes mains l'épée de son malheureux père. Cette scène m'attendrit; j'allai en rendre compte à sa mère. Je fus séduit par les graces entraînantes que chacun lui reconnaissait. Voilà la vérité sur l'origine de nos relations, dont on a fait des romans absurdes.

térieur devait me conduire à celui d'une armée active, si je parvenais à inspirer assez de confiance au gouvernement. Avide de gloire, je promenais mes regards attentifs sur la position de la France et de l'Europe, et je cherchais, dans mes rapports avec les directeurs et les ministres, tout ce qui pouvait développer mes vues, et m'identifier avec les nouvelles combinaisons de notre politique.

L'Autriche, l'Angleterre, l'empire germanique, le roi de Sardaigne, la Russie, le roi de Naples, le pape, étaient ligués contre nous. La Prusse et l'Espagne avaient traité quelques mois auparavant à Bâle; mais leurs relations encore équivoques se bornaient à une stricte neutralité. La Suède et le Danemarck avaient résisté aux suggestions du cabinet de Londres, et maintenaient avec une grande énergie les principes du droit maritime. La Pologne avait cessé d'exister depuis le mois de mai; le partage définitif de cet empire était consommé. La Porte ottomane demeurait étrangère alors à ce qui se passait en Europe. Le Portugal, tributaire des Anglais, avait pris part à l'expédition de Toulon et à la guerre de l'Espagne sur les Pyrénées; mais, depuis le traité de Bâle, il aspirait à se retirer de la coalition, où il n'avait rien à gagner que des coups.

Notre superbe colonie de Saint-Domingue

était en feu; la Martinique livrée aux Anglais: notre marine se trouvait détruite par la bataille d'Ouessant, par l'émigration de ses meilleurs officiers, par l'envoi des marins dans la Vendée, enfin par l'infame livraison de Toulon à nos implacables ennemis. Dans l'Inde nous avions perdu Pondichéry, dernier refuge que nous y eussions conservé; il ne nous restait que notre ancien allié Tippoo-Saëb, sultan de Mysore, adversaire redoutable de la puissance anglaise.

Nous restions ainsi avec une double lutte maritime et continentale sur les bras. Peut-être l'Autriche n'eût-elle pas été éloignée d'imiter la Prusse et de faire sa paix, car les précieuses acquisitions qu'elle venait de faire en Pologne la consolaient de l'affront essuyé par ses armes. Si elle persistait à courir les chances des combats, c'était moins par attachement aux principes qui lui avaient mis les armes à la main, que dans l'espoir de reconquérir les Pays-Bas, et par la répugnance qu'un grand état éprouve toujours à céder ses provinces.

La Convention venait de voter la réunion définitive de la Belgique à la France, et le cabinet de Vienne devait être d'autant moins disposé à y consentir, que les succès qu'il venait de remporter sur Pichegru lui laissaient entrevoir la possibilité de nous en expulser.

Dans l'état où ces revers de nos armes sur le Rhin avaient mis les affaires en Allemagne, il était évident qu'on ne pouvait y espérer de succès assez marquants pour dicter la paix à l'Autriche, et la contraindre à céder la Belgique. La guerre au sein de l'empire germanique ne touchait pas assez directement la cour de Vienne, pour lui faire renoncer à ces belles contrées, qu'elle espérait même reconquérir à l'aide de l'Angleterre, plus intéressée peut-être que l'empereur à ne pas nous laisser en possession de ces provinces maritimes. Dès lors il était évident que nous devions tenter une invasion en Italie, pour frapper directement l'Autriche dans ses états de Lombardie; pour donner une leçon aux petits princes d'Italie qui s'étaient ligués contre nous; pour donner enfin une couleur décidée à la guerre dans cette péninsule, qui n'en avait point eu jusqu'alors. Cette résolution était d'autant plus naturelle, que des insinuations faites récemment à la cour de Turin par l'entremise de l'Espagne, afin de la décider à une paix séparée, autorisaient à croire qu'elle traiterait immanquablement, si on parvenait à la débarrasser de la tutelle autrichienne.

On me nomme général en chef.

Ce plan si simple convenait d'autant mieux au Directoire, qu'il avait besoin de succès pour faire son crédit. Il réunit tous les suffrages, et

on me nomma général en chef de l'armée d'Italie, en me chargeant de l'exécuter.

Il fut convenu que je manœuvrerais par ma droite pour descendre par le Montferrat sur la Lombardie, en portant tous mes efforts sur les Autrichiens, afin de détacher le Piémont de leur alliance. Les armées d'Allemagne réorganisées devaient reprendre l'offensive dès la fin d'avril, et chercher à passer le Rhin. Jourdan commandait soixante-dix mille hommes sur le Bas-Rhin, et Moreau environ autant en Alsace: le premier devait faire bloquer Mayence par trente mille hommes, et s'avancer en Franconie avec quarante ou quarante-cinq mille; le second devait masquer Manheim et s'avancer en Souabe. On se proposait ensuite de les réunir au cœur de la Bavière. Pour moi, je n'avais d'autre tâche que de m'avancer sur l'Adige, si je parvenais par mes victoires à détacher le Piémont de la coalition, ou de détrôner le roi de Sardaigne, s'il se refusait à faire la paix. Le Directoire me traça de belles instructions dans cet esprit; mais ces instructions mêmes n'étaient que la copie de celles que j'avais faites quelques mois auparavant pour le comité, et dont on avait abandonné l'exécution à l'inhabile Schérer.

CHAPITRE II.

Beaulieu prend l'offensive sur Gênes. Il est percé par son centre. Affaires de Montenotte, Millésimo, Dego, Mondovi. Marche sur Turin. Paix séparée du Piémont. Armistice avec les ducs de Parme et de Modène. Passage du Pô à Plaisance; affaire de Lodi. Entrée à Milan. Révolte de la Lombardie. Passage du Mincio. Armistice avec Naples : occupation de Vérone, relations douteuses avec Venise. Situation de l'Italie. Expédition sur la Romagne. Occupation de Livourne. Siége de la citadelle de Milan. Armistice avec le pape. Siége de Mantoue. Wurmser s'avance avec une nouvelle armée et le fait lever. Bataille de Lonato et Castiglione : il est refoulé en Tyrol. L'armée d'Italie s'avance sur Trente au moment où Wurmser veut se rapprocher de Mantoue par les gorges de la Brenta. Belle marche de Bonaparte. Combats de Roveredo, Trente et Bassano. Wurmser est investi dans Mantoue. État intérieur de l'Italie. Paix définitive avec Naples. Organisation des républiques. Traité offensif et défensif de Sainte-Ildefonse avec l'Espagne. Les Anglais évacuent la Corse. Revers des armées françaises en Allemagne. Alvinzi s'avance pour secourir Wurmser. Combats de Bassano, Trente, Rivoli, bataille d'Arcole. Projet pour l'expédition d'Irlande : négociations infructueuses. Nouvelle tentative d'Alvinzy. Bataille mémorable de Rivoli. Capitulation de Mantoue. Expédition contre les états de l'Église. Paix de Tolentino.

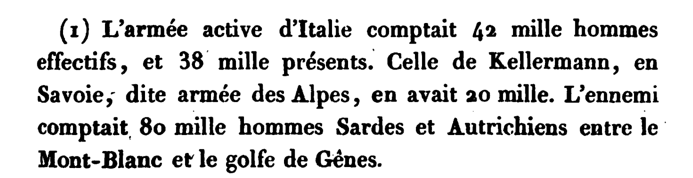
Je partis au milieu de mars pour rejoindre mon armée. Les renforts qu'elle avait reçus des

Pyrénées, après la paix de Bâle, avaient été à moitié consumés, autant par la campagne de Schérer que par les maladies, fruits d'un hiver rigoureux, et des horribles privations auxquelles on l'avait laissée en proie au milieu des rochers arides de la Ligurie. Elle comptait soixante mille hommes, mais il en fallait un tiers pour garder Toulon, Antibes, Nice, et le Col de Tende; en sorte que sa force active n'excédait pas quarante mille combattants, dépourvus de tout, si ce n'est de bonne volonté (1). J'allais la mettre à l'épreuve : depuis trois ans on se battait en Italie, uniquement parce qu'on était en guerre, mais sans aucun but et comme pour l'acquit de sa conscience. Cette manière ridicule de guerroyer ne pouvait me convenir. Je désirais captiver l'attention générale par de grands coups, et me sentais capable de les porter.

État de l'Italie.

Au risque de me répéter, il ne paraîtra pas hors de propos de retracer l'état où se trouvait la péninsule que j'allais envahir.

Divisée depuis la chute de l'empire romain



(1) L'armée active d'Italie comptait 42 mille hommes effectifs, et 38 mille présents. Celle de Kellermann, en Savoie, dite armée des Alpes, en avait 20 mille. L'ennemi comptait 80 mille hommes Sardes et Autrichiens entre le Mont-Blanc et le golfe de Gênes.

en vingt petits états rivaux et jaloux les uns des autres, l'Italie n'existait sous cette dénomination que sur la carte.

Le bon Victor Amédée III régnait sur le Piémont; le mariage de ses deux filles avec les frères de Louis XVI, héritiers du trône, l'attachaient autant que sa position à la maison de Bourbon. Les subsides anglais, la crainte de nos doctrines et ses relations de famille, l'avaient précipité dans la coalition; mais l'influence autrichienne déplaisait généralement à Turin; et son ministre, Damian de Priocca, quoique attaché au cabinet de Vienne, n'eût demandé qu'une occasion pour se retirer d'une lutte où il était aisé de voir qu'il n'y avait rien à gagner. En effet, si la coalition triomphait, qu'aurait pu espérer le roi de Sardaigne? Eût-il demandé des provinces françaises aux princes de sa famille? Si au contraire la coalition succombait, ne s'exposait-il pas à perdre ses états? Depuis que l'Espagne, cédant à la force irrésistible des intérêts nationaux, s'était rapprochée de nous, il fallait s'attendre que le Piémont en ferait autant dès qu'il le pourrait avec sécurité.

Déja le comité de salut public et le Directoire avaient essayé deux tentatives pour le dégager de ses liens; la dernière surtout, faite par l'intermédiaire de l'Espagne, avait ébranlé le mo-

narque et provoqué la réunion d'un conseil où la question d'une paix séparée fut agitée. Le marquis de Silva, militaire distingué, faillit entraîner le conseil en notre faveur par les raisons de politique et de guerre les mieux développées. Mais le roi et le ministre Damian de Priocca tenaient à l'alliance du cabinet de Vienne, plus par crainte de nos doctrines, que par attachement à la maison d'Autriche. Le marquis d'Albarey fit valoir les dangers du trône avec tant de chaleur qu'il l'emporta sur son éloquent adversaire : l'or de l'Angleterre ne fut pas oublié dans la balance, car on ne manqua pas de dire que les subsides qu'elle payait valaient mieux que tout ce qu'on aurait à espérer de la France.

La maison d'Autriche régnait sur la Lombardie. Un prince de sa famille gouvernait la Toscane. Elle était alliée au duc de Modène, dont l'unique héritière avait épousé l'archiduc Ferdinand. Une petite-fille de Marie-Thérèse, sœur de l'infortunée Marie-Antoinette, occupait le trône de Naples à côté du faible et incapable Ferdinand IV. L'attentat commis sur la reine de France et son origine autrichienne avaient exaspéré la reine Caroline contre tout ce qui était français.

Le ministre Acton, né à Besançon d'une fa-

mille irlandaise, ex-officier de marine français, partageait cette haine par suite de quelques désagréments personnels qu'il avait essuyés lorsqu'il servait en France. Rien n'est plus déplorable que de voir des ressentiments personnels aux prises avec le bien de l'état; mais rien malheureusement n'est plus fréquent.

Entraîné par la reine Caroline et son ministre, le roi de Naples, qui avait pris une faible part à la coalition en envoyant trois mille hommes à Toulon, en 1793, et en les retirant après l'évacuation de cette place, venait enfin de se décider, après beaucoup d'hésitation, à envoyer un fort contingent à l'armée austro-sarde: résolution tardive, assez difficile à concilier avec les antécédents, et qu'on ne peut comprendre, surtout après la paix que l'Espagne et la Toscane venaient de conclure avec nous.

Le vénérable Pie VI, vieillard septuagénaire, portait la thiare et occupait la chaire de Saint-Pierre. Nos dissensions religieuses et la destruction du culte catholique en France en avaient fait un ennemi bien plus redoutable par ses armes spirituelles que par les misérables bataillons qu'il aurait pu envoyer contre nous.

Les républiques de Venise et de Gênes, après s'être disputé durant plusieurs siècles le commerce de la mer Noire, du Bosphore et des

mers du Levant; après s'être livré des batailles navales mémorables à Caristo, aux Dardanelles, à Cagliari, à Sapienza, se contentaient aujourd'hui modestement d'un petit cabotage à l'abri de leur neutralité. La première, enlacée dans les serres de l'Autriche, la redoutait presque autant que nos doctrines démocratiques; elle soupirait après le maintien de la paix. Son gouvernement venait d'en donner le gage le plus fort en obéissant aux sommations du Directoire, qui lui intima, le premier mars, l'ordre de faire partir Louis XVIII de son territoire. Ce prince, retiré à Vérone, y avait publié, à la mort du dauphin, un manifeste déclarant qu'il montait sur le trône de ses ancêtres. Cet acte de légitimité était fort innocent en lui-même, mais il avait excité l'animosité du Directoire. Il valait mieux pour la France que ce prince se trouvât dans la république insignifiante de Venise, que réfugié en Angleterre ou présent à l'armée des émigrés. Dès qu'on ne pouvait point lui interdire le continent européen, c'était à Venise ou à Naples qu'il était le mieux placé.

Le Directoire en jugea autrement: informé des relations qu'il entretenait en France avec le comité royal, il ne consulta que son animosité, et réclama du sénat de Venise le même acte de lâcheté qu'on avait si justement blâmé dans

Louis XV; celui d'expulser de ses états le prétendant.

Le seul procurateur Pesaro, magistrat énergique, digne de présider à d'autres hommes, voulait résister. Une immense majorité l'emporta; la république se flatta de se mettre à l'abri des tempêtes par un acte de soumission que rien ne motivait. Louis XVIII reçut l'ordre de quitter les états vénitiens, et partit pour l'armée de Condé, puis pour Mittau, où la Russie lui donna un asile, qui aurait dû être plus à l'abri des vicissitudes que celui de Venise. Il chargea, en partant, l'ambassadeur russe Mordwinof d'effacer le nom des Bourbons du livre d'or de la république, et de réclamer l'armure de Henri IV, qu'elle avait reçue jadis comme un témoignage d'affection du grand roi.

Cet acte, dicté par la peur, ne préjugeait rien sur les dispositions réelles du gouvernement vénitien à notre égard; mais il donnait la mesure de ce que nous pourrions exiger de lui si la victoire nous conduisait à ses portes.

La république de Gênes, enclavée pour ainsi dire dans le théâtre de la guerre, avait vu son port violé par les anglais en 1793, et son territoire foulé en représailles, près d'Oneille, par les colonnes que j'avais dirigées, en 1794, pour tourner Saorgio.

Ces deux oligarchies redoutaient les principes que nous propagions, mais à Gênes surtout, la masse du peuple était très-attachée à la France, avec laquelle elle faisait un grand commerce.

L'Autriche s'était efforcée d'exciter tous les petits états d'Italie contre nous; elle avait cherché à réunir leurs députés à Milan pour former une ligue italienne, sur laquelle elle eût établi peu à peu un patronnage plus positif encore que celui qu'elle exerçait sur la confédération germanique; mais, trop éclairés sur ce dessein, les princes italiens avaient décliné la question, et se contentaient de fournir à l'Autriche des secours en hommes, en argent ou en munitions. La Toscane seule, quoique gouvernée par un archiduc, avait rétabli ses relations d'amitié avec la république, en traitant avec elle aussitôt après la paix de Bâle.

On se rappelle la victoire que le général Schérer avait remportée à Loano, le 2 novembre, sur l'armée autrichienne du général Devins; fait d'armes brillant, dû en partie à mes instructions, en partie à Masséna, et dont on n'avait su tirer aucun fruit.

J'arrivai à Nice le 27 mars; l'armée naguère victorieuse se trouvait dans une position précaire : perchée sur les sommités de l'Apennin, J'arrive à Nice.

depuis Savone jusqu'à Orméa, elle était trop disséminée, et ses communications avec la France, longeant le littoral en direction parallèle entre la ligne ennemie et la mer, se trouvaient partout en prise.

Deux routes principales mènent de Nice en Italie : l'une qui contourne au nord par Saorgio, et traverse la grande chaîne des Alpes au Col de Tende; c'est la grande route de Turin par Coni: l'autre, placée dans la partie de l'Apennin qui plonge sur le golfe de Gênes, suit le rivage, et ne présente souvent, entre des rochers à pic et les flots, que le passage d'une petite voiture; c'est le chemin qui conduit à Gênes, et connu sous le nom de la Corniche. On débouche de la rivière de Gênes dans le Montferrat par la grande route de la Bocchetta, qui mène de Gênes à Alexandrie. Entre ces deux cols de Tende et de la Bocchetta, qui forment ainsi les grandes communications du midi de la France avec l'Italie, se trouve un troisième chemin, celui d'Oneille à Ceva par Garessio : il est bon pour l'artillerie.

D'autres chemins moins larges et plus difficiles partent de Loano et de Savone sur Dego, de Savone sur Sassello, et de Voltri sur Campofreddo.

Maîtresse du Col de Tende depuis mes opéra-

tions de 1794, l'armée aurait pu descendre sur Coni, d'accord avec celle des Alpes. On s'était obstiné à la tenir depuis Tende à Savone sur les rochers arides de la Ligurie. Son approvisionnement par mer était impossible; elle tirait à peu près tout par le commerce de Gênes.

Cette disposition des localités avait motivé la répartition de l'armée.

La division Maquart, de 3 mille hommes, gardait le Col de Tende.

La division Serrurier, de 5 mille, tenait la route de Garessio et Ceva.

Celles d'Augereau, de Masséna et de Laharpe, formant 34 mille hommes, se trouvaient aux environs de Loano, Finale, et Savone.

La dernière poussa son avant-garde sur Voltri pour effrayer Gênes, autant que pour assurer nos communications avec ce que les soldats nommaient la mère nourricière.

Le quartier-général administratif était resté commodément à Nice depuis quatre ans; mon premier soin fut de partir avec lui pour Albenga, par la route pénible de la Corniche, sous le feu des flotilles anglaises.

C'était assez annoncer à l'armée que je voulais prendre l'offensive, et m'occuper de ses besoins autant que de sa gloire. C'était à la lettre

une armée de Spartiates: malgré l'excessive misère à laquelle on la laissait en proie, elle ne respirait qu'amour de la patrie et des combats (1). Des habits en lambeaux et leurs pieds nus, loin de décourager nos braves, excitaient leur hilarité.

Mon plan était simple : je demandais au sénat de Gênes, en réparation de l'attentat commis dans son port sur la frégate la Modeste, qu'il nous livrât passage par la ville et par la Bocchetta, lui promettant, à ce prix, d'éloigner pour toujours le théâtre de la guerre de ses frontières, et de lui assurer l'alliance et la protection de la République.

Si le sénat acceptait, je déboucherais par Gênes pour accabler l'extrême gauche des Autrichiens, les culbuter sur Alexandrie, prendre à revers toutes les défenses du Piémont, le détacher ainsi de l'alliance impériale, rallier à moi la petite

---

(1) On la laissait sans solde : les mandats qu'on donnait aux officiers ne s'élevaient pas à dix francs par mois, et je crus faire le généreux en donnant aux généraux deux ou trois pièces d'or pour pourvoir à leur entrée en campagne. L'habillement, la chaussure et les distributions de vivres, étaient dans un grand état de délabrement.

Les ennemis nous appelaient, par dérision, les héros en guenilles, et ils avaient doublement raison : nous étions l'un et l'autre.

armée de Kellermann, et poursuivre Beaulieu isolé jusqu'au Tyrol.

Si le sénat refusait, nul doute qu'il ne s'en fît aussitôt un mérite auprès des alliés, et que ceux-ci ne cherchassent à étendre leur gauche pour nous prévenir à la Bocchetta. Ce mouvement, qui placerait le gros des forces ennemies aux deux extrémités, à Ceva et vers Gènes, livrerait à nos coups le centre isolé et décousu.

Situation et projets des alliés.

Les alliés avaient remplacé Devins par Beaulieu, vieillard presque octogénaire, réputé par son courage et son caractère entreprenant, mais dont le génie n'avait jamais brillé. Les renforts tirés de la Lombardie, des levées faites dans les états du roi de Sardaigne, avaient remis son armée au grand complet, et amplement réparé les brèches de la campagne précédente. Outre cela, le contingent napolitain devait la porter à quatre-vingt mille hommes.

A l'aide des entreprises que les flottes britanniques et la division de Corse pourraient former dans la rivière du Ponent, les alliés se flattaient de se venger de l'affront de Loano, et de nous expulser de la Ligurie. Heureusement pour nous leurs forces étaient mal distribuées. Plus de vingt-cinq mille Sardes, sous le prince de Carignan, languissaient éparpillés sur tous les cols des Alpes, depuis le Mont-Blanc jusqu'à l'Ar-

gentière, contenus par la petite armée des Alpes aux ordres du général Kellermann.

L'armée de Beaulieu et de Colli, forte de quarante-huit à cinquante mille hommes, était repartie depuis Coni et le pied du Col de Tende jusqu'à la Bocchetta, vers Gênes. Le général en chef lui-même venait de marcher avec la gauche à Voltaggio et Ovada. Le centre campait à Sassello, et les Piémontais, qui formaient la droite, se trouvaient à Ceva. Le simple bon sens dictait de percer cette toile d'araignée par le centre. Je fis mes dispositions en conséquence: elles étaient sages, et la fortune les seconda à merveille.

Beaulieu compromet sa gauche à Gênes.

Beaulieu, excité par le conseil aulique, avait résolu de prendre l'offensive; et soit qu'il fût instruit de mon projet sur Gênes, soit qu'il eût formé lui-même celui de s'assurer de cette ville pour entrer en communication avec Nelson et Jervis qui se trouvaient dans ces parages avec une escadre anglaise, il prit le parti de s'y porter. L'idée était bonne en elle-même; mais on pouvait l'exécuter plus sûrement, et nous forcer à une retraite précipitée, en opérant en masse par Ceva contre notre gauche: Beaulieu, qui n'y entendait pas malice, résolut au contraire de marcher droit à Gênes avec le tiers de son armée, tandis que le reste nous inquiéterait de front.

Dès le 10 avril, il descendit lui-même l'Apennin par la Bocchetta, à la tête de son aile gauche. Je lui laissai le plaisir de débusquer notre petite avant-garde de Voltri, et, pendant ce temps, je rassemblai le gros de mes forces contre son centre, qui s'était aussi avancé de Sassello sur Montenotte. Trois redoutes couvraient ce contrefort important de l'Apennin qui descend sur Savone. Argenteau les assaillit à la tête de dix mille hommes d'élite; deux étaient déja tombées en son pouvoir, et il attaquait la plus importante avec fureur, lorsque le colonel Rampon fit prêter à la 32e demi-brigade qui la défendait le célèbre serment de se faire enterrer sous les ruines plutôt que de la rendre. Il s'y maintint en effet toute la journée, malgré plusieurs assauts qui coûtèrent cher à l'ennemi; et, dans la nuit, il fut enfin renforcé par toute la division Laharpe, qui vint bivouaquer en arrière. Celles de Masséna et d'Augereau se disposaient à le dégager (1).

---

(1) Des écrivains qui n'entendent rien à la guerre prétendent que la belle défense de Rampon fut la principale cause de nos succès à Montenotte. Si Argenteau eût enlevé la redoute et descendu sur Savone, il n'eût été peut-être que plus complètement battu et même détruit. Dès que je jetais la moitié de mes forces sur lui, peu importait que le

Son centre est percé.

Le 12, Argenteau, qui commandait ce centre, se vit attaqué de front et à revers par des forces supérieures. Il fut battu et rejeté sur Dego. Ce premier succès était d'autant plus important qu'il désorientait les ennemis; mais, pour en recueillir les fruits, il fallait redoubler d'activité. Toute mon armée se trouvait déja au-delà de l'Apennin; des quatre divisions qui la composaient, celles de Laharpe, de Masséna et d'Augereau marchaient avec moi; Serrurier était demeuré à Garessio pour contenir les Piémontais.

Je me tourne contre les Piémontais.

Je résolus de me tourner contre ces derniers pour déterminer leur entière séparation de Beaulieu, et les pousser rudement. Le gros de leurs forces aux ordres de Colli tenait toujours le camp de Ceva, et le général Provera, placé avec un petit corps autrichien en intermédiaire entre Colli et Argenteau, occupait les hauteurs de Coseria. Je marchai contre lui à la tête des divisions Masséna et Augereau; Laharpe fut laissé pour observer Beaulieu. Le 13, Augereau força les gorges de Millésimo, et Provera, battu et cerné de toutes parts, fut forcé à chercher un refuge dans les ruines du château de Cosseria.

---

choc eût lieu vers Montenotte, vers Dego ou Savone, j'étais sûr de mon fait.

Les tentatives que les Piémontais firent pour le délivrer ayant été repoussées, il mit bas les armes le 14 au matin, avec les quinze cents grenadiers qu'il commandait.

Je reviens aux Autrichiens. Double combat de Dego.

Cependant je dus suspendre ma marche contre les Piémontais. La défaite de Montenotte avait donné l'alarme aux Autrichiens, qui cherchèrent à se concentrer sur Dego. Ils le firent maladroitement: Beaulieu, renonçant à Gênes et au rivage, se hâta de courir à Aqui, et envoya une partie de sa gauche directement à travers les montagnes, afin de joindre les débris d'Argenteau vers Sassello. Je n'étais pas disposé à le laisser faire : après avoir établi Augereau devant les Piémontais, je conduisis les divisions Laharpe et Masséna sur Dego, que je fis attaquer avec vigueur. Les troupes d'Argenteau se battirent en braves, mais nous étions plus forts; elles furent enfin obligées de quitter la partie et de se retirer en désordre sur Aqui, en laissant vingt pièces de canons et beaucoup de prisonniers entre nos mains.

A peine avions-nous fini avec Argenteau, qu'un nouveau corps autrichien vint se faire battre sur le même terrain. C'était celui du général Wukassowich, qui accourait de Volhi par Sassello avec l'intention de se rallier à Argenteau qu'il supposait encore vers Dego. Le brave Illyrien, sur-

pris de trouver nos troupes au lieu de celles qu'il espérait rejoindre, prit son parti en homme de tête et de cœur : loin de songer à rebrousser chemin, il fondit sur la garde des redoutes de Magliani, enleva l'ouvrage, et poussa la garnison épouvantée jusqu'à Dego. Nos troupes ne songeaient qu'à poursuivre les fuyards dans la direction de Spigno, et ne s'attendaient point à être ainsi attaquées en arrière de leur droite. Il s'ensuivit un moment de désordre dont Wukassowich profita avec audace : mais ce n'était pas cinq bataillons que ce général avait avec lui qui pouvaient rétablir les affaires des ennemis. Masséna réussit, à l'aide de sa réserve, à rallier les fuyards, à les ramener au combat; la division Laharpe, brûlant de venger ce moment de revers, se jeta à son tour sur les ennemis, qui, chargés par le gros de mes forces, furent aisément culbutés : leurs débris durent s'estimer trop heureux de rejoindre ceux d'Argenteau à Acqui.

Opérations contre Colli.

Débarrassé des Autrichiens, je me rabattis de nouveau contre les Piémontais avec les divisions Augereau, Masséna et Serrurier. J'établis Laharpe à San-Benedetto, pour protéger ma droite et contenir Beaulieu. Colli, pressé de front par des forces supérieures, et menacé sur sa gauche par le mouvement d'Augereau qui descendait la

rive gauche du Tanaro, se vit obligé d'évacuer le camp de Ceva : malgré un moment de succès au combat de St.-Michel, il fut forcé derrière la Cursaglia et l'Elero. Je le poursuivis vivement, l'entamai à Vico, près Mondovi, et le rejetai derrière la Stura jusqu'à Carmagnole. Le 26, mes trois divisions se réunirent à Alba. Une dernière bataille pouvait me mettre en possession de Turin dont nous n'étions qu'à dix lieues.

Toutefois la position des ennemis n'était rien moins que désespérée : ce n'était point, ainsi que le prétend le poétique Botta, une humble rivière, une armée brave mais vaincue, une place tenable et l'autre démantelée, qui formaient les uniques barrières du Piémont; c'était la belle position de la Stura, flanquée à droite par la forteresse importante de Coni, à gauche par Cherasco, qui était à l'abri d'un coup de main, où Colli pouvait se faire joindre par vingt mille hommes épars dans les vallées adjacentes, et par Beaulieu à qui il en restait encore autant. Il suffisait aux alliés de deux jours de vigueur, d'activité et de résolution pour que tout fût remis en question : au pis aller, la place formidable de Turin était là pour recevoir, en cas de revers, une armée battue, qui n'en eût pas été encore à sa dernière ressource, puisque l'Autri-

che ne manquait pas de moyens pour la secourir. Nous devions le craindre avec d'autant plus de raison, que Turin pouvait aisément braver notre impuissance à former un siége, et me mettre dans l'embarras en prolongeant sa résistance. Je crus convenable d'exciter à la fois mon armée à de nouveaux triomphes; d'y ramener la discipline, et de porter la terreur chez nos ennemis. La proclamation suivante devait remplir ce triple but.

« Soldats! vous avez en quinze jours remporté « six victoires, pris vingt-un drapeaux, cinquante « pièces de canons, plusieurs places fortes, con-« quis la plus riche partie du Piémont; vous « avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé « dix mille hommes. Dénués de tout, vous avez « suppléé à tout; vous avez gagné des batailles « sans canons, passé des rivières sans ponts, « fait des marches forcées sans souliers, bivoua-« qué plusieurs fois sans pain : les phalanges « républicaines étaient seules capables d'actions « aussi extraordinaires. Graces vous en soient « rendues, soldats!

« Les deux armées qui naguère vous attaquè-« rent avec audace fuient devant vous; les hom-« mes pervers qui se réjouissaient dans leur « pensée du triomphe de vos ennemis, sont con-« fondus et tremblants. Mais, soldats, il ne faut

« pas vous le dissimuler, vous n'avez encore rien « fait, puisque beaucoup de choses vous restent « encore à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont à « vous : vos ennemis foulent encore les cendres « des vainqueurs des Tarquins.

« Vous étiez dénués de tout au commence- « ment de la campagne; vous êtes aujourd'hui « abondamment pourvus. Les magasins pris à « vos ennemis sont nombreux. L'artillerie de « siége est arrivée. La patrie attend de vous de « grandes choses. Vous justifierez son attente; « vous brûlez tous de porter au loin la gloire « du peuple français, d'humilier les rois orgueil- « leux qui méditaient de nous donner des fers, « de dicter une paix glorieuse qui indemnise la « patrie des sacrifices qu'elle a faits. Vous vou- « lez tous, en rentrant dans le sein de vos fa- « milles, dire avec fierté : *J'étais de l'armée con-* « *quérante de l'Italie.*

« Amis, je vous la promets cette conquête; « mais il est une condition qu'il faut que vous « juriez de remplir, c'est de respecter les peu- « ples que vous délivrerez de leurs fers; c'est de « réprimer les pillages auxquels se portent des « scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela « vous ne seriez point les libérateurs des peu- « ples, vous en seriez le fléau. Le peuple fran- « çais vous désavouerait : vos victoires, votre

« courage, le sang de vos frères morts en com-
« battant, tout serait perdu, surtout l'honneur
« et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui
« ont votre confiance, nous rougirions de com-
« mander une armée qui ne connaîtrait de loi
« que la force; mais, investi de l'autorité natio-
« nale, je saurai faire respecter à un petit nom-
« bre d'hommes sans cœur les lois de l'huma-
« nité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds;
« je ne souffrirai point que des brigands souillent
« vos lauriers.

« Peuples d'Italie, l'armée française vient chez
« vous pour rompre vos fers; le peuple français
« est l'ami de tous les peuples. Venez avec con-
« fiance au-devant de nos drapeaux. Votre reli-
« gion, vos propriétés et vos usages seront re-
« ligieusement respectés. Nous faisons la guerre
« en ennemis généreux; nous n'en voulons qu'aux
« tyrans qui vous asservissent. »

Pour donner plus de poids à ces démarches, les démocrates piémontais organisèrent à Alba un comité qui lança aussi des adresses aux peuples du Piémont et de la Lombardie, menaçantes pour les uns, encourageantes pour les autres.

Le roi de Sardaigne demande la paix.

L'effet surpassa mon attente : le désordre et la terreur furent au comble dans la capitale. La cour, regrettant d'avoir négligé l'occasion de se

retirer de la coalition, sentit que notre approche impétueuse la menaçait d'un danger plus sérieux, en réveillant les partisans d'une révolution démocratique, qui ne manqueraient ni à Turin ni dans les autres villes du Piémont. Elle jugea de ce danger à travers le prisme de la peur. Quoique Beaulieu eût marché d'Acqui à Nizza pour se réunir à Colli, elle se crut perdue sans ressource, et se détermina à se mettre à notre discrétion. Un aide-de-camp vint, de la part du roi, me demander la paix.

On juge de la sensation que dut produire sur moi une nouvelle aussi agréable; car j'avais quelques inquiétudes sur ce qui se passait à Turin. A la vérité, je n'ignorais point qu'à la suite des propositions faites sous la médiation de l'Espagne à la fin de l'année précédente, le roi avait hésité à se rattacher à la France, et j'étais autorisé à croire que notre présence augmenterait le crédit de nos partisans.

La même question, reproduite à l'approche de nos phalanges victorieuses, éprouvait encore une vive opposition de la part du marquis d'Albarey et du ministère, lorsque le cardinal Costa, archevêque de Turin, emporta la majorité des suffrages, et détermina le roi à la paix. Il est assez remarquable que le vote d'un archevêque parvint à faire ce que les raisons à la fois mili-

taires et politiques du marquis de Silva n'avaient pu opérer.

La démarche précipitée de la cour de Turin ne flattait pas seulement mon amour-propre et mes espérances, elle me tirait d'un pas difficile. Nos succès avaient été brillants, mais le pillage inséparable du manque de magasins avait indisposé les paysans piémontais et relâché les liens de la discipline dans mon armée. Si le roi, rappelant des Alpes une partie des troupes du prince de Carignan, eût tenu ferme à Turin, comme son aïeul Victor Amédée en 1706; si les Autrichiens, renforcés de leurs garnisons de Lombardie, l'eussent bien secondé, je pouvais être ramené sur la mer et me trouver dans une situation critique. En supposant même que je me maintinsse dans le Piémont, arrêté par des places comme Turin, Alexandrie, Valence, dont j'étais hors d'état d'entreprendre le siége, il m'eût été impossible de faire un pas de plus, et les renforts tirés du Rhin auraient porté l'armée ennemie à cent mille hommes qui m'eussent chassé d'Italie.

L'impétuosité de ma marche, mes proclamations semant la terreur partout, donnèrent gain de cause au parti qui demandait la paix.

Je mesurai d'un coup-d'œil pénétrant toutes les conséquences de cette démarche du roi de

Sardaigne; et l'intervalle qui me séparait de Mantoue et de l'Adige ne me parut plus qu'un pas bien aisé à franchir. En effet, la paix avec le Piémont était une circonstance décisive. Si j'avais vaincu seul les deux armées réunies, que pourrait celle de Beaulieu privée de ses alliés, lorsque je serais au contraire renforcé d'une partie de l'armée des Alpes sous Kellermann? Le sort de l'Italie n'était plus douteux; je contemplais déja d'un œil satisfait cette belle contrée soumise à mes lois. Dès lors je ne me regardais plus comme un général ordinaire, mais comme un homme appelé à influer sur les destinées de l'Europe; je découvris l'immensité du rôle que me préparait la fortune, je vivais déja dans l'histoire.

Cependant je n'étais pas autorisé à traiter de la paix; il fallait renvoyer la conclusion de l'affaire à Paris : mais pour ne pas laisser échapper ma proie, je l'enchaînai par un armistice qui pouvait être considéré comme un traité préliminaire, et nous établissait au cœur du Piémont en nous livrant les places de Coni, d'Alexandrie et de Ceva. Le roi s'engageait à se retirer de la coalition, et envoya effectivement le comte de Revel à Paris pour traiter des conditions définitives d'un rapprochement. Impatient d'accélérer cette importante affaire, je laissai même

Armistice de Cherasco avec les Piémontais.

entrevoir au comte de Saint-Marsan, son envoyé près de moi, que, loin d'être disposé à renverser les trônes et les autels, nous saurions les protéger, si les autels et les trônes voulaient revenir à des sentiments d'amitié envers nous : en un mot, je lui donnais à entendre qu'il gagnerait plutôt des provinces par son alliance avec nous que par son dévouement à la cour de Vienne. Malheureusement les esprits n'étaient point mûrs pour donner suite à de pareilles ouvertures.

J'avais déja fait, en quinze jours, plus que l'ancienne armée d'Italie en quatre campagnes; toutefois mes espérances n'étaient pas encore réalisées. Arracher cette terre classique aux Allemands, et donner un démenti au vieux proverbe qui faisait regarder ce beau pays comme le tombeau des Français, était une tâche digne de moi; j'hésitais d'autant moins à l'entreprendre, que l'armistice livrait à mes coups l'armée isolée de Beaulieu, désormais trop faible pour m'arrêter en Lombardie, malgré quelques réserves qu'elle y trouverait.

Marche contre Beaulieu.

Dès le lendemain de la signature du traité, je remis en marche mes quatre divisions, et les portai sur Alexandrie. Beaulieu avait déja repassé le Pô au pont de Valence qu'il coupa. Le gros des forces autrichiennes prit position à Va-

leggio sur l'Ogogno, et poussa des détachements sur la Sesia et à la gauche du Tésin.

Voulant donner le change à Beaulieu sur mes intentions, j'avais fait insérer, dans l'armistice avec les Piémontais, la clause que je pourrais faire passer le Pô à mes troupes dans les environs de Valence. Ce stratagème réussit à merveille : Beaulieu s'imagina que je ferais la sottise de l'attaquer de front sur le Tésin, lorsque je pouvais, avec plus d'avantage, agir sur ses derrières; il porta toute son attention sur l'espace entre l'Ogogno et Valence. Pour le maintenir dans son erreur, je poussai un détachement sur Salé: ces troupes firent mine de passer le Pô à Cambio. A la faveur de ces démonstrations, l'armée se porta par sa droite, et descendit rapidement le fleuve.

Passage du Pô à Plaisance.

Afin d'activer la marche, je conduisis moi-même l'avant-garde. Nous arrivâmes à Plaisance le 7 mai : nos divisions, disposées en échelons, suivaient de près. Je sentais qu'il fallait brusquer l'entreprise pour ne pas donner le temps à l'ennemi de s'y opposer. Mais le Pô, qui ne le cède guère au Rhin pour la largeur et la profondeur de son lit, est une barrière difficile à franchir : nous n'avions aucun moyen de construire un pont; il fallait se contenter des embarcations que

nous trouvâmes à Plaisance et dans les environs. Le chef de brigade Lannes, avec l'avant-garde, passa ainsi le premier en bateaux. Les Autrichiens n'avaient sur l'autre rive que deux escadrons; ils furent aisément culbutés. Le passage continua sans obstacle, quoique très-lentement. Si j'avais eu un équipage de ponts, c'en était fait de l'armée ennemie; la nécessité de passer dans des embarcations successives la sauva. Cette entreprise ne fut pas une des combinaisons les moins remarquables de mes premières campagnes, bien qu'elle ne réussît pas entièrement (1).

Armistice avec le duc de Parme et de Modène.

Je sus mettre à profit les deux jours que je restai à Plaisance pendant ce long passage. Je signai un armistice avec le duc de Parme; il achetait sa neutralité au prix de dix millions: il devait livrer des munitions, des chevaux pour

(1) Le général Jomini, dans son ouvrage sur ces campagnes, m'a reproché à tort de n'avoir pas passé à Crémone plutôt qu'à Plaisance. Le point de Crémone, plus saillant et plus offensif, est en effet le plus décisif de la ligne du Pô. Mais, pour un passage contre l'ennemi maître de Pavie, il obligerait à un mouvement trop long, en tournant pour ainsi dire le dos à l'ennemi. D'ailleurs Crémone, située à la rive opposée, devient un point difficile à forcer, s'il est défendu. Plaisance, au contraire, située en deçà, offre toutes les ressources à l'assaillant.

l'artillerie et la cavalerie, des fournitures de vivres pour les magasins de l'armée; et, ce qui valait mieux, un bon nombre de chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture, pris à mon choix dans ses galeries. Le duc de Modène s'était enfui à Venise; la régence qu'il avait instituée s'empressa de conclure avec moi un armistice aux mêmes conditions.

On les trouvait un peu dures, surtout pour le prince de Parme à qui sa qualité d'infant d'Espagne semblait mériter un meilleur traitement. Mais il avait fermé l'oreille à toutes les propositions d'accommodement qui lui avaient été faites, même après mes victoires de Montenotte; et il devait porter la peine de son attachement à nos ennemis.

Combat de Fombio.

Beaulieu, informé enfin de notre mouvement sur Plaisance, manœuvra pour s'y opposer. Ce général octogénaire, au lieu de se porter avec vigueur contre la partie de notre armée qu'il aurait déja trouvée au-delà du fleuve, ne prit que des demi-mesures insuffisantes pour arrêter notre essor. Il résolut d'appuyer sa gauche vers l'Adda, sans abandonner toutefois la ligne du Tésin, où il laissa sa droite. Le 8 mai, le général Liptay, qui commandait sa gauche, vint s'établir à Fombio, en face de mon avant-garde. Je ne doutais pas que Beaulieu, avec son corps de

bataille, ne le suivît de près. Il fallait donc attaquer sans délai Liptay, pour n'avoir pas sur les bras de plus grandes forces. J'en donnai l'ordre au général Lannes, qui l'exécuta avec cette valeur et cette impétuosité qui illustrèrent depuis sa glorieuse carrière. Liptay fut défait, séparé de Beaulieu, et rejeté sur Pizzighetone.

Dans la nuit même qui suivit cette affaire, Beaulieu arriva sur le terrain où son lieutenant venait d'être battu; et ses coureurs, empressés d'opérer la jonction, se présentèrent à Codogno, occupé par la division Laharpe. Dans le premier moment de surprise, il y eut du désordre aux avant-postes; la générale battit dans Codogno: Laharpe, accouru pour reconnaître ce qui se passait, tomba frappé par les siens.

Toutefois, cette échauffourée n'eut point de résultats. Beaulieu, non content d'avoir morcelé son armée, avait encore éparpillé le corps qu'il amenait avec lui depuis le Pô jusqu'à l'Adda, en sorte qu'il n'avait sous la main que trois bataillons. Se voyant en présence de forces supérieures, il sentit qu'il ne lui restait d'autre parti à prendre que de concentrer toute son armée vers Lodi, où il avait un pont sur l'Adda: sa droite, qui était encore dans les environs de Pavie, dut gagner Cassano, ce qu'elle n'aurait pas réussi à faire si les difficultés inséparables

d'un passage de fleuve sans pont n'eussent malheureusement retardé notre marche.

Marche sur l'Adda.

Bien que la route de Milan restât ouverte à mes troupes, la possession de cette importante ville ne pouvait être que très-précaire, tant que l'ennemi se maintiendrait derrière l'Adda. Il fallait avant tout l'obliger à s'en éloigner. Je marchai sur Lodi avec les grenadiers réunis et les divisions Masséna et Augereau. Une division fut laissée devant Pizzighétone pour masquer cette place et couvrir ma droite. Comme j'ignorais encore que les troupes ennemies postées sur le Tésin eussent déja rejoint le gros de leur armée derrière l'Adda, je crus devoir prendre aussi des mesures de sûreté pour ma gauche, et je dirigeai Serrurier sur Pavie.

Affaire de Lodi.

Le 10, nous arrivâmes devant Lodi. Beaulieu, avec le gros de son armée, s'était déja retiré à Crema; mais il avait laissé le général Sebottendorf avec dix mille hommes pour défendre les bords de l'Adda.

Les ennemis crurent pouvoir garder impunément le pont de Lodi, qui, long de 50 à 60 toises, était défendu par vingt pièces de canon établies à la rive gauche. Ils avaient mal calculé: j'avais besoin d'un coup de vigueur pour achever de donner un cachet particulier à mes actions: l'occasion était bonne; je la saisis. J'eus

d'autant moins de peine à me décider que, dans le cas même de non succès, je ne risquais que la perte de quelques centaines d'hommes, sans que cet échec pût avoir la moindre influence sur le sort de la campagne. Un bataillon et quelques escadrons ennemis qui occupaient la ville de Lodi en furent débusqués sans peine. Nous arrivâmes sur leurs pas jusqu'au pont que leurs travailleurs n'eurent pas le temps de couper. Je formai sur-le-champ tous mes grenadiers en colonne serrée, et les lançai sur le pont. Cette masse, assaillie par une grêle de mitraille, éprouva un moment d'hésitation. Mes généraux se précipitèrent à sa tête, et l'enlevèrent par leur exemple. D'un autre côté, cette hésitation avait déterminé quelques soldats à se glisser des piles du pont dans une île, pour chercher un point d'attaque moins exposé au feu de l'ennemi. Ils trouvèrent le second bras guéable, et un bataillon se répandit aussitôt en tirailleurs pour tourner la ligne autrichienne. Ainsi favorisée, la masse de grenadiers traverse le pont au pas de charge, culbute tout ce qui ose s'opposer à son passage, s'empare des batteries ennemies et disperse les bataillons. Sebottendorf se replia sur Crema, avec perte de quinze canons et de deux mille hommes hors de combat. Ce n'était qu'une affaire d'arrière-garde, mais elle était brillante.

Entrée à Milan.

Les conséquences immédiates du combat de Lodi furent l'occupation de Pizzighetone et la retraite de Beaulieu vers le Mincio. Je ne le poursuivis point. Depuis un mois, mes troupes étaient sans cesse en mouvement; il fallait leur donner quelques jours de repos. D'ailleurs, ma présence était nécessaire à Milan. Je me contentai donc d'établir la division Serrurier à Crémone, et avec le reste de mon armée je pris le chemin de la capitale, où je fis mon entrée le 15 mai.

Une députation, présidée par le respectable Melzi, était venue au-devant de moi à Lodi. Une garde nationale nombreuse, habillée aux couleurs lombardes, et commandée par le duc Serbelloni, me reçut formée en haie jusqu'à mon logement. L'allégresse semblait générale; on n'en eût pas fait davantage en France en m'y donnant les honneurs du triomphe.

Pour utiliser nos conquêtes, il fallait établir le système républicain, afin d'attirer ces pays à la France par des principes et des intérêts communs, c'est-à-dire qu'il fallait y détruire l'ancien régime pour y établir l'égalité, parce qu'elle est la cheville ouvrière de la révolution.

Je n'étais point entiché des doctrines que nous propagions; toutefois, comme elles nous créaient des ennemis, il fallait chercher à les faire adop-

ter par la multitude pour nous procurer un plus grand nombre d'amis. Or il n'était pas impossible de concilier l'égalité des droits politiques avec les mœurs de la noblesse italienne, bien plus rapprochée du tiers-état que dans tout autre pays. Je ne redoutais que le clergé et tout ce qui vivait à sa table. Je prévoyais des résistances, et je résolus de les vaincre par des concessions, ou de les dompter, s'il le fallait, par la force des armes, sans soulever le peuple.

Le Directoire veut diviser l'armée ; je m'y refuse.

A la nouvelle de ma marche sur Milan, le Directoire m'avait expédié l'ordre de diviser mon armée en deux, de remettre le commandement de celle d'Italie à Kellermann, qui observerait les Autrichiens sur le Mincio, tandis qu'avec les 25 mille hommes qui formeraient l'armée du midi, je me porterais sur Rome et même jusqu'à Naples. Cette division de forces, au moment où nous allions heurter contre toutes les ressources de la maison d'Autriche, était trop absurde pour que je voulusse m'y soumettre; je refusai en demandant ma démission, et je sauvai ainsi l'armée d'une destruction infaillible.

En attendant d'apprendre ce qu'en déciderait le Directoire, je résolus de chasser Beaulieu jusque dans le Tyrol. J'appelai à cet effet mes troupes à de nouveaux travaux par la procla-

mation la plus remarquable qui soit jamais sortie de ma plume.

Quoiqu'elle soit consignée dans une foule d'ouvrages publiés, et que j'aie pris l'engagement d'éviter toute déclamation, celle-ci porte trop le cachet du temps et de mon génie pour ne pas trouver place ici.

« Soldats, vous vous êtes précipités comme « un torrent du haut de l'Apennin; vous avez « culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre « marche.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autri- « chienne, s'est livré à ses sentiments naturels « de paix et d'amitié pour la France. Milan est à « vous, et le pavillon républicain flotte dans « toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de « Modène ne doivent leur existence politique « qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'or- « gueil ne trouve plus de barrière qui la rassure « contre votre courage. Le Pô, le Tésin et l'Adda « n'ont pu vous arrêter un seul jour; ces bou- « levards si vantés de l'Italie ont été insuffisants; « vous les avez franchis aussi rapidement que « l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie dans le sein « de la patrie; vos représentants ont donné

« une fête dédiée à vos victoires, et qui doit être « célébrée dans toutes les communes de la répu- « blique: là, vos pères, vos mères, vos épouses, « vos sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos « succès, et se vantent avec orgueil de vous ap- « partenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait... Mais « ne vous reste-t-il plus rien à faire? Dira-t-on « de nous que nous avons su vaincre, mais que « nous n'avons pas su profiter de la victoire? « La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir « trouvé Capoue dans la Lombardie?... Mais je « vous vois déja courir aux armes; un lâche re- « pos vous fatigue; les journées perdues pour la « gloire le sont pour votre bonheur... Eh bien! « partons; nous avons encore des marches for- « cées à faire, des ennemis à soumettre, des « lauriers à cueillir, des injures à venger.

« Que ceux qui ont aiguisé les poignards de « la guerre civile en France, qui ont lâchement « assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux « à Toulon, tremblent!... L'heure de la vengeance « a sonné.

« Mais que les peuples soient sans inquiétude: « nous sommes amis de tous les peuples et plus « particulièrement des descendants des Brutus, « des Scipions, et des grands hommes que nous « avons pris pour modèles.

« Rétablir la capitale, y placer avec honneur « les statues des héros qui la rendirent célèbre, « réveiller le peuple romain engourdi par plu- « sieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de « vos victoires : elles feront époque dans la pos- « térité; vous aurez la gloire immortelle de « changer la face de la plus belle partie de l'Eu- « rope.

« Le peuple français, libre, respecté du monde « entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse, « qui l'indemnisera des sacrifices de toute es- « pèce qu'il a faits depuis six ans; vous ren- « trerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens « diront en vous montrant : *Il était de l'armée* « *d'Italie.* »

Je connaissais les hommes auxquels j'avais affaire; je savais que le soldat français, plein de feu et d'enthousiasme, serait transporté par ces nobles allocutions qui réveillaient en lui tous les sentiments héroïques. Je savais qu'elles feraient à Rome, à Naples, le même effet qu'elles avaient produit à Turin. J'exaltais le courage des miens; je glaçais d'effroi nos adversaires; je léguais à la postérité des monuments éternels de mon talent pour conduire les hommes.

Avant de courir aux nouveaux exploits que je promettais à mes soldats, je donnai des soins à l'administration intérieure de la Lombardie : je

prescrivis les mesures nécessaires à la réduction de la citadelle de Milan, dont la proximité gênait la ville, et rendait notre position en Lombardie plus ou moins soumise aux chances des armes. Le matériel de ce siége, préparé par mes soins à Alexandrie et à Tortone, fut dirigé en toute hâte sur la Lombardie, et je quittai enfin Milan pour me rendre à Lodi.

Révolte en Lombardie.

L'accueil qu'on m'avait fait dans la capitale était de nature à me persuader que les Italiens entraient franchement dans mes vues. J'avais soigneusement respecté les églises et les biens des nobles; j'étais donc en droit de compter sur la reconnaissance des deux castes privilégiées. Cependant je ne tardai pas à apprendre que ma modération n'avait calmé ni leurs craintes, ni leur haine.

Le jour même où je quittai Milan pour me reporter contre les Autrichiens, le tocsin sonna sur les derrières de mon armée. Le peuple des campagnes, fanatisé par les prêtres, courut aux armes, s'empara de Pavie et même du château où j'avais laissé garnison. La moindre tergiversation de ma part pouvait rendre ce soulèvement général. Je rebroussai chemin sur-le-champ, et, suivi de 300 chevaux et d'un bataillon de grenadiers, je me portai en toute hâte sur Pavie, devenue le chef-lieu de la rébellion. Après l'avoir

fait sommer inutilement, par l'archevêque de Milan, de rentrer dans l'ordre et de livrer les coupables, nos grenadiers enfoncèrent les portes et pénétrèrent dans la ville, qui fut livrée au pillage. Dans cette occasion, la clémence eût été un crime envers l'armée. Il faut quelquefois un peu de sang pour en arrêter une plus grande effusion; pardonner à des perfides qui faisaient succéder le poignard aux acclamations, c'eût été exposer le sang de nos braves à couler dans de nouvelles Vêpres siciliennes. Je fis fusiller la municipalité, et tout rentra dans l'ordre.

Pendant cette expédition, l'armée avait continué sa route pour aller chercher les Autrichiens sur le Mincio.

Paix définitive avec le Piémont.

Je venais d'apprendre que la paix définitive avec le roi de Sardaigne avait été signée le 15 mai à Paris. Il s'obligeait à nous laisser Alexandrie et Tortone durant la guerre, à raser Suze, la Brunette et Exiles; enfin, à établir une ligne d'étapes par le Mont-Cénis et l'Argentière. J'aurais bien désiré attirer ce prince dans nos intérêts, en lui promettant quelque province, pour en faire un allié, consolider notre établissement en Italie, et agir contre l'Autriche avec plus de vigueur. Le Directoire le voulait comme moi; mais la difficulté de décider Victor-Emmanuel à un abandon si brusque de ses alliés ne permettait guère

d'y compter, et nous fûmes trop heureux de nous contenter de l'avoir mis hors de lice. Il fallait laisser au temps le soin de faire le reste.

En moins d'un mois, j'avais tourné la ligne des Alpes, gagné trois batailles, détaché le Piémont de la coalition, fait 12 mille prisonniers, occupé des places pour nous servir de base, et ouvert la communication directe entre l'armée et la France par la Savoie : ce n'était que l'introduction à de plus grands succès.

Position de Beaulieu sur le Mincio.

Après la défaite de Lodi, Beaulieu n'avait osé s'arrêter ni derrière l'Oglio, ni derrière la Chièse. La ligne plus forte du Mincio, flanquée à gauche par la forteresse de Mantoue, et à droite par le lac de Garda et les montagnes tyroliennes, lui parut une barrière suffisante. Il y établit son armée : le centre prit poste à Valleggio, la gauche à Goïto; la droite occupa Peschiera, petite place qui appartenait aux Vénitiens. Il n'était pas prudent d'aller heurter contre les deux places fortes des ailes, je résolus donc de forcer le centre, en donnant toutefois des craintes à l'ennemi du côté de Peschiera, où était sa retraite sur le Tyrol et sa ligne de communication avec l'Autriche : il dégarnit en effet le point de Valleggio.

Passage du Mincio.

Le 30 mai, j'arrivai à Borghetto avec le gros de mon armée. Une avant-garde ennemie, qui se

trouvait à la gauche du Mincio, fut culbutée et repassa la rivière au pont de Borghetto, dont elle brûla une arche. Je donnai sur-le-champ l'ordre de réparer le pont. Ce travail, exécuté sous le feu de l'ennemi, n'avançait que lentement. Une cinquantaine de mes grenadiers s'impatientent, et se jettent dans le Mincio tenant leurs armes sur la tête et ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Les ennemis, qui croient revoir la redoutable colonne de Lodi, lâchent pied, reprennent la route du Tyrol, et laissent tranquillement opérer le passage. Je les suis avec la division Serrurier sur Villafranca; Augereau se dirige par Castelnovo pour tourner Peschiera; Masséna reste au pont de Borghetto.

Beaulieu essaya encore de tenir ferme sur les hauteurs entre Villafranca et Valleggio; mais ayant appris le mouvement de la division d'Augereau sur Peschiera, il sentit que je voulais le couper du Tyrol et se retira sur-le-champ au-delà de l'Adige, dont il remonta la rive droite par Dolce jusqu'à Caliano. Une partie de sa gauche remontant le Mincio pour le joindre donna à Valleggio au milieu de mon quartier-général que je venais d'y asseoir avec une faible garde. Je n'eus que le temps de me sauver par les jardins et de rejoindre les troupes de Masséna, qui balayèrent bientôt l'ennemi, fort étonné

lui-même de nous trouver là. Le reste de cette aile détaché à Goïto entra dans Mantoue, dont la garnison s'éleva ainsi à plus de 13 mille hommes.

Investissement de Mantoue.

Quelque envie que j'eusse alors de poursuivre les débris de Beaulieu, je dus m'arrêter; je n'étais pas assez fort pour m'enfoncer dans le cœur des états autrichiens, tandis que les armées du Rhin se trouvaient encore derrière ce fleuve. D'ailleurs nous avions plutôt parcouru que conquis l'Italie, et la possession de Mantoue pouvait seule consolider notre établissement dans ce pays.

Ma situation se complique sur l'Adige.

Si rien n'avait pu arrêter jusque là ma marche victorieuse et l'expulsion de Beaulieu de la Lombardie, tout pouvait encore changer de face; car mes ennemis semblaient croître en forces à mesure que les miennes devaient se multiplier pour suffire à tout. J'avais franchi, plus rapidement même que je ne l'avais espéré, ce vaste bassin du Pô, qui sépare l'Apennin et les Alpes maritimes des Alpes tyroliennes: mon arrivée impétueuse sur l'Adige présentait une foule de combinaisons nouvelles.

Cédant à l'éclat de nos armes, les petits princes d'Italie avaient souscrit des armistices à des conditions toutes glorieuses pour nous : mais le roi de Sardaigne et les ducs de Modène et Plaisance,

en déposant les armes, n'étaient pourtant pas devenus nos amis. Les peuples de la Lombardie avaient prouvé qu'ils étaient pour le moins fort divisés d'opinion à cet égard. La cour de Rome s'agitait sur nos derrières, Naples pouvait la secourir, et s'avancer avec une armée entière sur Ancône ou Sienne. La Corse était au pouvoir des Anglais, qui soufflaient la discorde sur le continent; et, quoique la Toscane eût fait sa paix à Paris en 1795, il était à craindre que le cabinet de St.-James ne jetât 10 mille hommes à Livourne pour rallier derrière nous cette masse imposante d'ennemis. Je n'avais que 45 mille combattants; Mantoue renfermait une garnison de 12 mille Autrichiens; Beaulieu, réuni aux Tyroliens, avait 30 mille hommes dans la vallée de l'Adige, et un pareil nombre venant du Rhin était en marche sur Inspruck pour le joindre.

Situation et politique douteuse de Venise.

A ce tableau, qui est loin d'être surchargé, il faut ajouter que Venise pouvait elle seule faire pencher la balance contre nous. Nous avions foulé son territoire en suivant les Autrichiens, à qui elle avait accordé une route militaire pour aller du Tyrol à Milan: elle n'avait pas le droit de s'en plaindre; mais, en nous emparant de l'arsenal de Peschiera et de la place de Vérone, en les faisant armer, en exigeant des provinces

de terre ferme de nourrir l'armée, en y propageant des idées d'indépendance, nous devions nécessairement nous aliéner son gouvernement. Ce n'était pas ma faute, les circonstances m'entraînaient; je ne pouvais pas nourrir l'armée autrement que par réquisition, et sa sûreté exigeait l'occupation des postes dont elle se saisit.

Si Venise avait voulu conserver la neutralité, il fallait, aussitôt après que Beaulieu se fut replié derrière le Pô, qu'elle formât un cordon de 20 mille hommes sur le Mincio, en abandonnant les provinces situées à la rive droite, pour servir de communications aux belligérants par Gavardo avec le Tyrol, déclarant qu'elle se prononcerait contre le premier qui tenterait de fouler le reste de son territoire. Pesaro en fit la proposition, et sollicita le sénat de courir aux armes pour le faire respecter.

Mais cette reine de l'Adriatique, jadis entrepôt de l'Orient, qui avait lutté contre l'Europe à l'époque de la ligue de Cambrai, et tenu la balance de l'Italie dans les guerres de Charles VIII, Louis XII et François Ier, était plongée depuis deux siècles dans un sommeil léthargique. Depuis la découverte du cap de Bonne-Espérance, elle était déja déchue sous le rapport maritime. La perte de la Morée, qui fut abandonnée aux Turcs

par la paix de Passarowitz, l'avait énervée sur terre.

La république comptait, comme celle de Hollande, près de trois millions d'habitants; ses revenus s'élevaient à trente millions. Ses forces de terre ne se composaient que de 12 mille hommes répartis en sept régiments d'infanterie et six de cavalerie; mais, à l'instar des Suisses, les habitants de terre ferme étaient enrégimentés en milices. Bien différentes des soldats d'Alviane, ces troupes étaient misérables, il n'y avait que celles du pape auxquelles on pût les comparer. La république se reposait davantage sur les auxiliaires étrangers que son trésor lui donnerait au besoin la faculté de soudoyer. La marine comptait quatorze vaisseaux de ligne et six bâtiments de second rang, tant à Corfou qu'à Venise; le superbe arsenal de cette ville avait sur le chantier ou dans les magasins dix autres vaisseaux dont on pouvait achever l'armement en cas de guerre. Sa rivalité avec les Turcs avait motivé la conservation de cette marine, qu'elle eût mieux fait peut-être de changer contre une bonne armée de terre.

Son orgueilleuse oligarchie, qui croyait honorer Henri IV en l'inscrivant sur le livre d'or de ses nobles, était dans la décrépitude. Elle redoutait notre démocratie, et n'avait pas moins

Notre artillerie de siége étant alors employée contre la citadelle de Milan, il fallut d'abord nous contenter d'investir la place de manière à en éloigner tout secours. Il fallait à cet effet être absolument maître du cours de l'Adige, et la clef de ce fleuve est Vérone, dont la position, peut-être sans égale, forme la base de tout un système sur cette ligne d'opérations.

Les Autrichiens avaient passé à Crema, et, de gré ou de force, on leur avait laissé occuper Peschiera, deux places appartenant, comme Vérone, aux Vénitiens.

J'en pris acte pour sommer cette ville, et le faible Foscarini ne fit usage des pleins pouvoirs dont il venait d'être investi, en terre ferme, que pour nous en ouvrir lâchement les portes (1er juin).

Cette précieuse acquisition nous procurait trois beaux ponts sur l'Adige : un corps de place bastionné, et deux châteaux forts, qui, perchés sur les derniers versants des montagnes du Tyrol, ferment hermétiquement la vallée de l'Adige par la rive gauche.

En attendant l'artillerie nécessaire pour le siége de Mantoue, je fis chasser la garnison de toutes les avenues, et retrancher les quatre digues sur lesquelles seules on peut en déboucher; en sorte qu'avec quatre mille hommes j'en empêchais quatorze mille de sortir du côté

du Seraglio et du Pô. Le côté de la citadelle seul exigeait aussi quatre mille hommes. Serrurier fut chargé de cet investissement; Augereau demeura en observation sur le bas Adige vers Legnago.

Armistice avec Naples.

Heureusement, dans ces entrefaites, notre horizon politique s'éclaircissait peu à peu: ébranlé par l'exemple du roi de Sardaigne, sollicité par celui d'Espagne, las d'une guerre qui l'ennuyait, et dont il n'entrevoyait que les charges sans aucun avantage réel, cédant enfin aux instances du cabinet de Madrid, Ferdinand IV demanda à traiter. Le prince de Belmonte-Pignatelli arriva à cet effet à mon quartier-général, au moment où les troupes de son maître venaient de partager la défaite de Beaulieu dans les plaines du Mincio. Nous avions peu d'intérêts à démêler, et il était facile de nous entendre. Je lui accordai un armistice, à condition que son contingent quitterait aussitôt l'armée autrichienne et reprendrait le chemin du royaume de Naples. Je laissai à son ministre le soin de s'arranger pour le fond à Paris avec le Directoire; ce qui traîna plus de six mois, on ne sait trop pourquoi.

Cette paix était néanmoins des plus importantes pour notre avenir; car si ce prince, dont les états peuvent fournir et alimenter une armée de 50 mille hommes, eût continué d'agir

hostilement, il nous eût mis dans le plus grand embarras. La situation géographique de son royaume, qui lui permettait de déboucher sur la rive droite du Pô toutes les fois qu'il le jugerait convenable, nous empêchait, au contraire, de pousser nos succès jusqu'aux confins de son royaume. Blotti au fond de la péninsule, il pouvait frapper dans les circonstances favorables, et s'enfoncer dans son repaire, aussitôt que nous ferions des démonstrations sérieuses contre lui. Annibal avait fait la guerre dix ans contre l'empire romain, dans le même pays et avec des circonstances bien moins favorables : heureusement ce n'était pas à Naples qu'il fallait, de nos jours, chercher un Annibal.

Démonstrations contre Rome.

Après les traités signés avec les rois de Sardaigne et de Naples, nous n'avions plus d'ennemis avoués en Italie que le pape. Si j'avais refusé au Directoire de conduire la moitié de mon armée à Rome, lorsque Naples était encore en guerre, je n'en appréciais pas moins l'avantage que nous pourrions retirer aujourd'hui d'une simple démonstration contre les états de l'Église. Il ne s'agissait plus de morceler l'armée en deux, ni d'en compromettre la moitié sur le Tibre, mais bien de pousser une colonne mobile sur les confins de la marche d'Ancône et de la ramener aussitôt sur le Mincio. Je jugeai donc convenable

de profiter de l'inaction forcée à laquelle je me trouvais réduit pour humilier la majesté de la tiare devant celle de la république. La division Augereau passa le Pô à Borgoforte et se rendit à Bologne; j'arrivai aussi, le 19 juin, dans cette ville, renommée par les lumières et le caractère de ses citoyens. Peuplée de soixante mille ames, Bologne avait plus d'hommes éclairés qu'aucune ville de l'Italie; on y trouvait à la fois instruction et énergie. Si toute la péninsule lui eût ressemblé, l'Italie serait aujourd'hui une puissance militaire respectable. Je promis à son sénat de lui rendre l'indépendance, la considération et le territoire dont elle avait été dépouillée par les papes. La ville entière était dans l'ivresse. En quinze jours elle organisa des gardes nationales, dont le nombre s'éleva à trois mille hommes, et qui ont souvent rendu des services à l'égal de nos soldats. Ferrare fut également soumise sans coup férir.

Armistice avec le pape à Foligno.

Dans le même temps, une colonne partie de Plaisance pénétrait en Toscane. Ces démonstrations consternèrent la cour de Rome. Elle sollicita un armistice, qu'elle obtint le 24 juin, sous la condition de nous céder les légations de Bologne et de Ferrare, et de recevoir garnison dans la citadelle d'Ancône.

Cette pacification ne fut pas le moindre des

services que je rendis à la France; car je le fis en opposition avec les projets subversifs du Directoire, qui, sans calculer les distances, les forces et les obstacles, voulait à la fois révolutionner Rome, Naples et Florence; comme s'il eût suffi de promener sa bannière tricolore en Italie, avec sept ou huit bataillons, pour y asseoir son empire. Il a fait, trois ans après, avec 120 mille hommes, ce qu'il voulait que je fisse avec 50 mille, et il en a été puni par la perte de toute l'Italie.

L'affaire terminée avec le pape, Augereau put revenir sur l'Adige après avoir châtié les habitants de Lugo et des environs qui, à l'instigation des prêtres, avaient pris les armes contre nous au nombre de 3 à 4 mille.

Troubles des fiefs impériaux.

Quelques troubles avaient également lieu dans les fiefs impériaux enclavés dans les états de Gênes et voisins de cette ville.

Des bandits organisés entre Alexandrie, Novi et la Bocchetta, égorgeaient nos soldats. Quelques prisonniers autrichiens échappés se joignaient à eux. Je chargeai Faypoult d'en demander justice à Gênes, et de faire chasser le résident d'Autriche, marquis de Girola, qu'on soupçonnait être l'agent de cette trame.

Lannes fut envoyé, avec quelques bataillons, qui détruisirent les rebelles et saccagèrent Ar-

quata, où ils avaient établi le foyer de la révolte.

Occupation de Livourne.

La présence de nos troupes en Toscane me fournit l'occasion d'exécuter l'ordre d'occuper Livourne. Je le fis avec tant de rapidité et de secret, qu'il s'en fallut à peine de deux heures que nous prissions une cinquantaine de bâtiments chargés dans le port. Si cette capture nous échappa, nous n'en fîmes pas moins une très-riche par la saisie de toutes les marchandises et propriétés anglaises. Le grand-duc, ayant observé exactement la neutralité à laquelle il s'était obligé l'année précédente, il n'y avait que l'extrême utilité de cette mesure qui pût la justifier. La position de ce port en face de la Corse, alors occupée par dix mille Anglais, pouvait allumer, sur nos communications, un incendie général, pour peu que le cabinet britannique voulût sérieusement agir au centre de la péninsule. Je laissai garnison à Livourne; mais je traitai le grand-duc avec tous les égards que méritait son noble caractère, son titre de prince de la maison d'Autriche, et celui d'héritier du vertueux Léopold.

Ces expéditions agrandirent le rayon de notre influence intérieure : la reddition du château de Milan, qui eut lieu le 29 juin, acheva de raffer-

mir les esprits des Lombards en notre faveur.

Siége de Mantoue.

N'ayant rien de mieux à faire, je m'appliquai alors au siége de Mantoue. Les villes que je venais de conquérir me fournirent, pour cette entreprise, une artillerie assez nombreuse, et celle qui avait servi à Milan compléta notre parc. La tranchée fut ouverte le 18 juillet.

La division Serrurier, forte de 10 mille hommes, fut destinée aux travaux du siége. Le reste de mon armée était en observation sur l'Adige jusqu'à la rive occidentale du lac de Garda. La division Augereau, de 8 mille hommes, formait la droite à Legnago; Masséna, avec 15 mille, était au centre à Rivoli et Vérone; le général Sauret, avec 4 mille, composait la gauche à Salo; la réserve, de 6 mille, se trouvait entre la droite et le centre. Dans cette position, je conservais la faculté de réunir, par des mouvements concentriques intérieurs, la totalité de mon armée sur l'une ou l'autre rive du Mincio, selon la manière dont l'ennemi développerait ses forces, qui s'étaient trop accrues pour demeurer plus long-temps dans l'inaction.

Grands efforts des Autrichiens pour la sauver.

Le cabinet de Vienne, justement alarmé de mes progrès, avait résolu d'y mettre un terme, en m'opposant une nouvelle armée et un nouveau général. Le maréchal Wurmser, parti de Manheim avec 20 mille hommes d'élite, rem-

plaça Beaulieu (1). Ce puissant renfort, tiré de l'armée du Rhin, joint à ceux des provinces de l'intérieur, porta à soixante mille combattants la force de l'armée autrichienne, réunie à Trente vers les derniers jours de juillet. Cette supériorité semblait assurer la victoire aux ennemis. Mes adversaires triomphaient; leur calcul semblait juste; cependant l'événement leur donna un démenti. C'est que dans l'évaluation des forces respectives, on avait oublié de mettre en balance ce que valait le général en chef: on avait fait plus d'honneur à la bosse de Luxembourg.

Wurmser arrive du Rhin.

Dans les derniers jours de juillet, Wurmser déboucha du Tyrol. Quasdanowich, avec 25 mille hommes, se porta, par la rive droite du lac de Garda, sur Salo et Brescia. Le maréchal, avec les 35 mille restants, descendait l'Adige en trois colonnes. J'appris du même coup que Sauret avait été rejeté sur Desenzano et Masséna expulsé de Rivoli. Ces nouvelles,

(1) Le vieux maréchal Wurmser servait, depuis cinquante ans, en Autriche, quoique noble Alsacien. Il s'était distingué dans la guerre de sept ans, dans celle de Turquie. Il avait forcé, en 1793, les lignes de Wissembourg, battu Pichegru à Heidelberg en 1795, et envahi le Palatinat. C'était un vieux housard encore plein d'énergie; mais il y a loin de là à un grand général.

faites pour effrayer un homme faible, me laissèrent entrevoir une chance de succès. L'ennemi, en se divisant, me laissait la faculté de me jeter entre les deux parties de son armée et de les battre séparément. Mais il fallait prendre sur-le-champ un parti décisif: la moindre hésitation de ma part aurait donné à Wurmser les moyens de se réunir à Quasdanowich sur le Mincio.

Je quittai tout pour courir m'opposer à cette réunion. Le siége de Mantoue fut levé, en laissant cent quarante canons dans les tranchées. J'eus bientôt lieu de m'applaudir de m'être mis au-dessus du préjugé des généraux vulgaires, qui regardent les canons comme des reliques, à la conservation desquelles ils attachent leur honneur. Autant cela est naturel à un officier d'artillerie qui doit considérer sa batterie comme son drapeau, autant cela est absurde dans un chef d'armée; car pour celui-ci, il n'y a d'honneur que dans le succès: m'embarrasser de cette artillerie, c'eût été compromettre celui de l'opération que je méditais, puisqu'il dépendait principalement de la célérité de mes mouvements. D'ailleurs si je parvenais à battre les ennemis, je retrouverais mes canons à Mantoue, et, dans le cas contraire, je ne les en aurais pas moins perdus.

Voulant sonder le moral de mes généraux, j'assemblai un conseil de guerre. Dans toutes les armées il y a des généraux instruits, mais craintifs; d'autres, braves sans instruction; les bons sont ceux qui réunissent les deux qualités: ils sont rares, et lorsqu'on sait leur en fournir les occasions, ils ne tardent pas à secouer le joug des parallèles. Les avis furent divisés selon les vues des opinants: Kilmaine et les hommes instruits voulaient se retirer; Augereau, animé d'une belle ardeur, que je ne lui ai jamais revue dès lors, déclara qu'il ne s'en irait pas sans avoir combattu avec sa division. Cela m'encouragea; d'ailleurs il était évident qu'une retraite nous perdrait, et que nous ne ramènerions pas dix mille hommes en Ligurie. Je me décidai à risquer le tout pour le tout, et mes ordres furent donnés pour accabler la colonne autrichienne qui venait d'enlever Brescia.

Le 30 au soir, les divisions Masséna et Augereau avec la réserve se rassemblèrent entre Peschiera et Goïto. La moitié de la division Serrurier, qui se trouvait à la gauche du Mincio, rejoignit celle d'Augereau, l'autre moitié passa l'Oglio à Marcaria.

Premier combat de Lonato.

Le lendemain, je passai le Mincio pour me porter à la rencontre de Quasdanowich. L'ennemi fut expulsé de Lonato, de Brescia et de

Salo. Mon armée s'établit sur la Chièse. Quasdanowich se replia sur Gavardo.

Deuxième combat à Lonato et à Castiglione.

Tout ce que le plan des Autrichiens avait de fautif eût pu être réparé, si Wurmser, après la prise du Montebaldo, eût passé le Mincio sous Peschiera, dès le 31 juillet, pour gagner Lonato. La jonction avec Quasdanowich eût été opérée; j'aurais été forcé de regagner en toute hâte le Tésin ou Plaisance; et Wurmser eût pu ensuite triompher à son aise dans Mantoue. Les Autrichiens n'ont jamais connu la valeur du temps. Ils font parfois de savants projets; mais c'est toujours par le calcul des distances ou du temps qu'ils manquent.

Wurmser, au lieu de songer à joindre Quasdanowich, alla faire son entrée à Mantoue au son des cloches, et ne passa le Mincio à Goïto que le 2 août au soir, pour se diriger sur Castiglione; ce qui me donna le temps de battre son lieutenant, et de le chasser de Ponte San Marco, de Lonato, et même de Brescia. Toutefois je n'avais pu parvenir à l'entamer sérieusement à cause des montagnes de Gavardo qui favorisèrent sa retraite; j'espérai prendre ma revanche sur Wurmser. Le 3 août, la division Augereau, appuyée de la réserve, se porta sur Castiglione. La division Masséna se dirigea sur Lonato, je don-

nai en même temps l'ordre au général Guyeux de filer sur Salo, pour déterminer Quasdanowich à continuer sa retraite, en menaçant ses communications avec le Tyrol. Cette journée, quoique bizarre, fut heureuse pour nous. J'avais cru porter mon effort contre Wurmser, et il tomba au contraire sur la gauche de Quasdanowich, qui cherchait de nouveau à opérer sa jonction par Lonato. A cet effet, il avait repris de son côté l'offensive, et, comme de coutume, en plusieurs colonnes isolées. Celle du prince de Reuss dut descendre par Salo; Ocskay marcha de Gavardo droit à Lonato; Ott sur Desenzano. Le général Ocskay vint donner à Lonato sur l'avant-garde de Masséna, qui, s'étant engagée trop avant, éprouva quelque perte. Mon arrivée avec le gros de la division rétablit le combat. Nous enlevâmes Lonato et poursuivîmes vivement les ennemis. Heureusement pour eux, Reuss, arrivé à Salo avant Guyeux et n'y trouvant personne, s'était rabattu sur le chemin qu'avait suivi Ocskay, et contribua à rallier ses troupes. En revanche, cet incident fortuit nous servit à merveille le lendemain. Quasdanowich fit reprendre à ses colonnes leur première position à Gavardo, à l'exception de quelques détachements qui, ayant perdu leurs directions, demeu-

rèrent errants dans les montagnes près de Lonato. Le même jour, Augereau attaqua et défit l'avant-garde de Wurmser à Castiglione.

Quasdanowich surpris à Gavardo.

Je n'avais encore obtenu que des succès partiels; mais ils me raffermissaient dans ma position centrale et me donnaient les moyens de porter de nouveaux coups. Je réservais les plus rudes à Wurmser, qui s'avançait par Gurdizzolo sur Castiglione. Mais, comme il marchait lentement et que j'attendais Serrurier de Marcaria pour opérer contre lui, je voulus encore profiter de la journée du 4 pour me débarrasser tout-à-fait de Quasdanowich. Le général Despinoy, renforcé à Brescia par 3 mille hommes venant de l'armée des Alpes, reçut l'ordre de s'avancer par Sant-Ozetto sur Gavardo. St.-Hilaire fut détaché de la division Masséna pour seconder Guyeux, qui devait se reporter de Salo sur Gavardo. L'effet de ces attaques surpassa mon attente; les Autrichiens, instruits que le prince de Reuss n'avait trouvé personne à Salo la veille, se croyaient en sûreté de ce côté, et fixèrent toute leur attention sur le chemin de Lonato. Favorisés par cette circonstance et par le pays, Guyeux et St.-Hilaire arrivèrent, pour ainsi dire derrière leur camp, sans être aperçus. Assaillis ainsi à l'improviste et menacés à revers, les Autrichiens reprirent en déroute le chemin

du Val-Sabbia sur Riva. Je me trouvai ainsi définitivement débarrassé de ce corps encore menaçant la veille autant par sa force que par la direction stratégique qui lui était assignée.

L'ennemi se présente à mon quartier-général.

Si la fortune me seconda dans cette conjoncture, elle me faisait courir au même instant le plus grand danger, au milieu de mon quartier-général même. La division Masséna venait de quitter Lonato, où je demeurai avec 12 cents hommes. Tout à coup j'apprends que cette ville est cernée par un corps ennemi, et bientôt un parlementaire autrichien se présente pour me sommer. Heureusement ma présence d'esprit ne m'abandonna pas, je présumai que ce ne pouvait être qu'un des détachements de Quasdanowich coupés la veille après l'affaire de Lonato. La circonstance n'en était pas moins embarrassante : il fallait payer d'audace. Je fis tant de menaces au général ennemi, je fis retentir si à propos le mot de fusillade, qu'il s'empressa de mettre bas les armes avec 2 mille hommes et 4 canons.

Il paraît que ce corps était l'avant-garde de Quasdanowich ; et qu'en exécutant une reconnaissance pour se joindre à Wurmser, il s'était croisé en route avec les colonnes de St.-Hilaire et de Sauret. Il est bon d'observer qu'à l'instant où il venait donner ainsi dans mon

quartier-général, le camp de Gavardo était attaqué à l'improviste par nos troupes. On vit ici quelle différence de résultats peut produire le caractère d'un homme; la surprise de Gavardo entraîna la fuite d'un corps de 12 à 15 mille Autrichiens qui nous menaçait; tandis que la surprise de mon quartier-général nous valut plus de prisonniers que nous n'étions de défenseurs.

Seconde affaire de Castiglione. 5 août.

Le combat qui devait décider du succès final de toute l'opération se livra le 5. Wurmser, ne pouvant renoncer à la manie des détachements, en avait poussé un dans la direction du Bas-Pô, et laissé un autre pour bloquer Peschiera. Il ne lui resta que 25 mille hommes, avec lesquels il prit poste entre Solferino et Medolane. Les divisions Masséna et Augereau, jointes à la réserve que j'avais réunie près de Castiglione, présentaient déja une force égale à celle de l'ennemi. L'arrivée de la division Serrurier achevait de faire pencher la balance en ma faveur. Pour donner à cette division, qui débouchait de Gurdizzolo sur les derrières de la gauche autrichienne, le temps de venir prendre part à l'action, je me bornai d'abord à soutenir ma ligne, sans donner un caractère prononcé à l'affaire. Ce ne fut qu'à l'apparition des troupes de Serrurier près de Cavriana que j'engageai sérieusement ma droite et mon centre. Débordé à gauche et menacé d'être

culbuté sur le lac de Garda, Wurmser jugea qu'une prompte retraite seule pouvait le sauver. Il repassa le Mincio en m'abandonnant vingt canons.

Deuxième passage du Mincio. Wurmser se retire en Tyrol.

Il était d'une très-haute importance de ne pas laisser au général autrichien le temps de rappeler à lui Quasdanowich pour s'établir solidement sur le Mincio, et se maintenir en communication avec Mantoue.

Croyant n'avoir rien fait tant qu'il me restait quelque chose à faire, je résolus dès le lendemain de remarcher à l'ennemi, sans m'inquiéter de la barrière qui nous séparait. Tandis que le gros de mon armée contenait les Autrichiens sur le Mincio vers Valeggio, Masséna traversa cette rivière à Peschiera, et vint fondre sur leur aile droite établie en face de cette place. Des retranchements à peine ébauchés furent emportés et les ennemis mis en fuite. Wurmser, se voyant privé de tout point d'appui pour sa droite et menacé d'être coupé du Tyrol, abandonna les rives du Mincio, et se replia en remontant la vallée de l'Adige jusqu'à Alla. Il laissa dans Mantoue une garnison de 15 mille hommes de troupes fraîches.

Nous le poursuivîmes jusqu'à l'entrée du Tyrol. Au 12 août, tous les postes sur les deux rives du lac de Garda, que nous occupions avant le

mouvement offensif de Wurmser, se retrouvèrent dans nos mains. La division Serrurier retourna devant Mantoue : nous avions fait la perte irréparable de tout notre parc de siége, et il fallut nous contenter d'en former le blocus.

Réflexions sur ces affaires.

Wurmser était ainsi rentré dans le Tyrol affaibli de 10 à 12 mille hommes hors de combat et de cinquante canons. C'était sur le théâtre même de sa défaite que le prince Eugène avait si bien réussi dans sa célèbre campagne de 1705 contre M. de Vendôme. Si l'on veut comparer ces événements, on conviendra que je déployai plus d'habileté que le général de Louis XIV. Quoiqu'il eût Mantoue pour lui, tandis que je l'avais contre moi, il fut si maladroit qu'il ne sut pas se maintenir sur l'Adige et le Mincio; il se laissa déborder à gauche par le prince Eugène, qui transporta son infanterie en bateaux par le lac de Garda sur Gavardo : ce mouvement ne dura pas moins de six jours; il ne m'en eût pas fallu la moitié pour détruire une troupe qui eût osé faire une pareille entreprise en ma présence.

Alliance étroite de la France et de l'Espagne.

La France commençait à recueillir les fruits de tant de succès : déja le gouvernement espagnol, entraîné par la gloire dont nous couvrions le nom français, avait compris qu'il ne lui suffisait pas d'avoir rétabli la paix avec nous; il sentit que, s'il ne nous aidait pas à soutenir la lutte

maritime dans laquelle nous nous trouvions engagés, il assurerait le triomphe de l'Angleterre, et se verrait bientôt hors d'état de tenir tête lui-même à cette puissance. Il était évident que dès lors l'Espagne ne serait plus, comme le Portugal, qu'une tributaire de la fière Albion, ou qu'elle s'exposerait à perdre toute l'Amérique, si elle osait lutter seule contre elle. Sauver les débris de notre puissance coloniale et maritime était aux yeux du cabinet de Madrid le seul moyen de sauver l'équilibre sur les mers; et sa résolution, prise en dépit des ressentiments naturels causés par la révolution, fait honneur aux hommes d'état qui l'inspirèrent. Un traité d'alliance offensif et défensif, renouvelant à peu près toutes les clauses du fameux pacte de famille, fut signé à Ste.-Ildefonse, le 19 août 1796. Cet événement eut une influence d'autant plus heureuse, qu'il contribua sans doute beaucoup à la conduite des gouvernements sarde et napolitain, dont les résolutions acquéraient de jour en jour plus d'importance.

Wurmser veut reprendre l'offensive par la Brenta.

En effet, à peine les Autrichiens furent-ils rentrés en Tyrol, qu'ayant été joints par quelques bataillons, ils se trouvèrent de nouveau plus forts que nous. Il était à prévoir qu'ils ne nous laisseraient pas achever tranquillement la réduction de Mantoue. Wurmser, ayant reçu

l'ordre positif de délivrer cette place, s'imagina pouvoir atteindre ce but sans combat et par de simples manœuvres. Davidowich dut couvrir le Tyrol avec 20 mille hommes disséminés depuis les environs de Feldkirch jusqu'à Roveredo; Wurmser lui-même, avec les 26 mille restants, descendit la vallée de la Brenta pour déboucher sur Porto-Legnagno et les derrières de mon armée.

Faute de cette marche.

Le général autrichien, qui me supposait des vues aussi étroites que les siennes, jugea qu'il ne me resterait d'autre parti à prendre qu'à me replier derrière le Mincio, et qu'il deviendrait ainsi le libérateur de Mantoue par le seul effet de ses combinaisons. Mais je n'étais pas homme à me laisser intimider par de vaines démonstrations : lors même que le sort ne m'eût pas favorisé en cette occasion, comme celà eut lieu, j'aurais bien su m'opposer à son projet. Mon heureuse étoile m'en dispensa, car à l'instant même où il dégarnissait le Tyrol pour manœuvrer par sa gauche, je m'avançais pour tomber sur sa droite, et il me fournit ainsi lui-même l'occasion de l'accabler plus sûrement.

Je m'avance au même instant en Tyrol, contre sa droite.

En effet, à l'instant même où mon adversaire méditait ce faux mouvement, je venais de recevoir un renfort de 6 mille hommes de l'armée des Alpes, et je prenais la résolution de pénétrer

au cœur du Tyrol pour faciliter la jonction projetée de mon armée avec celle du Rhin, conformément à la proposition que j'en avais faite au Directoire, après la paix avec le Piémont.

Plans et opérations des armées d'Allemagne.

Enhardi par mes succès et ceux que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse avaient obtenus à l'ouverture de la campagne, le Directoire avait renouvelé le plan qui avait si mal réussi à Louis XIV et à l'électeur de Bavière en 1703 (1). Celui du Directoire était bien plus gigantesque, puisqu'à cette première époque la Bavière se trouvait étroitement unie à la France, et que les troupes combinées ne s'étendirent pas à la gauche du Danube jusqu'à Bamberg, comme on le fit sottement de nos jours. A la vérité, si les Français sous Louis XIV furent secondés par le vaillant électeur Charles Théodore et par ses braves troupes, ils eurent d'un autre côté affaire au prince Eugène de Savoie et à Marlborough, et les armées d'Allemagne n'étaient qu'auxiliaires; double motif qui rendit leurs revers plus excu-

(1) Ce plan, confié à Vendôme, ne réussit pas, parce qu'il consistait à porter l'armée gallo-bavaroise de Munich sur le Brenner; tandis que Vendôme s'avancerait sur Trente avec l'aile gauche seulement de l'armée française, qui se trouvait vers Mantoue, maîtresse de cette ville et alliée de son duc.

sables que ceux auxquels on s'exposa à la fin de 1796.

Pour exécuter le plan du Directoire, Jourdan s'avance d'abord de Dusseldorf et de Neuwied, sur la Lahn, afin d'attirer l'ennemi sur le Bas-Rhin; il remporte deux avantages à Altenkirchen. L'archiduc vole au-devant de lui, et force Jourdan à se replier, au moment où mes succès décidaient le cabinet de Vienne à tirer Wurmser du Haut-Rhin pour l'envoyer en Italie. Moreau, n'ayant alors devant lui que le corps de Starray, passe le Rhin à Kehl le 24 juin, et bat, le 28, à Renchen, le général autrichien, qui ne craignit pas d'engager un combat inégal.

L'archiduc, revenu en toute hâte du Bas-Rhin, tenta le sort des armes à Ettlingen, le 6 juillet, fut débordé par la gauche, et obligé de continuer sa retraite jusqu'au Danube; il essaya de nouveau d'attaquer Moreau à Neresheim, mais ses deux ailes, s'étant trop étendues, firent manquer les attaques du centre, et l'archiduc passa le Danube à Donawert le 13 août. Dans cet intervalle, Jourdan, favorisé par les succès de l'armée du Rhin, et instruit du départ de l'archiduc, s'était avancé de nouveau sur Francfort, avait laissé 25 mille hommes en observation devant Mayence, sous le général Marceau, et continué

sa marche en remontant le Mein par Schweinfurth et Bamberg.

Cette direction était un peu trop excentrique; aussi fallut-il se rabattre par Nuremberg, vers Amberg; triste palliatif auquel on recourut trop tard, et qui n'était pas d'ailleurs de nature à assurer une jonction avec l'armée du Rhin.

Celle-ci, après le combat de Neresheim, s'était avancée sur Ulm et Munich; elle devait s'étendre par la gauche pour se lier à Jourdan, et jeter par sa droite une forte division sur Inspruck pour communiquer avec moi. Assigner à une armée deux buts aussi divergents était une chose absurde, car après ces deux détachements excentriques, il ne serait plus resté d'armée à Moreau. Pour réussir, il eût fallu rabattre Jourdan d'Aschaffenbourg droit sur Donawert, et porter Moreau en masse sur le Lech, entre Augsbourg et les montagnes; nous eussions pu alors agir de concert pour balayer le Tyrol, et nous réunir tous les trois sur l'Inn.

Ce plan échoua faute d'ensemble, comme cela devait arriver; l'archiduc Charles se jeta, le 23 août, sur Jourdan isolé, le battit à Amberg, puis le 2 septembre à Wurtzbourg. Moreau, dont la droite était déja vers Bregentz et Leutkirch, compromis par la retraite de l'armée de Sambre-et-

Meuse, dut renoncer à pénétrer en Tyrol, et songer à sa propre sûreté.

Combats de Mori, Roveredo et Calliano.

Tel était l'état des choses en Allemagne; j'ignorais encore la défaite de Jourdan, aussi-bien que le mouvement de Wurmser sur Bassano, lorsque je m'avançai dans la vallée de l'Adige pour attaquer celui-ci.

Je dirigeai sur Roveredo les divisions d'Augereau et de Masséna postées à Vérone et à Rivoli; elles devaient être jointes en marche par la division Vaubois, débouchant de Salo par la rive occidentale du lac de Garda. Ces forces ne pouvaient manquer d'accabler le corps de Davidowich laissé seul à la garde du Tyrol, et dispersé en plusieurs détachements. Le 4 septembre, Wukassowich, qui commandait son avant-garde, fut expulsé du camp de Mori que Vaubois menaça de tourner et que Masséna attaquait de front: il se replia sur Roveredo, puis sur Caliano, où il se réunit au gros du corps. Davidowich lui-même, assailli par des forces doubles, ne put se maintenir dans cette position de Caliano; mes braves soldats forcèrent cette gorge redoutable. L'ennemi, découragé de voir qu'aucun obstacle ne pouvait arrêter notre élan, s'enfuit en déroute. Nous lui enlevâmes vingt-cinq canons et 2 mille prisonniers. Le lendemain, nous entrâmes à Trente. Davidowich avait rallié ses dé-

bris derrière le Lavis; il m'importait de ne pas le souffrir dans le voisinage de Trente; j'ordonnai à Vaubois de l'attaquer. Les Autrichiens essayèrent en vain de défendre le passage du Lavis, ils furent rejetés sur Salurn et Neumarck.

Marche de Trente par les gorges de la Brenta.

J'avais appris, dans le cours de cette marche victorieuse, le mouvement de Wurmser sur la Brenta. Loin d'en être intimidé, on juge bien que cette nouvelle devint pour moi un gage d'autant plus sûr de la victoire. *Une armée divisée en deux dont je coupe le centre, culbute la droite et tourne la gauche isolée!!* Que pouvais-je désirer de mieux?

L'occupation de Trente était d'autant plus importante pour nous qu'en nous ouvrant la tête de la vallée de la Brenta, elle découvrait les derrières de Wurmser. Je n'eus garde de laisser échapper une si belle occasion. Au lieu de m'aventurer sur Inspruck pour courir après la droite de Moreau, dont je n'avais pas de nouvelles, il fallait à la fois profiter du faux mouvement de l'ennemi, et ne pas lui laisser le loisir de détruire les troupes restées devant Mantoue. Dès le 6, je dirigeai Masséna et Augereau par Levico dans la vallée de la Brenta, afin de masquer ce mouvement et de contenir Davidowich; Vaubois fut laissé sur le Lavis. Le 7 au matin, l'avant-garde d'Augereau rencontra à Primolan

un détachement de trois bataillons ennemis, qui barrait le passage des gorges de la Brenta. Après un combat assez vif, ce détachement, expulsé de Primolan et du fort de Covolo, gagné de vitesse par un régiment de dragons qui lui barra le défilé, fut entouré et obligé de mettre bas les armes : nous avançâmes jusqu'à Cismone.

Affaire de Bassano.

Wurmser avait déja atteint Bassano; mais, voyant qu'au lieu de trembler pour mes propres communications, je marchais sur les siennes, il ne sut ni avancer ni reculer à propos. De tous les partis qu'il avait à choisir, il adopta le plus mauvais, c'est-à-dire qu'il s'arrêta à Bassano pour attendre l'événement. Son armée s'établit sur des hauteurs en avant de la ville, l'avant-garde à Solagna et Campo-Lungo. Le 8, à sept heures du matin, nous attaquâmes cette avant-garde, qui fut rejetée en désordre sur Bassano. Arrivés devant la ville sur les pas des fuyards, nous l'enlevâmes de vive force. L'ennemi ne sut où donner de la tête : Wurmser, avec la gauche de son corps de bataille, se retira sur Fonteniva, où il passa la Brenta, et se dirigea sur Vicence. Quasdanowich, avec la droite, ne put plus gagner la Brenta, et dut se replier sur le Frioul. Cette affaire fit tomber entre nos mains 2 mille prisonniers, 30 canons et une immensité d'équipages.

Il ne restait plus à Wurmser que 14 mille hommes entièrement désorientés et jetés dans un pays dont nous tenions toutes les communications ; je pouvais espérer de leur faire mettre bas les armes. Je manœuvrai de façon à leur fermer toutes les issues. Augereau marcha sur Padoue ; Masséna se rendit à Vicence ; le général Sahuguet, qui commandait la division Serrurier, reçut ordre de profiter de la topographie difficile du pays, entre Legnago et Mantoue, pour empêcher Wurmser d'approcher de cette dernière place. Mes mesures semblaient bien prises ; une faute de Sahuguet m'empêcha d'obtenir un succès complet.

Wurmser se jette dans Mantoue.

Wurmser s'était rendu de Vicence à Legnago ; n'imaginant pas que mes troupes, après les marches fatigantes qu'elles venaient d'exécuter, fussent encore en état d'en faire de forcées, il crut pouvoir impunément séjourner le 10 à Legnago pour laisser reposer les siennes. Ce retard aurait dû lui devenir fatal ; Masséna avait passé l'Adige à Ronco, le 10 au soir, après des difficultés inexprimables causées par la pénurie des embarcations. Il se trouvait ainsi en mesure de couper aux Autrichiens la route de Nogara. A cet effet, le 11 au matin, son avant-garde se mit en marche ; mais, trompée par un guide, au lieu de se rendre directement à Sanguinetto où

elle pouvait plus sûrement devancer la tête de la colonne ennemie, elle fut conduite à Cerea. Elle y trouva l'avant-garde de Wurmser, qui s'était aussi mise en marche le 11 au matin, après avoir laissé une garnison de 17 cents hommes à Legnago. Les Autrichiens étaient plus nombreux; nos troupes furent ramenées avec perte, et la colonne de Wurmser fila sans obstacle sur Nogara.

Je ne fus pas bien affecté de cet échec, qui en effet ne changeait rien à l'état des affaires. Wurmser n'en était pas moins cerné de toutes parts. Je savais que Sahuguet était à Castellaro; il avait les ordres les plus positifs de couper les ponts de la Molinella, et de se servir de cet obstacle pour arrêter l'ennemi. Malheureusement il oublia le pont de Villa-Impenta; Wurmser, apprenant qu'il était intact, s'empressa d'en profiter pour échapper à la ruine certaine qui l'attendait, et alla s'enfermer dans Mantoue. Je ne pardonnai jamais à Sahuguet une faute aussi grossière, qui me priva d'un des plus beaux fruits de la victoire de Bassano. La garnison de Legnago, bloquée sur la rive gauche de l'Adige par la division Augereau, et sur la rive droite par une brigade de celle de Masséna, capitula le 12.

Affaires de St.-Georges.

Wurmser s'était flatté de paraître devant Mantoue à la tête de 26 mille hommes victorieux,

afin de la débloquer; il s'y était jeté avec 12 mille hommes vaincus, exténués et poursuivis, qui allaient eux-mêmes y être investis. Ses troupes furent d'abord campées au-dehors de la place, entre St.-Georges et la citadelle. Cette position leur donnait la possibilité de tenir la campagne et de faire des courses utiles à l'approvisionnement. Il fallait donc les obliger à rentrer dans la place, d'où la garnison ne pourrait déboucher facilement à cause de sa situation topographique défavorable pour les sorties. Le gros de mon armée fut dirigé à cet effet sur Mantoue; quelques avantages partiels que les ennemis obtinrent le 13 et le 14, sur les troupes de Sahuguet et de Masséna, leur inspirèrent une sécurité dont je ne tardai pas à les punir.

Le 15, ils firent sortir toute leur garnison pour un grand fourrage. Le même jour je les attaquai avec toutes mes forces: à la droite, Sahuguet se porta sur la Favorite; à la gauche, la division Augereau, venue de Governolo, marcha par Castellaro sur St.-Georges; au centre, la division Masséna prit une position masquée près de Due-Castelli. Wurmser, se voyant assailli sur ses deux ailes, y porta de nombreux renforts tirés du centre qui se trouva dégarni. Je lançai alors la division Masséna, qui, ne rencontrant pas de résistance sérieuse, pénétra jusqu'à St.-Georges;

qu'elle enleva à la baïonnette. La prise de ce poste compromettait la retraite de la droite des Autrichiens, qui dut chercher son salut en perçant du côté de la citadelle. Wurmser, affaibli par une perte de 2 à 3 mille hommes, rentra dans la place.

Nouvelle position de l'armée autour de Mantoue.

Je confiai le blocus de Mantoue au général Kilmaine, qui avait sous ses ordres la division ci-devant Serrurier, forte de 8 mille hommes. Le reste de mon armée vint se remettre en observation devant le Tyrol : il eût été inutile et imprudent d'y pénétrer, alors que Jourdan était ramené sous le canon de Dusseldorf, et Moreau replié sous celui de Kehl; cette invasion sans but n'eût tendu qu'à laisser échapper Wurmser. Masséna, avec 10 mille hommes, se rendit donc à Bassano; Augereau en ramena 9 mille à Vérone; Vaubois, avec 10 mille, demeura sur le Lawis. Si à toutes ces forces on ajoute ma réserve de cavalerie, on verra que le total de mon armée active ne s'élevait pas à 40 mille combattants.

La présence d'une petite armée dans Mantoue devait accroître les trophées que nous pouvions espérer de cette conquête; mais les revers que nos armes éprouvaient dans le même instant sur le Rhin inspiraient la crainte assez bien fondée que les Autrichiens ne renforçassent l'armée dans le Tyrol et le Frioul, et ne fissent de nou-

veaux efforts pour la délivrer. Alors la présence de Wurmser et de 20 mille hommes sur nos derrières devenait inquiétante.

Pour surcroît de contrariétés, mon armée se fondait dans les marais du Mantouan, où des fièvres malignes règnent ordinairement en automne; enfin l'horizon du midi de l'Italie se rembrunissait.

Formation de républiques.

Convaincu néanmoins que l'Autriche ne serait pas de sitôt en mesure de m'inquiéter, je donnai tout le mois d'octobre aux soins qu'exigeait l'intérieur de l'Italie. L'invasion menaçante de Wurmser avait ranimé les espérances de la cour de Rome; qui ne se souciait plus d'exécuter les conditions de l'armistice de Bologne. Il fallait négocier et menacer à propos pour se débarrasser d'elle. Hercule III, duc de Modène, s'était enfui à Venise avec ses trésors : ce dernier rejeton de la famille d'Este démentait son nom sous tous les rapports : c'était un prince débonnaire, ami des arts, mais une avarice sordide obscurcissait ses faibles qualités. L'archiduc Ferdinand, son gendre, devait hériter un jour de ses états; il n'en fallait pas davantage pour le ranger au nombre de nos ennemis. La régence qu'il avait instituée en son absence était hostile, je résolus de la chasser; la population de Reggio était pour nous, elle fit sa révolution elle-même.

Nos troupes la firent à Modène, que nous occupâmes sans obstacle, et qui nous procura une place revêtue d'une bonne enceinte.

Je sentais la nécessité de créer un nouvel état en Italie. Mes grandes vues sur ce pays n'étaient pas encore mûres; toutefois, j'en pressentais une partie. Quelque envie que j'eusse de régénérer cette antique et superbe nation en la réunissant en un même corps, je savais que rien n'est plus difficile que de fondre les intérêts de dix états en un seul. La question seule du choix de la capitale suffit pour diviser les intérêts et les esprits. Pour l'instant, il m'eût suffi de ressusciter les Lombards, afin d'opposer une antique gloire italienne à la maison d'Autriche. Mais parler d'un royaume ou même d'un duché de Lombardie à des Rewbel et des Barras, c'eût été me compromettre sans utilité; ces messieurs voulaient tout républicaniser.

Je jetai les bases de plusieurs républiques provisoires, la cisalpine, la cispadane et la transpadane. Elles étaient démocratiques, parce qu'il eût été imprudent alors de parler à mes soldats de fonder des aristocraties : je m'efforçai toutefois de conserver quelque préséance à la noblesse et au clergé pour les gagner, et j'y parvins, du moins en partie. Bologne et Ferrare formèrent une petite république transpadane; Modène et

Reggio se réunirent pour former la cispadane. Il nous convenait de les laisser pour l'instant dans cet état de division, car il nous faciliterait les arrangements et les cessions nécessaires à la paix : d'ailleurs, cet ordre de choses plaisait aux vues étroites des plébéiens de ces villes. Nous y avions de nombreux partisans : Milan même adopta peu à peu l'idée de cette régénération. La crainte d'être rendus à l'Autriche, à la paix, refroidissait les Lombards, et, dans le fait, je ne cherchai pas à compromettre trop sérieusement les peuples de ces provinces; c'était assez de semer des germes, sauf à recueillir les fruits après la guerre : il me suffisait que la Lombardie organisât quelques légions soldées qui, d'accord avec les gardes nationales des républiques du Pô, pussent maintenir l'ordre dans l'intérieur, et rendre disponible une partie des garnisons que j'y avais.

Ces mesures étaient d'autant plus prudentes, que les affaires du reste de l'Italie présentaient un aspect peu rassurant. Les négociations avec Naples traînaient en longueur; la politique du Piémont flottait incertaine. Victor Amédée pouvait se rappeler toute l'influence que son aïeul avait prise en se déclarant, en 1705, contre Louis XIV, alors que ses armées étaient sur l'Adige, en face de celles du prince Eugène. Il

État politique du reste de l'Italie.

avait plus de motifs encore pour le faire, et la situation étant la même, il pouvait s'en promettre les mêmes résultats.

Outre cela, les environs de Gênes s'agitaient; et le sénat, obsédé, dit-on, des réquisitions de Faypoult, ne restait pas étranger aux troubles des fiefs impériaux. Le pape, revenu de sa terreur, ne songeait plus à la paix. Venise surtout pouvait, en se déclarant contre les républicains, donner une tournure fâcheuse à la guerre.

Craignant de réveiller le lion de St.-Marc, je cherchais de concert avec le Directoire, par des propositions habilement motivées, à nous attacher la vieille république, dont le plus léger effort, dans la situation actuelle des affaires, était capable de faire pencher la balance du côté de nos ennemis. En effet, qui répondait que le doge actuel, jaloux d'imiter les Morosini, les Dandolo et les Alviane, ne se mît à la tête de 20 mille hommes, et n'aidât puissamment les impériaux à expulser d'Italie cette poignée de braves qui venait soulever tant d'intérêts divers? Cette simple résolution n'eût-elle pas décidé du sort de Mantoue, encouragé le roi de Naples, et ranimé celui de Sardaigne, dont le pays, foulé par une triple ligne d'étapes, était mal disposé pour nous? Déterminer le sénat ombrageux à se jeter franchement dans les bras de la France, en lui

peignant tour à tour les dangers dont il était menacé d'un côté par la propagande, et de l'autre par l'ambition de l'Autriche : en cas de refus, l'endormir du moins par des promesses, et prolonger sa léthargie par des protestations d'amitié, jusqu'à ce qu'on vît le moment de l'abattre par une révolution populaire ; tels étaient les moyens les plus convenables, et que je mis effectivement en jeu pour arriver à mes fins.

Le résultat ne répondit point à mes premières espérances. En vain le ministre Lallement épuisa tous les arguments d'une politique prévoyante et rusée : ni la proposition d'une quadruple alliance avec la Porte, l'Espagne et Naples, ni la crainte des empiétements de voisins redoutables, ou la dépendance de l'Autriche et de l'Angleterre, ne purent ébranler l'impassible politique d'un corps déja frappé d'atonie dans toutes ses parties. Confiant en sa propre faiblesse, il fallut toutes les instances de quelques hommes prépondérants, tels que le grand procurateur Pesaro, pour déterminer le sénat à ordonner la levée des milices esclavones, et l'armement d'une flotille pour la défense des lagunes : mesures de sûreté intérieure, dont nulle puissance n'avait droit de se plaindre, mais qui ne laissèrent pas de nous causer quelques inquiétudes à l'époque où elles furent résolues.

La coïncidence de ces armements avec le refus du pape de signer la paix, et l'arrivée à Rome du marquis del Vasto, chargé par le roi de Naples de conclure une alliance offensive et défensive entre les deux états, me fit présumer qu'une ligue italienne me tomberait incessamment sur les bras, si le Directoire ne se hâtait d'en finir avec Naples. Je le pressai donc de lui accorder la paix à tout prix, pensant que c'était le seul moyen d'en imposer au reste de la péninsule.

Débats avec Rome.

Bien que Pie VI protestât sans cesse de son amour pour la paix, il était trop enclin à partager la haine que les cardinaux et le secrétaire d'état vouaient aux maximes démocratiques, et trop ulcéré de la dureté des conditions qu'on lui imposait, pour ne pas traîner les négociations en longueur, dans l'espoir de trouver tôt ou tard l'occasion de les rompre avec éclat.

Les premiers succès de Wurmser et le déblocus momentané de Mantoue avaient ranimé toutes les espérances du gouvernement pontifical; il compta même tellement sur ces succès passagers, qu'il chargea le prélat Lagreca de chercher à reprendre Ferrare, et réussit, sous différents prétextes, à éluder les articles de l'armistice. On était convenu qu'il n'enverrait point d'ecclésiastique pour traiter définitivement de

la paix : au mépris de cette clause, il avait envoyé à Paris les prélats Petrarchi et Vangelisti. Une pareille obstination étant de nature à détruire toute confiance, le gouvernement français crut de sa dignité de ne pas la souffrir, et ces deux agents reçurent l'ordre de quitter Paris dans les 24 heures. D'un autre côté, les nonces et les légats de la marche d'Ancône et de la Romagne se conduisaient en ennemis déclarés de l'armée française. Enfin, le St.-Siége négociait une alliance plus étroite avec le cabinet de Vienne, et lui demandait des officiers pour commander ses troupes.

Instruit de ces dispositions malveillantes, je me préparais à y mettre fin, lorsque les opérations des armées impériales me forcèrent à dissimuler mon ressentiment, et à tourner toute mon attention vers l'Adige.

Le pape, après le renvoi de ses agents, chercha, il est vrai, à renouer des négociations à Florence. Le prélat Galeppi, le dominicain Soldati, et le chevalier d'Azzara, ambassadeur d'Espagne, qui venait d'être médiateur de l'armistice si mal observé, se présentèrent aux commissaires Salicetti et Garreau; mais il ne fut pas possible de s'entendre. Ceux-ci exigeaient que le pape retirât et déclarât nuls les brefs et mandements publiés contre la France depuis la ré-

volution; qu'il fermât ses ports aux Anglais; qu'il fît réparation du meurtre de Basseville. Poussant même l'inflexibilité jusqu'au dernier degré, ils présentèrent à ses plénipotentiaires un traité en 64 articles, déclarant qu'il fallait l'adopter ou le rejeter tel qu'il était, attendu qu'ils ne se trouvaient pas autorisés à entrer en discussion. Cette méthode tout-à-fait insolite, même dans la diplomatie révolutionnaire de 1793, produisit un mauvais effet.

Galeppi retourna à Rome. Les conditions qu'il apportait parurent trop dures. Les succès des Autrichiens enivraient tous les esprits; on crut à la prochaine délivrance de l'Italie. Le gouvernement pontifical ne rejeta pas seulement les propositions qui lui étaient soumises, il passa subitement aux préparatifs hostiles. L'armistice fut regardé comme nul : l'argent destiné à payer les contributions rétrograda; et l'on fit, dans les états ecclésiastiques, de nouveaux armements.

Les neuvaines, les prières, les processions, les bulles, tout ce qui pouvait en un mot enflammer la haine d'une multitude ignorante et superstitieuse, fut mis en usage pour activer le recrutement de l'armée papale. Mais ces moyens, si puissants encore au XVe siècle, avaient perdu toute leur magie : la foule se contenta de faire

des vœux et des prières pour le succès d'une guerre aussi juste. Quelques princes, par la crainte de perdre leurs priviléges, ne s'en tinrent pas là : le connétable Colonne leva un régiment d'infanterie, le prince Gustiniani en offrit un de cavalerie. Mais il n'y avait pas de quoi former une armée; à peine mit-on sur pied 8 mille hommes: on se flattait, à la vérité, que Naples en fournirait 30 mille.

Cependant le chevalier d'Azzara, interposant la médiation de l'Espagne, parvint à retarder l'explosion, et rendit, dans ces circonstances pénibles, des services éminents. L'envoyé de France, Cacault, de son côté, contribua par sa contenance impassible à éviter une rupture ouverte qui, à cette époque, eût pu avoir les plus funestes résultats.

Paix définitive avec Naples.

Ces inquiétudes furent enfin heureusement dissipées par le traité définitif signé le 10 octobre à Paris, entre la république française et la cour des Deux-Siciles. Les conditions en étaient bien douces en comparaison de celles imposées au pape et au Piémont. On peut attribuer sans doute cette modération au grand éloignement du royaume de Naples, à la difficulté d'y porter la guerre, et surtout à l'urgence de se débarrasser d'un ennemi dont l'armée seule surpassait la mienne en nombre. Si nous restions en guerre,

les Napolitains pouvaient soutenir Rome, se renforcer de ses troupes, se concerter avec la division anglaise de Corse, s'avancer jusque sur le Pô avec plus de 40 mille hommes, et mettre encore en problème la conquête de l'Italie. Mais si l'on parvenait à les lier, plus d'inquiétude à l'égard de la Lombardie; Rome restait abandonnée à ses propres forces; les Anglais seuls n'oseraient rien entreprendre en Toscane, et rien n'entraverait le cours ultérieur des opérations militaires contre l'Autriche.

Le Directoire, cédant enfin à mes sollicitations appuyées par Carnot, rabattit de ses prétentions pour faciliter le traité. Ses stipulations n'engagèrent donc la cour de Naples qu'à rester neutre, à rechercher les auteurs des délits commis en 1793, à promettre à la France un traité de commerce d'une réciprocité avantageuse, enfin à reconnaître la république batave, et à renouer avec elle ses anciennes relations.

Affaires du Piémont.

Si la paix définitive, conclue avec Ferdinand le 10 octobre, débarrassait d'un voisin doublement dangereux par sa puissance et sa situation géographique; d'un autre côté, la mort du roi de Sardaigne, survenue au milieu de ce mois, pouvait amener un changement fâcheux dans la politique de la cour de Turin. Bien que le nou-

veau roi Charles Emmanuel eût contribué à la décider à la paix, et qu'il eût accueilli favorablement les propositions d'alliance faites en dernier lieu par Poussielgue, il y mettait pour condition qu'on lui cédât la Lombardie, et le Directoire se refusait obstinément à tout arrangement de cette nature. Dès lors il devenait à craindre que ce prince, jaloux de signaler son avénement au trône, ne cherchât à relever le lustre de sa puissance par des acquisitions équivalentes aux provinces que son prédécesseur avait perdues dans cette guerre. Les refus de la France ne lui laissant aucun espoir d'en obtenir des indemnités, il devait naturellement se rattacher à la coalition, dès qu'il entreverrait la possibilité de recouvrer les provinces cédées. Cette résolution paraissait d'autant plus probable que les puissances du second rang se rangent ordinairement du côté du plus fort, et qu'on doit s'y attendre, lorsqu'à la crainte se réunit l'intérêt manifeste de l'état.

Cette incertitude de nos relations avec le Piémont me faisait vivement sentir la nécessité de nous assurer de Gênes. Nous étions aventurés sans base d'opérations et sans ligne de retraite, si le Piémont venait à changer de politique : la possession de Gênes nous procurait l'une et

et l'autre. Je n'étais guère en mesure de l'obtenir de force, et nous n'avions pas de motifs pour une démarche hostile.

Négociations avec Gênes.

Les premiers succès de l'armée avaient fait fermer le port de Gênes aux bâtiments anglais, en représaille des hostilités commises par eux, en 1793, contre des navires français. Le sénat refusa même de reconnaître plus long-temps le comte de Girola, envoyé de l'empereur, sous prétexte qu'il avait excité les troubles des fiefs impériaux. Le peuple génois, qui entretenait de grandes relations commerciales avec la France, était bien disposé; et le sénat avait donné trop de preuves de modération pour qu'on ne dût pas en être satisfait. Mais ce n'était pas assez, ni pour l'ambition du Directoire, ni pour mon repos; et nous aurions voulu que la Ligurie fît décidément cause commune avec la France. La présence du ministre anglais Drake, les bruits qu'il répandait à dessein sur les derrières de l'armée, l'enlèvement de la frégate *la Modeste*, et autres affronts dont Gênes n'était point coupable, me parurent des griefs plausibles. Bien convaincu qu'il suffit parfois de prendre un ton impérieux pour se faire craindre, je dépêchai, au moment où des embarras de toute espèce m'inquiétaient sur l'Adige, un aide-de-camp au doge, avec une série de griefs dont je demandais

réparation; menaçant, en cas de refus, de marcher sur Gênes. Mais le moment n'était guère propice : Faypoult me démontra qu'un éclat intempestif gâterait tout; d'ailleurs, la nouvelle que le Directoire traitait à Paris avec la république détourna le coup; et, en attendant que je pusse en porter un dernier à son indépendance, je la rançonnai par de nouvelles demandes d'argent.

Le 9 octobre, un traité stipulant le paiement de quatre millions, la clôture du port aux Anglais, et le libre passage à nos troupes et aux convois destinés pour l'armée d'Italie, transforma Gênes en place d'armes française.

Troubles dans les fiefs.

Les paysans des fiefs impériaux, instigués selon les uns par les agents de Faypoult même, et selon d'autres par le comte de Girola, ne s'accommodèrent point de ce traité, et organisèrent un second soulèvement. Le fief de Ste.-Marguerite, situé avantageusement dans la vallée de la Scrivia, fut le foyer de la révolte. On y rassembla les prisonniers de guerre échappés et les déserteurs, afin de les envoyer ensuite dans le Tyrol, en passant par Sestri di Levante. Là était un dépôt d'armes et de munitions qu'on retirait en secret de Gênes. Wurmser, instruit de ces mouvements, voulut qu'un officier fût chargé de leur direction; mais il fut encore prévenu

dans cette occasion: les Français envoyèrent des colonnes mobiles dans les fiefs, dissipèrent le rassemblement, prirent des ôtages, et s'emparèrent des armes. Au reste, à l'exception des Barbets, qui inquiétaient les passages de l'Apennin, tout le nord de l'Italie se trouvait assez tranquille, graces à la présence de la petite armée de Kellermann.

Affaires de Corse.

La possession de la Corse devenait de jour en jour plus difficile et plus onéreuse aux Anglais. Non seulement la déclaration de guerre de l'Espagne rendait scabreuse leur station dans la Méditerranée, et laissait cette colonie en butte aux efforts de deux puissances très-riches en troupes de débarquement: ils avaient encore à redouter les habitants, dont la majeure partie était restée sincèrement attachée à la France: les Paolistes mêmes, déçus par l'Angleterre, avaient déja commis plusieurs actes hostiles contre le vice-roi.

Les Anglais occupent Porto-Ferrajo.

Lord Elliot, convaincu depuis long-temps qu'il n'était pas de l'intérêt de la Grande-Bretagne de conserver, par la force des armes, une station dont la population était si irritable, se préparait de longue main à évacuer l'île. En apprenant l'entrée des troupes françaises à Livourne, et les apprêts faits à Toulon pour une expédition prochaine, il sentit l'urgence d'occuper Porto-

Ferrajo, station maritime, militaire et commerciale, qui réunissait pour l'Angleterre presque tous les avantages de la Corse, sans en avoir les inconvénients. Dès le 10 juillet, il somma le commandant toscan; et celui-ci, en représailles de l'occupation de Livourne, lui permit d'occuper les forts conjointement avec les troupes du grand-duc.

Ils se préparent à évacuer la Corse.

Elliot ne tarda pas à s'en applaudir. Le mécontentement des Corses allait toujours croissant; la gloire que je faisais rejaillir sur eux, et l'accueil que les patriotes de ce pays recevaient en France, contrastaient trop avec le traitement que leurs concitoyens éprouvaient des Anglais, pour ne pas accroître la haine qu'on leur vouait, et exciter tous les habitants à secouer leur joug. Le nombre des patriotes réfugiés à Marseille et à Livourne grossissait de jour en jour, et les intelligences qu'ils entretenaient avec les dissidents qui dans le principe s'étaient rangés sous les bannières de l'Angleterre, annonçaient que le moment d'éclater était venu. Un ordre d'évacuation de la part de l'amirauté au lord gouverneur épargna une levée de boucliers.

Le général Gentilli doit en prendre possession.

Cependant j'étais personnellement trop intéressé à seconder les dispositions de mes compatriotes pour ne pas les aider: j'avais chargé le général Gentilli de faire en secret, à Livourne,

les préparatifs d'une expédition. D'un autre côté, le gouvernement prescrivait à Toulon l'armement indispensable pour cette entreprise; et l'escadre espagnole de Langara, en sortant de Carthagène au nombre de vingt-cinq vaisseaux, paraissait devoir en assurer le succès.

Aussitôt que Gentilli eut vent des dispositions des Anglais pour la retraite, il fit embarquer le général Casalta avec un petit détachement de troupes de ligne et quelques réfugiés armés. Cet officier, bravant les croisières ennemies, luttant contre les éléments, parvint, malgré toutes les contrariétés, à descendre, le 19 octobre, en Corse. Dès le lendemain, il fut joint par un nombre assez considérable de patriotes, avec l'assistance desquels il se porta aussitôt sur Bastia. Maître des hauteurs qui dominent la ville, et protégé par les habitants, il somma la garnison du fort; les Anglais gagnèrent leurs vaisseaux; mais leur arrière-garde, où se trouvait le régiment émigré de Dillon, perdit quelques prisonniers. St.-Florent et Ajaccio furent bientôt après délivrés de leur présence; de sorte qu'en peu de jours l'île entière rentra sous l'obéissance de l'empire dont elle faisait partie.

Situation des armées sur l'Adige.

Ces révolutions politiques, ces armistices, et ces expéditions intérieures, remplirent l'intervalle depuis le combat de St.-Georges jusqu'à

la bataille d'Arcole. Le gros de l'armée française resta pendant ces deux mois autour de Mantoue, et en observation sur la Brenta et l'Adige. Des fièvres épidémiques avaient encombré les hôpitaux, et diminué considérablement le nombre des combattants; les renforts arrivaient trop lentement pour que je fusse en état de me porter en avant. Les Autrichiens, au contraire, faisaient de grands préparatifs pour tenter de nouveau le sort des armes.

Au milieu d'octobre, le général Davidowich reçut des renforts qui élevèrent de nouveau à près de 20 mille hommes la force de son corps. Celui de Quasdanowich, qui, après la défaite de Bassano, s'était retiré à Gorice, fut aussi porté à environ 25 mille hommes. L'organisation permanente des Croates en régiments facilita les levées qui produisirent une partie de ces renforts, le reste se composait de quelques bataillons venus du Tyrol septentrional après la retraite des armées du Rhin, ou des recrues de l'intérieur. Le général Alvinzi, nommé pour commander en chef toutes ces forces, se rendit auprès du corps de Quasdanowich, et reprit l'offensive en se dirigeant par Bassano sur Vérone, où il espérait effectuer sa jonction avec Davidowich qui reçut l'ordre de descendre l'Adige.

Une nouvelle armée sous Alvinzi arrive au secours.

Ma position était difficile; je ne pouvais m'a-

vancer à la rencontre d'Alvinzi, sans m'éloigner de Vérone, et sans donner par conséquent la faculté à Davidowich de culbuter Vaubois, de se réunir à Wurmser sous Mantoue, et d'établir ainsi sur mes derrières une armée supérieure en nombre à toutes les troupes que j'aurais pu réunir. D'un autre côté, je ne pouvais concentrer le gros de mes forces sur Roveredo, sans ouvrir à Alvinzi le chemin de Mantoue, ce qui, en sens inverse, aurait amené les mêmes résultats. Il y avait aussi de l'inconvénient à me masser sur Vérone, puisque, de cette façon, la communication entre Alvinzi et Davidowich eût été rétablie par la vallée de la Brenta. Cependant il m'était presque aussi nécessaire d'empêcher la jonction de ces deux généraux, que de m'opposer à la réunion de l'un d'eux avec Wurmser. Il fallut donc adopter un terme moyen.

Vaubois est repoussé sur Rivoli.

Vaubois était trop inférieur en nombre pour défendre efficacement les accès de Trente. Je crus qu'en lui faisant prendre l'offensive, je réussirais à intimider Davidowich; je me trompais: le 2 novembre, Vaubois obtint quelques avantages à St.-Michel, dans la vallée de l'Adige; mais, tourné lui-même sur sa droite, par la vallée du Lavis, il fut obligé de battre en retraite le lendemain pour aller se porter à Calliano. Le 4, Davidowich entra dans Trente. Le même jour,

l'armée d'Alvinzi arriva à Citadella et Bassano. A l'approche de l'ennemi, Masséna s'était replié par Vicence à Montebello.

La communication entre les deux parties de l'armée ennemie semblait assurée; mais, comme en changeant de général les Autrichiens n'avaient pas renoncé à faire des fautes, ils continuèrent à agir séparément. Davidowich marcha sur Calliano, et Alvinzi se disposa à se porter par Vicence sur Vérone. Je me décidai à répéter de droite à gauche la manœuvre qui, contre Wurmser, m'avait réussi de gauche à droite; c'est-à-dire qu'après avoir cherché d'abord à battre Alvinzi et à le rejeter derrière la Piave, je projetais de remonter la Brenta pour venir assaillir en queue Davidowich.

Je m'avançai vers la Brenta avec Augereau et Masséna; je trouvai déja l'ennemi en deçà de cette rivière. Le 6, Masséna attaqua, à Carmignano, la gauche d'Alvinzi commandée par Provera. Sa droite, aux ordres de Quasdanowich, fut attaquée en même temps par Augereau à Lenove. Nous n'obtînmes qu'un demi-succès. Provera repassa la Brenta, et Quasdanowich se rapprocha de Bassano sans que nous ayons pu trouver jour à les entamer sérieusement. Affaire de la Brenta.

L'ennemi était plus fort et mieux disposé à nous recevoir que je ne m'y attendais. D'un

autre côté, j'appris qu'il pressait vivement Vaubois dans la vallée de l'Adige. Il fallut renoncer à mes projets. Je sentis la nécessité de me rapprocher de Vaubois et de Kilmaine. Dès le 7, je repris le chemin de Vérone; Alvinzi me suivit, et arriva le 11 à Villa-Nova. Vaubois, attaqué à Calliano, soutint de rudes combats. Le 6 et le 7, il se maintint dans sa position; mais, craignant d'être tourné par sa droite, il se retira, dans la nuit du 7 au 8, jusqu'à la Corona. Je courus à toute bride à cette division, je haranguai les 39e et 85e qui avaient faibli à Calliano. Je les menaçai d'écrire sur leurs drapeaux qu'ils n'étaient plus dignes d'être de l'armée d'Italie. Ils jurèrent de vaincre ou de mourir.

Combat de Caldiero.

Cependant je commençais à être serré de près. Je ne voulus pas l'être davantage, et je me déterminai à tomber de nouveau sur Alvinzi. Le 11, je sortis de Vérone avec Masséna et Augereau, et le lendemain, j'attaquai l'ennemi que je trouvai en position à Caldiero. Une pluie congelée, qu'un vent violent de nord-est chassait dans la figure de nos soldats et les fortes positions de l'ennemi (1), rendirent nos efforts superflus; nous fumes repoussés.

(1) Les hauteurs de Caldiero sont un contrefort des montagnes de Sette-Communi, qui tombe graduellement

Je passe l'Adige à Ronco.

Rentré dans Vérone, je me vis dans une position critique; j'étais trop faible partout. La fortune des armes semblait se déclarer formellement contre nous. Mais si j'avais su profiter de ses faveurs, je voulais prouver que je savais aussi la maîtriser, lors même qu'elle m'était contraire. Un autre général, à ma place, n'aurait songé qu'à repasser le Mincio, et eût perdu l'Italie. Mais tout mon avenir s'écroulait avec la perte de mes conquêtes. Il fallait risquer le tout pour le tout. Je me déterminai à passer l'Adige au-dessous de la gauche d'Alvinzi, pour agir sur ses derrières. Le parti semblait hasardeux; mais il était sage, parce qu'il était le seul qui me laissât encore quelque chance de succès.

Alvinzi, en se présentant devant Vérone par la route de Caldiero, avait à sa droite des montagnes impraticables, à sa gauche l'Adige, en face une place dont l'enceinte était à l'abri d'un coup de main. Le terrain qu'il occupait, fermé ainsi de trois côtés, ne lui offrait d'autre issue que le défilé de Villa-Nova. En passant à Ronco, je

---

jusqu'à l'Adige, et traverse la chaussée de Vérone à Vicence. Ces hauteurs, d'une pente fort roide, couvertes de vignobles, flanquées d'un côté par le fleuve, et de l'autre par les hautes montagnes auxquelles elles se rattachent, forment un des postes militaires les plus remarquables.

m'approchais de cette issue, je forçais l'ennemi à combattre face en arrière pour s'ouvrir un passage; enfin, je plaçais mon armée inférieure dans un terrain marécageux, où l'on ne combattait que sur trois digues, et où j'aurais ainsi tout l'avantage de la défensive, jointe à la supériorité individuelle de mes soldats.

Première journée d'Arcole.

J'avais retiré du blocus de Mantoue le général Kilmaine avec 2 mille hommes; je confiai à ce détachement la défense de Vérone, où il nous était d'autant plus indispensable de nous maintenir, qu'il fallait barrer le passage de la vallée de l'Adige à Alvinzi, pour l'empêcher de donner la main à Davidowich. Avec les divisions Masséna et Augereau, et la réserve de cavalerie, formant en tout environ 20 mille hommes, je partis de Vérone le 14, et je me rendis à Ronco, où je fis jeter un pont sur l'Adige. On a prétendu que j'eusse mieux fait de passer à Albaredo pour éviter l'Alpon, ses marais, et le défilé d'Arcole.

Il est vrai que j'eusse ainsi gagné plus facilement Villa-Nova, mais je n'étais pas assez fort pour me jeter à corps perdu sur la seule route d'Alvinzi; il fallait la menacer sans quitter l'appui de l'Adige, et en se rapprochant le plus vite possible et de Vérone et de la division Vaubois. Le mouvement d'Albaredo était trop large pour remplir ce triple but, et il était par trop

dangereux d'aller se mettre en bataille sur l'Alpon, à Villa-Nova, en faisant face en arrière vers Vérone.

Quoi qu'il en soit, le 15 novembre, nous passâmes l'Adige à Ronco. Le terrain qui la sépare de l'Alpon est entièrement inondé : pour en sortir, il n'y avait que trois digues. Masséna se porta par celle de gauche, qui longe l'Adige, jusqu'à Porcil. Augereau prit celle du centre, qui aboutit au pont d'Arcole, sur l'Alpon. Une brigade de Croates, détachée en flanqueurs de gauche, défendait ce dernier point. Ces troupes profitèrent avec succès des avantages que présentait ce terrain, pour repousser les attaques d'Augereau. Cette circonstance, que je ne pouvais prévoir, faillit nous devenir funeste : la résistance des Croates donna à Alvinzi le temps d'accourir à leur secours. Le général autrichien, inquiet pour ses derrières, envoya Provera avec six bataillons à la rencontre de Masséna, à Porcil, et, avec le gros de son armée, il rétrograda sur St.-Bonifacio.

L'obstacle imprévu que la défense d'Arcole présentait ne m'empêcha pas de persister dans mon projet. Si je ne pouvais pas atteindre Villa-Nova par la rive gauche de l'Alpon, je pouvais agir par Porcil plus directement sur la ligne de retraite d'Alvinzi; mais il fallait être maître du

village et du défilé d'Arcole, pour assurer ma droite, et ne pas être pris moi-même dans ce cul-de-sac. Je fis de nouveaux efforts pour emporter le pont. La plupart de mes généraux avaient été blessés en voulant payer d'exemple. Je me jetai moi-même à la tête des grenadiers. Tout fut inutile. Je dus reconnaître que le possible avait des bornes, même pour mes troupes. La tête de colonne, criblée, fut ramenée vigoureusement. Au milieu de ce désordre, je fus jeté dans le marais, où je courus grand risque d'être pris : Belliard chargea avec une compagnie de grenadiers pour me donner le temps d'en sortir.

Cependant, vers le soir, les Autrichiens abandonnèrent Arcole, à l'approche d'une de mes brigades à laquelle j'avais fait passer l'Adige au bac d'Albaredo, et qui s'avançait en remontant la gauche de l'Alpon. Mais il était déja trop tard; je ne voulais pas me hasarder à passer la nuit avec des troupes entassées dans des marais, en présence de l'armée ennemie, déployée entre St.-Bonifacio et San-Stefano. Outre cela, il pouvait se faire que Vaubois fût forcé à Bussolingo, et qu'il devînt nécessaire de me porter de nuit, à marche forcée, sur le Mincio, pour le rejoindre sous Mantoue; or cela m'eût été impossible, sans la précaution de repasser d'avance sur la rive droite de l'Adige. C'est ce que je fis, en ne

laissant à la rive gauche que les troupes nécessaires pour la garde du pont.

Seconde journée.

Je n'étais plus à temps pour agir sur les derrières d'Alvinzi; mais j'avais réussi du moins à l'éloigner de Vérone. Cette circonstance n'aurait fait que différer ma perte, si je ne parvenais à le rejeter définitivement sur la Brenta. Il fallait le faire à tout prix. Certains que Vaubois n'avait point été inquiété le 15 par Davidowich, nous repassâmes le 16 au matin à la gauche de l'Adige. Les Autrichiens, ayant occupé Albaredo, Arcole et Porcil, s'avancèrent vers notre pont; nous les culbutâmes. Masséna entra à Porcil; puis, rabattant une de ses brigades sur le centre, coupa sur la digue une colonne de 1,500 hommes. Augereau poussa de nouveau sur Arcole : mais ici les scènes de la veille recommencèrent, et nous essuyâmes quelque perte, sans pouvoir emporter le pont. La nuit survint : je repassai l'Adige par les mêmes motifs que le jour précédent.

Troisième journée d'Arcole.

Le mauvais succès de mes premières tentatives ne me découragea pas. Davidowich avait attaqué la Corona le 16, et s'était emparé de Rivoli. Vaubois s'était retiré en assez bon ordre sur Bussolingo et Castel-Novo. Il devenait très-important de forcer Alvinzi à se retirer définitivement au-delà de Villa-Nova, pour nous remettre en communication directe avec Vérone, et courir au

secours de Vaubois. Pour la troisième fois, je renouvelai l'attaque. Je l'aurais fait dix fois encore, s'il eût fallu. Je sentais que la conservation de l'Italie était nécessaire à mon existence politique. J'aimais mieux succomber à la tête de mon armée, que de commencer une retraite qui m'eût fait perdre tout le fruit de mes exploits précédents. Le 17, à la pointe du jour, mes troupes reprirent le chemin du pont. La fortune paraissait vouloir décidément me tourner le dos. Au moment où le passage allait s'effectuer, un des bateaux du pont s'enfonça. Ce malheureux accident allait m'ôter tous les moyens de ressaisir la victoire. L'adresse et le zèle de mes pontoniers me tirèrent d'affaire. Le pont fut réparé; mon armée franchit la rivière, et repoussa de nouveau les ennemis jusqu'à Porcil et Arcole. Mais comme ce n'était plus sur ce point que j'avais résolu de diriger mes principaux efforts, je me contentai d'y envoyer le général Robert, avec une demi-brigade de la division Masséna. Masséna lui-même se dirigea avec une autre demi-brigade sur Porcil. Le reste de la division demeura en réserve près du pont. Si l'ennemi profitait de sa supériorité sur Robert, j'étais en mesure de l'en faire repentir. La division Augereau eut ordre de jeter un pont sur l'Alpon, près de

l'embouchure de ce ruisseau, pour agir ensuite contre la gauche des Autrichiens, et prendre ainsi Arcole à revers.

Les Autrichiens s'étaient renforcés à Arcole; ils reprirent l'offensive, et ramenèrent vigoureusement le général Robert jusque près du pont, où ils le suivirent avec trop d'imprudence. C'était tout ce que je désirais; car il me convenait de les entamer avant de tenter le passage de l'Alpon. Leur colonne profonde, fière d'un premier succès, vint donner sur le gros de la division Masséna, en même temps que des troupes embusquées dans les roseaux fondirent sur le flanc de la colonne, en coupèrent 3 mille hommes, et refoulèrent le reste en désordre sur Arcole. Alors le moment décisif était venu. La division Augereau réussit enfin à jeter son pont. Après avoir traversé le ruisseau, elle se trouva en présence de l'aile gauche des Autrichiens, qui appuyait sa gauche à un marais. J'avais pris mes dispositions pour faire tourner cet obstacle par 800 hommes sortis de Legnago. Comme ils ne paraissaient pas encore, et que je savais que le simulacre même d'une attaque de flanc en imposait à mes ennemis, j'ordonnai à un officier de gagner la pointe de l'aile autrichienne avec une vingtaine de cavaliers et quelques trompettes.

Cette ruse ne manqua pas son effet. L'infanterie autrichienne perdit l'aplomb qu'elle avait conservé jusque là. Augereau en profita pour la faire plier. L'apparition de la petite garnison de Legnago, sur les derrières de l'ennemi, l'engagea à précipiter sa retraite vers St.-Bonifacio. Alors la division Masséna déboucha par Arcole et St. Grégorio. Alvinzi, qui n'avait pu nous arrêter dans un terrain très-favorable à la défensive, n'osa courir les risques d'une bataille en pays ouvert, avec une armée qui déja ne comptait guère plus de 15 mille hommes sous les armes. Le 18, il se retira sur Montebello. J'avais perdu presqu'autant de monde que lui, je ne l'avais pas défait, mais je gagnai la faculté de me tourner contre Davidowich.

Vaubois est forcé à Rivoli.

Ce général qui, pendant huit jours, s'était amusé devant les retranchements de la Corona, avait enfin attaqué Vaubois le 16. Il ne put obtenir de grands succès ce jour-là; mais, le lendemain, Vaubois, menacé d'être tourné par sa droite, évacua sa position, et se replia derrière le Mincio, qu'il traversa à Peschiera. Le 18, Davidowich s'avança à Castel-Novo; je résolus de lui faire payer cher ses légers succès. Je ne fis suivre Alvinzi que par la réserve de cavalerie: le gros de mon infanterie se rabattit de Villa-Nova sur Vérone, où je rentrai triomphant par la

porte de Venise, trois jours après en être sorti mystérieusement par celle de Milan.

Les habitants et mes soldats mêmes, étonnés de mes manœuvres auxquelles ils ne concevaient rien, me regardaient avec la même admiration. Masséna repassa l'Adige à Vérone, et se dirigea sur Villa-Franca, où il devait se réunir à Vaubois, qui s'y rendrait après avoir repassé le Mincio à Borghetto. Ces deux divisions étaient destinées à attaquer Davidowich de front. Augereau se porta de Vérone, par les montagnes, sur Dolce, pour lui couper la retraite. Davidowich n'échappa à une ruine certaine, qu'en se hâtant de regagner Roveredo; son arrière-garde fut fortement entamée.

Alvinzi, de son côté, voyant qu'il n'avait que de la cavalerie à ses trousses, retourna à Villa-Nova. Mais j'avais déja fini avec Davidowich, et je me préparai à déboucher de nouveau par Vérone, sur la rive gauche de l'Adige. Alvinzi, isolé, n'osa tenir la campagne, et se replia derrière la Brenta.

Wurmser est resserré dans Mantoue.

Pendant que les grands coups se frappaient sur l'Adige, Wurmser était demeuré tranquille. Alvinzi, en commençant ses opérations, avait calculé qu'il ne pourrait arriver devant Mantoue que le 23, et il avait engagé Wurmser à ne faire de sortie que ce jour-là. Mais les choses n'ayant

pas tourné comme les ennemis l'avaient espéré, il se trouva que Kilmaine était déja revenu devant la place. Le corps de blocus eut ainsi la facilité de repousser les assiégés.

Revers de nos armes en Allemagne.

Ces événements étaient d'autant plus heureux, que les armées d'Allemagne, au contraire, étaient ramenées jusque sur le Rhin. J'ai déja dit que l'archiduc Charles avait sagement résolu de jeter le gros de son armée sur Jourdan, certain, s'il le battait en Franconie, de le ramener sur Mayence et de compromettre Moreau, qui s'était avancé jusqu'à Munich. Le succès était infaillible: et si, après la bataille de Wurtzbourg que l'archiduc gagna le 3 septembre, il se fût jeté sur les communications de Moreau, en se bornant à faire suivre les débris de Jourdan par 20 mille hommes, c'en était fait de l'armée du Rhin. Moreau, faiblement inquiété, fit sa retraite en bon ordre, pendant que l'archiduc courait sur la Lahn.

Nos armées revinrent défendre Kehl et Dusseldorf; l'archiduc concentra tous ses moyens sur le Haut-Rhin, pour reprendre Kehl, que Moreau et Desaix défendirent à merveille, jusqu'au milieu de janvier.

Pour comble de contrariété, le Directoire remplaça Jourdan par Beurnonville. Celui-ci était en effet bien au-dessous de son prédécesseur. Quoique renforcé par 20 mille hommes de superbes

troupes venues de l'armée qui occupait depuis deux ans la Hollande, et par 25 mille qui avaient bloqué Mayence, il resta oisif pendant deux mois avec 80 mille hommes, contre 25 mille Autrichiens.

Cette oisiveté était d'autant plus blâmable, qu'elle avait lieu en novembre et décembre, à l'époque la plus critique pour Moreau et pour moi; car je venais d'éprouver de rudes pertes sur la Brenta, à Caliano et à Arcole.

Mesures pour consolider nos conquêtes.

Venise ayant rejeté notre alliance, il fallut adopter un plan qui pût nous tirer de la position critique dans laquelle nous nous trouvions.

Je fis les plus vives instances à l'effet d'obtenir du Directoire les forces nécessaires, non seulement pour nous maintenir, mais encore pour assurer la chute de Wurmser, et porter ensuite mes efforts jusqu'au cœur de la monarchie autrichienne.

Le Directoire m'envoya d'abord une division tirée de l'armée des côtes de l'Océan; mais les troubles excités dans le Midi par la réaction royaliste en firent retenir une partie en Provence, et le général Rey m'amena à peine 6 mille hommes; tandis qu'il eût été facile de m'en envoyer 25 mille, si l'on n'avait pas entrepris, dans ce moment peu opportun, une descente en Irlande.

Expédition d'Irlande.

Le but de cet ouvrage étant uniquement de parler de ce qui me concerne, et non de tracer

l'histoire d'une époque à laquelle je ne tenais point le timon de la France, je ne m'étendrai ni sur ce qui se passait alors dans cette île, ni sur les négociations entamées à Paris par lord Malmesbury. Je dirai seulement que le Directoire, méditant une expédition de 25 mille hommes sous Hoche, pour porter aux 4 millions de catholiques irlandais un point d'appui qui pourrait ébranler la puissance anglaise, négligeait pour ce but important, mais intempestif, l'envoi des renforts qu'on aurait pu m'envoyer de l'armée des côtes. Rien n'était plus naturel que de tenter l'expédition d'Irlande, après qu'on aurait forcé l'Autriche à la paix; mais il était imprudent de vouloir la dicter à la fois dans Vienne et dans Dublin, avec le peu de forces dont on disposait alors. Hoche partit en effet le 14 décembre de Brest, mais la tempête dispersa son escadre; ses vaisseaux isolés eurent le bonheur d'échapper aux Anglais et de regagner les ports. Ses soldats, débarqués, allèrent au commencement de la campagne suivante ramener la victoire sous les drapeaux de l'armée de Sambre-et-Meuse, après avoir tardé un an entier de venir l'assurer à l'armée d'Italie.

Les avis ont été partagés sur les chances de succès et le degré d'importance de l'expédition d'Irlande: on est assez d'accord qu'une diversion

de cette nature, occupant sérieusement l'Angleterre, l'eût empêchée de porter ses efforts dans les deux Indes. Beaucoup de militaires, convaincus qu'il s'agissait moins de jeter quelques divisions à terre, que de se maintenir à la longue dans une lutte corps à corps contre une nation pleine d'énergie et de patriotisme, pensent néanmoins qu'il n'y avait aucun espoir de réussir, tant qu'on ne se serait pas rendu maître de la mer. Ils prétendent que la faible armée de Hoche, après avoir forcé le cabinet de St.-James à recourir à des levées nationales, se trouvant consumée dans cent combats, eût été obligée de signer un traité d'évacuation ou de rembarquer ses débris. En admettant cette supposition comme la plus probable, il faut convenir alors qu'au lieu de retenir 25 mille hommes d'élite aussi longtemps en Bretagne, et de les aventurer ensuite sur les côtes de l'Irlande, il eût été beaucoup plus sage d'en porter 5 à 6 mille avec d'habiles chefs à Tippo-Saïb, et de m'en envoyer 20 mille pour assurer la défaite de Wurmser et d'Alvinzi, sous les efforts desquels je fus trois fois à la veille de succomber.

Les éléments d'une insurrection irlandaise devant durer long-temps encore, rien n'empêchait le Directoire d'ajourner ses projets à l'époque opportune où, délivré de la guerre continen-

tale, il aurait pu tenter une expédition sans compromettre le succès de ses armes. Dans l'état actuel des choses, il semblait bien plus urgent de délivrer l'Inde, et de dicter la paix à l'Autriche, que d'exciter une guerre civile sur les bords du Shanon.

Négociations inutiles.

Les négociations entamées avec Malmesbury ne pouvaient cheminer sans qu'on s'expliquât préalablement avec l'Autriche, de laquelle il fallait obtenir l'abandon de la Belgique, pour le faire sanctionner ensuite par les Anglais. Clarke fut chargé d'aller demander à Vienne la conclusion d'un armistice, et proposer l'envoi de négociateurs à Bâle où à Paris. Il se rendit à cet effet à mon quartier-général; mais les succès de l'archiduc, en Allemagne, ayant relevé les espérances et les prétentions de la maison d'Autriche, on ne lui permit pas de franchir les avant-postes. Un événement de la plus haute importance, qui venait de se passer dans le Nord, pouvait aussi changer la face des affaires sur le continent. La grande Catherine avait terminé, le 17 novembre, par une mort subite, sa longue et illustre carrière; son fils, Paul Ier, lui succédait. Ce prince, bizarre en tout, pouvait adopter une politique entièrement opposée à celle de sa mère, soit qu'il profitât des commotions de l'Occident pour faire la guerre aux Turcs, soit qu'il vou-

part aux affaires de France. Dans ...de de ce qu'il en arriverait, le cabinet ...nne crut devoir envoyer au-devant de ...ke le baron de Vincent, avec lequel il s'a...ucha à Vicence le 4 janvier, autant sur la proposition de l'envoi de négociateurs, que sur la nécessité de conclure au préalable un armistice pour les armées d'Allemagne et d'Italie. La paix présentait trop d'articles litigieux, pour être définitivement traitée aux avant-postes; et les conditions de l'armistice n'offraient pas moins de difficultés. Je fis sentir à Clarke que tous les avantages seraient du côté des Autrichiens, si on leur permettait la moindre communication avec Mantoue, dont la famine assurait la prochaine reddition. Ceux-ci, au contraire, insistèrent pour que la garnison fût alimentée pendant la durée de la suspension d'armes. On ne put tomber d'accord. Mr.de Vincent, négociateur sans pouvoirs, retourna donc à Vienne soumettre les propositions de la France; et son cabinet renvoya Clarke, pour la forme, au ministre impérial près la cour de Turin.

Dans cet intervalle, Malmesbury, n'ayant pas pu s'entendre sur le premier article de la négociation, avait quitté Paris, soupçonné de n'y être venu que pour apprendre le but de la grande expédition qui se préparait à Brest contre l'Ir-

lande. Dès lors, il fallut songer, de notre part, à se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts dans la position où l'on se trouvait, et du côté des impériaux, à redoubler d'énergie et d'activité pour sauver Wurmser.

On m'envoie enfin de grands renforts du Rhin.

Le gouvernement, qui ne se reposait sans doute pas sur le succès des négociations confiées à Clarke, cédant au tableau des dangers de ma position, et convaincu par la lutte d'Arcole qu'il n'avait tenu qu'à un fil que je fusse expulsé d'Italie, se décida enfin à prendre des mesures décisives; les belles divisions Bernadotte et Delmas, tirées des armées du Rhin, et dirigées, malgré l'hiver, à travers les Alpes, durent porter mon armée à 75 mille hommes. Ce grand détachement pouvait se faire sans compromettre les armées d'Allemagne, retirées sous le canon de Strasbourg et de Dusseldorf, et renforcées d'ailleurs par de nombreuses troupes fraîches tirées de la Belgique et de la Hollande. C'était porter au contraire le théâtre décisif de la guerre sur le point où l'ennemi se trouvait le plus vulnérable.

En attendant la réalisation de ces belles espérances encore assez loin de moi, j'employai le mois de décembre à presser l'organisation intérieure de l'Italie, et à me mettre en garde contre Venise, de plus en plus indisposée par les dangers et les charges de la guerre.

Je sentais que, ne pouvant l'attirer dans nos intérêts, le plus sage était de lui susciter des embarras, et de lui ôter tous les moyens de nous nuire. A cet effet, et pour couvrir en même temps le flanc gauche et les derrières de mon armée du côté de la Valteline, je fis occuper le château de Bergame, citadelle assez importante, perchée sur le dernier versant des Alpes vers la Lombardie. Des sociétés patriotiques établies à Brescia, à Bergame, à Crema, semèrent partout les germes de la démocratie, qui flatte toujours la multitude.

Je m'étais rendu à Bologne, autant pour diriger les opérations des deux petites républiques, cispadane et transpadane, que pour menacer le pape et le forcer à exécuter les articles de l'armistice, lorsque j'appris qu'Alvinzi s'avançait avec une nouvelle armée pour débloquer Wurmser.

Nouvel effort d'Alvinzi pour sauver Wurmser.

En effet, tout ce que je faisais était comme l'ouvrage de Pénélope : il se trouvait défait à mesure par la constance que le cabinet de Vienne mettait à envoyer de nouveaux renforts à son armée d'Italie, et par l'incurie du Directoire, qui avait tant tardé à me soutenir. On me traitait à Paris comme Annibal l'avait été par le sénat de Carthage. A la fin de décembre, Alvinzi eut de nouveau plus de 40 mille hommes à ses ordres;

pour la quatrième fois, il fallut donc combattre pour la possession de Mantoue.

Avant l'arrivée des renforts que j'attendais du Rhin, je ne tardai pas à apprendre qu'Alvinzi avait repris l'offensive et je volai sur l'Adige. Mon armée occupait les positions suivantes : la division Serrurier devant Mantoue; Augereau sur l'Adige, depuis Vérone jusque au-delà de Legnago; Masséna à Vérone; Joubert, avec une quatrième division, à la Corona et à Rivoli. Chacune de ces quatre divisions était d'environ 10 mille hommes. Le général Rey se trouvait à Desenzano avec une réserve de 4 mille hommes.

L'ennemi avançait à la fois sur mon centre et sur mes deux ailes par Roveredo, par Vicence et par Padoue. Comme nous ignorions sur laquelle de ces trois directions il portait le gros de ses forces, je me déterminai à garder mes positions jusqu'à ce qu'il eût développé ses projets. Le 12 janvier, la colonne qui s'avançait par Vicence s'approcha de Vérone, et fit plier les avant-postes de Masséna. Mais le gros de la division de ce général ayant débouché sur St.-Michel, l'ennemi fut repoussé avec perte. J'acquis la certitude qu'il n'était pas en forces sur ce point.

Joubert est repoussé sur Rivoli.

Le lendemain dans l'après-midi, je reçus la nouvelle que le général Joubert, pressé de front

par des forces supérieures, et menacé sur ses deux flancs par de fortes colonnes, avait été obligé dans la matinée d'évacuer la position de la Corona et de se replier sur Rivoli, d'où il comptait continuer sa retraite sur Castel-Novo. Dès lors, plus de doute sur les projets de l'ennemi. Il était clair que la colonne de Vicence et celle qui se dirigeait sur le bas Adige n'étaient que des diversions pour faciliter la marche du corps principal, qui se portait par la vallée de l'Adige. L'important était donc de battre ce corps en lui opposant le gros de mon armée. Je partis sur-le-champ de Vérone avec la plus grand partie de la division Masséna. Je ne laissai à Vérone qu'environ 2 mille hommes pour contenir la colonne de Vicence; j'envoyai en même temps l'ordre à Rey de se diriger de Salo sur Rivoli, où j'avais résolu de réunir la masse de mes forces. Le rapport de Joubert m'avait fait deviner qu'Alvinzi, cédant à la manie ordinaire des Autrichiens, ne s'était pas contenté de s'affaiblir par les corps lancés sur Vérone et Legnago, mais qu'il avait encore disséminé ce qu'il avait avec lui. Je compris qu'en occupant le plateau de Rivoli, où venaient se réunir les différents sentiers qui sillonnent cette contrée montagneuse, je gagnerais la faculté d'agir en masse contre des colonnes séparées entre elles par des obstacles in-

surmontables. Pour ne pas me dessaisir de cet avantage, j'ordonnai à Joubert de se maintenir à tout prix en avant de Rivoli jusqu'à mon arrivée.

Je ne m'étais pas mépris sur les dispositions d'Alvinzi. Ce général, en partant de Bassano, avait envoyé Provera avec 8 mille hommes sur Legnago, et Bajalich avec 5 mille sur Vérone. Lui-même, à la tête d'environ 30 mille hommes, déboucha par Roveredo sur la Corona. Il subdivisa encore cette petite armée en six colonnes. Trois de ces colonnes, formant un total de 12 mille hommes, pressaient Joubert de front. Le général Lusignan, avec une autre de 4 mille hommes, devait tourner notre gauche en passant par le revers occidental du Monte-Baldo. Quasdanowich, avec une cinquième colonne de 8 mille hommes, était destiné à assaillir la droite, en se portant par le chemin qui longe la droite de l'Adige : l'artillerie et la cavalerie, ne pouvant être employées dans les sentiers des montagnes, suivaient cette dernière colonne. Enfin Wukassowich, avec la sixième de 4 mille hommes, descendait la gauche de l'Adige, se dirigeant sur la Chiusa. Pour se faire une idée de tout le décousu de ces dispositions, il faut se rappeler que la crête du Monte-Baldo empêchant la communication entre la colonne de Lusignan et celles du centre, celles-ci étaient également sé-

parées de celle de Quasdanowich par les sommités impraticables de San-Marco, et qu'enfin l'Adige se trouvait entre Quasdanowich et Wukassowich. Outre cela, toutes les colonnes agissantes de l'ennemi arrivaient par les montagnes sans canon, tandis que, placé sur le plateau de Rivoli, je pouvais les recevoir successivement même avec du canon de douze. Il était aisé de prévoir que le moindre incident qui les empêcherait de donner avec un ensemble parfait, nous assurerait la victoire.

Mes ordres, parvenus à Joubert au milieu de la nuit, le trouvèrent en pleine retraite. Il retourna sur-le-champ dans la position de Rivoli, que fort heureusement l'ennemi n'avait point encore eu le temps d'occuper. Je l'y rejoignis après minuit; il faisait un beau clair de lune, et les feux éclairant les cimes blanchies du Monte-Baldo, nous pûmes compter les cinq camps ennemis. Le 14 au matin, je fis mes dispositions : le gros de la division Joubert marcha sur Caprino, San-Giovanni et San-Marco, contre le centre des Autrichiens, pendant qu'une demi-brigade, placée dans des retranchements en arrière d'Osteria, couvrait ma droite et arrêtait Quasdanowich. Masséna, qui avançait à grands pas, reçut en même temps l'ordre de détacher une demi-brigade pour contenir Lusignan. Le com-

Bataille de Rivoli.

bat s'engagea vivement: Joubert n'était pas le plus fort; sa gauche débordée plia. A la vue de ce mouvement, la droite, commandée par le général Vial, rétrograda aussi; mais la 14e de ligne se soutint admirablement au centre, et me donna les moyens de rétablir les affaires. J'accourus à la gauche, et dirigeai à son soutien la colonne de Masséna qui venait d'arriver. L'ennemi fut repoussé, et notre gauche se rétablit sur les hauteurs de Trombalora.

Néanmoins le moment critique n'était pas encore passé : ma droite était vivement poursuivie par les Autrichiens, qui descendaient des hauteurs de San-Marco. En même temps Quasdanowich avait forcé les retranchements d'Osteria, et sa colonne commençait à gravir le plateau de Rivoli. D'un autre côté, Lusignan, maître de Coserman, se dirigeait par Affi sur mes derrières.

Je me voyais entouré, mais, loin de perdre courage, je demeurai convaincu que, si je pouvais parvenir à culbuter Quasdanowich, je n'aurais rien à craindre de Lusignan, qui ne faisait que courir à sa propre perte. Quasdanowich était obligé de défiler par un ravin très-profond et enfilé par nos batteries. A peine la tête de sa colonne parut-elle sur le plateau, qu'elle fut assaillie sur ses deux flancs par de l'infanterie, et en front par de la cavalerie que l'intrépide

Lasalle mena à la charge. L'ennemi fut culbuté et rejeté dans le ravin. Le désordre y était déja grand, lorsqu'un de nos obus vint faire sauter un caisson dans le profond ravin qui longe l'Adige, où les Autrichiens étaient entassés : dès lors la confusion et la terreur y furent au comble : infanterie, cavalerie, artillerie, rétrogradèrent pêle-mêle par Incanale.

Débarrassé de Quasdanowich, je réunis tous mes efforts pour soutenir Vial qui était en pleine retraite. Les Autrichiens s'étaient débandés en le poursuivant avec trop d'imprudence. Deux cents chevaux que je lançai contre eux les mirent dans une déroute complète qui se communiqua à tout leur centre. C'est un exemple frappant, que la plus petite troupe peut faire un effet merveilleux quand elle est engagée à propos. Alvinzi ne put rallier ses fuyards que derrière le Tasso.

La victoire était à moi, mais la ruine de Lusignan devait la compléter. Ce général, n'éprouvant pas de résistance sérieuse, vint s'établir sur le Mont-Pipole pour me couper entièrement la retraite. Je couvris mes derrières en lui opposant une partie de la division Masséna, qui entretint le combat jusqu'à l'arrivée de Rey. La tête de la colonne de ce dernier ayant enfin débouché d'Orza sur les derrières de Lusignan, celui-ci se vit entouré à son tour; son corps fut

détruit, il regagna le Monte-Baldo avec quelques centaines d'hommes seulement.

Provera marche sur Mantoue.

Le soir même de la bataille, j'appris que Provera, forçant le centre de la division Augereau éparpillée tout le long de l'Adige, avait réussi à passer le fleuve à Anghiari le 13 au soir, et qu'il se dirigeait sur Mantoue. Il était urgent de l'empêcher de débloquer la place. Je calculai que Joubert, réuni à Rey, serait assez fort pour pousser les débris d'Alvinzi. Moi-même, avec la division Masséna, je repartis sur-le-champ en me dirigeant sur Roverbella, où j'arrivai le 15 au soir. Le 14, Provera était arrivé à Nogara sans avoir rencontré d'obstacle dans sa route; mais Augereau, ayant eu le temps de réunir le gros de sa division à Anghiari, était tombé sur son arrière-garde, l'avait fortement entamée, et brûlé le pont sur l'Adige.

Le 15, Provera arriva devant Mantoue: il s'était flatté d'y entrer par le faubourg de St.-Georges; mais, le trouvant retranché et occupé par nous, il ne put communiquer avec la place. Cependant il ne désespérait pas encore de s'ouvrir le passage, en attaquant le lendemain du côté de la citadelle. Je lui préparais une réception à laquelle il était loin de s'attendre. Le 16, à cinq heures du matin, Provera attaqua le poste de la Favorite, et Wurmser celui de

St.-Antoine. Serrurier, qui les défendait, réussit à s'y maintenir à l'aide des renforts que je lui amenai. Wurmser rentra dans la place. Provera ne s'en tira pas à si bon marché : attaqué de front par Serrurier, sur sa gauche par la garnison de St.-Georges, et sur sa droite, par le reste de la division Masséna que je dirigeais contre lui, il se trouva accablé. Pour mettre le comble à son désespoir, la division Augereau, débouchant par Castellaro, parut sur ses derrières; il mit bas les armes avec 5 mille hommes qui lui restaient.

A l'instant même où ceci se passait, Joubert n'avait pas agi avec moins d'activité. La retraite de Quasdanowich sur Rivalta, et la destruction du corps de Lusignan, laissaient les troupes du centre d'Alvinzi abandonnées à leurs propres forces. Le 15, Joubert, en portant vivement des colonnes par le revers du Monte-Magnone et du Monte-Baldo, réussit à les tourner par les deux flancs. Les colonnes autrichiennes, prévenues sur leur ligne de retraite, et adossées au précipice de la Corona, furent presque entièrement détruites avant d'avoir atteint Ferrara; près de 5 mille hommes mirent bas les armes.

Fin de la campagne.

Après avoir fini avec Provera, je me reportai sur l'Adige. Alvinzi avait perdu plus de la

moitié de son armée. Il ramena ce qui lui restait derrière la Piave, ne laissant pour la défense du Tyrol que le général Laudon avec environ 8 mille hommes. Les arrière-gardes autrichiennes furent partout culbutées. Au commencement de février, mon armée se retrouva dans les positions qu'elle avait occupées avant la bataille d'Arcole: Joubert sur le Lavis, Masséna à Bassano, Augereau à Citadella.

Telle fut la célèbre bataille de Rivoli, dans laquelle nous fîmes environ 20 mille prisonniers avec 30 mille combattants. Nos légions s'y couvrirent de gloire, et surpassèrent la rapidité tant vantée des légions de César. Les mêmes troupes que j'avais fait sortir de Vérone, et combattre vers St.-Michel le 13, marchèrent toute la nuit sur Rivoli, y combattirent dans les montagnes le 14 jusqu'à la nuit, revinrent sur Mantoue le 15, et firent capituler Provera, qui les croyait battues dans les rochers de la Corona.

Wurmser capitule à Mantoue.

Mantoue capitula enfin le 2 février: la garnison, aux abois, avait déja mangé tous ses chevaux; et la mortalité, qui s'y était introduite, l'avait considérablement affaiblie. Cependant elle comptait encore environ 13 mille hommes sous les armes, qui, déclarés prisonniers de guerre, furent conduits à Trieste pour y être échangés. Le nombre des malades n'était pas moins de 7

mille; nous retrouvâmes l'artillerie de siége que nous avions abandonnée à l'époque de Castiglione, et 350 pièces, tant sur les remparts que dans l'arsenal.

Expédition sur la Romagne.

Pendant que j'étais aux prises avec Alvinzi, la cour de Rome, séduite par les instigations de mes ennemis, avait rompu l'armistice conclu au mois de juin, et faisait des armements extraordinaires dont elle confiait le commandement au général Colli, que le cabinet de Vienne lui avait envoyé à cet effet. Il fallait la punir, autant pour l'exemple des autres, que pour se débarrasser d'un ennemi peu dangereux, mais toujours incommode. Je formai une division dont je donnai le commandement au général Victor, et que je dirigeai sur Imola, où elle arriva le 2 février. La campagne ne fut ni longue ni sanglante. Un corps de 4 mille hommes de troupes papales voulut défendre le Senio; il fut culbuté avec grande perte. Le 9, Victor arriva à Ancône, où il fit encore mettre bas les armes à 12 cents hommes. Notre avant-garde s'empara de Notre-Dame-de-Lorette et de son fameux trésor. Le 18, nous nous avançâmes jusqu'à Tolentino. La terreur était au comble dans Rome.

J'étais maître des états du pape; mais il n'entrait pas dans mes vues de détruire sa puissance: d'ailleurs cela n'était pas si facile qu'on l'imagine

dans la situation où se trouvaient alors les affaires : nous avions à ménager les cours de Madrid et de Naples qui s'intéressaient à lui; indépendamment de cette considération, il eût été imprudent de nous affaiblir par les garnisons qu'il aurait fallu laisser à Rome ou dans les autres places : ce n'était pas à l'ouverture d'une campagne décisive, au cœur de l'Autriche que j'aurais commis une faute aussi grave.

J'écrivis donc à Rome pour proposer un accommodement. On s'empressa de m'envoyer des plénipotentiaires. La négociation ne fut pas longue. Il ne s'agissait pas de traiter; il n'y avait qu'à signer les conditions que j'imposerais. La paix fut conclue à Tolentino le 19. Le pape confirma la cession d'Avignon, du Comtat, et des légations de Ferrare et de Bologne. Il renonça encore à la Romagne, et s'obligea à payer une contribution de trente millions. Ces stipulations étaient trop dures pour ne pas faire du saint-siége un ennemi irréconciliable; elles ne l'étaient pas assez pour lui enlever tout moyen de nous nuire.

Je ne me dissimulai point ces inconvénients; mais il n'était pas en mon pouvoir de changer la face des affaires : la politique de l'état appartenait au Directoire; il ne voulait qu'humilier le pape et braver ses foudres, sans songer à s'en

faire un allié ou un instrument. Dans la position où nous nous trouvions sur l'Adige, je ne devais songer qu'à remplir les vues du gouvernement, tout en débarrassant momentanément mon armée d'un voisinage importun.

CHAPITRE III.

Passage du Tagliamento. Affaires de Tarvis, Neumarck, Hundsmark. Préliminaires de Léoben; révolutions de Venise, de Gênes, de la Valteline. Négociations d'Udine ou de Passeriano. Guerre maritime. Bataille du cap St.-Vincent. Les Anglais prennent la Trinité. Ils échouent à Ténériffe et Porto-Ricco. Insurrection des flottes anglaises. Pitt envoie Malmesbury à Lille. Intérieur de la France. Journée du 18 fructidor. Les négociations, prêtes à toucher à leur fin, sont rompues par la faute du Directoire. Bonaparte prend sur lui de signer la paix continentale contre ses instructions. Avantages du traité de Campo-Formio. Bataille navale de Camperduyn. Congrès de Rastadt. Retour de Bonaparte à Paris. Préparatifs de l'expédition d'Égypte. Invasion de la Suisse et de Rome.

La brillante victoire de Rivoli, la reddition de Mantoue, l'évacuation de la Corse par les Anglais, la paix avec Naples et Rome, l'approche des puissants renforts que j'attendais, avaient enfin changé de fond en comble la face des affaires en Italie. Définitivement assuré de ce pays, j'entrepris de faire trembler l'empereur jusque dans sa capitale. Les divisions de l'armée du Rhin étant arrivées dans le courant du mois de mars, je me vis à la tête de 75 mille hommes.

Cependant je dus en laisser environ 20 mille pour garnir les places et observer le midi de la péninsule. Avec le reste de mes forces, je me portai en avant. Pour me seconder, le Directoire ordonna à Moreau de repasser le Rhin à Kehl, tandis que Hoche, après avoir réorganisé l'armée de Sambre-et-Meuse, s'avancerait de nouveau sur le Mein.

L'archiduc Charles prend le commandement de l'armée autrichienne.

Le cabinet de Vienne avait eu la même idée que nous de porter le théâtre de la guerre en Italie; mais il ne le fit qu'après la prise de Kehl par l'archiduc Charles et le désastre d'Alvinzi à Rivoli. Ce ne fut donc qu'au milieu de janvier que ce prince, illustré par une campagne savante, partit avec 3 divisions d'élite pour traverser le Tyrol, et vint m'offrir enfin un adversaire digne de moi.

Traité avec le roi de Sardaigne.

Si les événements dont on vient de parler, avaient rendu notre position aussi solide qu'elle était auparavant précaire et hasardée, il faut observer néanmoins que tant que le roi de Sardaigne n'était pas notre allié, il pouvait, au moindre revers, devenir notre ennemi. J'avais souvent pressé le Directoire de lui offrir les plus grands avantages, pour l'amener à un traité offensif et défensif. Je pris sur moi d'en signer un le 16 février, à Bologne, avec le comte de Balbo; mais le Directoire, jaloux de ses préro-

gatives, ne le ratifia pas, et renvoya l'affaire au général Clarke, qui se trouvait alors à Turin. L'arrangement ne fut terminé que le 8 avril, avec le ministre Damian de Priocca, alors que l'armistice de Léoben le rendait inutile, encore ne fut-il point ratifié à Paris.

Si l'on avait obtenu à temps un secours de 10 mille Piémontais, notre armée eût été portée à 90 mille hommes par les divisions Bernadotte et Delmas; nos derrières auraient été libres et entièrement composés d'alliés, du moins jusqu'à l'Adige.

Affaires avec Venise.

Il n'y avait que Venise dont l'esprit inquiet pouvait nous donner des craintes : la guerre ravageait ses états de terre ferme, et le peuple, excité contre nous, n'attendait qu'un signal pour se lever.

La propagande démocratique avait eu des prosélytes à Brescia et à Bergame. Les patriotes de ces villes demandaient à s'unir à la Lombardie, et la révolution y éclata au moment où j'allais pénétrer dans le Frioul. Cette révolution, excitée par l'adjudant-général Landrieux, fut plutôt l'ouvrage des commissaires du Directoire que le mien; mais elle entrait dans mes convenances, et je la laissai faire.

La raison en est fort simple : si les démocrates triomphaient, ils renforceraient mon ar-

mée et le parti pour lequel nous combattions; s'ils succombaient, l'oligarchie hostile contre nous m'autorisait à fondre sur elle et à la détruire. Je tenais à ce que nous restassions maîtres de l'Italie. Si j'aimais la France, je n'oubliais pas entièrement mon origine italienne : j'avais à cœur de relever une nation si intéressante par ses anciens souvenirs; or, pour obtenir à la paix la cession du Milanais par l'Autriche, qui renoncerait déja à la Belgique, il fallait absolument avoir quelque équivalent à lui offrir pour l'un ou l'autre de ces pays. Si Venise nous fournissait de justes causes de mécontentement, elle venait s'offrir elle-même à nos coups, et servir de victime aux combinaisons de notre politique.

Troubles dans les états de terre ferme

Le joug de Venise pesait moins sur le peuple que sur l'honneur des classes notables. Il n'y a pas de domination plus absurde que celle d'une seule ville sur toute une nation, à moins que cette ville n'accorde aux notables du pays une part convenable au gouvernement. Dans ce cas, ce n'est plus une oligarchie odieuse, comme celle de Berne et de Venise; c'est une aristocratie comme elle exista à Rome après qu'on y eut accordé le droit de cité aux Latins: c'est, en un mot, la seule forme de république qui soit raisonnable.

Si le sénat avait accordé à temps trente nouvelles places de sénateurs aux bonnes familles de Brescia, Bergame, Vérone, Vicence, Padoue et Trévise, nous n'eussions eu aucun crédit sur le peuple de terre ferme. Au lieu d'écarter l'orage par une sage concession, il voulut sévir, excita les paysans des montagnes de Salo contre Brescia, et les fit appuyer par le général Fioravanti. On en vint aux mains; Salo fut pris par les ennemis, et repris par les patriotes aidés de nos soldats et des Cisalpins. En même temps le sénat armait 8 à 10 mille Esclavons, renforçait ses troupes, et équipait une flotille redoutable pour couvrir les lagunes.

Négociations avec le célèbre Pesaro.

Dans notre position, il fallait nous attacher Venise ou la paralyser. Le sénat m'envoya Pesaro pour s'expliquer sur les troubles de Brescia. J'essayai de lui prouver qu'il était de son intérêt d'accepter franchement notre alliance, en faisant quelques modifications à son gouvernement; je lui donnai même à entendre qu'il voudrait vainement se jeter dans l'autre balancier en se déclarant pour l'Autriche, car avant quinze jours j'aurais chassé les impériaux du Frioul et envahi la Carinthie.

Armements du sénat.

Le sénat avait pris son parti: il nous haïssait trop pour embrasser notre cause; il avait trop peur de nous et de l'influence autrichienne pour

se jeter dans les bras de l'Autriche. Il n'eut que le courage du poltron : il résolut de nous imposer en se mettant en défense, et de jurer jusqu'au bout de sa neutralité absolue. On s'était aigri de part et d'autre à tel point que je ne pouvais plus être dupe de cette neutralité; elle eût duré tant que la victoire nous eût favorisés; mais au moindre combat douteux sur les Alpes noriques, 20 mille Vénitiens, secondés de la levée en masse des paysans, eussent fondu sur nos derrières, égorgé nos dépôts, coupé notre retraite.

Cet état de choses ne m'aurait point alarmé, si le Directoire en eût fini avec le roi de Sardaigne; car alors le contingent piémontais m'eût permis de laisser 10 à 12 mille Français pour neutraliser Venise. Mais la cour de Turin voulait qu'on lui garantît tout ou partie de la Lombardie, et le Directoire ne voulait pas se lier de manière à en faire une condition *sine quâ non* de la paix avec l'Autriche. C'était un enfantillage, car une pareille clause est toujours éventuelle : *à l'impossible nul n'est tenu;* et nous avions sur la rive droite du Pô de quoi l'indemniser au besoin.

Je me décide à prévenir l'archiduc avant la réunion de ses forces.

Cependant l'archiduc, ayant pris les devants, s'était rendu de sa personne sur la Piave, en attendant les trois divisions qui lui venaient du

Rhin par le Tyrol ou la vallée de la Drave, et qui se trouvaient encore fort éloignées.

Bernadotte et Delmas étaient arrivés depuis huit jours à mon armée, que les secours autrichiens traversaient encore la Bavière. Me trouvant ainsi en mesure avant l'ennemi, il s'agissait d'en profiter. Je résolus de le prévenir et de l'attaquer à outrance, sans m'embarrasser des Vénitiens. La division Victor, restée à Ancône pour l'exécution du traité avec le pape, reçut l'ordre de revenir sur l'Adige, où elle couvrirait mes communications. Je m'ébranlai avec les divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau (cette dernière commandée alors par Guyeux), le tout formant 38 mille hommes. Je donnai à Joubert les divisions Delmas, Baraguay-d'Hilliers, et celle qu'il commandait lui-même à Rivoli; ce qui montait à 17 mille combattants.

Projet d'opérations.

En partant du Mincio, deux lignes d'opérations se présentent pour agir contre les états héréditaires de l'Autriche: la première, au nord par la vallée de l'Adige ou le Tyrol; la deuxième, à l'est, par le Frioul et la Carniole. On voit que ces deux lignes forment un angle droit dont Vérone est le sommet. L'enneni les occupant toutes deux, on ne pouvait en prendre exclusivement une, sans prêter le flanc et les derrières

au corps qui descendrait de l'autre. Le Tyrol offre plus de difficultés en faveur de celui qui se défend, et ne menait pas aussi directement au cœur des états héréditaires; d'ailleurs, ses vallées resserrées ne permettaient pas d'y développer mes forces. Dès lors, le Frioul me convenait mieux. Toutefois, on ne pouvait s'avancer sur Udine sans prêter le dos à l'ennemi qui déboucherait du Tyrol. Il convenait donc, non pas de former une ligne d'opérations double et permanente, mais de pousser un grand corps sur le haut Adige pour mettre hors de cause l'ennemi dans le Tyrol; puis de rabattre ce corps sur l'armée par la vallée de la Drave, que la nature semble avoir tracée pour favoriser un tel mouvement. C'était le moyen le plus convenable d'obvier aux inconvénients du théâtre de la guerre. Mais il fallait se donner la main à point nommé vers Clagenfurth, opération délicate et très-compliquée.

Cependant si la configuration du pays avait des chances contre nous, elle avait aussi son côté favorable; car si l'ennemi voulait défendre le Frioul par des positions parallèles derrière la Piave, le Tagliamento, l'Isonzo, Saligne longerait la mer peu distante de son aile gauche; et son unique ligne de retraite se trouvait derrière l'aile droite. Dès lors la moindre manœuvre pour dé-

border cette aile pouvait lui enlever sa ligne de retraite et le culbuter dans l'Adriatique.

Mon plan fut dressé sur ces données. Le gros des débris d'Alvinzi avait pris poste sur le Tagliamento; le corps du Tyrol, commandé par les généraux Kerpen et Laudon, se trouvait derrière le Lavis et la Noss; au centre, la brigade Lusignan, placée à Feltre, entretenait la communication entre les deux corps principaux. Le total de l'armée autrichienne ne s'élevait pas alors à plus de 35 mille hommes, les renforts du Rhin ne l'ayant point encore jointe : à la vérité, il fallait y ajouter quelques milliers de Tyroliens armés pour la défense de leurs foyers, mais ils ne combattaient que sur leurs montagnes.

Passage de la Piave.

Le 10 mars, mon armée se met en mouvement. Avec le gros de mes forces, je m'avance droit vers le Tagliamento. Masséna se dirige sur Feltre pour pousser la brigade Lusignan, et menacer la droite de l'archiduc. Lusignan se replie en remontant la Piave; le 13, son arrière-garde, atteinte à Longaro, est enlevée, lui-même est pris dans ce combat. Masséna, satisfait d'avoir rejeté sur Cadore la brigade autrichienne, se rabat sur Spilimbergo et Gemona pour tourner de plus près la droite de l'archiduc, et pour s'emparer de l'importante route de Poteba, dont

je craignais que les ennemis ne profitassent pour se retirer sur Villach.

Le 16, j'arrive à Valvasone sur le Tagliamento. L'archiduc s'était déja mis en retraite. Il n'avait laissé qu'une arrière-garde sur le Tagliamento. La rivière se trouvait guéable. Mes colonnes s'y précipitent. L'ennemi est culbuté et poursuivi sur la route de Palmanova. L'archiduc divisa son armée : lui-même se replia sur Gorice; une de ses colonnes, commandée par les généraux Gontreuil et Bayalitsch avec une grande partie du matériel, se porta par Cividale et la vallée de Natisone sur Caporetto; le général Ocskay, qui commandait la brigade Lusignan, couvrit la route de Villach à la Chiusa-Veneta.

L'Isonzo, depuis sa source jusqu'à Gorice, coule entre deux chaînes de montagnes presque impraticables du côté de Krainburg. Si j'avais réussi à y enfermer l'armée de l'archiduc, elle y eût trouvé des fourches Caudines. J'eus un instant l'espoir d'y parvenir. Masséna, en remontant la Fella, était en mesure de culbuter Ocskay au-delà de Tarvis, et de s'emparer des débouchés de l'Isonzo sur Villach. Moi-même je manœuvrai contre le flanc gauche de l'archiduc, pour le refouler dans la vallée de l'Isonzo, dont j'aurais tenu ainsi les deux extrémités. La gauche des

ennemis était couverte par la ville de Gradisca, occupée par quatre bataillons. Le 17, Bernadotte attaqua cette place de front. Serrurier la prit à revers, en passant l'Isonzo entre cette ville et Montfalcone; la garnison capitula. Alors je remontai la rive gauche de l'Isonzo avec Serrurier et Bernadotte; Guyeux se porta par Cividale sur Caporetto. En appuyant à droite par le val de Vippach, je projetais de couper à l'ennemi le chemin de Czernita, ou de l'obliger à s'enfoncer dans la vallée de l'Isonzo, par Canale sur Caporetto.

Affaire de Tarvis.

Le premier intérêt de l'archiduc était d'éviter une bataille décisive avant l'arrivée des troupes du Rhin; aussi eut-il garde d'attendre que j'eusse achevé mon mouvement. Il se replia en toute hâte par Czerniza et Adelsberg sur Laybach. Je le fis suivre par Bernadotte, et je tournai mes efforts contre la colonne de Gontreuil et de Bayalitsch. Celle-ci, du moins, ne pouvait m'échapper. Embarrassée par le convoi qu'elle accompagnait, suivie par Guyeux et par Serrurier qui remontaient l'Isonzo, elle se vit encore arrêtée en tête par Masséna. Ce général avait forcé les gorges de Ponteba, occupé Tarvis, et rejeté Ocskay sur Wurtzen. Gontreuil essaya en vain de s'ouvrir le passage par Tarvis. Il fut refoulé dans les gorges d'Ober-Preth, où lui et Bayalitsch

se trouvèrent investis. Ils mirent bas les armes. Près de 4 mille prisonniers, 25 canons, et 400 charriots de bagage tombèrent entre nos mains. Le 28, je réunis à Villach les divisions Masséna, Guyeux et Serrurier. Bernadotte avait suivi l'archiduc par Laybach; pour flanquer notre marche, il poussa des éclaireurs sur Trieste, afin de se saisir des ressources de cette cité florissante, et en imposer à la Hongrie.

L'archiduc qui, de Laybach, avait marché par Klagenfurt sur St.-Veit, y fut joint par les premiers renforts venus d'Allemagne. J'écrivis, de Klagenfurth, une lettre à ce prince pour déplorer les malheurs d'une guerre que rien ne pouvait justifier plus long-temps, et allumer dans son noble cœur le désir de la paix. Il me répondit qu'il n'avait aucun pouvoir de traiter, et ne désirait pas moins que moi de mettre un terme aux calamités de la guerre.

L'archiduc est joint par les renforts du Rhin.

Cependant il ne se crut pas encore en état de me livrer bataille. A mon approche, il se retira à Neumarck, et le 30, j'arrivai à St.-Veit. Le 2 avril, Masséna força les gorges de Dirnstein, et culbuta les arrière-gardes ennemies à Neumarck et Hundsmarck. Les grenadiers venus du Rhin furent défaits dans ces deux rencontres. L'archiduc continua sa retraite sur Vienne. Le 5, j'arrivai à Judenbourg. Deux jours après, les Autri-

Armistice de Léoben.

chiens, qui avaient eu le temps d'envoyer à Vienne la lettre où je manifestais le désir de la paix, me demandèrent un armistice pour en traiter. J'y consentis avec joie; ma position était plus brillante que solide. Je ne me sentais pas assez fort pour porter des coups décisifs à la monarchie autrichienne; car les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, malgré la supériorité qu'elles avaient acquise depuis le départ de l'archiduc, ne bougeaient point encore de leurs cantonnements sur la rive gauche du fleuve, et je ne pouvais de long-temps espérer aucun secours de leur part: j'eus un moment l'idée qu'on voulait me sacrifier en me faisant battre. Outre cela j'avais de justes sujets d'inquiétude pour mes communications.

Opérations de Joubert en Tyrol.

Joubert avait commencé par obtenir des succès; après avoir battu séparément Kerpen et Laudon, le premier, le 20 mars sur le Lavis, et le second, le 22 à Neumarck, il avait poussé jusqu'à Brixen. Kerpen se replia sur Sterzing, et Laudon dans la vallée de Meran. Mais bientôt la scène change de face. Les Tyroliens sont un peuple guerrier, indépendant et religieux; le gouvernement autrichien avait eu grand soin de nous faire passer à leurs yeux pour des ennemis de la religion, et les ravages, inséparables de la guerre, les avaient en outre exaspérés. A la voix du comte

de Lehrbach, ils courent aux armes. Plus de 10 mille d'entre eux viennent joindre Laudon, et lui donnent les moyens de reprendre l'offensive en redescendant sur Botzen dans la vallée de l'Adige. Joubert était de force à se mesurer avec eux s'il voulait revenir sur ses pas, mais, après l'affaire du Tagliamento, je lui avais envoyé l'ordre de se rabattre sur la Carinthie. Bien qu'il se vît entouré d'ennemis, il jugea qu'il était temps de venir se réunir à moi, en passant par les vallées de la Rienze et de la Drave. Le 5 avril, il part de Brixen, et se dirige par Prunecken et Lientz sur Villach : marche hardie, qu'il exécute à travers un pays insurgé, sans éprouver aucune perte.

Le Tyrol se trouvant ainsi évacué par nous jusqu'à Trente, Kerpen marche par Rattenberg et la vallée de la Salza sur Muhrau pour se réunir à l'archiduc. Laudon, renforcé des milices tyroliennes, descend l'Adige, culbute les faibles détachements qui la couvraient, et se porte vers la terre ferme de Venise, où tout était en fermentation.

Vêpres véronaises.

Le sénat, exaspéré par les événements de Brescia dont nous venons de parler, n'avait songé qu'à la vengeance. L'approche de Laudon fut le signal d'une insurrection générale des habitants des campagnes, que les oligarques, et plus en-

core les prêtres, avaient réussi à fanatiser contre nous. Une répétition des Vêpres siciliennes eut lieu à Vérone : les Français que l'on trouva dans la ville furent égorgés. Le général Balland, qui y commandait, s'était retiré dans les châteaux avec 3 mille hommes. Il y fut assiégé d'un côté par Laudon, de l'autre par les insurgés, soutenus d'un corps d'Esclavons aux ordres du général Fioravanti, que le sénat envoya de Venise. Mais l'armistice de Judenbourg ayant été signifié à Laudon, ce général rentra dans le Tyrol.

Victor réduit les insurgés

Les Vénitiens, abandonnés à leurs propres forces, ne purent résister à un corps d'environ 15 mille hommes que le général Victor rassembla, en réunissant sa division aux différentes garnisons des places de Lombardie conduites par Kilmaine. Fioravanti mit bas les armes, et les insurgés furent entièrement dissipés.

Situation des deux armées.

Pendant ce temps, je travaillais avec ardeur à la conclusion de la paix. Indépendamment des événements dont je viens de parler, qui me donnaient de justes appréhensions pour mes communications, je voyais avec inquiétude que le sort de la guerre devait se décider sous les murs de Vienne par une bataille où les chances ne seraient point en notre faveur. A la vérité, la jonction de Joubert et de Bernadotte me donnait de nouveau une armée de 50 mille combattants;

mais les armées du Rhin étaient encore dans l'inaction à 150 lieues derrière moi; l'archiduc, soutenu de la levée en masse des Hongrois, et des volontaires que les dangers de la capitale ne pouvaient manquer de rallier à son armée, se serait trouvé en état de m'opposer des forces supérieures.

Préliminaires de Léoben.

J'avais d'autant moins de raison à mettre ainsi de nouveau ma réputation en problème que, dans ce moment, la gloire de pacifier le monde équivalait bien à celle d'entrer triomphant dans la capitale de l'empereur. Je fus parfaitement secondé dans mes projets par le cabinet de Vienne. La précipitation qu'il mit dans la négociation dévoilait la peur que j'avais su lui inspirer. J'en profitai pour dicter la loi. Le 18 avril, les préliminaires furent signés à Léoben, où j'avais transféré mon quartier-général.

Succès tardifs des armées du Rhin.

Au même instant, Hoche passait enfin le Rhin à Neuwied, à la tête d'une armée superbe et bien réorganisée. Après avoir remporté sur l'armée inférieure de Werneck une série de succès, il entra le 23 avril à Francfort. Moreau passa avec le même succès le 20 à Kehl, et Starray, ne se trouvant pas en état de l'arrêter, avait été poussé l'épée dans les reins jusqu'à Rastadt.

Exécutés un mois plus tôt, ces deux passages eussent donné une tournure plus décisive à la

guerre en portant 120 mille hommes sur l'Inn; ce qui eût assuré une paix plus avantageuse encore à la république, en sauvant peut-être Venise.

Destruction de la république de Venise.

Je m'empressai d'évacuer les états héréditaires et de faire rentrer mon armée sur le territoire vénitien. J'eus l'air de ne le faire que pour témoigner ma bonne volonté à l'empereur; mais, dans le fait, j'étais charmé de me rapprocher de mes communications. Les actes d'hostilités commis par le sénat de Venise étaient une véritable bonne fortune pour moi. A Léoben, j'avais promis à l'Autriche des compensations pour la perte de la Belgique et de la Lombardie. J'aurais été fort embarrassé d'en trouver, si la conduite des Vénitiens ne m'eût fourni l'occasion de disposer d'une partie de leurs états. Le 16 mai, nos troupes occupèrent Venise, à la faveur d'une révolution démocratique que le secrétaire d'ambassade Villetard y avait instiguée. Le gouvernement oligarchique fut dissous. Les patriotes vénitiens se flattèrent un instant que je leur permettrais d'établir une république démocratique; mais leur sort était subordonné à la marche des négociations pour la paix définitive.

Il fut d'abord question de conserver l'existence de la république, et de l'indemniser du Frioul par les légations; mais la tournure des négociations ne le permit pas. Au surplus, j'espérais

bien que ce n'était qu'un prêt qu'on ferait à l'Autriche et qu'à la première guerre nous en obtiendrions la restitution.

Si l'on voulait peser cette révolution à la balance d'une sévère justice, certes, on ne pourrait nier que les Vénitiens n'aient été sacrifiés. Mais jamais les balances de Thémis ne furent les armes de la haute politique. Venise avait repoussé notre alliance; sa haine ne se dissimulait plus. Aux intrigues de Brescia elle avait répondu par une horrible insurrection: la guerre était déclarée de fait; la conquête était légitime.

S'il n'avait été question que d'occuper les états de terre ferme, la guerre eût été déclarée et finie en un jour; mais la situation de Venise au milieu de la mer la plaçait à l'abri de nos attaques. Deux cents chaloupes ou galères armées et plusieurs frégates nous en eussent interdit l'approche. Il ne fallait pas brusquer un dénouement qui eût jeté la république entre les bras des Anglais, et fait de Venise un poste imprenable dans les mains des insulaires. Nous ne pouvions nous y introduire qu'à l'aide d'un parti qui nous y appellerait et neutraliserait toutes les dispositions de sa défense. Tels furent les motifs du mouvement excité par Villetard, et du gouvernement provisoire qui en fut le résultat. La postérité prononcera sur une ruse

qui devait empêcher le sang français de couler pour la conquête de Venise, et prévenir l'occupation de ce poste inexpugnable par nos ennemis maritimes. Nos détracteurs l'ont présentée comme une insigne félonie. Les mânes de nos soldats égorgés à Vérone, et du capitaine Laugier assassiné par les Esclavons sur son bâtiment dans le port de Venise, nous la feront pardonner, surtout si l'on considère encore qu'à l'époque de notre entrée on avait le projet de conserver l'existence de la république en lui donnant quelques compensations à la droite du Pô. Au résumé, Venise ne dut pas être plus étonnée de passer par nos mains dans celles de l'empereur d'Autriche que les républiques de Dantzick, d'Elbing et de Thorn ne l'avaient été de devenir prussiennes. Les déclamations des moralistes ne changeront pas la marche des affaires de ce monde. L'historien Botta, après avoir cité avec admiration les philippiques des prêtres qui appelaient les peuples à l'assassinat, trouve fort mauvais que nous ayons traité ces messieurs en ennemis; c'est ainsi qu'on écrit l'histoire!

Je me rends à Milan.

Après ces événements, j'établis mon quartier-général à Passeriano, près d'Udine; où j'attendis les plénipotentiaires que l'empereur devait envoyer pour traiter de la paix définitive. J'avais signé à Montebello, le 24 mai, une convention

préalable avec le duc de Gallo pour accélérer la marche des négociations. Le cabinet de Vienne ayant refusé de la ratifier, je me rendis à Milan pour hâter l'organisation de la république cisalpine, en y annexant tous les pays qui en feraient partie, et prouver ainsi à l'Autriche qu'il n'y aurait pas à revenir là-dessus. Modène, Reggio, Brescia, Bergame, Ferrare, Bologne, furent annexés à la Lombardie pour la formation d'un seul état qui comptait près de 3 millions d'habitants. Je fus satisfait de l'esprit public qui commençait à se relever. Déja les Italiens sentaient qu'ils valaient un soldat allemand : j'avais retrempé leurs mœurs, en les appelant à partager la gloire de nos destinées.

Je profitai de mon séjour à Milan pour diriger la révolution démocratique qui renversa l'oligarchie génoise, et mit les novateurs liguriens dans notre dépendance complète, ainsi que celle de la Valteline, qui ajoutait cette province importante à la république cisalpine, dont l'existence fut solennellement proclamée le 9 juillet. Révolutic de Gênes

Les rapports constants de Gênes avec la France depuis trois siècles en avaient fait en quelque sorte un port français. Nous y avions, plus que dans toute autre ville, une foule de partisans. Les oligarques seuls, redoutant la démocratie, penchaient pour nos ennemis. Le

Directoire, jaloux de renverser les barrières aristocratiques dans tous les petits états qui l'entouraient, ne pouvait oublier Gênes, le plus voisin et le plus précieux de tous. Dès le mois de juillet 1796, il m'avait prescrit de demander satisfaction de quelques griefs qu'il prétendait avoir contre le sénat; mais, trop occupé alors avec Wurmser, je dus me contenter de satisfactions pécuniaires. Cependant les agents du Directoire, instigués par l'ambassadeur Faypoult, ne négligèrent aucune occasion d'étendre l'influence du parti démocratique, et ses progrès furent si rapides, que le sénat se vit bientôt menacé du même sort que celui de Venise.

Une partie de paume devint le sujet d'un mouvement populaire. Le 9 mai, la multitude désarme les troupes de ligne, occupe les portes, établit un comité pour demander des réformes au sénat, qui, trop débile pour résister, prend pour juge Faypoult, l'instigateur même du mouvément, et promet de faire à la constitution les réformes qui seront reconnues nécessaires. Quelques patriciens plus hardis ameutèrent huit jours après les charbonniers et les paysans des villages voisins : une réaction violente eut lieu; on se battit dans les rues, et le sénat triompha.

Je m'étais rendu de Montebello à Milan lorsque je reçus cette nouvelle. Je regardais Gênes

comme l'annexe la plus utile qu'on pût alors procurer à la France pour consolider mon ouvrage en Italie. *Cette forteresse immense, perchée sur des rocs contre lesquels il serait difficile de pousser les travaux réguliers d'un siége, pouvait être la clef de la Lombardie, alors que le Piémont n'était pas à nous, et que la route du Simplon n'existait pas encore.* Peu m'importait que Gênes obéît à un doge patricien ou aux conjurés plébéiens assemblés chez l'apothicaire Morando ou à la loge Banchi; ce que je voulais, c'est que le parti français y dominât : or nos bannières étaient à cette époque celles de la démocratie, et je ne pouvais pas donner gain de cause à nos adversaires. J'envoyai un de mes aides-de-camp à Gênes pour s'aboucher avec Faypoult et y prendre connaissance de tous les détails de l'affaire.

Appelé par les députés du sénat à prononcer sur ces événements, je demandai d'abord la mise en liberté des Français et des chefs du parti révolutionnaire, et l'arrestation des chefs de la réaction. Quelques jours après, la députation du sénat, accompagnée à Milan par Faypoult, signa avec moi à Montebello une convention qui mettait fin à l'oligarchie génoise. Changement de constitution.

Ce pacte singulier, où la république française paraissait comme médiatrice entre l'ancien gou-

vernement et le peuple génois, renfermait 12 articles. Le premier reconnaissait que la souveraineté résidait dans la réunion de tous les citoyens. Le pouvoir législatif devait être confié à deux conseils représentatifs composés, l'un de 300, l'autre de 150 membres; le pouvoir exécutif fut remis à un sénat de 12, présidé par le doge. Celui-ci et les sénateurs étaient à la nomination des deux conseils. Jusqu'à l'installation du nouveau gouvernement, l'autorité fut confiée à une commission de 22 membres, présidée par le doge actuel.

Cette forme de gouvernement n'était point appropriée aux mœurs et aux localités du pays de Gênes. En effet, il n'était guère possible à cette petite république d'avoir une représentation de 450 membres non payés, sans substituer l'aristocratie de la richesse, la pire de toutes, à celle qu'on venait d'abattre. Mais je m'en inquiétais peu; je regardais la Ligurie comme une annexe indispensable à la France; et, en faisant ces changements à sa constitution, je visais moins à améliorer son sort qu'à la forcer de solliciter un jour sa réunion.

Quoi qu'il en soit, le petit conseil ratifia le lendemain la convention de Montebello, à la pluralité de 57 voix contre 7. Dès ce moment; le petit conseil et les colléges cessèrent toutes

fonctions, et abandonnèrent l'autorité au doge et à la commission provisoire.

Je nomme un gouvernement provisoire.

Rien ne disait, dans la convention de Milan, que je dusse nommer les membres du gouvernement provisoire; mais je n'étais pas habitué à faire les choses à demi, et je m'empressai de le composer de gens connus par leur engouement pour les doctrines démocratiques. Le 13 juin, le doge fut requis d'en convoquer les membres.

Les désordres continuent.

Quoiqu'il régnât de la fermentation parmi le bas peuple, dont une partie se trouvait encore armée, cette révolution s'opéra avec calme; et le soir, les démocrates allèrent prendre au palais le livre d'or qui fut brûlé sur la place de l'Aquaverde. Le lendemain, un décret du gouvernement provisoire abolit la noblesse et la féodalité; les armoiries furent brisées sur toutes les portes des hôtels, et comme ces mouvements ne sont jamais exempts d'excès, des mains sacriléges osèrent briser les statues colossales de ces Doria, qui avaient fait jadis l'orgueil du nom génois.

Tandis que la commission législative s'occupait de rédiger un pacte constitutionnel, je songeais au solide, et je chargeais le général Duphot d'organiser un corps soldé de 6 mille Liguriens, pour en augmenter le nombre de nos auxiliaires.

Les oligarques ne se tinrent pas pour battus: un comité assemblé à Pise organisa, dans le mois

de septembre, l'insurrection de la rivière du Levant et du Bisagno. Le général Duphot, sorti à la rencontre des insurgés, fut ramené dans Gênes; ils s'emparèrent même du fort de l'Éperon. Mais, renforcé par les habitants du Ponent, par les démocrates génois et quelques troupes françaises venues de Tortone, Duphot triompha enfin de leurs efforts, malgré les instigations des Durazzo, des Doria, des Spinola, des Pallavicini. Telle fut l'agonie d'un gouvernement au fond prudent, paternel et ami de la France. Victime des dogmes révolutionnaires, on a cru qu'il eût évité sa ruine en admettant volontairement, en 1796, une dixaine de sénateurs plébéiens dans son sein et en s'alliant avec nous. Il devait ce léger sacrifice à la philosophie; s'il eût succombé malgré cette concession, l'odieux en serait retombé sur ses ennemis. Toutefois, je le répète, le Directoire en voulait plus encore à son indépendance et à sa neutralité, qu'à la forme de son gouvernement. Gênes nous convenait pour asseoir la base de nos opérations en Lombardie, tant que les passages directs des Alpes n'étaient pas en notre possession.

Négociations d'Udine et Passeriano.

Le congrès avec l'Autriche avait dû primitivement se rassembler à Berne; mais, par suite de nouveaux arrangements, il eut lieu à Udine, où je traitai avec Meerfeld et Gallo.

Le Directoire, jaloux de ses prérogatives, m'adjoignit pour cette opération le général Clarke, et me donna des instructions qui eussent mis de grands obstacles à la négociation, si le cabinet de Vienne n'en eût pas donné de son côté qui devaient la retarder. A peine les préliminaires étaient signés, qu'on ne s'entendait déja plus. Les rêveurs de contre-révolutions étaient parvenus, au moyen des élections, à se faire un parti puissant dans les conseils. Pichegru, Villot, Imbert-Colomès étaient à leur tête. Une lutte violente venait de s'engager entre les dépositaires du pouvoir exécutif, et les législateurs qui, au lieu de le seconder, entravaient la marche du gouvernement. Ces désordres ranimaient les espérances de nos ennemis.

La situation des affaires avec l'Angleterre exerçait aussi une influence naturelle sur la marche de ma négociation. Tout le génie de son premier ministre ne put empêcher cette puissance d'essuyer de rudes assauts dans le courant de cette année. L'Irlande était en feu; et quoique l'expédition de Hoche n'eût pas atteint son but, elle entretenait l'espoir des insurgés au point qu'il fallait un grand déploiement de forces pour les comprimer. Truguet n'avait pas été découragé par le mauvais succès de Hoche : la paix de Léoben avait rendu ce

Affaires d'Angleterre.

se trouva paralysée. Jervis, renforcé jusqu'à 21 vaisseaux, domina la Méditerranée. Les Anglais bloquèrent et bombardèrent même Cadix.

Nelson alla attaquer Ténériffe, d'où il fut repoussé après avoir perdu un bras. Dans les Antilles, l'amiral Harvey et Abercromby enlevèrent aux Espagnols le poste important de la Trinité, qui offrait un point pour inquiéter la terre ferme de l'Amérique méridionale. Moins heureux à Porto-Ricco, ce dernier en fut expulsé avec perte.

Insurrection des flottes anglaises.

Ainsi, tout n'était pas prospérité pour la fière Albion; car, dans le moment même, un incident grave faillit la mettre à deux doigts de sa perte... Une insurrection effroyable avait éclaté sur les équipages des deux grandes flottes du Nôre et du Texel. La révolte était arrivée au point que des matelots s'étaient emparés du commandement, et que la crainte du châtiment l'emportant sur le patriotisme, pouvait les décider à cingler vers nos ports pour y chercher un asile. Heureusement pour l'Angleterre ils n'en eurent pas même la pensée et cette insurrection, produite par une discussion de paie, fut apaisée par un mélange de concession et de force, appuyée de toutes les ressources de la discipline et du puissant levier de l'amour national.

Négociations de Lille.

Ces événements, bien faits pour répandre la terreur à Londres, joints à la certitude que

l'Autriche se déciderait à la paix, et que la Hollande et l'Espagne pouvaient encore concerter avec notre flotte de Brest une opération décisive contre l'Irlande, ébranlèrent le gouvernement anglais. La suspension des paiements de la banque, et le rejet des mesures de finances proposées par Pitt, ajoutaient encore à l'effet produit par la révolte des escadres.

Le ministère sentit qu'il fallait gagner du temps et conclure la paix à tout prix, sauf à l'exécuter ou à la rompre, selon que cela lui conviendrait. Il envoya Malmesbury le 4 juillet à Lille, où il entra en négociations avec Maret, Letourneur et Pleville-Lepelley.

Le premier, qui conduisait seul la négociation, le fit avec un succès inespéré; car les instructions du ministre Charles Delacroix étaient un tissu d'absurdités qu'on aurait peine à croire: elles portaient de demander entre autres la restitution en nature des vaisseaux pris à Toulon; la remise de Jersey, de Guernesey, et surtout de Gibraltar, également à titre de restitution. Outre cela, il fallait traiter pour la France, l'Espagne et la Hollande, ce qui rendait l'affaire délicate et compliquée.

Maret avait trop de connaissance des affaires pour accepter une pareille mission; aussi ne s'en chargea-t-il qu'après être convenu avec les mem-

bres du Directoire que Talleyrand remplacerait Delacroix, et que les instructions de ce dernier ne le lieraient en rien.

On l'autorisa aussi à négocier seul avec Malmesbury, par intermédiaire, attendu que lorsque les négociateurs sont multiples, l'Angleterre ne traite jamais autrement.

Grace à sa modération et à ses antécédents, Maret conduisit l'affaire à merveille. Il obtint pour la France la restitution de toutes les colonies françaises, une indemnité pour les vaisseaux pris à Toulon, et même la renonciation au titre de *roi de France*. Ces deux dernières concessions étaient des bagatelles, mais elles flattaient l'esprit du temps. Il obtint pour l'Espagne la restitution de ses colonies, à la seule exception de la Trinité.

Quant à la Hollande, on lui promit la restitution de toutes ses colonies, sans exception; cependant Malmesbury ayant observé qu'il ne pouvait pas reparaître devant le peuple anglais sans lui conserver, ne fût-ce qu'en apparence, quelques-uns de ses trophées, il fut convenu que le port de Trinquemale serait déclaré neutre, ayant alternativement, d'année en année, garnison anglaise ou hollandaise. La garnison anglaise y était, et on savait bien qu'elle n'en sortirait pas.

Il est bon d'observer, comme un fait devenu assez piquant par l'événement, que dans la discussion Malmesbury, insistant pour garder le cap de Bonne-Espérance, avait offert Ste.-Hélène en échange; ce que Maret refusa. Il correspondait avec moi par l'intermédiaire de Clarke, et nous eussions amené la paix générale tant souhaitée, sans les tracasseries de Rewbel, chef avoué du parti qui voulait la guerre.

Affaires de l'intérieur. 18 fructid.

Je n'étais pas moins contrarié des difficultés sans cesse renaissantes que j'éprouvais de la part du ministère de Rewbel, que de l'influence manifeste que les séances des conseils exerçaient sur les résolutions du cabinet de Vienne. Prévoyant donc la possibilité d'une nouvelle rupture, je pressai la ratification du traité conclu depuis six mois avec le roi de Sardaigne, et que le Directoire refusait contre tout bon sens. Je ne fus pas plus heureux; et, dans mon mécontentement, je me plaignis vivement aux amis que je croyais avoir au sein du Directoire. On me présenta le parti républicain comme prêt à succomber sous les coups mêmes des autorités constituées, qu'un esprit de vertige transformait en aveugles instruments des réactionnaires, et qui étaient divisées sous deux bannières bien marquées. Chacun des partis cherchait à se rattacher un général marquant. Les royalistes avaient gagné Pichegru, et

manœuvraient pour s'attacher Moreau. Un autre parti désirait Hoche. Ma gloire effarouchait déja plusieurs membres du Directoire, bien aises d'élever un de mes rivaux, pour balancer la force d'opinion que j'avais déja acquise. Je me décidai à favoriser les républicains par des adresses de mon armée, et en envoyant le général Augereau au Directoire pour commander ses troupes à Paris. Il était naturel que je protégeasse le parti auquel j'appartenais. Ceux qui passaient pour mes amis me certifiaient l'existence du complot, et comme ils étaient mieux que moi à portée d'en saisir le fil, je dus m'en rapporter à eux. D'ailleurs le portefeuille du comte d'Antragues, ministre de Louis XVIII, saisi à Venise, me prouvait assez les relations des émigrés avec les conseils, pour que je dusse ajouter foi aux rapports de Barras et de ses collègues. Plus j'entrais dans les affaires, plus je demeurais convaincu qu'il fallait terminer la révolution en la régularisant, parce qu'elle était le fruit du siècle, et qu'à cette époque, du moins, elle ne pouvait rétrograder sans verser des flots de sang et humilier la France. Je concourus donc de tout mon pouvoir au 18 fructidor. Cette journée, attentatoire à la sûreté du corps législatif, détruisait la frêle construction de l'an III, digne rêve de quelques utopiens, qui, à force de vouloir balancer les pouvoirs,

avaient introduit dans l'état un tiraillement perpétuel qui en arrêtait la marche. Le Directoire et les conseils furent mutilés par la condamnation à l'exil de Carnot, de Barthélemy et de 53 députés des partis les plus opposés. Si ce coup d'état ne profita qu'à une faction, et, sous le manteau du bien public, servit une foule de haines personnelles, on ne doit en attribuer la faute qu'à ceux qui me trompèrent; il ne dépendit pas de moi de lui donner de meilleurs résultats.

Embarras dans les négociations.

Le Directoire renouvelé ne s'en montra pas beaucoup plus habile ni plus pacifique, bien que Talleyrand eût succédé à Charles Delacroix dans le ministère des relations extérieures. Le premier résultat de ce changement fut la rupture des négociations de Lille, où Treilhard et Bonnier avaient succédé à Maret et à Letourneur.

On refusa impérieusement toutes les cessions demandées par l'Angleterre, et on revint même sur ce qui avait été convenu. Malmesbury repartit au milieu de septembre. Ainsi la morgue de Rewbel et de Merlin fit manquer la seule occasion qui se soit présentée d'arrêter par une bonne paix maritime l'accroissement menaçant de l'Angleterre.

Peu s'en fallut qu'il n'en arrivât autant à Passeriano. Le 18 fructidor n'amena d'abord d'autre changement du côté de la France, que le rappel

de Clarke, et la remise qui me fut faite du soin de continuer seul les négociations. Le Directoire s'obstina à ne point ratifier l'alliance avec la Sardaigne, comme si ce traité dût soustraire une victime à son ambition. Il ne voulait pas non plus céder Venise, de crainte de concourir à l'accroissement maritime de l'Autriche, quoiqu'il eût d'abord consenti à cette cession dans l'espoir d'obtenir Mantoue. Ses prétentions allaient jusqu'à refuser toute indemnité en Italie.

Je donne ma démission.

Mécontent de me voir sans cesse contrarié, blessé de différentes démarches qui dénotaient la méfiance du Directoire, je donnai ma démission le 25 septembre, peu de jours après avoir notifié aux plénipotentiaires que, si la paix n'était pas signée le 1er octobre, je ne négocierais plus que sur la base de l'état de possession des deux puissances.

Dans l'incertitude du résultat qu'amènerait pareille déclaration, je cherchai à détacher la Bavière et le Wirtemberg de l'Autriche, en y envoyant sous divers prétextes le général Desaix, que la curiosité avait attiré en Italie. Mais, entouré d'agents autrichiens, il fut impossible à cet officier de réussir dans sa mission.

L'arrivée de Cobentzel donne plus d'activité aux négociations.

Cependant la députation impériale, mise au pied du mur, à l'instant où elle recevait la nouvelle du 18 fructidor, dépêcha en toute hâte le

général Meerfeld à Vienne. L'empereur, jugeant qu'il ne fallait plus compter sur une réaction royaliste, le renvoya sur-le-champ avec le comte de Cobentzel, munis d'instructions plus positives.

Depuis cette epoque, les négociations allèrent bon train. Ce n'est pas que l'Autriche se montrât d'abord plus coulante; loin de renoncer à Mantoue, que les préliminaires lui assuraient, elle demandait Venise et les légations, ou bien la ligne de l'Adda. Indigné de tant de prétentions, je lui contestai même la Dalmatie et Raguse, dont elle avait déja pris possession. Le Directoire ne s'en tint pas à ces menaces : il me déclara formellement que son *ultimatum* était de reléguer l'Autriche derrière l'Isonzo, et de la renvoyer, pour ses indemnités, aux sécularisations en Allemagne, circonstance qui semblait rendre la rupture inévitable.

Le Directoire me donne de nouveaux encouragements.

Dans cet intervalle, le Directoire, réfléchissant sur le danger de m'accorder ma démission après avoir tant contribué par mes victoires à la grandeur de la république et à la signature des préliminaires, ne crut pas s'abaisser en m'expédiant un agent pour entrer en explication avec moi. Décidé à la guerre, il sentit qu'il avait encore besoin de mon épée. Tout ce qui m'avait été obstinément refusé me fut accordé. L'armée d'Italie

fut renforcée de trois demi-brigades et d'un régiment de cavalerie; plus de 8 mille réquisitionnaires vinrent compléter les cadres de mon infanterie : on m'assura aussi une remonte de 1,600 chevaux; on soumit le traité d'alliance offensive et défensive avec le Piémont à la ratification des conseils : enfin le Directoire, pour me donner une preuve de sa condescendance, alla jusqu'à réformer Kellermann, et rappeler de Naples l'ambassadeur Cacault, contre lesquels j'avais témoigné quelque mécontentement.

Je me décide à signer la paix à Campo-Formio.

Je n'avais pas attendu l'effet de toutes ces résolutions : encouragé par la mission secrète de Bottot, et certain d'obtenir la sanction du Directoire sur lequel j'espérais désormais exercer une grande influence, je résolus de ne point m'arrêter aux instructions du ministère, qui eussent amené à Passeriano le même résultat qu'à Lille. Après les simulacres d'usage, et des prétentions élevées à dessein d'atteindre plus facilement le but désiré, je me décidai brusquement à terminer, sans attendre plus ample autorisation.

Plusieurs raisons contribuèrent à me faire prendre ce parti. Bien que l'armée d'Italie fût dans un état florissant, et qu'elle eût une bonne base d'opérations dans Osoppo et Palmanova, la saison était déja trop avancée pour ouvrir la campagne en Carinthie; d'un autre côté,

je risquais de perdre tous les avantages de l'initiative, en laissant à l'empereur le loisir de réorganiser ses forces durant l'hiver. D'ailleurs la position des armées respectives mettait beaucoup d'équilibre dans les chances. Les Autrichiens étaient près de leur centre de puissance, à portée de leurs magasins et de leurs dépôts, sans inquiétude pour leurs flancs, couverts d'un côté par la Croatie ou la Hongrie, et de l'autre par le Tyrol, provinces toutes belliqueuses, et disposées à seconder leurs opérations au premier signal. Nous avions au contraire tout à craindre pour nos derrières, sur lesquels Naples, qui épiait l'occasion de satisfaire sa haine, Venise, qui n'aspirait qu'à se débarrasser d'un voisinage odieux, et le roi de Sardaigne, à qui les retards opposés à la ratification du traité d'alliance dévoilait tous ses dangers, auraient pu fondre de concert. Ajoutez à cela que l'Autriche avait le gros de ses forces contre moi, et que nous avions au contraire le gros des nôtres sur le Rhin, à 200 lieues derrière mon armée, qui aurait ainsi à supporter durant un mois tout le poids de la guerre. Enfin la rupture du Directoire avec l'Angleterre, l'incohérence des plans adoptés par le gouvernement en cas de guerre, me firent un devoir d'être moins exigeant, et de consentir à la double cession de Venise et de Salzbourg.

Aussi le 17 octobre, au moment où l'on s'attendait à voir recommencer les hostilités, la paix fut-elle signée à Campo-Formio.

Conditions du traité.

Le traité se composait de 25 articles patents, dont les clauses principales portaient la confirmation des cessions de la Belgique et de la Lombardie, y compris Mantoue, le consentement donné aux limites du Rhin et des Alpes. En échange, les états de Venise étaient assurés à l'Autriche jusqu'à la rive gauche de l'Adige, avec la place de Vérone et un arrondissement déterminé. Les provinces de Brescia et de Bergame, situées sur la rive droite, furent dévolues à la république cisalpine, les îles Ioniennes à la France.

Quatorze articles secrets, plus importants en quelque sorte que le traité, spécifiaient les limites de la république et les abandons de territoire qui devaient en résulter. L'empereur promettait de ne point soutenir l'empire germanique, si la diète se refusait aux cessions sur la rive gauche du Rhin; la libre navigation de ce fleuve et de la Meuse était promise; la France consentait à ce que l'Autriche acquît le pays de Salzbourg, et reçût de la Bavière l'Innviertel et la ville de Wasserbourg sur l'Inn. L'Autriche cédait le Frickthal pour être remis à la Suisse, les fiefs impériaux pour la Ligurie, et le Brisgaw au duc

de Modène, en échange de ses états amalgamés avec la Cisalpine. La France s'engageait à rendre les états prussiens entre la Meuse et le Rhin. Des indemnités étaient promises en Allemagne aux princes dépossédés sur la rive gauche de ce fleuve, de même qu'au stathouder. Enfin, l'article VII laissait entrevoir que bien d'autres partages pouvaient encore avoir lieu, en stipulant *que, si l'une des puissances contractantes faisait des acquisitions en Allemagne, l'autre en ferait d'équivalentes.*

Cette paix était glorieuse, et pouvait être solide; elle était glorieuse, puisqu'elle assurait à la France la Belgique, la ligne du Rhin et des Alpes, Mayence, l'influence sur l'Italie; enfin les îles Ioniennes, possession importante, qui pouvait être pour nous la clef du Levant, et offrait d'immenses avantages maritimes. Elle devait être solide, puisque l'Autriche recevait d'amples compensations pour les provinces qu'elle nous cédait. A la vérité, cette puissance séparée désormais du Piémont par la Cisalpine, voyait passer dans nos mains toute l'influence sur la maison de Savoie et l'Italie septentrionale; mais son territoire contigu jusqu'à l'Adige, avec Vérone, Legnago et Venise, lui donnait une base bien meilleure pour agir désormais dans ce pays. La paix devait donc lui paraître d'autant plus avan-

Résultats de ce traité.

tageuse, qu'elle avait en quelque sorte grandi par ses défaites. Vaincue à Jemmape, Fleurus, Juliers, Loano, Ettlingen, Montenotte, Lodi, Castiglione, Bassano, Arcole, Rivoli, elle n'en avait pas moins augmenté et arrondi son territoire de 3 millions d'habitants : elle avait changé les provinces lointaines de la Belgique, contre la Galicie qui se liait à ses frontières ; elle avait pris les états de Venise contre la Lombardie, avec laquelle elle ne pouvait communiquer jadis sans passer sur le sol étranger; elle avait changé le port d'Anvers, flétri et ruiné par la clôture de l'Escaut, contre celui de Venise, bien plus avantageux à son commerce et à sa puissance politique.

Quant à la France, elle devait se réjouir avec d'autant plus de raison de cette paix, que, dans le même instant, la marine anglaise venait de remporter une victoire signalée : Duncan avait battu et détruit à moitié la flotte hollandaise le 18 octobre à Camperduyn, sur les côtes de la Nord-Hollande, et ce succès important, ne pouvant qu'apporter un obstacle de plus à la paix maritime, devait rehausser le prix d'un rapprochement avec l'Autriche.

Mais les passions les plus exaltées étaient en jeu; elles entraînèrent bientôt les deux partis, et une nouvelle conflagration générale embrasa les deux

hémisphères. La manie de propagande du Directoire, le défaut d'un système solide de politique extérieure, et la haine que l'étranger portait à nos institutions républicaines, ne pouvaient tarder à provoquer un nouveau choc.

Révolution de la Valteline.

A peine le traité de Campo-Formio était-il signé, que de toutes parts se préparaient déja de nouveaux éléments de discorde : le premier fut la révolution de la Valteline. Ce pays, sujet des Ligues-Grises, avait de puissants motifs de désirer son émancipation ; c'était une annexe de l'Italie, parlant la même langue, située au versant méridional des Alpes, et tirant ses grains de l'Italie. Ses habitants, exclus comme sujets de toutes fonctions politiques, désiraient naturellement un ordre de choses qui leur donnât part au gouvernement. On les excita contre les Grisons ; ceux-ci réclamèrent la médiation de la France : on leur répondit par la réunion de la Valteline à la Cisalpine. Le stérile avantage de reculer la nouvelle république jusqu'aux grandes Alpes, et de nous assurer ainsi d'un pays qui versait sur l'Italie, fit perdre de vue le danger qui pourrait résulter un jour de cette fusion de la Valteline avec une province autrichienne. En effet, la république française, sûre alors de l'amitié des Suisses, ne devait pas donner à un état d'une existence aussi précaire que la Cisal-

pine, des droits qui pouvaient revenir un jour aux anciens possesseurs de la Lombardie. La Valteline, réunie aux Grisons, fermait l'accès de la Suisse du côté du Tyrol, diminuait l'influence de l'Autriche sur les vallées helvétiques, garantissait la frontière cisalpine, et couvrait parfaitement la ligne des troupes françaises appelées à combattre sur l'Adige. En réunissant cette province à un état ci-devant autrichien, c'était établir un contact direct entre le haut Tyrol et les communications de l'armée française, ouvrir la route du Tonal et du Breglio par Sondrio sur Milan; enfin donner la clef des Alpes rhétiennes à l'Autriche, si jamais elle rentrait en possession de la vallée de l'Adda.

Négociation avec l'empire à Rastadt.

L'Autriche seule avait conclu la paix; il fallait encore la faire avec l'empire. Cette foule de petits princes abandonnés à leurs propres forces, n'étant pas en état de continuer la guerre, ce n'eût été qu'une vaine formalité, s'il n'avait fallu arracher leur consentement à la cession de la rive gauche du Rhin en faveur de la France, et du Salzbourg et de l'Innviertel en faveur de l'Autriche. Il y avait en outre à régler l'indemnité des princes qui perdaient leurs possessions par ces arrangements. Un congrès fut assemblé à Rastadt pour traiter ces questions minutieuses

et compliquées. Je m'y rendis en qualité de chef de la légation française, composée de Bonnier et de Treilhard; mais je ne tardai pas à m'apercevoir que les discussions, n'étant plus appuyées de l'appareil de la victoire, prendraient un caractère diplomatique qui ne pouvait me convenir. J'étais déja trop habitué à décider d'autorité, pour consentir à m'astreindre aux longueurs d'une négociation minutieuse. Je quittai Rastadt, après avoir pourvu toutefois, par une convention militaire, à l'exécution du traité de Campo-Formio, en ce qui concernait la remise de Mayence à nos troupes, et l'évacuation des autres places du Rhin par les impériaux.

Demande au Valais du passage par le Simplon.

Ardent à tout entreprendre pour consolider de plus en plus la république naissante qui me devait son existence, j'imaginai, au moment de quitter l'Italie, de demander au Valais le passage par le Simplon pour des troupes qui devaient retourner en France. J'ambitionnais la possession de cette haute vallée du Rhône, qui nous offrait la communication la plus directe avec Milan, surtout à une époque où le Piémont, encore indépendant, pouvait se ranger du côté de nos ennemis. Les Suisses déclinèrent avec raison une demande qui détruisait le système bienfaisant de leur neutralité. Le Directoire, qui avait déja

des vues pour démocratiser entièrement ce pays et l'attirer dans ses filets, ne fut que plus enclin à exécuter cet imprudent projet.

Le Directoire fomente une révolution en Suisse.

Rewbel et Talleyrand avaient imaginé, dit-on, d'entourer la France de petites républiques démocratiques, soit pour couvrir ses frontières en les séparant de l'Autriche et des états monarchiques, soit pour s'assurer un système fédératif capable de balancer de nouvelles coalitions (1). On se flattait, par ce moyen bizarre, de créer un nouveau système d'équilibre politique, non entre des masses de puissances, mais entre des dogmes de gouvernements. On croyait ne pouvoir défendre la république française contre les monarchies européennes, qu'en lui faisant une ceinture de petits états démocratiques comme elle. C'était une utopie diplomatique qui n'avait pas le sens commun.

D'abord, il est certain que le voisinage de ces frêles états au lieu d'éviter des points directs de contact avec l'Autriche, jetterait sans cesse dans des altercations avec elle; car ces états ne pouvant exister que sous l'influence française, il

(1) Quelques personnes affirment que le projet en fut suggéré par Rewbel; d'autres l'imputent à Talleyrand: ce qu'il y a de certain, c'est qu'il se développa sous son ministère, et que, s'il l'improuvait, il aurait dû se retirer.

faudrait se mêler de toutes les tracasseries qu'ils auraient sur leurs frontières avec les Autrichiens. Un douanier cisalpin pouvait amener une guerre, aussi-bien que le nez coupé de l'Anglais Jeffrys en avait amené une entre Georges II et Louis XV.

L'alliance avec l'Espagne et les rapports d'amitié avec la Prusse prouvaient qu'il était très-facile de se donner du poids dans la balance réelle de l'Europe sans y attacher des idées doctrinaires qui, en politique, pèsent fort peu, et sont plus souvent un prétexte qu'un but.

Conformément à ce beau projet, Mengaud fut donc chargé d'ourdir des intrigues à Bâle, Arau et Zurich, pour faire intervenir la France dans une révolution, comme cela avait eu lieu à Gênes. Mangourit en faisait autant en Valais; et la chose n'était pas moins facile dans le pays de Vaud, cédé au canton de Berne, en 1565, sous la garantie de la France.

Réclamation des Vaudois.

Plus fondés encore dans leurs réclamations que les Valtelins, que les bourgeois de terre ferme et tous ceux qui réclament leur part de droits politiques imprescriptibles, les Vaudois voulaient obtenir des Bernois les mêmes prérogatives dont ils avaient joui sous les ducs de Savoie. Ce n'étaient pas des prolétaires demandant l'égalité, c'était un peuple éclairé demandant pour ses

notables la part aux affaires publiques, qui leur avait été assurée par des traités. La France était garante, elle avait droit d'intervenir; mais au lieu de le faire noblement et de bonne foi, elle le fit avec une astuce répréhensible.

Le Directoire les appuie par la division Masséna.

Les Vaudois se soulevèrent, chassèrent les baillis bernois, et appelèrent à leur secours la division Masséna, cantonnée en Savoie, sur les bords du lac de Genève. Celle-ci entra dans le pays au commencement de janvier, sous les ordres de Brune, et s'avança jusqu'aux confins du pays de Vaud. Les Bernois assemblèrent en toute hâte sur la Sarine un corps de 20 mille miliciens.

Le sénat de Berne fait vainement des concessions.

Le sénat, en proie aux dissensions intestines, paralysé par un parti français assez puissant, ou pour mieux dire partagé entre celui du vieil avoyer Steiger et celui de Frisching, se décida à des concessions: il promit de réviser la constitution dans le terme d'un an, et d'admettre dans son sein des députés qui représenteraient les anciens sujets de Vaud et d'Argovie. Ces concessions étaient-elles faites de bonne foi? C'est ce que je ne déciderai pas. Les Vaudois raisonnables penchaient pour s'en contenter; le plus grand nombre les repoussait: en révolution, on est méfiant; ces avantages, qu'à peine ils auraient pu espérer, ne parurent pas suffisants aux sec-

taires de la liberté et de l'égalité, qui voulaient tout ou rien..... D'ailleurs, des concessions pacifiques ne remplissaient nullement les vues du Directoire, qui voulait profiter de la frénésie de ses partisans pour soumettre la Suisse entière à son influence par l'établissement d'un gouvernement central qu'il dominerait. Il voulut que Berne licenciât son armée, donnât des gages de sa sincérité. Le vieil avoyer Steiger, magistrat vénérable, bien différent des oligarques dégénérés de Venise et de Gênes, préféra courir aux armes. Autant Berne avait d'abord montré de modération, autant elle se montra grande au moment du danger. Elle répondit dignement à son appel. Le combat fut bientôt engagé, Schawembourg pénétra de Bienne sur Soleure et sur Berne avec une division de l'armée du Rhin, tandis que Brune était repoussé sur la Sarine. Leur jonction se fit néanmoins à Berne le lendemain.

Le Directoire les repousse et fait envahir Berne.

Un arsenal superbe et un trésor de 20 millions devinrent la proie des avides vainqueurs, bien plus occupés de s'enrichir des dépouilles bernoises que de soutenir les droits politiques des Vaudois pour lesquels ils prétendaient combattre.

Constitution helvétique unitaire.

Une constitution uniforme combinée entre Talleyrand, Ochs et Laharpe, prétendit plier sous un même faisceau le démocrate sauvage des

petits cantons et l'orgueilleux oligarque de Berne. Il fallut employer le canon pour imposer aux Suisses ce pacte de la république helvétique, une et indivisible, qui ne manquait pas néanmoins de tout mérite en théorie spéculative. Il eût été moins odieux de conserver les institutions locales, et de se contenter de resserrer le lien fédéral, comme je l'ai fait depuis. Tout cela aurait pu s'opérer par une négociation qui eût du moins évité la guerre avec l'Autriche, trop intéressée dans cette affaire pour tolérer l'occupation de l'Helvétie par nos troupes.

J'avais été le plus chaud partisan des Vaudois; j'avais conseillé de soutenir leurs justes réclamations par les voies diplomatiques et un appareil qui en imposât: mais je fus indigné de la conduite ultérieure du Directoire envers les Suisses. En jetant les montagnards de ce pays dans les bras de l'Autriche, on enleva tout point d'appui à nos armées sur l'Adige, et l'Italie dut désormais appartenir aux maîtres des Alpes rhétiennes, qui prenaient à revers toutes les lignes de l'Adige, du Mincio et du Tésin. Nous ne tardâmes pas à payer chèrement cette faute, qui nous coûta, en 1799, toute l'Italie jusqu'au Var.

Importance de la neutralité de la Suisse.

La question de la neutralité de la Suisse se rattache en effet aux plus hautes combinaisons de la politique européenne: l'empire, l'Autriche,

la France et l'Italie y ont un égal intérêt. Sans cette neutralité, la ligne du Rhin n'est plus pour tous les partis qu'une vaine barrière : les Alpes ne mettront plus obstacle à l'invasion de la France ni de l'Italie. Voudrait-on inférer de là que chacun eût été intéressé à s'emparer d'un pays si important? Ce raisonnement serait absurde. La France, maîtresse de Strasbourg et de Mayence, possédait tous les avantages de la ligne du Rhin: envahissant la Suisse, elle se les arrachait elle-même. Si le sort incertain des armes lui était un jour contraire, l'immense supériorité acquise par la république devenait illusoire: la moindre victoire des Autrichiens sur les rives de l'Aar leur eût ouvert l'accès du Jura, et permis d'attaquer le sol français par le seul point vulnérable de sa frontière.

En portant nos regards du côté de l'Italie, nous trouvons les mêmes arguments: supposé la Suisse neutre, la France alors maîtresse de Mantoue, de Pizzighetone, et disposant de toutes les places du Piémont, avait un avantage très-marqué sur les impériaux, réduits pour tout appui aux murs de Vérone et aux remparts de Palma-Nova. Détruisez le prestige de cette neutralité; le moindre succès obtenu en Suisse par une armée impériale n'eût-il pas fait tomber toute la défense de l'Italie, et contraint l'armée française à rétro-

grader pour arrêter l'ennemi aux confins du Dauphiné ou sur les bords du Rhône?

Ces résultats étaient tellement palpables, que si jamais la France, dans ses anciennes limites, avait pu convoiter la Suisse comme point offensif, elle aurait dû tout faire pour en consacrer la neutralité, depuis qu'elle-même se trouvait en possession de la Lombardie et des places du Rhin.

Danger politique de la violer.

La position du moment était donc loin de motiver une agression odieuse; mais les intérêts permanents d'une politique sage et prévoyante l'interdisaient bien plus encore. Si les Français étaient entrés en Suisse pour en faire la conquête et s'y fixer définitivement, on eût compris un pareil motif, qui, sans légitimer l'usurpation, la rendait du moins plausible. Mais comment espérer que l'Europe sanctionnât jamais un pareil accroissement? Dès que la chose était impossible, quel intérêt pouvait-on trouver à détruire le repos de ces vallées où, parmi des milliers de partisans, l'on démêlait à peine quelques ennemis dans les familles patriciennes? Quel avantage de se compromettre avec toute l'Europe, et d'appeler la Russie et la Prusse à prendre part à la coalition, sans autre but que de propager la démocratie dans deux ou trois cantons, et de la renverser dans plusieurs autres? Était-ce pour

lever 18 mille auxiliaires, qu'on eût plus facilement obtenu par le simple renouvellement des capitulations?

Faute que les Français commirent en le faisant

Le Directoire commit donc une erreur fatale en imaginant consolider la position militaire de la France par l'occupation passagère des montagnes helvétiques : on peut dire hardiment qu'il s'affaiblit au contraire en raison de l'extension démesurée que cela donnait à sa défense; car ce n'est pas seulement l'augmentation d'une étendue circulaire de près de 100 lieues qu'il faut considérer ici, c'est la contiguïté permanente d'une ligne qui, de Venise, court par Trente et Constance jusqu'aux marais de la Frise et à la mer du Nord. Cet espace étant coupé en deux par la masse des Alpes, si l'on neutralisait ce centre, il en résulterait que chacune des fractions isolée en elle-même offrirait une ligne d'opérations entièrement indépendante. On pourrait dès lors choisir sur chacune des ailes le point stratégique le plus convenable à ses opérations, sans s'inquiéter de ce qui se passerait aux accessoires. Par exemple, la gauche, appelée à couvrir le Rhin, s'attacherait particulièrement à l'espace entre Strasbourg et Mayence, sans craindre que l'ennemi se portât sur ses extrémités, le long de la mer ou de la ligne neutre. On peut en dire autant de la droite chargée de

protéger la Lombardie; car toute sa défense se concentrerait sur l'excellente ligne du Mincio ou de l'Adige.

En comprenant, au contraire, le territoire suisse dans le front d'opérations, dès lors tout se trouve lié depuis l'Adriatique jusqu'aux bouches de l'Yssel; et, dans cette étendue de 300 lieues, on s'attachera à tout couvrir, parce que l'ennemi pourra tout attaquer. La ligne de l'Adige, comme celle de Strasbourg à Mayence, n'y seront plus que des fractions secondaires, dont la défense et l'attaque seraient subordonnées à ce qui se passerait à quelques lieues plus loin. La Suisse elle-même, flanquée par la Souabe et l'Italie, devra être gardée partout si le sort des combats attire les deux partis sur ses frontières. Celui qui l'occuperait, réduit à s'y défendre, serait obligé de couvrir Bâle comme Schaffouse, Rheinéck comme le St.-Gothard, et le Simplon aussi-bien que le Mont-Cénis, sans être dispensé pour cela d'avoir des forces imposantes sur le Rhin et sur le Pô. Ainsi, la puissance qui se trouverait réduite à la défensive, ayant ses armées morcelées en vingt corps, donnerait prise partout à un ennemi actif et entreprenant, qui, par la rapidité de ses mouvements, saurait multiplier ses forces assaillantes.

En effet, la campagne suivante ne manqua

pas de prouver que, si les saillants de Schaffhouse et du Simplon offrent quelques avantages stratégiques pour un simple passage, c'était une faute inouïe pour la France, aussi-bien que pour l'Autriche, de comprendre la Suisse comme champ d'opérations dans un plan de campagne. Si cette vérité n'était pas démontrée par les événements de 1799, on en trouverait une preuve dans ma conduite en 1805 et 1809. Je respectai ce territoire que mon titre de médiateur et ma toute-puissance m'eussent permis de fouler impunément, mais que mon propre intérêt me commandait de laisser intact. Quelque appréciateur que je fusse de deux ou trois débouchés, je sus les subordonner aux calculs de la politique, et prouvai qu'on trouve toujours une route pour manœuvrer sur les communications de l'ennemi, sans fouler aux pieds les liens nationaux, et sans bouleverser les rapports des différents états européens. Mais quittons les vallées helvétiques, étrangères pour l'instant au sujet que nous avons à traiter, et revenons aux opérations du Directoire, ainsi qu'à l'expédition d'Égypte qui occupait toutes mes pensées.

Peu de jours avant la chute de Berne, Rome était tombée sous les coups de Berthier. Mon frère Joseph avait été nommé ambassadeur près du saint-siége. Il n'ignorait pas les éléments qu'il

Révolution de Rome. Berthier y entre.

y avait à Rome pour l'application des doctrines du Directoire. Toute l'Italie avait la même fièvre: c'était à qui planterait le premier l'arbre de la liberté. Naples était aussi en fermentation, et les prisons n'y suffisaient pas pour contenir les suspects. Rome ne pouvait, dans un tel état des esprits, perdre entièrement la mémoire de ses grands souvenirs : tout ce qui connaissait l'alphabet, dans cette patrie des Cicéron, des Émile, des Brutus, repoussait le joug monacal et pontifical, pour rappeler les beaux jours du gouvernement consulaire; et, chose bizarre! une partie du clergé partageait ces sentiments.

Depuis la paix de Tolentino, la bonne harmonie ne s'était rétablie qu'à moitié : Joseph sentit qu'il devait agir avec prudence. Les partisans de la France venaient lui témoigner le désir de rétablir la république romaine. Il les détournait de ce projet. Instruit enfin indirectement qu'un complot devait éclater le 26 décembre, il crut donner un gage de sa loyauté envers le saint-siége, en s'ouvrant franchement au cardinal secrétaire-d'état Doria. Mais les princes de l'église étaient trop prévenus contre nous pour être sensibles à un tel procédé. On redoubla de surveillance; des consignes sévères furent données. Malgré ces avis, un mouvement éclata, le 28, dans le voisinage du palais de

France; la multitude viola l'enceinte de sa juridiction, en criant à tue tête : *Vive la république romaine! Vive la république française!* Chargée par les gendarmes et les trabans du pape, cette foule se réfugia sous les portiques du palais, ce que personne n'aurait pu empêcher. On la poursuivit jusque dans les cours à coups de fusil.

C'était un attentat au droit des gens. Le jeune général Duphot, officier plein de mérite, et fiancé à une de mes sœurs, s'élança, l'épée à la main, pour défendre un asile sacré, et fut indignement criblé de coups de feu. La qualité de l'offenseur ajoute à la honte de l'offense. Un tel attentat de la part des sbires du pape ne pouvait pas rester impuni. Berthier marcha sur Rome, et campa, le 10 février, à la tête de deux divisions, sous le château de St.-Ange. Cinq jours après, au pied même du Quirinal, se fit entendre le cri de liberté romaine, qui n'avait pas retenti autour du Capitole depuis la fameuse conspiration de Rienzi. Le peuple se rassembla dans le Forum, à l'exemple de ses illustres ancêtres, rédigea l'acte de son affranchissement, et proclama ses consuls, un sénat et des tribuns. C'était une parodie tant soit peu ridicule de la Rome des Scipions. Mais ces mots magiques frappaient les esprits du reste de l'Europe, et si le Directoire avait été plus habile et mieux avisé dans le choix

Proclamation de la république romaine.

Deux événements comme l'invasion de Rome et de la Suisse étaient plus qu'il n'en fallait pour déchirer le traité de Campo-Formio : tout homme prévoyant devait bien s'attendre qu'il ne serait qu'une trêve.

Je me rends de Rastadt à Paris.

Pendant que tous ces événements préparaient un nouvel orage, je m'étais rendu à Paris où m'appelaient mon nouveau titre de général en chef de l'armée d'Angleterre, et plus encore le projet d'une expédition en Égypte. Je ne pouvais mieux solenniser ma rentrée dans la capitale qu'en y apportant la ratification de la paix. Aussi fus-je accueilli avec des transports qui tenaient du délire. Tous les cœurs s'ouvraient à l'espérance; les plaies de la patrie allaient se cicatriser; sa gloire, élevée jusqu'aux nues, devait rétablir ses relations politiques sur les deux continents, et forcer tôt ou tard l'Angleterre à une paix qui consoliderait nos travaux; l'industrie, les arts, le commerce prendraient alors l'essor que la révolution semblait faite pour leur imprimer : tout, en un mot, promettait un avenir riche de tous les genres de prospérités.

Le Directoire, en me recevant le 10 décembre au Luxembourg, dans une audience solennelle, me proclamait *l'homme de la providence, un de ces prodiges dont la nature avare ne gratifie le genre humain que de loin en loin.* La France ne man-

quait pas d'échos pour répéter les éloges pompeux de son président. Je fus forcé de me réfugier sous l'habit modeste de membre de l'institut pour me dérober aux acclamations importunes d'un peuple toujours enthousiaste dans ses mouvements d'admiration, et toujours prêt à en changer l'objet.

Les autorités cherchèrent à l'envi à me témoigner la reconnaissance nationale. Un comité du conseil des anciens rédigea l'acte pour me donner la terre de Chambord et un grand hôtel dans la capitale; le Directoire, on ne sait pourquoi, s'alarma de cette proposition : ses affidés l'écartèrent.

Pendant les deux ans que je venais de commander en Italie, j'avais rempli le monde de l'éclat de mes victoires; la coalition en avait été divisée. L'empereur et les princes de l'empire avaient reconnu la république; l'Italie tout entière était soumise à ses lois ou à son influence. Deux nouvelles républiques y avaient été créées dans le système français. L'Angleterre seule restait armée, mais elle avait manifesté le désir de la paix, et si le traité n'avait point été signé, il fallait en accuser la folie du Directoire, après la journée de fructidor. A ces résultats si grands, obtenus sous le rapport des relations extérieures de la république, se joignaient tous les avantages qu'elle avait recueillis dans son administration intérieure

et dans sa puissance militaire. A aucune époque de son histoire, le soldat français n'avait éprouvé plus vivement le sentiment de sa supériorité. C'était à l'influence des victoires d'Italie que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient redevables d'avoir pu reporter les couleurs françaises sur les bords du Lech. Au commencement de 1796, l'empereur avait 160 mille hommes sur le Rhin, il voulait porter la guerre en France. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin n'avaient point de forces suffisantes pour lui résister et garder les places; leur infériorité numérique était notable, elles manquaient de tout, et si la valeur de tant de braves garantissait à la république une honorable défense, l'espoir de faire des conquêtes n'entrait dans aucune combinaison. Les journées de Monténotte, de Lodi, etc., portèrent l'alarme à Vienne; elles obligèrent le conseil aulique à rappeler successivement de ses armées d'Allemagne le maréchal Wurmser, l'archiduc Charles et plus de 60 mille hommes, ce qui rétablit l'équilibre de ce côté, et permit à Moreau et à Jourdan de prendre l'offensive.

Plus de 120 millions de contributions extraordinaires avaient été levés en Italie : soixante millions avaient payé, nourri, réorganisé l'armée d'Italie dans tous les services; soixante millions, envoyés au trésor de Paris, l'avaient aidé à pour-

voir aux besoins de l'intérieur et aux services des armées du Rhin. Indépendamment de ce secours important, le trésor devait à mes victoires une économie annuelle de 70 millions, somme à laquelle s'élevait, en 1796, l'entretien des armées des Alpes et d'Italie. Des approvisionnements considérables en chanvre, en bois de construction; des bâtiments conquis à Gênes, à Livourne, à Venise, avaient relevé la marine de Toulon. Le Musée national s'était enrichi des chefs-d'œuvre des arts qui embellissaient Parme, Florence et Rome, et qu'on évaluait à plus de 200 millions.

Le commerce de Lyon, de la Provence, du Dauphiné, commençait à renaître, du moment où le grand débouché des Alpes lui était ouvert. Les escadres de Toulon, réorganisées et appuyées des escadres espagnoles, dominaient dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. De beaux jours paraissaient assurés à la France; et c'était aux vainqueurs d'Italie qu'elle se plaisait à les devoir.

CHAPITRE IV.

Situation des Anglais dans l'Inde. Expédition d'Égypte. Prise de Malte. Entrée des Français à Alexandrie. Bataille des Pyramides. Prise du Caire. Bataille navale d'Aboukir. Desaix soumet la haute Égypte. Expédition de Syrie. Retour en Égypte. Les Turcs descendent à Aboukir, et sont détruits. Bonaparte retourne en France.

Situation difficile où je me trouve à Paris.

Le brillant accueil que je venais de recevoir dans la capitale aurait enorgueilli le plus modeste, et encouragé le moins ambitieux. Il était aisé de voir que je pouvais aspirer à tout en France. Néanmoins le moment n'était pas encore venu d'en profiter, et de donner tout l'essor à ma popularité; il fallait attendre que le Directoire eût achevé de se discréditer. La France m'avait proclamé son héros; mais ce n'était pas assez, et pour devenir le chef de l'état, il fallait en être le sauveur et le restaurateur.

Quels que fussent mes titres à la reconnaissance nationale, cela ne me donnait pas le droit de renverser le gouvernement établi, auquel je devais mon avancement rapide et une partie de ma gloire : il fallait qu'il se détruisît lui-même par son incapacité et par les désastres qu'il atti-

rerait sur la France; alors seulement je pourrais paraître sur la scène, en qualité de sauveur de la patrie. Comme je savais à qui j'avais à faire, je ne doutais nullement que cela n'arrivât tôt ou tard. Il n'y avait qu'à abandonner les pauvres têtes du Directoire à leurs propres moyens; car, indépendamment de la faiblesse des individus, les choses n'étaient pas de nature à pouvoir durer. En effet, ou le Directoire attenterait à la liberté en se saisissant de la dictature, à l'exemple du comité de salut public, ou bien il serait dévoré par l'anarchie, ainsi que le conseil exécutif de 1792: dans les deux hypothèses, la chute était inévitable.

Origine de la guerre d'Égypte.

Cependant le rôle que j'avais à jouer, en attendant l'événement, était embarrassant. On m'avait conféré le titre pompeux, mais illusoire, de général en chef de l'armée d'Angleterre. C'était un épouvantail dont le cabinet de Londres ne pouvait être dupe; car rien n'était préparé à cette époque pour lui donner de la réalité: tout ce qu'on aurait pu faire, c'eût été d'aller en Irlande jeter 20 à 30 mille hommes: entreprise avantageuse, sans doute, mais qui me convenait peu.

J'étais un personnage trop important pour qu'il me fût possible de demeurer à Paris les bras croisés. Quoique le Directoire eût mêlé ses

acclamations à celles de toute la France, je savais que Rewbel et Merlin m'en voulaient secrètement : sous le prétexte de la hiérarchie des pouvoirs, ils blâmaient la résolution que j'avais prise de mon chef; ils m'accusaient d'avoir traité avec l'Autriche au lieu d'aller à Vienne, ce qui, à les entendre, eût assuré la révolution de l'Allemagne, et donné à Rewbel le plaisir de fabriquer quelques républiques démocratiques sur les débris du saint-empire. C'était, selon eux, le moyen le plus immanquable d'assurer le triomphe des principes et la prépondérance de la France sur tous ses voisins. Ils ne calculaient pas qu'on ne révolutionne point un empire comme l'Autriche aussi aisément que Rome ou Milan, ou, pour mieux dire, ils ignoraient que rien n'était moins disposé à leurs utopies que les peuples soumis au cabinet de Vienne. Leurs déclamations sourdes contre moi étaient révoltantes. Il fallait prendre un parti; car tous les jours les factions les plus opposées venaient frapper à ma porte : tantôt les agents royalistes cherchaient à me démontrer l'impossibilité du système républicain en France, et à m'exciter à la restauration de la monarchie; tantôt les plus ardents sectateurs de la république venaient se plaindre des attentats du Directoire contre la liberté, et attendaient de moi que je fisse le Grac-

chus. Je devais donc me décider, ou à conspirer contre le Directoire, ou à faire cause commune avec lui. Je ne voulais pas encore faire l'un, je ne voulais plus faire l'autre. Le seul parti raisonnable était de m'éloigner, mais de m'éloigner avec éclat. Je savais qu'il fallait fixer l'attention pour rester en vue, et qu'il fallait tenter pour cela des choses extraordinaires, parce que les hommes savent gré de les étonner.

Plusieurs lettres anonymes, parfaitement rédigées, m'avaient déja été adressées pour me prémunir sur la difficulté du rôle que j'allais jouer en France. L'une de ces lettres me conseillait de créer un état pour moi en Italie, comme Dumouriez avait imaginé d'en établir un en Hollande. Mais je n'étais pas songe-creux à ce point-là : je reviendrai plus tard sur cette proposition.

J'avais parlé vaguement pendant les négociations de Campo-Formio d'un projet sur l'Égypte, toutefois je ne pensais pas alors à m'en charger. Talleyrand avait aussi goûté ce projet. A mon retour, j'offris de le mettre à exécution. Les résultats pouvaient être immenses, et cela suffisait pour que la tâche me parût digne de moi.

On pense bien que la majorité des directeurs auxquels je portais ombrage accueillit avidement une proposition qui les débarrassait du pacifica-

teur dont ils redoutaient la popularité. Ils étaient dans l'enchantement de me voir ainsi courir au-devant de leurs vues par un exil volontaire.

Quelques hommes d'état voulurent me retenir, en me faisant sentir que je serais appelé par la force des circonstances à prendre le timon des affaires. Je leur répondis que la poire n'était pas mûre, et que j'allais chercher de nouveaux titres à leur confiance.

Nous n'avions pas de notions fort exactes de ce qui se passait dans l'Orient, car la perte de Pondichéry et les embarras où la république s'était trouvée, ne lui avaient pas même laissé le désir de s'en occuper. Mais ce que nous savions bien, c'est que Tippoo-Saëb, chef de l'empire de Mysore, fondé par Hyder-Aly avec l'appui de la France, avait proposé à Louis XVI, en 1788, de chasser les Anglais de l'Inde, si on lui assurait un secours de 8 mille Européens, avec un bon nombre d'officiers pour conduire ses troupes; et que Louis XVI, inquiété chez lui, n'avait pas accepté une proposition qui lui donnerait l'embarras d'une guerre maritime au moment où il était menacé d'une révolution. Enfin nous savions que les Anglais, pour punir Tippoo de ce message, avaient secondé le Nizam contre lui, et, après l'avoir investi dans Seringapatnam, lui avaient imposé, en 1792, un traité qui le dépouillait

d'une partie de ses états. Il était naturel dès lors que nous comptassions sur l'appui du sultan de Mysore. Nous n'ignorions pas non plus que les Marattes, quoique ennemis de la race mogole et musulmane, n'aimaient guère mieux la compagnie anglaise, et qu'il serait possible de trouver parmi eux les éléments d'une puissante alliance.

Toutefois, comme il est nécessaire pour bien apprécier l'expédition d'Égypte de connaître l'état réel de l'Inde à cette époque, il est bon de reprendre les choses d'un peu plus loin.

Le prince tartare Aureng-Zeb, contemporain de Louis XIV, étendant les conquêtes de ses prédécesseurs, fonda au milieu de l'Inde l'empire mogol, dont la population ne s'élevait pas à moins de 50 millions d'habitants. Riche d'un revenu de 900 millions, et capable de mettre 800 mille hommes sur pied, cet empire était divisé en un grand nombre de provinces gouvernées par des soubabs et des nababs. État de l'Indostan.

Ce conquérant mourut en 1707; et telle est la misérable condition de ces dynasties despotiques de l'Orient, que quarante ans étaient à peine révolus, quand ses successeurs, en guerre d'un côté avec leurs vassaux, assaillis de l'autre par les Persans, sous le terrible Thamas Kouli-Kan, harcelés enfin par les Marattes, furent ré-

duits à implorer l'appui des Européens en leur abandonnant quelques provinces.

On ne saurait tracer une esquisse satisfaisante des bouleversements qui se succédèrent dans la presqu'île du Gange durant les cinquante dernières années : ces révolutions, qui portent un cachet tout particulier, semblent plutôt appartenir aux contes arabes qu'à l'histoire. L'élévation ou la chute d'une foule de petits despotes changeait à chaque instant les limites des états ; mais, à travers ces déchirements, il suffira de saisir l'ensemble des faits principaux, pour donner un aperçu de la situation de l'Inde à l'époque des premières guerres de la révolution, et à celle où je m'en occupai.

Ce ne fut qu'au milieu du 18e siècle que la compagnie anglaise, appréciant le système que l'habile Dupleix avait voulu déployer pour la France, prit part pour la première fois dans les querelles des princes de ces contrées. Ici, comme en Europe, la politique britannique *s'appliqua à diviser pour régner.* Habile à soutenir tour à tour les princes indous contre les Musulmans de la dynastie mogole, ou à combattre en faveur de ces derniers contre les naturels du pays, dès que ceux-ci se montraient trop puissants, cette société parvint à s'approprier successivement les portions les plus importantes du terri-

toire de ses protégés comme de ses ennemis.

A l'époque de la révolution française, cinq états principaux se partageaient l'Inde : ceux gouvernés par les princes musulmans étaient au sud, le Mysore, obéissant à Tippoo-Saëb ; au nord, le Mogol, soumis de nom à Schah-Alloun, et de fait à ses grands officiers. Plus loin, au nord, Zeman-Schah régnait sur les Afgans, habitant le Candahar et le Kaboul. A côté de ce royaume s'étendait celui de Belouchistan, dont les peuples farouches se faisaient redouter.

Enfin, au centre de la presqu'île on voyait l'empire des Marattes, fondé par Sévaji, prince indou qui, s'étant maintenu en possession du royaume de Sattarah, parvint ensuite à reprendre la majeure partie des conquêtes des Mogols dans le Décan. Bientôt après sa mort, tous les petits princes tributaires se rendirent indépendants des grands rajahs qui lui succédèrent, et dont l'autorité se trouva successivement circonscrite à la forteresse de Sattarah. Tout en feignant de reconnaître les droits de cette famille à la couronne, le peishwah, son premier ministre, s'empara du pouvoir absolu sur la partie occidentale de la presqu'île où il fonda le royaume de Pounah. Madaji-Scindiah en fit autant au nord et à l'est. Cet homme habile, en battant l'armée d'Ismaël-Beg et secourant Schah-

Alloun contre le féroce Golaem-Cadir, parvint à rétablir la prépondérance des Marattes dans les états du Mogol, où il s'empara de toute l'autorité sous le nom de l'empereur, à qui il ne laissa que son palais et un faible revenu, seul héritage de la puissance colossale d'Aureng-Zeb.

Madaji-Scindiah avait été secondé dans ses opérations par un corps européen, ou organisé et instruit à l'européenne par les soins d'un officier savoyard nommé de Boigne. Ce célèbre Maratte mourut en 1794; et son neveu Dowlut-Row, sans hériter de ses talents, suivit son système, conserva sa prépondérance sur le Mogol, et parvint même à l'étendre, en 1796, jusque sur les états du Peishwah en plaçant sur le trône de Pounah, Badje-Row qu'il tenait entièrement sous sa tutelle. Le général Peyron avait succédé à de Boigne dans le commandement de l'armée de Scindiah, composée de cinq brigades organisées à l'européenne et de 34 mille hommes d'infanterie bien dressée, outre une cavalerie innombrable.

Un troisième état maratte, gouverné par le rajah de Berrar, s'étendait au nord du Décan: quoique moins puissant que les deux précédents, c'était un des membres les plus redoutables de la confédération. La famille d'Holkar régnait sur Malwa, et vingt autres petits princes feudataires

indépendants de ceux-ci avaient des diaghirs, espèce de dotations.

On voit par là que le peuple maratte formait une confédération nombreuse assez semblable à à l'empire germanique, dont elle ne différait guère que par la force dans les institutions des principaux états qui en faisaient partie, ou par les mutations fréquentes que le régime et les mœurs orientales apportaient dans l'organisation intérieure de chacun d'eux. La confédération indouse présentait en effet le spectacle assez singulier d'un grand rajah héréditaire possédant de vastes états sans autorité, entouré de deux grands dignitaires qui, non contents de rendre leurs charges héréditaires, se partageaient sans scrupule les domaines du prince dont ils recevaient l'investigation.

Plus à plaindre encore, l'empereur du Mogol distribuait des couronnes sans pouvoir en garder une, car, à proprement parler, c'était un souverain sans sujets : despote incapable de se faire obéir, il vendait à des aventuriers le droit d'exercer une autorité absolue dans ses provinces ; pauvre alors même que toutes les monnaies de l'Indostan se frappaient à son effigie, il se glorifiait d'avoir pour tributaires de grands rois, dont il était trop heureux d'implorer la générosité pour subvenir à son entretien.

La finesse de lord Clive, le profond machiavélisme d'Hastings, la sagesse de lord Cornwallis, avaient successivement pris à tâche d'immiscer la compagnie dans les intérêts compliqués de ces états, et d'intervenir dans leurs différends avec une apparence de loyauté. Elle paraissait toujours sur la scène en arbitre; et, fondée sur les traités, elle aidait le plus faible, afin de partager ensuite avec lui les dépouilles de celui qui aurait pu lui devenir redoutable. C'est ainsi qu'à l'aide des Marattes et du Nizam, elle était parvenue, en 1792, à vaincre Tippoo-Saëb, à qui elle ne pardonnait pas d'avoir envoyé des ambassadeurs à Louis XVI pour lui proposer de la chasser de l'Inde.

Deux ans après, les Marattes attaquèrent à leur tour le Nizam, inondèrent son pays avec 200 mille hommes, et le dépouillèrent au moment où la compagnie, endormie sur ses succès, ne songeait pas à secourir ce prince, qu'elle tenait sous sa tutelle. Soit qu'il fût mécontent du peu d'empressement que l'on mit à lui porter secours, soit qu'il aspirât à l'indépendance, il avait confié à un officier nommé Raymond le soin de lui organiser à l'européenne une armée de 15 mille hommes, pour la solde de laquelle on lui abandonna le revenu d'une riche province.

Projets du sultan de Mysore. Apathie de la France.

Tippoo-Saëb, depuis le malheureux traité de Seringapatnam qui lui avait arraché la moitié de son empire, ne respirait que vengeance. La France, livrée à l'anarchie et découragée par la perte de Pondichéry, semblait avoir oublié tout le parti qu'elle pouvait tirer de la disposition des peuples de l'Indostan contre la compagnie anglaise. Pas un vaisseau, pas un homme n'avait été envoyé dans l'Inde; et, à l'insouciance des gouverneurs de l'Ile-de-France, on eût dit qu'ils ignoraient l'existence des deux presqu'îles du Gange. Truguet seul imagina, à la fin de 1796, de porter des secours au sultan de Mysore : mais le projet de ce ministre, basé sur la possibilité d'organiser des bataillons de nègres qui ne sortirent jamais des plantations de l'Ile-de-France, n'eut pas même un commencement d'exécution. Pour réussir, il eût fallu un noyau de vieilles troupes; or le gouvernement républicain ne fit aucune tentative pour en porter le moindre détachement.

Quelques aventuriers furent à la veille d'exécuter ce que la faiblesse de Louis XVI et l'inexpérience du comité de salut public en intérêts coloniaux avaient fait négliger. Un corsaire, nommé Rippaud, jeté sur la côte de Mangalore, et amené à Tippoo-Saëb, lui ayant appris les victoires des armées républicaines en Europe, réveilla en lui l'espoir d'être secouru par les

anciens alliés de son père. Il envoya une ambassade à l'Ile-de-France avec un projet d'alliance à soumettre au Directoire; projet si bien combiné qu'aucun diplomate européen ne le désavouerait. La réponse du gouverneur Malartic prouve qu'il n'apprécia nullement la démarche de ce prince; cependant il lui envoya une trentaine de sous-officiers, d'artilleurs et d'ouvriers, qu'il mit à très-haut prix, mais qui discréditèrent l'uniforme français par leurs extravagances révolutionnaires, et autorisèrent la compagnie anglaise à se servir de ce prétexte pour assaillir le sultan de Mysore. Tout porte même à croire que le Directoire ne fut jamais bien instruit de ce qui se passa à cette occasion.

Cependant Tippoo ne s'en tint pas là : s'efforçant d'assoupir la rivalité des Marattes, il cherchait à armer le Peishwah et Scindiah contre la compagnie; portant même ses vues plus loin, il recherchait l'alliance de Zeman-Schah.

La réunion des forces de ces différents états pouvait s'élever à 50 mille hommes disciplinés à l'instar des troupes européennes, et à 300 mille soldats armés à l'indienne. Si l'impétuosité tumultueuse des Marattes, la bravoure chevaleresque des Rajepoutes, et l'ambition effrénée de tous ces chefs avaient voulu se ployer à une

règle commune, et agir de concert pour la délivrance de l'Inde, nul doute qu'une coalition aussi formidable n'eût en peu de temps triomphé de l'Angleterre; surtout si une division française, commandée par un homme de tête, eût servi de régulateur aux opérations des forces combinées.

La compagnie n'avait alors pour alliés que deux ou trois nababs subalternes et le Nizam; encore ce dernier, en renvoyant les bataillons anglais de sa garde pour se jeter entre les bras de Raymond, laissait croire qu'il reviendrait tôt ou tard à la politique de son prédécesseur, qui avait combattu sous les drapeaux d'Hyder-Aly. État des forces anglaises.

Mais la compagnie était déja redoutable par elle-même; car les trois présidences dont elle se composait formaient de véritables empires. La principale, maîtresse de Calcutta, du Bengale, de la côte d'Orixa et de la riche vallée du Gange jusqu'à Oude, était le centre du gouvernement général, et ne le cédait guère à la mère-patrie en puissance et en richesse. La seconde, composée des possessions du Décan autour de Madras, siégeait dans cette dernière ville. Enfin, la troisième, établie à Bombay, réunissait les établissements de la côte de Malabar et de Surate, aux comptoirs du golfe Persique. Les forces dont

les différentes présidences disposaient pouvaient s'élever à 25 mille européens et 60 mille cipayes bien organisés.

But de l'expédition d'Égypte.

Tel était l'état de l'Inde quand j'entrepris de nous ouvrir une communication directe avec elle. J'étais convaincu que c'était le vrai moyen de frapper l'Angleterre au cœur ; car à cette époque l'Inde était tout pour elle : exclue du continent américain, elle n'avait pas ce riche hémisphère à sa disposition.

L'expédition d'Égypte avait trois buts : 1° d'établir sur le Nil une colonie française qui, sans recourir au système de culture par esclaves, pût tenir lieu à la république de St.-Domingue et de toutes les îles à sucre ; 2° d'ouvrir de nouveaux débouchés à nos manufactures dans l'Afrique, l'Arabie et la Syrie, et fournir à notre commerce toutes les productions de cette partie du monde ; 3° enfin, de partir de l'Égypte comme d'une base d'opérations pour porter une armée de 50 mille hommes sur l'Indus et soulever les Marattes, Indous, Musulmans, en un mot tous les peuples opprimés de ces vastes contrées. Une belle armée, composée moitié d'Européens, moitié de recrues des climats brûlants du tropique, transportée par 10 mille chevaux et autant de chameaux, portant avec eux des vivres pour 50 à 60 jours, de l'eau pour 5

à 6 jours, et un train d'artillerie de 150 bouches à feu de campagne, avec double approvisionnement, arriverait en quatre mois sur l'Indus. Le désert cesse d'être un obstacle pour une armée qui a en abondance des chameaux et des dromadaires.

Cette expédition devait donner une grande idée de la puissance de la France; elle devait attirer l'attention sur son chef; elle devait surprendre l'Europe par sa hardiesse: voilà plus de motifs qu'il n'en fallait pour la tenter.

A la vérité, l'Égypte était tributaire de la Porte, l'un des plus anciens alliés de la France, puisque, dès le siècle de François Ier, elle avait constamment fait cause commune avec elle. Mais les Mamelucks étant les vrais maîtres du pays, et en révolte ouverte contre le grand-seigneur, on devait penser que le Divan, déja tout occupé de la guerre contre Paswan Oglou, pacha de Widdin, et contre les Wechabites, assez faible pour souffrir l'indépendance d'une foule de pachas récalcitrants, ne se jetterait pas aveuglément dans les rangs de nos ennemis pour une ombre de suzeraineté qu'à la rigueur nous eussions pu reconnaître aussi-bien que les Mamelucks. On avait tout lieu de se flatter qu'on réussirait à convaincre le Divan de nos dispositions amicales, si on y envoyait un négociateur habile, et Talleyrand dut se charger de ce soin.

Tournée à Anvers.

Plein de confiance dans les résultats de sa mission, je pressai vivement les préparatifs de mon départ.

Afin de détourner l'attention de l'ennemi des ports de la Méditerranée, où tout était en pleine activité, je profitai de mon titre de général en chef de l'armée d'Angleterre pour faire l'inspection des ports de la côte. Ayant poussé jusqu'à Anvers, je m'assurai, à l'aspect du superbe bassin de l'Escaut, des avantages inappréciables que nous tirerions un jour de cette place importante: elle fit sur moi l'effet que la belle Newa avait produit sur Pierre-le-Grand.

Le continent se brouille de nouveau.

Dans l'intervalle, l'horizon politique se rembrunit sur le continent. Après mon départ de Rastadt, le congrès avait entamé les discussions pour la paix avec l'empire. Les plénipotentiaires français eurent quelque peine à obtenir la cession de la rive gauche du Rhin, car elle renversait la constitution de l'empire germanique, en absorbant les trois électorats de Mayence, Trèves et Cologne. Cependant les grandes puissances prirent goût aux sécularisations, qui leur faisaient espérer des acquisitions à leur convenance. L'Autriche pensa à séculariser les archevêchés de Saltzbourg, de Passau, de Trente; la Bavière, les évêchés de Franconie (Wurtzbourg, Bamberg, Aichstedt); la Prusse songea à ceux

de Munster, Paderborn, etc. On posa donc les bases d'un grand système d'indemnités, et on reconnut définitivement la ligne du Rhin à la France. C'était une vaine formalité, car déja tous les éléments d'une tempête se montraient à l'horizon. Il était évident que l'invasion de la Suisse, la formation de la république ligurienne, la révolution de Rome, avaient déchiré le traité de Campo-Formio, et que l'Autriche, tout en tolérant les événements qui amèneraient l'exécution de ce traité en ce qui concernait l'empire germanique, se mettrait en devoir de demander que le Directoire y fût également fidèle de son côté : or, celui-ci s'était engagé avec trop de présomption dans la carrière de la propagande pour qu'il pût revenir sur ses pas.

L'Angleterre s'était empressée de prendre acte de tous ces empiètements pour soulever de nouveau l'Europe contre nous, en portant l'alarme à la fois en Russie, à Vienne, à Berlin, à Turin, en Toscane et à Naples. Elle ne tarda pas à s'assurer que rien ne serait plus facile que de tramer une nouvelle coalition.

L'empereur Paul, en montant sur le trône, avait, à la vérité, changé un instant la face des affaires du Nord. Le bruit était général que la mort de sa mère venait d'arrêter la signature d'un traité de subsides avec l'Angleterre. Déja

un ukase avait décidé la levée de 130 mille recrues, et soit que l'impératrice voulût prendre part à la guerre continentale, soit qu'elle résolût d'entreprendre contre la Turquie, ou de se venger des griefs que le jeune Gustave, futur roi de Suède, lui avait donnés par la brusque rupture de son mariage avec la grande duchesse Alexandrine, ces préparatifs annonçaient de grands événements.

Le premier soin du nouvel empereur fut de révoquer cette levée. Il affecta de vouloir se lier plus étroitement avec la Prusse, et de se vouer tout entier à la conduite des affaires intérieures de son vaste empire.

Ces démonstrations pacifiques ne tarderent pas à agir sur la confiance, et leur résultat immédiat fut une hausse du papier-monnaie, qui remonta au-dessus même de sa valeur nominale: preuve irrévocable des ressources que la Russie possédait alors pour la conduite d'une grande entreprise. Mais ces résolutions n'eurent qu'une courte durée. Le caractère bizarre de ce prince était un gage certain, pour le cabinet de Londres, qu'en le prenant par son faible on l'entraînerait facilement à la guerre contre la France; et aucun moyen ne fut négligé pour atteindre ce résultat. D'ailleurs, il n'était pas impossible de lui persuader que l'intérêt de la Russie ne

permettait pas de laisser accabler l'Autriche par la puissance qui avait toujours soutenu l'empire ottoman : bien que ce prétexte ne fût que spécieux, on ne manqua pas de l'employer. Malheureusement il s'en offrit d'autres : la cession à la France des îles Ioniennes, les événements de Suisse, ceux du Piémont, ébranlèrent ce prince, et son cabinet, garant d'ailleurs par le traité de Teschen de l'intégrité de l'empire germanique, ne pouvait rester plus long-temps étranger aux négociations qui allaient devenir inévitables.

Un événement singulier apprit au Directoire que l'Autriche, assez justement indisposée de tous ses empiètements, conservait à son égard des sentiments hostiles. Bernadotte, nommé à l'ambassade de Vienne avait arboré le drapeau tricolore sur son hôtel, pour célébrer l'anniversaire d'une victoire remportée sur les Autrichiens. Un pareil acte, quoiqu'il fût coloré du prétexte de représailles, déplut au cabinet autant qu'au peuple ; l'hôtel de l'ambassade fut assailli par une populace irritée, et Bernadotte, après avoir déployé toute la fierté républicaine, et avoir vu son hôtel envahi et le drapeau arraché et brûlé, quitta Vienne le lendemain.

Le Directoire voulut d'abord déclarer la guerre, et me confier le commandement en chef ; je l'en détournai, en lui démontrant que

Bernadotte avait tort, et que si l'Autriche voulait la guerre, elle eût évité un éclat semblable pour gagner le temps de s'y préparer.

Toutefois, je ne tardai pas à me raviser; plusieurs autres circonstances dénotèrent que les cartes allaient se brouiller. Je voulus différer mon départ; le Directoire, qui avait eu satisfaction de l'affaire de Bernadotte, insista; et placé dans l'alternative de me perdre ou d'obéir, je pliai.

Le Directoire, charmé de se débarrasser de moi, m'accorda tout ce que je voulus. Je préparai mon départ dans un profond secret; il était nécessaire au succès, et il ajoutait au caractère singulier de l'expédition. Jamais préparatifs si formidables ne furent mieux déguisés.

Départ de Toulon. Prise de Malte.

Je me rendis à Toulon le 10 mai 1798. Le 19, je mis à la voile avec 13 vaisseaux de ligne, 6 frégates et des bâtiments de transport qui portaient 25 mille hommes de débarquement. Je fus joint en mer par des escadres sorties des ports de Bastia, de Gênes et de Civita-Vecchia, avec 7 à 8 mille hommes qui devaient faire partie de mon expédition. Le 9 juin, nous arrivâmes devant Malte.

On y avait ménagé des intelligences avec un petit nombre d'officiers français, plus attachés à leur pays qu'à cette gentilhommière tombant de caducité. L'Ordre ne s'attendait pas à notre

visite, et rien n'était prêt pour la défense. Si je ne m'en emparais pas, rien de plus sûr que les Anglais l'eussent fait, et le poste était indispensable pour nos communications intermédiaires avec la France. Je craignais que quelque vieux levain de gloire ne portât les chevaliers à se défendre, ce qui pouvait retarder et même faire manquer mon expédition : ils se rendirent heureusement plus vite encore que je ne m'en étais flatté. Il suffit de quelques démonstrations pour voir tomber entre nos mains une des plus fortes places de l'Europe.

Débarquement à Alexandrie.

Après avoir laissé à Malte une bonne garnison et les instructions nécessaires à la défense, je continuai ma traversée avec un rare bonheur. La flotte anglaise, qui nous cherchait, croisa notre navigation sans nous rencontrer. Elle arriva avant nous à Alexandrie; mais l'amiral Nelson, instruit que nous n'y avions pas paru, s'en fut nous chercher sur la côte de Syrie. Le 30 juin au soir, nous arrivâmes devant Alexandrie. Dans la nuit même, je fis commencer le débarquement au mouillage de Marabou, et le lendemain je marchai sur Alexandrie avec la partie de mon armée qui avait déja débarqué. Une colonne suivit la plage de Marabou, et attaqua du côté du Port-Neuf. Deux autres tournèrent la ville, et vinrent l'assaillir du côté de

la colonne de Pompée et de la porte de Rosette. Une population nombreuse garnissait les murs et les tours de la ville des Arabes. Mon artillerie n'était pas encore débarquée; cependant nos colonnes enlevèrent d'assaut cette première enceinte; la nouvelle ville et les forts capitulèrent le même jour.

La possession d'Alexandrie me donnait un pied assuré en Égypte. Le débarquement continua sans obstacle. Mon armée était forte de 30 mille hommes partagés en cinq divisions aux ordres des généraux Kléber, Desaix, Reynier, Bon et Menou (1); ma cavalerie, qui comptait 3 mille hommes, n'avait pas plus de 300 chevaux, le reste devait être monté dans le pays.

Marche sur le Caire.

Pour ne pas donner le temps aux Mamelucks de concerter leurs moyens de défense, il fallait brusquer la conquête de l'Égypte. L'élite de leurs forces se composait de cavalerie la plus redoutable du monde; l'infanterie ne consistait qu'en milices hors d'état de se mesurer avec nos soldats. Le succès dépendait de la vivacité de nos attaques et de la stupéfaction qu'elles devaient

(1) On m'a accusé d'avoir voulu emmener avec moi l'élite des généraux: c'est une insigne calomnie; craignant avec raison la guerre continentale, je proposai au Directoire de garder Kléber et Desaix; il ne le voulut pas.

produire. Les croisés avaient échoué contre l'Égypte, parce qu'ils faisaient une guerre de religion, et qu'avec des armées lointaines ils s'attaquaient aux masses entières de l'islamisme, dont chaque sectateur était soldat né. Il fallait éviter ce danger. Grace à la révolte et à l'indépendance des Mamelucks, la population musulmane était divisée; nous devions arriver comme amis de la Porte, et nous rattacher ainsi une bonne partie des Turcs. La victoire est toujours le moyen le plus sûr de se faire des partisans; en offrant à la fois l'olivier et le laurier, nous pouvions gagner les hommes paisibles que l'administration violente d'une horde guerrière rendait fort malheureux.

Saint Louis avait mis 4 mois à aller au Caire, et s'y était endormi. Je voulus y aller en 15 jours, et en partir aussitôt pour achever ma tâche.

Le 6 juillet, je quittai Alexandrie, et me dirigeai à travers le désert sur Rahmanie. La division Kléber passa par Rosette, dont elle s'empara, et me rejoignit à Rahmanie. Avant d'y arriver, nous eûmes le premier engagement avec les Mamelucks, dont un parti fut repoussé par Desaix qui formait mon avant-garde. Je continuai ma route vers le Caire, en remontant le Nil; mais il fallut se battre avant d'arriver à la capitale de l'Égypte.

Combat de Chebreisse.

Le 13 juillet, nous rencontrâmes Mourad-Bey, le plus courageux des chefs mamelucks, posté avec 4 mille chevaux près du village de Chebreisse, ayant son flanc droit couvert par une flotille. Rien n'égale la beauté du coup-d'œil que présente cette cavalerie africaine : les formes élégantes des chevaux arabes, relevées par le plus riche harnachement; l'air martial des cavaliers, la bigarure brillante de leurs costumes, les superbes turbans enrichis d'aigrettes de leurs officiers; tout cela formait pour nous un spectacle à la fois nouveau et piquant. La cavalerie turque, qui est fort belle, est pourtant loin d'égaler celle des Mamelucks. Le combat s'engagea entre nos flotilles : celle de l'ennemi attaqua la nôtre, qui côtoyait notre marche en remontant le Nil. Pour la dégager, je me portai contre Mourad-Bey. J'adoptai l'ordre de bataille dont les Russes se servent habituellement dans leurs guerres contre les Turcs: chacune de mes divisions forma un grand carré qui renfermait les équipages et le peu de cavalerie que j'avais. Ces carrés disposés en échelons se flanquaient réciproquement. En vain les Mamelucks se présentèrent de tous les côtés; contenus par le feu de l'artillerie qui garnissait les carrés, ils n'osèrent les entamer, et se replièrent vers la capitale.

Bataille des Pyramides.

Le 21 juillet, nous arrivâmes à la vue du Caire; depuis long-temps nous jouissions de celle des Pyramides. L'aspect de ces monuments inouïs qui semblent dater de la création du monde, et sur lesquels tant de siècles ont passé, celui de la superbe cavalerie des Mamelucks caracolant dans la plaine, causait à nos soldats un mélange d'étonnement et d'orgueil. Habile à exciter leur enthousiasme, je leur adressai cette allocution éloquente qui, sans doute, vivra autant que les éternelles Pyramides qui en furent les témoins.

« Soldats! vous êtes venus dans ces contrées « pour les arracher à la barbarie, porter la ci- « vilisation dans l'Orient, et soustraire ces belles « contrées au joug de l'Angleterre. Songez que « du haut de ces monuments, quarante siècles « vous contemplent!! »

Mourad-Bey avait garni d'artillerie le village d'Embabé, dont les retranchements étaient garnis de milices, soutenues par 6 mille chevaux mamelucks et arabes. Je fis avancer mes carrés. Desaix et Reynier devaient se prolonger, la droite en avant, pour couper la communication d'Embabé avec la haute vallée du Nil, tandis que les divisions Bon et Kléber attaqueraient de front les retranchements. Les Mamelucks, s'apercevant de la marche de Desaix, se portè-

rent contre lui en grande masse; mais toutes leurs brillantes charges échouèrent contre l'intrépidité du carré français, qui garda ses rangs sans se laisser entamer. Jamais plus brave cavalerie n'avait trouvé plus héroïque contenance: la vigueur et l'ardeur même de ces fameux chevaux de Mamelucks augmentaient le désordre dans leurs rangs; ils venaient chercher la mort dans les nôtres, désespérés de ne pouvoir nous entamer. A la gauche, les troupes qui marchaient sur Embâbé emportèrent les retranchements. Les ennemis, se voyant resserrés ainsi entre notre ligne de carrés et le Nil, s'enfuirent vers la haute Égypte, à l'exception de 1500 qui furent noyés dans le fleuve. Tout leur camp et 40 pièces de canon tombèrent entre nos mains (1).

(1) Un célèbre romancier anglais qui s'est avisé d'écrire l'histoire pour prouver que

Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier,

n'a pas craint de comparer la bataille des Pyramides à celle de Waterloo.

Quelle ressemblance peut-il y avoir entre un corps de cavalerie dont la moitié se laisse acculer au Nil, dont l'autre moitié caracole dans une vaste plaine, et 200 mille hommes d'infanterie munis de 800 pièces de canon, manœuvrant de part et d'autre avec habileté dans les champs de Waterloo?.. Position locale, espèce de masses, ordonnance du combat, manœuvres des deux partis, importance relative de l'action, rien en un mot n'offre le moindre sujet de

Cette brillante victoire, qui ne me coûta pas 200 hommes hors de combat, m'ouvrit les portes du Caire. J'y entrai le 25. Entrée au Caire.

Ibrahim-Bey, qui commandait les Mamelucks de la rive droite du Nil, se replia sur Belbeis. Mourad-Bey, avec ceux de la rive gauche, prit le chemin de la haute Égypte. J'envoyai à sa poursuite Desaix. Cet excellent général, malgré le petit nombre de troupes qu'il avait à ses ordres, réussit à s'établir dans la haute Égypte, et à contenir Mourad-Bey, qui, toujours battu, mais jamais découragé, renouvelait ses tentatives avec une constance admirable.

Pour achever notre conquête, il fallait se débarrasser d'Ibrahim-Bey. Je partis du Caire le 7 août, avec les divisions Reynier, Menou, Kléber et la cavalerie, me dirigeant sur Belbeis. Ibrahim se retira vers le désert de la Syrie. Je

---

rapprochement. Autant vaudrait comparer les batailles de la Moscowa et de Leipsick à l'échauffourée des Thermopyles. Si j'avais tenu Wellington dans la position où j'avais mis les Mamelucks, et qu'il ne se fût pas trouvé à côté de lui une armée de 60 mille hommes pour le dégager, il ne se serait pas sauvé un homme de la sienne pour porter la nouvelle de sa défaite à Londres. Walter Scott eût mieux fait, pour sa gloire, de s'en tenir à l'histoire romanesque du sac de Liége par le duc de Bourgogne, qu'il a si bien dépeint dans Quentin Durward. (*L'ombre de l'auteur.*)

sance et la soumission à une puissance infidèle; en cela il est plus favorable à l'esprit militaire que la religion chrétienne qui prescrit de rendre à César ce qui appartient à César, et qui déclare que l'empire de Jésus-Christ n'est pas de ce monde. Nous l'avons déja dit, au Xe, XIe et XIIe siècles, les dogmes de l'islamisme avaient opposé d'immenses entraves aux croisés en Syrie, parce que la religion étant l'objet de la guerre, elle avait dégénéré en guerre d'extermination, où l'Europe perdit des millions d'hommes. Si un tel esprit eût animé les Égyptiens en 1798, nous eussions été perdus; ma petite armée, qu'aucun fanatisme n'exaltait, et déja dégoûtée du pays, n'eût pas résisté six mois à une population de plusieurs millions de Musulmans exaspérés. Heureusement pour nous que les préceptes du Coran avaient perdu de leur influence par les relations habituelles des Égyptiens avec l'Europe. S'il y avait de la haine, elle n'était pas poussée au degré de fanatisme du Xe siècle. Je ne désespérais donc pas de me concilier les Imans, les Muphtis, les Ulémas, et tous les ministres de la religion musulmane. L'armée française, depuis la révolution, était indifférente à tous les cultes; en Italie même, elle n'allait jamais à l'église. Je fis valoir cette circonstance pour persuader aux Musulmans que mes soldats étaient

autant de cénophites, disposés à embrasser le mahométisme. Les chrétiens de différents rites, assez nombreux, voulaient profiter de notre présence pour se soustraire aux restrictions imposées à leur culte; je m'y opposai, et j'eus soin de maintenir les affaires religieuses sur le pied existant. Tous les jours, au soleil levant, les cheiks de la grande mosquée se rendaient chez moi; on les y accablait de marques d'égards, et j'affectais de m'entretenir longuement avec eux de la vie du prophète des chapitres du Coran. J'assistai à plusieurs de leurs cérémonies, et en respectant leurs usages et leur croyance, je parvins à leur inspirer une grande confiance.

Talleyrand néglige de satisfaire la Porte; elle nous déclare la guerre.

Par suite du même système, je travaillais de tout mon pouvoir à calmer la Porte. En débarquant en Égypte, j'avais essayé de lui prouver que mon expédition ne devait point lui donner d'ombrage, que je ne venais que pour châtier les beys dont elle avait à se plaindre, pour ruiner le commerce des Anglais aux Indes, et rendre à l'Égypte l'entrepôt de l'Orient. J'espérais que Talleyrand serait parti pour Constantinople dans le même but, mais le renard avait trop peur des *Sept-Tours;* il trouva des prétextes pour confier cette mission à un subalterne, resta à Paris, et laissa un libre champ aux efforts des ministres de Russie et d'Angleterre. Cependant la Porte

balançait encore à se déclarer ouvertement contre nous; il ne fallut rien moins que la destruction de notre flotte pour fixer ses incertitudes. Le 1er septembre, Ruffin, notre chargé d'affaires à Constantinople, fut conduit aux Sept-Tours, et la guerre déclarée.

Jusque là j'avais conçu de justes espérances pour la réussite de notre projet de colonisation. L'Égypte, à part quelques incursions de Mamelucks, paraissait tranquille. La commission de savants qui m'avait suivi explorait cet antique berceau de la civilisation: des établissements scientifiques, formés au Caire par leurs soins, contribuaient à charmer les ennuis qu'on éprouve sur une terre si étrangère; d'autres concouraient à former les ateliers, les fonderies, les poudres et toutes les ressources que les arts procurent à la guerre.

La rupture avec la Porte vint troubler péniblement ces heureuses apparences.

Révolte du Caire.

La nouvelle de cet événement ne tarda pas à se répandre en Égypte et y causa une fermentation générale. Le chef des Musulmans s'étant déclaré contre nous, nous n'étions plus que des chiens de chrétiens, qu'il était méritoire d'exterminer. Une révolte sérieuse éclata au Caire le 22 octobre. Le général Dupuis, qui y commandait, et près de 300 de nos officiers et soldats

furent égorgés. Il devenait indispensable de sévir; mes troupes, campées autour de la ville, y pénétrèrent, et firent un grand carnage de tous ceux qu'elles y trouvèrent les armes à la main. Après deux jours de massacre, le calme fut rétabli, et cette sédition réprimée ne fit que consolider notre puissance en Égypte. D'un autre côté, Desaix avait achevé la soumission de la haute Égypte, et gagné, sur les débris des Mamelucks, la bataille de Sediman.

Expédition de Syrie.

Notre repos ne fut pas de longue durée: j'appris que les Turcs rassemblaient en Natolie une armée qui devait pénétrer en Égypte en longeant la côte orientale de la Méditerranée. Djezzar, pacha de St.-Jean-d'Acre, formait déja des magasins pour le passage de cette armée, qu'il devait renforcer par des troupes réunies en Syrie. Le meilleur moyen de déconcerter ces projets était d'aller détruire ces préparatifs avant que l'armée ottomane fût à portée de soutenir Djezzar. En conséquence, je résolus de marcher en Syrie avec la partie de mes troupes qui n'était pas rigoureusement nécessaire pour garder les côtes et maintenir la tranquillité en Égypte pendant mon absence. Le 10 février, je partis du Caire avec les divisions Bon, Lannes et la cavalerie. Le 17, j'arrivai à El-Arich où je trouvai les divisions Reynier et Kléber qui s'y étaient rendues

de Salchich et de Damiette. Reynier avait déja emporté d'assaut le village d'El-Arich; mais le fort se défendait encore. Cette bicoque pouvait nous arrêter d'autant plus long-temps que nous n'avions que des pièces de campagne qui ne faisaient pas grand effet sur ses murs assez épais. Heureusement la garnison capitula le 20.

Passage du désert. Prise de Jaffa.

Quoique la force totale de mon expédition ne s'élevât pas à 13 mille hommes, je fus encore obligé de les faire marcher par divisions isolées à travers le désert qui nous séparait de la Syrie, pour ne point tarir les puits, unique ressource de cette contrée aride. Après 48 heures de la marche la plus pénible, nous atteignîmes la plaine de Gaza. Toute l'armée se réunit près de cette dernière ville, que l'ennemi avait évacuée en nous abandonnant de grands magasins. Le 3 mars, nous arrivâmes devant Jaffa. La garnison était nombreuse, et se disposait à se défendre. Je fis établir des batteries pour battre le mur d'enceinte. Le 7, la brêche s'étant trouvée praticable, la ville fut emportée d'assaut. Nous fîmes, à cette occasion, 2 mille prisonniers qui m'embarrassèrent beaucoup. La faiblesse de mon armée ne me permettait pas d'en détacher des escortes pour les garder. D'un autre côté, il eût été plus qu'imprudent de renvoyer sur parole

des gens pour lesquels le point d'honneur n'existe pas; et d'ailleurs une partie de ces janissaires étaient les mêmes qui, pris à El-Arich, avaient promis de ne plus servir. Ne sachant quel parti prendre, je les fis fusiller. Je m'y décidai avec répugnance; mais l'idée que ces barbares de l'Asie ne traitent pas autrement les prisonniers chrétiens, et se font une gloire d'envoyer leurs têtes à Constantinople, leva tous mes scrupules. Mes ennemis n'ont pas manqué de me reprocher cette action qui, jugée d'après les principes du droit des gens, n'est pas justifiable, mais qu'une réciprocité naturelle, surtout les circonstances difficiles où je me trouvais et le salut de mon armée excuseront peut-être aux yeux de la postérité.

Djezzar-Pacha avait réuni tous ses moyens pour la défense de St.-Jean-d'Acre, que nous investîmes le 18 mars. Les fortifications de la place ne consistaient qu'en un mur d'enceinte, flanqué de tours, et couvert d'un fossé. Mais nos moyens d'attaque étaient d'autant plus circonscrits, que Sidney-Smith, commandant de la croisière anglaise, avait réussi à enlever l'artillerie de siége que je faisais transporter d'Alexandrie par mer et à la mettre en batterie contre nous. La tranchée fut ouverte le 20 mars. Djezzar, dirigé par

Résistance de St.-Jean-d'Acre.

un ingénieur et un artilleur français (1), m'opposa une résistance désespérée. Un premier assaut, que je livrai le 28 ayant manqué, les espérances des assiégés se ranimèrent.

Bataille du mont Thabor.

Des postes d'avertissement que j'avais à Saffet et à Nazareth me donnèrent la nouvelle de l'approche d'une armée ennemie rassemblée à Damas, et grossie dans sa marche par la jonction des habitants de la Palestine. Pour la contenir, je poussai vers le Jourdain deux petits corps d'observation, Kléber avec sa division à Nazareth, et Murat avec un détachement d'environ deux mille hommes à Saffet. Peu de jours après, j'appris que l'armée ennemie avait passé le Jourdain au pont de Giz-el-Mésanié, et que Kléber allait être attaqué. Je volai à son secours. Le 15 avril, je quittai le camp devant St.-Jean-d'Acre, suivi de la division Bon et de la cavalerie : le lendemain matin, j'arrivai près du mont Thabor à la vue des ennemis, qui, avec une grosse masse d'infanterie, occupaient le village de Fouli.

Leur cavalerie, composée d'environ 20 mille chevaux, inondait la célèbre plaine d'Esdrelon,

---

(1) Phelippeaux et Tromelin. Ce dernier vint plus tard me demander du service en France. Je le nommai colonel, en lui disant de faire autant de mal à mes ennemis qu'il m'en avait fait en Égypte.

où la division Kléber, formée en deux carrés et entièrement entourée, se soutenait avec un aplomb admirable.

Mon apparition fut un coup de foudre pour les ennemis : découragés déja par la résistance invincible des carrés de Kléber, ils n'osèrent plus se mesurer avec les troupes fraîches que j'amenais ; toute cette cohue s'enfuit à bride abattue ; nous emportâmes à la baïonnette le village de Fouli. L'armée ottomane, en pleine déroute, repassa le Jourdain au pont de Giz-el-Mésanié, et se retira sur Damas.

Cette singulière victoire fit un effet si merveilleux sur les ennemis, qu'ils n'osèrent plus inquiéter notre armée pendant toute la durée du siége. Je laissai Kléber à Nazareth, et avec le reste des troupes, je retournai devant Acre.

Continuation du siége de St.-Jean-d'Acre.

Le siége continuait avec ténacité, mais peu de succès. Les Turcs, aidés par les Anglais de l'escadre de Sidney-Smith, et dirigés par Phelippeaux et Tromelin, se défendaient vaillamment. Déja cinq assauts avaient échoué, lorsqu'une flotille, équipée à Rhodes, vint ravitailler la place ; elle avait amené le fameux corps discipliné à l'européenne par l'amiral Hussein-Pacha. Croyant prévenir l'arrivée de ce secours, le 8 mai je fis livrer un sixième assaut. Nous fûmes encore repoussés. Il n'y avait plus d'espoir de

s'emparer de la place. En m'opiniâtrant à continuer le siége, j'aurais risqué de ruiner ma petite armée. Je fus obligé de me préparer à la retraite.

Dernière tentative.

Cependant j'étais si peu habitué aux revers, que je ne pus me résoudre à me désister de mon entreprise avant d'avoir encore une fois tenté la fortune. Kléber venait de me rejoindre; ses troupes étaient fraîches; je me flattais qu'elles m'aideraient à venir à bout d'une place dont les brêches ouvertes présentaient des chances de succès. Le 10 mai, matin et soir, pour la septième et huitième fois, je renouvelai l'attaque. L'ardeur de mes troupes semblait avoir accru leurs forces, mais rien ne fut capable d'ébranler l'opiniâtre intrépidité des assiégés.

Levée du siége.

Le 21 mai, je levai le siége, et retournai en Égypte. Chemin faisant, nous dévastâmes tout le pays, autant pour nous assurer des ressources en retraversant le désert, que pour ruiner celles dont les Turcs auraient pu profiter pour se rapprocher des frontières de l'Égypte. Je fis évacuer tout ce que l'on put des blessés et des malades. Cinquante seulement, atteints de la peste, étant hors d'état de nous suivre, il y aurait eu de la cruauté à les abandonner au féroce Djezzar. Je leur fis distribuer de l'opium pour leur donner une mort sans souffrance. Les malveillants ne

manquèrent pas de faire valoir contre moi ce nouveau grief, et pour le coup j'avoue que j'eus tort. Entraîné par un sentiment d'humanité fort naturel, et qu'en pareil cas j'aurais voulu qu'on employât envers moi, je ne calculai pas que cette action, qui ne me présentait aucun avantage direct, fournirait matière à de calomnieuses interprétations. J'aurais dû laisser ces malheureux à la merci des Turcs, puisque tel était le sort rigoureux que le destin leur réservait.

Retour au Caire. Démarche pour gagner les Musulmans.

Rentré en Égypte, je repris le chemin du Caire avec le gros de l'armée. J'y arrivai le 14 juin. Kléber retourna à Damiette; je laissai une forte garnison à Cattieh. Dans cet intervalle, Desaix avait achevé de soumettre la haute Égypte, et la bataille de Semanhout avait complété la ruine des affaires des Mamelucks.

Le peu de succès de mon entreprise sur la Syrie me fit sentir plus vivement encore le besoin de négocier avec les ministres de l'islamisme pour agir sur l'esprit des peuples. Ce fut après le retour de Salchich que je leur proposai de publier un fétam, par lequel ils ordonneraient au peuple de prêter serment d'obéissance au général en chef. Cette proposition les fit pâlir, et un vieillard me répondit: Pourquoi ne vous feriez-vous pas musulman avec toute votre armée?

Alors 100 mille hommes accourraient sous vos bannières, et, après les avoir disciplinés à votre manière, vous rétabliriez la patrie arabe, et soumettriez l'Orient. La circoncision et la privation du vin étaient les seuls obstacles que je leur opposai. On entra en discussion sur les moyens d'éluder ces deux questions. Ces braves gens pensaient aussi qu'avec le ciel il est des accommodements : ils déclarèrent que l'on pouvait être musulman et boire du vin, pourvu que l'on doublât ses œuvres de bienfaisance. Je fis alors tracer le plan d'une mosquée plus grande que celle de Gemil-el-Azar, sous prétexte d'élever un monument à la conversion de l'armée, mais au fait je ne voulais que gagner du temps. Le fétam d'obéissance fut donné par les scheiks, qui me déclarèrent ami du prophète et spécialement protégé par lui. Le bruit fut généralement répandu qu'avant un an, toute l'armée porterait le turban, et nos soldats ne tardèrent pas à éprouver les bons effets de cette ruse bien innocente et bien permise dans la situation où nous nous trouvions.

Débarquement. Bataille d'Aboukir.

Vers la fin de juillet, les Mamelucks reparurent dans la basse Égypte, et Mourad-Bey redescendit vers Giseh. Pendant que je faisais mes dispositions pour leur donner la chasse, je reçus la nouvelle que 15 mille Turcs, amenés par une

flotte partie de Rhodes venaient d'exécuter un débarquement sur la plage de la presqu'île d'Aboukir, et qu'ils avaient même déja emporté de vive force le fort de ce nom. Je sentis la nécessité de me débarrasser de ce corps avant qu'il eût reçu du renfort, ou qu'il eût été joint par les Mamelucks et les insurgés du pays. Le 24 juillet, la partie de l'armée que je destinais à cette expédition se trouva rassemblée aux puits, entre Alexandrie et Aboukir. Le lendemain, j'attaquai les Turcs.

Ces extravagants placent leur plus grande confiance dans la cavalerie, et, venus par mer, ils n'en avaient pas; mon projet d'attaque fut fondé sur cette singulière combinaison. Les deux lignes de retranchements, qu'ils avaient ébauchées pour barrer la presqu'île, furent successivement enlevées, malgré la résistance opiniâtre qu'ils opposèrent. En même temps, Murat parvint, par mes ordres, à pénétrer entre leurs lignes avec quelques escadrons, et à y semer l'épouvante. Tous voulurent fuir à l'envi pour regagner leurs embarcations; ils n'en eurent pas le temps. Ce qui ne fut pas passé au fil de l'épée, trouva la mort dans les flots. De 12 à 13 mille hommes qu'ils étaient, il n'en échappa que 2 mille qui se réfugièrent dans le fort, et 200 hommes que l'on fit prisonniers, avec le pacha qui commandait en

chef. Tout le reste fut tué ou précipité dans la mer. Notre perte fut environ mille hommes hors de combat. Cette victoire me fit d'autant plus de plaisir, qu'elle lavait l'humiliation que le désastre de notre flotte avait attaché au nom d'Aboukir. Le fort, vivement bombardé, se rendit le 2 août.

Ce succès consolidait notre position en Égypte, au point qu'il eût suffi de 5 à 6 mille hommes de renforts par an pour nous y maintenir.

Je me décide à retourner en France.

A cette époque, des soins plus importants attirèrent mon attention. Déja, devant St.-Jean-d'Acre, nous avions su qu'une nouvelle coalition s'était formée. Nous reçûmes plus tard par Sidney-Smith plusieurs journaux anglais et la gazette française de Francfort, qui nous instruisirent des revers des armées d'Italie et du Rhin, ainsi que des révolutions successives qui avaient achevé de désorganiser et d'avilir le Directoire.

J'avais reçu aussi une lettre du gouvernement, qui m'annonçait que l'amiral Bruix partait de Brest pour se rallier aux escadres espagnoles et à celle de Toulon, dominer la Méditerranée, et ramener l'armée d'Égypte, si les circonstances l'exigeaient. On me renouvelait l'autorisation de revenir en France. Bruix n'avait pas paru; il était probable qu'il aurait reçu chasse et renoncé à sa course.

Je me sentais capable de rendre à la patrie le

lustre de la victoire et les bienfaits de la paix intérieure et extérieure. Tout me montrait que les esprits étaient déja lassés de la révolution, et que le moment était arrivé de la terminer en s'emparant de son héritage. Il fallait se hâter pour ne point se laisser prévenir par quelque autre que la beauté du rôle aurait pu tenter. Aucun motif ne me retenait en Égypte. Ma tâche se réduisait désormais à coloniser l'Égypte conquise; les principales dispositions étaient prises pour y réussir. Kléber était aussi capable d'achever l'entreprise que moi-même, si la réussite en était encore possible. Je crus pouvoir mieux servir mon pays en Europe : d'ailleurs l'instant était propice pour m'éloigner. Si ma réputation avait pu être faiblement obscurcie par le mauvais succès de l'expédition de Syrie, la victoire d'Aboukir venait de la rétablir dans son premier éclat. Je n'eus garde d'attendre. J'ordonnai de préparer une petite escadre de 4 bâtiments, avec laquelle je mis à la voile le 24 août, après avoir laissé à Kléber le commandement en chef de l'armée d'Égypte. On a beaucoup déclamé sur ce départ, et bien injustement. D'abord j'avais carte blanche du Directoire, et j'étais autorisé à revenir. Ensuite, ou l'expédition était désespérée, ou elle pouvait se soutenir: dans la première hypothèse, il ne s'agissait plus que de signer une convention

d'évacuation, et le dernier officier de l'armée le pouvait aussi bien que moi; dans le second cas, Kléber était capable de lutter contre tous les ennemis alors existants dans ces contrées. Ce général, instruit, spirituel, vaillant, était un des plus beaux hommes de l'Europe. C'était l'idéal du dieu Mars : terrible dans les combats, calme et froid dans les combinaisons, grand administrateur, chéri du soldat, il ressemblait en tous points au maréchal de Saxe. S'il n'eut pas l'occasion de se placer parmi les capitaines du premier rang, il avait l'étoffe pour le devenir : peut-être n'entendait-il pas la stratégie dans toute l'étendue de ses combinaisons, mais il y fût parvenu par son génie et l'habitude du commandement.

Nous reviendrons plus tard sur les heureux résultats de ce choix. Pour suivre le fil des événements, et juger la résolution qu'ils m'inspirèrent, il importe de tracer une esquisse rapide de la campagne de 1799.

CHAPITRE V.

Situation de l'Europe en 1798. Négociation de Rastadt et de Selz. Une seconde coalition se forme contre la France; la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, la Turquie, Naples, y prennent part. Les Napolitains commencent la guerre et s'emparent de Rome; ils sont repoussés jusqu'à Naples, où Championnet entre victorieux. Ferdinand IV s'enfuit en Sicile. République parthénopéenne. Les Français battus à Stockach, à Magnan et sur l'Adda, sont chassés d'Allemagne, d'Italie et des Grisons. Macdonald se retire de Naples; bataille de la Trebia. Révolution du 10 prairial; Mantoue se rend aux Autrichiens, ainsi que la citadelle d'Alexandrie. Bataille de Novi. Nouveau plan des alliés; l'archiduc Charles se porte sur le Bas-Rhin. Le duc d'Yorck doit agir en Hollande. Suwaroff vient prendre le commandement du centre en Suisse. Bataille de Zurich. Les Anglo-Russes débarquent en Hollande et emmènent la flotte hollandaise; ils sont battus à Bergen et repoussés. Mélas assiége Coni; Championnet, qui veut la sauver, est battu à Génola.

Tandis que nous espérions fonder ainsi sur les rives du Nil un point d'appui formidable pour bouleverser la puissance anglaise dans l'Inde, la France se trouvait menacée dans ses propres fondements. Mon départ pour l'Égypte, loin de rendre le Directoire plus prudent, n'avait

État des affaires en Europe après mon départ.

fait qu'exciter son humeur conquérante. Ses agents traitaient la Cisalpine comme les proconsuls de Rome traitaient jadis les peuples vaincus. Trouvé frappait des coups d'état, chassait et directeurs et législateurs.

Des agents de propagande excitaient en Piémont des troubles si graves que le roi crut devoir demander l'assistance des troupes françaises pour les calmer, et que Brune, affectant des craintes sur le danger qui pouvait en résulter pour l'armée, exigeait que Charles-Emmanuel lui livrât la citadelle de Turin pour garantir la tranquillité publique.

Demandes déplacées du Directoire à Rastadt.

Le congrès de Rastadt, après avoir d'abord reconnu la rive gauche du Rhin à la France, avait pris, aussitôt après mon départ, une marche entièrement opposée. Le Directoire, peu satisfait d'avoir obtenu tout ce que le traité de Campo-Formio lui accordait, redoubla bientôt ses prétentions, et fit faire, par ses plénipotentiaires, les demandes les plus exorbitantes. Il voulait les forts de Kehl, de Cassel, toutes les îles du Rhin; il demandait la démolition d'Ehrenbreitstein; il voulait, en un mot, se placer offensivement sur la droite du Rhin pour avoir un pied en Allemagne, ce qui était contraire au traité. Il poussa l'exigence jusqu'à prétendre qu'on assurât la libre navigation de tous les

fleuves d'Allemagne affluents au Rhin, et que les dettes des pays qu'il acquerrait à la rive gauche fussent reportées sur les pays donnés en indemnités : ce qui était d'une absurdité révoltante. Tant d'exigence n'était point le résultat d'une noble ambition; c'était celui d'une morgue tracassière et de l'amour de la propagande. La composition du Directoire atteste cette vérité : le stoïcien Rewbel, le noble Barras, l'avocat Merlin, l'illuminé Laréveillère, le poète François-de-Neuchâteau, n'étaient pas des ambitieux, mais des hommes prétentieux, des politiques à courtes vues. Ajoutant ces prétentions exagérées aux révolutions dont l'Europe était menacée de toutes parts, il était évident que la guerre se trouvait rallumée de fait. Si elle tarda à éclater, c'est qu'il fallait à nos ennemis le temps de se concerter.

Le cabinet de Vienne, instruit des dispositions de l'Angleterre et de la Russie, voulut néanmoins tenter la voie des négociations. Il fallait bien s'expliquer sur les griefs qu'on avait, et en demander le redressement avant de recourir aux armes. Une négociation décisive s'établit donc à Selz à l'effet de régler les nouveaux intérêts qui en résultaient. Le baron de Thugut, qui s'était retiré des affaires pour ne pas signer la paix avec nous, venait de reprendre le portefeuille

des mains de Cobentzel. Celui-ci se rendit à Selz pour négocier avec François-de-Neuchâteau. Quoique l'objet spécial de ces conférences n'ait pas été avoué, on peut présumer quels intérêts y furent agités; il est évident que les conseillers de François II eussent trompé la confiance de ce prince, s'ils avaient admis l'état de l'Europe au milieu de 1798, comme équivalent à celui qui venait d'être tout récemment stipulé à Campo-Formio. A la vérité, à chacune de ses agressions, le Directoire protestait ingénuement de son désir de maintenir les relations pacifiques avec la maison impériale, comme s'il fallait assaillir directement un état du premier ordre pour se constituer en guerre avec lui, et qu'il ne suffise pas de détruire l'un de ses voisins pour lui faire un devoir de courir aux armes. Outre l'évacuation de la Suisse et le rétablissement de son entière indépendance, qui devaient être les premiers gages de l'exécution du traité de paix, les conventions récentes qui venaient de transformer la Cisalpine, Rome et même le Piémont en véritables provinces conquises, autorisaient le cabinet de Vienne à demander que ces états fussent de même rendus à leur indépendance, ou que la maison d'Autriche obtînt du moins des équivalents pour cet accroissement de la puissance rivale. S'il faut en croire des versions qui

n'offrent que trop de probabilités, il paraît qu'on marchanda à Selz plusieurs provinces de la péninsule italique pour indemniser l'empereur de ce qu'il perdrait en renonçant à Saltzbourg et à l'Innviertel, ou en souffrant l'ascendant de la France sur les républiques élevées autour d'elle.

Le cabinet de Vienne, convaincu par le rejet de ses propositions qu'il n'y avait rien à espérer de la part du Directoire, se décida à se rapprocher de la Russie. Cette puissance pouvait d'autant moins rester étrangère aux événements qui venaient de changer la face de l'Europe, que, garante de l'état de l'Allemagne en vertu du traité de Teschen, elle voyait l'empire menacé d'un bouleversement par l'extension qu'on voulait donner au système de sécularisations et d'indemnités. Et, lors même que la politique n'eût pas prescrit à Paul Ier de s'intéresser vivement à ce qui se passait en Suisse, à Turin, à Rome et dans la Méditerranée, il y eût été porté naturellement par l'affection qu'il avait constamment témoignée pour l'ordre de Malte.

Démarches de la Russie en faveur de l'empire.

Le cabinet de St.-Pétersbourg sentit tout l'avantage de sa position, et cédant à l'évidence des dangers qui menaçaient le système général de l'Europe, il envoya le prince Repnin d'abord à Berlin, puis à Vienne, tant pour décider les deux cours à se désister de toute indemnité en

Négociations du prince Repnin à Berlin.

Allemagne, que pour aviser aux moyens de refouler l'ambition du Directoire dans les limites tracées par les traités.

Embarras de la Prusse.

Le premier objet de sa mission fut assez facile à remplir, car Frédéric-Guillaume trouvait dans les termes mêmes du traité de Campo-Formio les moyens de recouvrer la Gueldre, si l'on rejetait le système des indemnités. Mais la Prusse, plus scrupuleuse sur le second article, persista à garder la neutralité. Le jeune roi, animé de l'amour du bien, s'exagérant les avantages de la paix, ne s'attachait qu'à réparer les brèches faites à l'état par la dissipation de son père. Il demeura convaincu que la politique ne lui imposait d'autres combinaisons que de faire respecter sa frontière et son pavillon, et de prospérer tandis que ses rivaux s'appliquaient à se détruire. Des critiques sévères ont blâmé la gestion du comte de Haugwitz, son ministre; et malgré l'éloquente défense publiée quelques années après par le célèbre Lombard, il n'est pas démontré en effet que le cabinet de Berlin ait apprécié toute l'étendue de ses avantages. Sans doute on ne saurait nier que la position de la Prusse ne fût délicate; elle était dans le cas de toutes les puissances du second rang, lorsqu'elles se trouvent appelées à tenir l'équilibre entre deux masses supérieures prêtes à se heurter. De quelque côté que le ca-

binet de Berlin se déclarât, la balance pouvait pencher de manière à rendre ensuite tout contrepoids inutile, et il était néanmoins embarrassant de rester spectateur oisif du déchirement de l'empire, de l'assujettissement de la Suisse et de l'Italie. Une médiation armée eût peut-être prévenu de grands malheurs, bien mieux qu'une stricte neutralité. Ces sortes d'interventions, décidées à propos et dans un sens convenable, sont le signe d'une politique vaste et profonde : aussi toute la logique de Lombard n'a-t-elle point réussi à persuader que la Prusse ait fait, à cette époque décisive, des efforts proportionnés à ce qu'elle pouvait pour détourner la guerre qui allait éclater. En se prononçant avec fermeté, franchise et modération, elle eût obligé le Directoire à évacuer les territoires envahis depuis la paix, et le cabinet de Vienne à modérer ses prétentions.

L'Autriche, de son côté, quelque disposée qu'elle fût à remplir ses engagements, ne pouvait se dissimuler la nécessité de poser les bases des rapports futurs entre les quatre grandes puissances. Elle ne pouvait qu'y gagner; car si l'on ne tombait pas d'accord, elle n'entrevoyait que des chances heureuses pour ses armes. Vues de l'Autriche.

La nouvelle de la défaite d'Aboukir et de la déclaration de guerre de la Porte à la France Ses espérances sur l'Italie.

prouvait assez au cabinet de Vienne qu'il ne tenait qu'à lui, en rentrant en lice, de reconquérir l'Italie, dont la fortune semblait encore une fois remettre la destinée entre ses mains. On y comptait bien 100 mille Français depuis les Alpes jusqu'au Tibre; mais cette armée, dépourvue d'attirail, en proie aux besoins les plus pressants par l'incurie et les dilapidations des administrateurs, forcée d'ailleurs de se disséminer pour couvrir ses conquêtes, paraissait hors d'état d'entrer en campagne avec succès. D'ailleurs, les actes arbitraires qui avaient frappé le Directoire cisalpin, et le despotisme successivement exercé par Trouvé et par Brune sur les magistrats d'une république qui devait être indépendante, avaient mécontenté les Lombards les plus attachés à la France, en même temps qu'ils avaient redoublé la haine des partisans de l'Autriche. Brune, improuvé par le Directoire, avait été à la vérité remplacé par Joubert dans le commandement en chef de l'armée d'Italie; mais le mal était fait, l'impression difficile à effacer, et les causes toujours existantes.

Le Piémont n'avait pas été mieux traité, et si les sentiments de la cour de Turin étaient peu favorables pour nous, on se conduisait avec elle de manière à les justifier. Loin de s'en faire franchement un auxiliaire sûr en lui accord

une indemnité pour ses pertes, on souhaitait révolutionner son pays comme la Suisse, pour le faire entrer dans le système de balance démocratique dont j'ai parlé; et l'occupation de la citadelle de Turin, loin d'arrêter les partisans de la propagande, les avait rendus plus audacieux. Ainsi Charles-Emmanuel, bien qu'il eût enfin conclu le traité offensif et défensif qui nous promettait un corps auxiliaire de 8 mille hommes, ne pouvait se soumettre de bonne grace à de pareils traitements.

Le grand-duc de Toscane, malgré son désir de la paix, était un prince autrichien; il n'en fallait pas davantage pour être mis à l'index: on convoitait son pays pour lier la république romaine à la ligurienne et à la cisalpine. Tous ces projets ne devaient pas manquer de nous faire des ennemis. Le vénérable Pie VI, dépossédé de sa puissance temporelle, mettait son influence spirituelle en campagne pour les exciter.

Naples signe une convention secrète avec les Anglais et fait des levées considérables.

A ces chances de succès, il faut ajouter que le cabinet de Vienne pouvait compter sur le secours de celui de Naples, à qui mon éloignement et l'approche de l'orage révolutionnaire, qui menaçait de franchir les états romains, avaient rendu toute sa haine. Un traité, signé le 19 mai 1798, comme simple mesure défensive,

avait été suivi d'une levée pour compléter l'armée napolitaine. Acton n'attendit pas la victoire de Nelson pour manifester l'intention de revenir à son ancienne politique : l'accueil qu'on fit à cet amiral, au mépris du traité de Paris, en souffrant qu'il fût reçu et approvisionné dans le port de Syracuse pour faciliter sa course à la recherche de la flotte qui portait mon armée, démasqua la partialité de ce cabinet. Il n'en eût pas fallu davantage pour prouver qu'il se jetait de nouveau dans les bras de l'Angleterre, si une convention secrète, signée dès le 11 juin par les plénipotentiaires des deux cours, ne les avait formellement liées contre la France. A peine la victoire d'Aboukir fut-elle connue, que les conseillers de Ferdinand IV jetèrent le masque, en ordonnant une levée de tous les hommes de 18 à 45 ans, pour couvrir, disaient-ils, les côtes des Deux-Siciles contre les dangers auxquels elles se trouvaient exposées depuis la prise de Malte. On ne se borna pas à porter les régiments de ligne au complet; un nombre égal de milices provinciales bien organisées éleva la force de l'armée napolitaine jusqu'à 60 mille hommes: auxiliaire puissant qui devait assurer aux armées impériales la supériorité dans la péninsule.

Chances favorables pour l'Autriche.

Dans de telles circonstances, François II pouvait-il balancer, quand les Russes et les Turcs

marchaient de concert contre l'ennemi commun; que d'un côté la Lombardie lui tendait les bras, et que de l'autre il voyait le cœur de ses états menacé par l'irruption des Français en Suisse? Lors même que, dénué d'ambition, il eût franchement renoncé à recouvrer ses possessions d'Italie, le salut de la monarchie autrichienne ne lui imposait-il pas la loi de détourner les calamités que présageait à l'Allemagne l'établissement des Français jusqu'aux portes du Vorarlberg?

Quoi qu'il en soit, son premier soin avait été de mettre Naples à l'abri du sort que venait d'éprouver Rome, en signant avec cette cour le traité défensif du 19 mai dont je viens de parler, et qu'on jugea suffisant pour la garantir d'invasion.

A ces alliances de pure précaution succédèrent bientôt des mesures plus sérieuses : l'inutilité des conférences de Selz ne fut pas plutôt connue, que le comte de Cobentzel partit pour Berlin et Pétersbourg à l'effet de se rapprocher des intérêts de ces deux cours. L'alliance avec la Russie ne fut pas difficile à conclure; et, dès le mois d'octobre, une armée auxiliaire, dont Suwaroff devait prendre le commandement, entra en Gallicie pour se diriger sur la Moravie. D'un autre côté, le conseil aulique, aussitôt après

Elle s'allie à la Russie.

la nouvelle de la chute de Berne, se hâta de remettre les armées impériales sur un pied respectable; et ce qui se passait autour de lui ne justifiait que trop ses armements.

La politique du Directoire devient de plus en plus oppressive.

Quel espoir restait-il, en effet, de ramener Rewbel et ses collègues à un système plus modéré? L'influence de Talleyrand dans la politique de la France s'était-elle signalée d'une manière à justifier la réputation dont ce ministre jouissait? N'était-ce pas depuis son installation qu'on avait médité tant d'invasions et de fausses démarches?

Révolution intérieure en Hollande.

D'ailleurs les exactions des agents du Directoire ne faisaient que s'étendre de plus en plus depuis les sources du Tibre jusqu'aux bouches de l'Ems et aux confins de la Rhétie. Ses proconsuls frappaient des contre-épreuves du 18 fructidor partout où ils pouvaient craindre le moindre germe de résistance, partout où l'on osait croire que la liberté ne consistait pas dans une obéissance aveugle à leurs prétentions. La Cisalpine était à peine revenue de l'étonnement causé par la destitution arbitraire de ses magistrats, que la Hollande eut son tour. Ici du moins le prétexte fut plausible. La constitution batave acceptée, il s'agissait de nommer des autorités nouvelles. L'assemblée nationale provisoire, telle qu'elle était restée après la journée

du 22 janvier, avait décrété, le 4 mai, à l'exemple de la convention, que la majeure partie du nouveau corps législatif serait prise dans son sein, tant il est naturel de retenir l'autorité quand on en a une fois goûté les charmes. Le général Daendels, jaloux de prouver son amour pour la liberté, courut à Paris dénoncer les vues de quelques membres de ce gouvernement, que Charles Delacroix, alors ministre à La Haye, soutenait. Le Directoire batave lança contre son général réfractaire un mandat d'arrêt, et sollicita son extradition de la France. Mais Daendels, ayant persuadé Rewbel, revint le 10 juin avec des ordres au général Joubert de le seconder dans son entreprise. La lutte s'engagea promptement : des commissaires, désignés pour remplacer les chambres, furent arrêtés par le Directoire. L'assemblée nationale se disposa à la résistance; et Daendels, à l'exemple d'Augereau, paraissant à la tête de quelques compagnies de grenadiers, fit dissoudre le corps législatif, et voulut procéder à l'arrestation de trois directeurs, Wreede, Langen et Finyie; mais deux s'étaient enfuis, et l'on remit aussitôt le troisième en liberté. Le pouvoir fut confié à un gouvernement provisoire, en attendant la mise en activité des autorités constitutionnelles.

Affaires de Suisse.

La Suisse ne fut pas exempte de ces commo-

tions. La constitution, fabriquée à Paris par Ochs, Laharpe et Talleyrand, et calquée sur des modèles qui ne plaisaient pas à ce pays, était rejetée surtout par les petits cantons. Les Grisons, qui n'en voulaient pas davantage, requéraient les Autrichiens de les protéger à teneur d'anciens traités, et une division du corps de Bellegarde s'avança sur Coire. Les charges jusque là inconnues auxquelles le pays était soumis par les cantonnements de 40 mille hommes, semblaient odieuses : les vexations du proconsul Rapinat achevaient d'exaspérer les deux partis; il avait exigé la destitution de deux directeurs qui furent remplacés par Laharpe et Ochs. Le premier s'en souciait peu; mais la crainte d'être accusé d'avoir entraîné sa patrie dans l'abîme, sans avoir le courage de la sauver, le décida.

Traité d'alliance conclu à Paris.

Peu de temps après, un traité entre la Suisse et la France fut signé à Paris le 19 août. Pour l'honneur des négociateurs Jenner et Zeltner, aussi-bien que pour celui du gouvernement helvétique, il faut croire que ces stipulations furent dictées par la force et justifiées par le refus de toutes les puissances voisines d'intervenir en faveur des opprimés; car cette alliance offensive et défensive imposait à l'Helvétie la fourniture d'un contingent, et l'établissement de deux routes militaires pour descendre en Italie d'un côté,

ou en Souabe de l'autre. C'était pire qu'une conquête et une réunion formelle à la France; car, en cas de guerre, on supportait tout le fardeau des levées, des impots et du théâtre des hostilités, sans avoir aucune compensation à espérer. Le faible prix de ce sacrifice était l'acquisition du Frickthal, et la promesse de l'évacuation de la Suisse sous trois mois: clause illusoire dont l'exécution semblait impossible, et même en contradiction à la teneur du traité.

Serment de fidélité refusé par les petits cantons.

Tandis que le Directoire helvétique associait ainsi ses destinées à celles de la république française sous de si funestes présages, l'intérieur le menaçait d'une guerre civile. La mise en activité d'une constitution acceptée avec tant de répugnance n'avait pas paru suffisante; on demandait la prestation d'un serment de fidélité solennel, ce qui remettait de nouveau à la décision tumultueuse des assemblées populaires un acte de pure formalité. Ce serment, prêté dans la majeure partie de l'Helvétie, trouva dans les petits cantons la plus vive opposition. Schwitz et Underwald, surtout, jurèrent de mourir plutôt que de s'y soumettre. Le Directoire trouva fort mauvais que les fils de Guillaume Tell osassent se croire plus libres que des jacobins.

Expédition de Schawembourg contre Stanz.

Schawembourg se rendit à Lucerne avec des troupes pour en imposer; mais ses négociations

qui, dévoués à l'Autriche, réclamèrent les secours du cabinet de Vienne. Celui-ci s'empressa d'y porter un corps de 6 à 7 mille hommes, stipulé par d'anciens traités avec l'empereur Maximilien; et le 19 octobre une division impériale entra à Coire.

Le Directoire français songe à compléter ses armées.

Dans le temps que ces événements se passaient, le Directoire, à qui le retour de François-de-Neufchâteau prouva qu'il ne fallait compter sur la paix qu'en faisant de grandes concessions, sentit la nécessité de se mettre en mesure. Ses armées ne présentaient que des cadres appauvris; elles regrettaient l'absence des meilleurs régiments, qui se morfondaient sur les rives du Nil et dans les sables de la Syrie, aussi inutilement que jadis les troupes de Gui de Lusignan devant Ptolémaïs.

Loi sur la conscription.

La réquisition ne fournissait plus d'hommes, et d'ailleurs cette loi révolutionnaire ne pouvait plus être exécutée dans les circonstances présentes.

Le Directoire, après avoir conféré avec les militaires qui siégeaient au corps législatif, les pénétra de la nécessité d'assurer à l'armée un mode de recrutement aussi prompt dans son exécution que sûr dans ses résultats. Le général Jourdan présenta, dès la fin d'août, le projet de loi qui assujettissait sans distinction, au service

militaire, tous les jeunes gens de 20 à 25 ans. Cette levée, moins rude que la réquisition, ne frappait pas indistinctement toute une génération : en rangeant naturellement la population militaire en cinq classes, elle permettait de n'appeler successivement que le nombre d'hommes indispensable, laissait la chance du tirage au sort, et, en dernière analyse, la faculté de se faire remplacer.

Suites de la défaite d'Aboukir et de la déclaration de la Porte.

Le désastre d'Aboukir et la déclaration de guerre de la Porte vinrent signaler au Directoire l'impossibilité de se maintenir en Égypte, contre les forces de l'Angleterre et de la Turquie réunies, et lui donner d'amers regrets sur cette expédition, cause première de l'incendie qui allait de nouveau embraser le monde.

Décret pour la levée de 200 mille hommes.

Un seul parti s'offrait dans une situation pareille : c'était de presser la levée qui devait compléter les armées ; de négocier néanmoins avec modération, soit pour gagner du temps, soit pour éviter réellement une rupture, si la chose était encore possible.

Dans ces entrefaites, on procéda à la levée d'une partie des 200 mille conscrits, qu'une loi du 28 septembre mit à la disposition du Directoire. Un traité, signé à Lucerne le 30 novembre, stipula la levée d'un corps auxiliaire helvétique

de 18 mille hommes que la France s'engagea à équiper et entretenir (1).

L'appel des conscrits s'exécuta d'abord assez bien, si l'on en excepte la Belgique, où les réfractaires, aidés des paysans, arborèrent ouvertement l'étendard de la révolte. Heureusement les corps stationnés en-deçà du Rhin et en Hollande purent y envoyer à temps des colonnes suffisantes pour tout faire rentrer dans le devoir : mais le feu, qui n'en couvait pas moins sous la cendre, pouvait se rallumer à la moindre étincelle.

Embarras des finances.

Il était encore plus difficile d'obtenir de l'argent que des hommes. Les signes factices de circulation étaient détruits, le numéraire disparu, les impôts réguliers presque nuls, et les dépenses au contraire se trouvaient triplées par les bénéfices immenses qu'il fallait accorder à des fournisseurs immoraux et méfiants, pour les décider à se charger des différents services.

Les négociations traînent par l'entremise de l'Espagne.

Toutefois, malgré l'activité avec laquelle on

(1) Outre cela, l'Helvétie devait lever une armée de milices, lorsque son territoire serait menacé. Une loi très-sage en fixa l'organisation : l'élite, qui était seule mobile, se composait des hommes de 18 à 45 ans, autant que possible non mariés ; elle comptait 64 bataillons de mille hommes chacun : le premier contingent fut fixé à 25 mille.

se disposait de part et d'autre à la guerre, soit qu'on espérât encore de s'entendre, soit qu'on ne voulût que le temps d'achever les préparatifs, on négociait toujours par l'entremise de l'Espagne, dont les ambassades à Vienne et à Paris échangeaient les propositions respectives. Prête à renoncer à l'Innviertel, par déférence pour la Russie et la Prusse, l'Autriche demandait qu'on lui rendît en échange Mantoue et la ligne du Mincio, que les troupes françaises évacuassent la Suisse et Rome, enfin qu'elles rendissent le Piémont et la Cisalpine à leur indépendance.

Si ces demandes eussent été faites de bonne foi, dans l'intention de vivre en parfaite intelligence, on ne pourrait se refuser d'en reconnaître la justice. Mais n'était-il pas à craindre que Mantoue une fois rendue, l'Italie et l'Helvétie évacuées, le cabinet de Vienne ne provoquât une nouvelle guerre? Quand une méfiance réciproque s'établit entre de grandes puissances, il en résulte une politique ombrageuse et tracassière : le Directoire voulait tout accaparer pour se fortifier contre ses ennemis; et l'Autriche voyait dans ces empiètements un esprit d'usurpation intolérable. Aussi, malgré la marche pacifique des affaires au congrès de Rastadt, le recrutement était pressé avec activité dans les états héréditaires, les régiments complétés. Les Russes

s'avançaient en Moravie, sans précipiter une marche que les circonstances pouvaient encore rendre inutile.

Le congrès de Rastadt cheminait, dans cet intervalle, vers l'accomplissement de sa tâche, sans faire attention que ses travaux étaient subordonnés à la tournure que prendraient les négociations particulières entre les grandes puissances. Les Français avaient obtenu presque tout ce qu'ils désiraient. La démolition d'Ehrenbreistein souffrit bien quelques difficultés; mais la députation de l'empire était trop portée à la paix, pour ne pas y consentir moyennant la restitution de Kehl que nous ferions démolir. Le système de sécularisation présenté par Roberjeot venait d'être adopté; enfin l'*ultimatum* des plénipotentiaires français pour la première base était admis, et tout semblait prendre une tournure satisfaisante, quand la nouvelle de la marche des Russes vers la Moravie provoqua une note du gouvernement français, dans laquelle il signifia qu'il considérerait cette marche comme une déclaration de guerre, si ces troupes franchissaient le territoire de l'empire, et que les négociations seraient suspendues jusqu'à ce qu'on lui eût donné toute satisfaction à ce sujet. Cette note termina les opérations du congrès de Rastadt, qui dès lors n'exista plus que pour la forme, car la guerre

de la seconde coalition venait déja de s'allumer par les hostilités de Naples.

L'Angleterre triomphait de nouveau en voyant de toutes parts la foudre s'amonceler sur la France, privée de ses plus habiles défenseurs. Cette fois, du moins, son cabinet n'avait pas eu besoin de profondes combinaisons pour lier une nouvelle coalition, et la folie du Directoire avait fait plus que tous les agents d'Albion, pour réunir des intérêts aussi opposés que ceux de la Russie, de la Porte et de l'Autriche. Toutefois le ministère ne perdait aucune occasion de les animer contre la France; car il fit offrir, au mois de novembre, des subsides au cabinet de Vienne, qui les refusa, dit-on, pour ne pas nuire aux négociations entamées relativement à la cession d'une partie de l'Italie, dont il traitait avec le Directoire. Angleterre.

Les escadres anglaises, maîtresses de la Méditerranée depuis la victoire d'Aboukir, et résolues d'y former un établissement solide, venaient de s'emparer de l'île de Minorque. L'île de Gozzo était reprise par Nelson, au nom du roi de Naples, et Malte, bloquée par mer, allait bientôt être investie par terre.

L'Angleterre ne chercha pas seulement au-dehors les moyens d'étendre sa puissance; la réunion complète de l'Irlande, et la fusion du parlement de ce royaume dans celui de la Grande-

Bretagne, devaient servir d'acheminement à une réconciliation complète, à un amalgame des deux peuples, dont on se promettait un accroissement de force nationale.

Les moyens nécessaires pour remplacer les 5 mille hommes détachés aux Indes orientales, et préparer en outre une expédition capable d'arracher l'Égypte aux Français, devaient entraîner un surcroît de levées et de dépenses. La marine, en multipliant ses stations et les conquêtes coloniales, exigeait également des sacrifices proportionnés. L'intérêt exorbitant de la dette publique augmentait chaque année par de nouveaux emprunts, malgré l'heureuse institution de l'amortissement. L'impôt du dixième sur les revenus, substitué à quelques voies insuffisantes, ajouta une somme de 240 millions aux recettes de l'année précédente, en sorte que le budget fut aisément couvert.

Russie. Les débris de l'Ordre de Malte, réfugiés en Allemagne, venaient de déférer à l'empereur Paul la dignité de grand-maître de cet Ordre, en remplacement du baron de Hompesch, et les sentiments de ce prince, connus depuis long-temps, ne laissaient aucun doute sur le prix qu'il attacherait à ce titre. Les flottes russo-turques, arrivées à la fin d'octobre dans l'Archipel, et précédées d'un appel de l'archevêque grec aux fidèles,

soulevèrent les îles Ioniennes contre les Français, qui, confinés en petit nombre dans les remparts de Corfou, s'y virent bientôt attaqués par terre et par mer.

Espagne.

Le cabinet de Madrid, fidèle à son alliance naturelle, mais fatigué des sacrifices qu'il croyait faire, bien plus aux caprices des chefs d'une république turbulente, qu'à l'intérêt réel de la France et de l'Espagne, se voyait de nouveau dans la nécessité de hasarder ses flottes sur l'Océan ou sur la Méditerranée. A la faiblesse de ses efforts, on eût dit qu'il suivait, malgré lui, l'affinité de ses intérêts politiques, et qu'il cherchait par son apathie à obtenir des droits à quelques ménagements de la part du cabinet de St.-James; résolution d'autant plus naturelle à Charles IV, que les traitements dont on accablait les rois de Naples et de Piémont, alliés de sa famille, lui laissaient quelques regrets des obligations qu'il s'était imposées à St.-Ildefonse. Cependant la force des événements l'entraînait; les dangers de l'équilibre maritime le décidaient à fournir du moins les contingents auxquels il s'était engagé, et les efforts de ses envoyés à Paris et à Vienne, pour empêcher de nouvelles hostilités, attestent d'ailleurs combien son cabinet apprécia les inconvénients qui en résulteraient pour la guerre maritime.

Portugal.

Le Portugal était enchaîné plus étroitement que jamais à la fortune britannique, et la victoire d'Aboukir était une garantie certaine qu'il resterait long-temps dans cette dépendance.

Suède et Danemarck.

La Suède et le Danemarck n'avaient éprouvé aucun changement notable dans leur situation. Quoique leur pavillon commençât à se ressentir des entraves mises par l'Angleterre au commerce des neutres, il prospérait encore au milieu de l'embrasement universel.

La cour de Naples commence la guerre.

Le signal de la nouvelle guerre fut donné, au grand étonnement de l'Europe, par les Napolitains, que jamais on n'avait vus animés d'une si belle ardeur guerrière, et qui semblaient destinés à faire dans ce siècle les levées de boucliers les plus intempestives. La cour de Naples avait porté son armée jusqu'à 70 mille hommes; le trop fameux Mack fut mis à leur tête. Ce général, disciple de Lascy, avait dirigé avec succès l'expédition du prince de Cobourg contre Dumouriez, en 1793; en échange, ses plans pour la campagne de 1794 portaient le cachet du défaut de bons principes militaires: il avait de l'imagination, du savoir, mais l'esprit et le jugement faux. Ferdinand IV, fier du gonflement de ses bataillons, excité par Nelson et par Acton, osa se jeter avec 50 mille hommes sur les états romains, dont il espérait nous expulser, et

que Championnet couvrait avec 18 mille hommes, dispersés depuis l'Adriatique jusqu'à la Méditerranée. Mack s'avance, du 23 au 27 novembre, sur Rome en plusieurs colonnes, et oblige la petite armée de Championnet à se replier sur Civita-Castellana (l'ancienne Véies), dont les remparts naturels lui permettent d'attendre des renforts.

Le général en chef court à Ancône pour les chercher. En son absence, Mack veut attaquer Macdonald et Kellermann, qui le repoussent avec perte. Championnet, revenu à son armée, fait enlever à Calvi une division napolitaine isolée qui ose menacer sa communication; il manœuvre ensuite pour couper la division Damas qui a pris la direction de Viterbe. Mack, effrayé, évacue Rome, et Ferdinand IV reprend la route de Naples, ordonnant une levée en masse. Damas, abandonné, conclut avec Kellermann un traité qui lui laissait la faculté de se rembarquer.

Joubert se saisit du Piémont et occupe la Toscane.

Championnet, rentré à Rome le 13 décembre, y resta quelques jours pour attendre des nouvelles de l'Italie septentrionale; car, au moment où le roi de Naples le chassait de cette capitale, le bruit s'était répandu que celui de Sardaigne et le grand-duc de Toscane faisaient cause commune avec ce prince. Quoique aucun acte diplomatique ne confirmât ces rapports, les rela-

tions du Directoire avec ces souverains étaient chargées de trop de nuages pour ne pas donner du poids à ces craintes. Il venait d'en coûter récemment 8 millions au cabinet de Turin, pour avoir laissé échapper, dans sa correspondance avec la cour de Vienne, le vœu d'être débarrassé des Français. Joubert, que cette nouvelle extorsion avertissait de se tenir en garde, instruit que Charles-Emmanuel faisait des préparatifs clandestins, crut devoir le prévenir dans la rupture. D'abord, sur l'avis de l'invasion de la république romaine, il fit requérir, par l'ambassadeur Eymar, l'exécution du traité de l'année précédente, par lequel le roi s'engageait à fournir un contingent de 8 mille hommes dans toutes les guerres de la république française en Italie. Le cabinet de Turin s'étant excusé sur l'impossibilité de réunir de suite cette division, Joubert, sans attendre les ordres ultérieurs du Directoire, sûr d'agir selon ses vues, consigne ses griefs dans une espèce de manifeste; réunit, le 5 décembre, les divisions Victor et Dessolles sur le Tésin; et pendant que les places de Novare, de Suze, de Coni et d'Alexandrie, tombent par surprise au pouvoir des Français, il dirige ces deux divisions sur Verceil. Les troupes piémontaises, après une ombre de résistance, sont poussées sur Turin, où les républi-

cains, déja maîtres de la citadelle, entrent en même temps qu'elles.

Charles-Emmanuel, abreuvé de dégoûts et d'humiliations sur un trône chancelant, en descendit avec résignation, et signa, le 8 décembre, une renonciation à ses droits sur le Piémont, en se bornant à stipuler quelques mesures de sûreté personnelle, jusqu'à son arrivée en Sardaigne, où il s'exilait, disait-on, volontairement. Mais, à peine arrivé à Livourne, il publia une protestation solennelle contre un acte arraché par la force.

Le détrônement de ce souverain ainsi opéré sans secousse, Joubert avait dirigé une division sur Florence, lorsque de nouvelles protestations d'attachement du grand-duc de Toscane, et peut-être aussi les ordres du Directoire, retinrent son bras prêt à frapper. Toutefois la division occupa Livourne et une partie du grand duché. Certain alors de la soumission de toute l'Italie, Joubert se hâta d'annoncer à Championnet qu'il pouvait prendre l'offensive à son tour contre les Napolitains, et lui envoya des renforts.

Ferdinand s'enfuit en Sicile.

Le mauvais succès de l'expédition de Rome avait tellement rempli de terreur l'ame de Ferdinand, qu'il partit de Naples le 21 décembre, et s'embarqua de nuit pour la Sicile, avec autant

de précipitation et de désordre que si les Français eussent été aux portes de sa capitale.

Championnet s'empare de Naples.

Ce ne fut pourtant que le 3 janvier que Championnet passa le Volturne et investit Capoue, en attendant les nouvelles de sa gauche qui, sous les ordres de Duhesme, devait soumettre Pescara et arriver par Sulmona. Au centre, la division Lemoine se portait sur Popoli, y culbutait le corps de Gambs, et s'avançait sur Venafro; à l'extrême droite, Kellermann et Rey marchèrent par Itri sur Gaëte, place importante qu'un vieillard octogénaire leur rendit lâchement sans coup-férir avec une belle garnison de 3 mille hommes.

Une insurrection générale, ordonnée par la cour et par les prêtres, faillit changer la face des affaires, car Championnet se vit lui-même assiégé dans son camp sous Capoue. Mais le gouvernement provisoire, confié par le roi au prince Pignatelli, avait si peu la confiance du peuple insurgé, que loin de songer à attaquer Championnet, il se hâta de conclure un armistice qui nous donnait Capoue, Bénévent et deux millions. A cette nouvelle, le peuple irrité accuse de trahison et Mack et le gouvernement provisoire; il désarme les troupes de Damas, qui reviennent d'Orbitello par mer : des détachements sont même envoyés pour arrêter Mack. Pignatelli

éperdu demande à celui-ci des troupes d'élite, dont il veut se servir contre la multitude déchaînée, au lieu de les opposer aux Français. Le peuple arrête et désarme la brigade Dillon envoyée à cet effet. Mack, alarmé de cette effervescence, ne voit de salut pour lui qu'en venant chercher un refuge dans le camp de Championnet, où il se constitue prisonnier le 15 janvier.

Championnet, ayant réuni alors toutes ses divisions, s'avança sur la capitale. La population de cette ville et des environs, excitée par les prêtres, courut aux armes aux cris de *Viva la santa fede!* força le vice-roi Pignatelli à se sauver en Sicile pour éviter la mort, et menaçait de s'ensevelir sous les ruines de Naples.

A défaut de courage militaire, cette populace était animée par des passions vives et tumultueuses; la résistance fut, comme le caractère vif et léger de ce peuple, acharnée le premier jour, désordonnée et nulle le second. Le 21 janvier, Championnet victorieux entra dans Naples.

Que la cour des Deux-Siciles se fût déclarée après la reprise des hostilités sur l'Adige, on le conçoit; mais courir ainsi en aveugle au-devant de sa perte, quand l'Autriche n'était point encore en mesure, c'était un acte de démence. Cette faute, qui retomba sur elle, n'en fut pas

moins utile à la coalition, par celles qu'elle fit commettre au gouvernement français.

Érection d'une république parthéno-péenne.

Le Directoire, qui avait 116 mille hommes en Italie, et qui mesurait la puissance qu'une telle force devait lui procurer, à l'échelle de ce que j'avais su opérer avec 50 mille hommes, ne sentait pas qu'en occupant tout, il serait faible partout. 33 mille hommes avaient suffi à Championnet pour soumettre Naples; et si le Directoire eût offert à Ferdinand une paix acceptable, nul doute que ce prince pusillanime ne se fût hâté de la signer; en sorte que l'armée de Championnet aurait pu revenir vers Mantoue à temps pour prendre part à la campagne. Au lieu de cela, Rewbel imagina de créer une république parthénopéenne, faute absurde qui nous imposait la loi de soutenir quelques idéologues des villes, contre la cour, les Anglais, les prêtres, et les six millions d'habitants du royaume. C'était se priver de 30 mille hommes sur l'Adige, et les exposer à une ruine presque certaine. En ajoutant à ce grand détachement la division Gauthier en Toscane, les troupes nécessaires à l'occupation du Piémont, la division de Valteline pour assurer la jonction avec l'armée d'Helvétie, la division de Ligurie; tout cela formait une masse de 60 mille hommes déta-

chés, en sorte qu'il ne restait à Schérer que 47 mille combattants sur l'Adige et 10 mille à Mantoue; force insuffisante pour tenir tête aux puissants préparatifs de la coalition.

Les Russes s'avancent vers l'Italie.

Déja les troupes russes traversant la Styrie, se dirigent sur l'Italie. L'archiduc Charles passe l'Inn, entre en Bavière et s'avance jusque vers Ulm. Le général Kray assemble 71 mille Autrichiens entre Vérone et le Tagliamento.

Le Directoire prend l'initiative sans être en mesure.

Le Directoire sentit qu'il eût été très-important d'ouvrir la campagne avant que les Russes n'arrivassent; mais les gouvernants imprudents qui prétendaient conserver la paix, en changeant à leur gré la face de la moitié de l'Europe, étaient à la fois offensifs envers leurs voisins, et peu en mesure de soutenir leurs agressions. Ils n'en résolurent pas moins de courir au-devant des coups. Le général de brigade Lahorie, ancien aide-de-camp de Moreau, ingénieur sans génie, fut chargé de leur tracer des projets.

Il imagina de porter Jourdan avec l'armée du Danube, forte à peine de 36 mille hommes, droit vers Ulm, entre cette ville et les montagnes, tandis que Masséna, avec les 38 mille de l'armée d'Helvétie, avancerait à travers tous les obstacles des Alpes rhétiques et tyroliennes, c'est-à-dire à travers les précipices des Grisons, du Voral-

berg et du Tyrol, jusque sur l'Inn. En même temps Schérer, à la tête de ses 47 mille hommes, attaquerait Vérone et l'Adige.

Ces trois petites masses devaient trouver à qui parler: Schérer allait donner sur 71 mille Autrichiens assemblés sous les ordres de Kray, entre Vérone et Udine, et bientôt soutenus par deux corps russes de 20 mille hommes chacun, dont Suwarof amenait le premier par la Carinthie. Jourdan heurterait contre l'archiduc Charles, qui n'avait pas moins de 78 mille hommes sur le Lech ou dans le Voralberg. Masséna aurait affaire en partie à Hotze, détaché de cette armée, et en partie à Bellegarde, qui couvrait le Tyrol avec 44 mille Autrichiens. Une troisième armée russe de 30 mille hommes, sous le général Korsakof, arrivant seulement dans le mois de juillet, servirait plus tard de réserve à celle de l'archiduc.

Masséna s'empare des Grisons.

Malgré la disproportion dans la force des masses respectives, Masséna débuta néanmoins le 6 mars par un coup brillant: il n'avait devant lui que les 7 mille hommes du général Auffenberg, appelés au secours des Grisons; car le corps de Hotze, enterré dans les retranchements de Feldkirch, ne songeait pas à en sortir, et pouvait être observé par sa gauche. Masséna passe le Rhin, tourne et enlève le fort de Lu-

ciensteig, puis débouche sur Coire, où Auffenberg, investi avec 3 mille hommes, se voit dans la nécessité de mettre bas les armes. Masséna pousse les débris de ce corps sur l'Engadine, où Lecourbe, venant de Bellinzona, a pénétré par Tusis. Le général Dessolles marche de Bormio sur Taufers, à la tête de la division de Valteline, destinée à opérer la jonction; il y culbute le corps de Laudon qui, coupé en même temps par la droite de Masséna, perd 4 mille hommes, et sauve à peine 500 fuyards à travers les glaciers.

L'archiduc marche au-devant de Jourdan.

L'archiduc Charles, instruit du passage du Rhin par Jourdan, s'avance au-devant de lui vers Stockach, à la tête de 60 mille hommes. Pour faciliter les opérations de son collègue, Masséna a fait attaquer, le 14 mars, les retranchements de Hotze à Feldkirch: malgré les vigoureux efforts d'Oudinot, la partie était trop inégale, et il fut repoussé.

Hotze marche, avec la moitié de son corps, au-devant de la droite de Jourdan pour seconder l'archiduc. Masséna veut en profiter, et assaillit de nouveau la redoutable position, le 22 mars, avec les divisions Ménard et Oudinot; mais, n'ayant pas été plus heureux, il ramène ses troupes dans les Grisons et le Rhintal, avec une perte sensible.

Jourdan se fait battre à Stockach.

Jourdan, bien qu'il n'eût que 35 mille hom-

mes à opposer aux 60 mille de l'archiduc, veut attaquer, le 25 mars, toute sa ligne à la fois, et la faire déborder au loin à gauche par St.-Cyr et à droite par Férino : le premier débouche par Tuttlingen, et le deuxième par Schaffouse, à dix lieues l'un de l'autre.

L'archiduc, placé au centre, accable Soult isolé à Stockach; il n'était pas difficile à 30 mille hommes d'en battre 10 mille. St.-Cyr, qui courait à trois lieues derrière la ligne ennemie avec 12 mille hommes, eut le bon esprit de se saisir du pont de Sigmaringen, et de se retirer en hâte sur la forêt Noire pour gagner Strasbourg. La droite sous Férino, séparée du corps de bataille, se rejeta sur Schaffouse : nous en fûmes quittes à bon marché, car cette armée eût été détruite si elle avait eu affaire à moi. J'aurais traité le corps de St.-Cyr comme ceux de Lusignan et de Provera à Rivoli.

Revers en Italie.

Schérer ne fit guère mieux. Son adversaire attendait, entre Vérone et Legnano, l'arrivée de Mélas et des deux divisions de réserve autrichiennes, avant de songer à prendre l'offensive. Favorisé par cet état de choses, Schérer se trouve avec le gros de ses forces devant deux brigades impériales, isolées dans les retranchements entre l'Adige et le lac de Garda. Il les attaque avec trois divisions le 26 mars, enlève le camp de

Pastrengo, le plateau de Rivoli, et les ponts de Polo sur l'Adige; puis porte son centre aux ordres de Moreau contre Vérone, tandis que la droite s'étend jusque vers Legnago. Cette dernière se trouve ici en face de Kray et de l'élite de ses forces : le général autrichien débouche de Legnago, fond sur Montrichard, le pousse par Anguiari jusque sur le Menago, et menace la route de Mantoue.

Kray, au lieu de profiter de ce succès pour attirer le gros de son armée sur ce point, repasse l'Adige afin de marcher au secours de Vérone, menacé par le centre et la gauche de l'armée française.

Le 27, Moreau, avec le centre, combat sans résultat devant Vérone. Le 28, Schérer, qui a tâtonné sur toute la ligne depuis deux jours, imagine de fairé passer l'Adige à la gauche seule sous Serrurier; elle s'avancera de Polo vers Vérone, cherchera à tourner cette place qui, adossée aux montagnes impraticables, ne saurait être tournée; puis débouchera ensuite au milieu de toute l'armée impériale. Le 29, on se souvient que la manœuvre est impossible, ce qui sauve sans doute Serrurier d'une destruction totale.

Schérer, se rappelant ma manœuvre d'Arcole, eut la ridicule idée de vouloir la répéter; il assembla les deux tiers de son armée à Ronco

pour y passer l'Adige, oubliant qu'en 179.
j'étais maître de Vérone et de Legnago, et qu'a
passant à Ronco je jetais Alvinzi dans un cul-
de-sac. Aujourd'hui les Autrichiens étaient maîtres
de ces deux places, ce qui renversait de fond en
comble les conditions du problème. Se jeter à
Ronco avec 30 mille hommes, au milieu de
mille ennemis maîtres de Vérone et de Legnago
c'était vouloir faire passer son armée sous le
fourches Caudines. Pour comble de sottise, la
division Serrurier s'avance seule, le 30, de Polo
sur Vérone pour attirer l'attention de l'ennemi
tandis que le gros de l'armée file par la droite
vers Ronco. Kray fond sur cette division com-
promise, la culbute sur Polo avec perte de 2 mille
hommes; le reste ne se sauve qu'en détruisant
la hâte les ponts. Heureusement pour Schérer
que Kray débouchant le 2 avril de Vérone,
força à renoncer à son inconcevable projet.

L'armée, revenant de Ronco à Magnan
des boues horribles, accablée sur sa droite
5 avril, fut ramenée sous le canon de Mantoue
dans un désordre complet. Si Kray, qui n'a
eu devant lui, du 3 au 5, que les deux se
divisions de Moreau, les eût accablées avant
retour de Schérer, celui-ci eût été rejeté et
vesti sur le bas Pô. Dans la bataille même,
Autrichiens, déviant de leur premier projet

était bon, firent mal à propos leur effort principal sur la droite des Français, au lieu de le porter contre la gauche. Leur victoire eut néanmoins de grands résultats : Schérer ne tint pas même derrière Mantoue; après avoir complété les garnisons de cette ville, ainsi que de Ferrare et de Peschiera, il fila derrière la Chièse.

Retraite totale de l'armée derrière le Rhin.

La retraite de l'armée du Danube entraîna celle de la petite armée d'observation de Bernadotte qui avait jeté quelques bombes dans Philipsbourg. Le Directoire accepta en même temps la démission de Jourdan, et réunit ses troupes, ainsi que celles de Bernadotte, sous le commandement de Masséna.

Ce malheureux début prouva aux présomptueux directeurs toute l'ineptie de leur plan. Ils avaient commencé la guerre sans en avoir préparé les moyens, croyant réellement que 120 mille Français divisés, suffisaient pour vaincre 200 mille Autrichiens beaucoup plus concentrés. Cette lutte inégale ne fut pas au reste sans gloire pour les généraux et les soldats de la république; et l'on ne sait ce qui doit le plus étonner, ou de la témérité du gouvernement français, ou de l'inconcevable timidité du conseil aulique, qui tira si peu de parti de ses premiers avantages.

Attentat commis sur nos plénipotentiaires à Rastadt.

La stupeur que causa un événement si peu

attendu fut bientôt dissipée par le dénouement tragique de l'interminable congrès de Rastadt. En entrant en Souabe, Jourdan avait déclaré Rastadt ville neutre, et donné une sauve-garde au congrès. Cette situation favorisait les desseins de la France, qui voulait détacher les princes de l'empire de l'alliance de l'Autriche: déja la tournure des négociations promettait au Directoire un plein succès, quand la bataille de Stockach et la retraite de l'armée du Danube firent tout à coup pencher la balance diplomatique du côté du vainqueur. Dès lors aussi le cabinet de Vienne prétendit régler le sort du midi de l'Allemagne. Désirant connaître jusqu'à quel point les princes de l'empire s'étaient avancés vis-à-vis du Directoire, il chargea le comte de Lehrbach, son ministre plénipotentiaire, d'aviser aux moyens de se procurer leur correspondance avec les négociateurs républicains. Celui-ci n'en trouva pas de plus sûr que de faire enlever le caisson de la légation française au moment de la rupture du congrès, et fut autorisé par sa cour à requérir du prince Charles les troupes nécessaires à ce coup de main. L'archiduc les refusa d'abord, objectant que ses soldats ne devaient pas se mêler d'affaires diplomatiques; mais le comte de Lehrbach, ayant exhibé de nouveaux ordres, l'archiduc fut obligé de mettre

à sa disposition un détachement des housards de Szeckler. Le colonel de ce corps fut mis dans la confidence. L'officier chargé de l'expédition devait seulement enlever le caisson de la chancellerie, en extraire les papiers, et, par occasion, administrer quelques coups de plat de sabre à Jean Debry et Bonnier, en punition de la hauteur qu'ils avaient mise dans leurs relations diplomatiques. Roberjeot, ancien condisciple du ministre autrichien et lié d'amitié avec lui, avait été nominativement excepté de cette mesure.

Les plénipotentiaires français devaient partir le 28 avril; mais, dans la soirée du 19, ils furent sommés de se retirer sur-le-champ, la ville devant être occupée militairement le lendemain. Ils se mirent donc en route la même nuit pour Strasbourg. A peine étaient-ils sortis de Rastadt, que les housards, à l'affût de leur proie, enveloppèrent les voitures; mais oubliant leur consigne, ces soldats, ivres pour la plupart, frappèrent les envoyés, sans distinction de personnes, du tranchant de leurs sabres, et laissèrent sur la place Bonnier et Roberjeot. Jean Debry, blessé au bras et à la tête, se sauva, comme par miracle, et fut, au point du jour, chercher un asile chez le ministre de Prusse.

Cette violation inouïe des droits les plus sa-

crés produisit en France l'effet d'une commotion électrique. De toutes parts retentirent des cris de vengeance, et l'esprit national prit un instant l'énergique physionomie de 1792. Le Directoire en profita pour faciliter la levée de la conscription, et rendre, pour un moment du moins, sa cause plus populaire.

Entreprise tardive de l'archiduc.

Dans ces entrefaites, l'archiduc Charles n'avait point profité de ses succès : s'il eût passé le Rhin à Schaffouse avec 60 mille hommes et combiné une attaque avec les 40 mille de Bellegarde, Masséna, enfoncé dans l'Engadine, eût été perdu. Mais on donna le temps aux Français de porter en Suisse toute l'armée de Jourdan, à mesure qu'elle rentrait en Alsace, et Masséna, qui en prit le commandement, vint établir le gros de ses forces le long du Rhin jusqu'à Lucisteig, prolongeant sa droite dans l'Engadine.

Les Autrichiens avaient commis la faute de rendre Bellegarde indépendant de l'Archiduc, et c'est sans doute à cette circonstance, autant qu'à la maladie de ce prince, qu'il faut attribuer l'inconcevable inaction de son armée du 27 mars au 14 mai.

Suwarof arrivé en Lombardie passe l'Adda.

Dans cet intervalle, Suwarof, arrivé le 17 avril sur la Chièse, chassa Schérer derrière l'Adda. L'armée française était déja réduite à 28 mille hommes par les garnisons, les combats

et la manie de vouloir occuper toute l'Italie. Schérer la dispersa encore depuis Pizzighetone à Lecco. La droite, sous Montrichard, fut même jetée à la rive droite du Pô pour couvrir Modène, Bologne, ou entrer en communication avec la Toscane et Rome.

Le Directoire justement irrité contre son général le rappela. Moreau prit le commandement dans la nuit du 25 avril, et fut attaqué, dès le point du jour, sans avoir eu le temps de rectifier ses positions. Quoique les alliés eussent employé 35 mille hommes à bloquer Mantoue, Peschiera et Ferrare, il leur en restait encore 54 mille sur l'Adda. Couvrir une ligne de 20 lieues avec 28 mille hommes contre une force double est une chose impossible : les détachements de Moreau, assaillis le 27 avril à Cassano et Vaprio, sont percés par le centre; et Serrurier, coupé vers la gauche à Verderio, se voit dans la dure nécessité de mettre bas les armes. Suwarof fait deux jours après son entrée à Milan. Moreau, qui a ramené à peine 20 mille hommes sur le Tésin les divise ensuite sur Valence et Turin. Suwarof passe le Pô à Plaisance pour se porter sur Alexandrie. Kray s'est chargé du blocus de Mantoue. Le comte de Hohenzollern attaque successivement les places de Peschiera et Orci-Novi, qui succombent en peu de jours.

On le charge alors du siége de la citadelle de Milan, et d'observer les troupes revenant des Grisons dans la Valteline. Kaim bloque Pizzighetone, qui se rend presque sans coup-férir. Klénau, à l'aide d'une puissante flotille armée à Venise, secondé en outre par la défection du général Lahoz et par l'insurrection des provinces voisines, attaque Ferrare. Tout l'édifice que j'avais construit en Italie s'écroulait avec une effrayante rapidité.

Grande expédition navale de l'amiral Bruix.

Le Directoire, voyant le danger dont le menaçait la nouvelle coalition, résolut une expédition maritime, dans le triple but de réunir les escadres de Brest avec celles des Espagnols dans la Méditerranée, de retirer l'armée d'Égypte, et de retourner dans l'Océan pour tenter l'expédition d'Irlande, si long-temps projetée. D'autres prétendent qu'il voulait au contraire prendre en Italie des troupes à bord, afin de me renforcer en Égypte, mais que la mauvaise tournure des affaires et notre expulsion de la Lombardie l'avaient forcé à changer de projet. Quoi qu'il en soit, Bruix cingla, au commencement d'avril, avec 25 vaisseaux, de Brest à Cadix; fit lever la croisière de l'amiral Keith, puis vint à Toulon. Il en sortit de nouveau, le 30 mai; se réunit, à Carthagène, aux forces espagnoles sous Massaredo; navigua, avec 50 vaisseaux, sans ravitailler

Malte, sans secourir l'Égypte, en un mot, sans rien entreprendre, et vint s'enfermer avec la flotte espagnole à Brest. Keith, renforcé jusqu'à 48 vaisseaux, le chercha vainement dans la Méditerranée, et le suivit jusque devant Brest. Cette promenade, qui n'eut d'autre résultat que d'amener l'escadre espagnole comme en ôtage à Brest, et de concentrer tous nos moyens dans ce port pour les y laisser investir et pourrir, est encore une énigme aux yeux de tous les marins.

L'armée de Macdonald évacue Naples.

Pendant qu'on nous chassait ainsi des Grisons et de la haute Italie, Macdonald, qui avait succédé à Championnet, après avoir guerroyé à Naples, dans les Abruzzes et la Pouille, contre les débris des Napolitains et une multitude insurgée, venait de recevoir l'ordre tardif de remonter vers le Pô, et marchait sur Rome. Suwarof détacha la division Ott sur Modène pour l'observer. Une flotte russo-turque soumettait les îles Ioniennes et assiégeait Corfou. La perte de l'armée de Naples semblait certaine; on avait ajouté à la faute de son rappel tardif l'ordre de laisser des garnisons dans les forts, à Naples, à Gaëte, à Capoue, à Civita-Vecchia et à Rome, ce qui était une nouvelle absurdité.

Moreau s'était convaincu à Turin, que la capitale d'un royaume subjugué ne saurait être bien disposée pour un vainqueur qui la réduit au

rôle de ville de province; il avait dû jeter garnison dans la citadelle, et se concentrer vers Valence et Alexandrie, afin de couvrir Gênes et les passages de l'Apennin, dont la conservation était indispensable pour sauver Macdonald et l'armée de Naples. Suwarof avait suivi Moreau par la rive droite du Pô et la route d'Alexandrie. Son avant-garde prit le chemin de Valence sur Turin par la rive gauche. Celle-ci, trop ardente, veut passer le fleuve sans ordre à Bassignano pour insulter le camp français vers Valence; mais, abordée à propos par les 18 mille hommes qui restaient à Moreau, elle est culbutée avec perte.

Suwarof entre à Turin.

Cette échauffourée et la belle défense de Moreau vers Marengo et Alexandrie n'empêchèrent pas Suwarof de passer de nouveau le Pô à Cambio, et d'entrer, le 27 mai, en vainqueur à Turin, dont les habitants attaquèrent la garnison, de concert avec l'avant-garde de Wukassowich. Moreau arrive à Asti, entouré d'ennemis et d'insurgés qui venaient de surprendre Ceva, et d'intercepter ainsi sa dernière communication. Il résolut de réunir ses forces sur l'Apennin, en se frayant une issue pour joindre la division Pérignon, qui gardait la Ligurie.

Masséna est chassé des Grisons.

Tandis que ces choses se passaient en Italie, Masséna, pressé de toutes parts dans les Grisons, s'en tirait à meilleur marché qu'on n'aurait

dû le supposer. Las d'une inaction de cinq semaines (du 27 mars au 30 avril), les Autrichiens avaient enfin combiné l'attaque du fort de Lucisteig pour le 1[er] mai, de concert avec le parti des Grisons qui les appelait. Mais Hotze s'y prit si mal, qu'une de ses colonnes, débouchant avant les autres, sous les ordres du général St.-Julien, tomba au milieu de la division Ménard, qui l'enveloppa et lui fit rendre les armes. Une insurrection redoutable éclate le même jour dans toutes les Alpes, depuis Coire jusqu'à Schwitz et Altorf : Masséna est forcé d'envoyer la division Soult tout entière pour soumettre ces deux petits cantons et rétablir la communication avec le St.-Gothard.

Lecourbe, aventuré dans l'Engadine, y tenait tête aux forces supérieures de Bellegarde, et se couvrait de gloire à Zernetz, tandis que la mince division laissée par Dessolles en Valteline, sous les ordres de Loison, essuyait les attaques de la droite de Suwarof. Il semblait perdu, car tôt ou tard l'ennemi percerait, par Coire, sur Dissentis, ou par les bailliages italiens sur le St.-Gothard.

Lecourbe voit qu'il ne lui reste pas de parti plus sûr que celui de dégager d'abord Bellinzona, menacé par le comte Hohenzollern. Il marche sur Taverne, et en chasse le prince de Rohan,

tons et du Valais, avait couru aux armes. Les succès des alliés en Italie menaçaient le Simplon et le St.-Bernard; le St.-Gothard est enlevé, et Lecourbe ramené jusque sur Schwitz et Altorf. Il eût été imprudent de sacrifier son armée pour tenir Zurich avec un défilé à dos. Masséna préféra la ligne de l'Albis, montagne escarpée qui borde la Limmat et le lac, depuis Bruck jusqu'à Utznach; il abandonna la ville aux Autrichiens.

L'archiduc est paralysé par les ordres du cabinet.

L'archiduc, informé par le conseil aulique de la prochaine arrivée de Korsakof avec 30 mille Russes, avait reçu l'ordre de ne rien tenter de décisif avant l'arrivée de ce puissant renfort, et demeura jusqu'au mois d'août campé derrière Zurich, ce qui donna le temps à Masséna de s'assurer dans ses belles positions, et au Directoire de lui envoyer des renforts.

Macdonald revient sur Modène.

Macdonald, sur ces entrefaites, avait évacué Naples et Rome pour rejoindre Moreau : affaibli des garnisons, mais renforcé par la division qui avait occupé la Toscane, il s'avançait avec 30 mille hommes sur Modène. Moreau détache la division Victor sur la Trebia, pour aller au-devant de Macdonald; la jonction se fait, le 14 juin, à Firenzuola. Moreau file lui-même des hauteurs de l'Apennin pour descendre dans la plaine. Il comptait réunir les 34 mille hommes de Mac-

donald avec les 16 mille qu'il avait en Ligurie. En s'emparant ainsi, avec 50 mille hommes, de la ligne du Pô, il n'espérait pas moins que de dégager Mantoue, ce que la dispersion des forces ennemies ne rendait pas impossible. Rien n'entraîne en effet à la dissémination imprudente des forces, comme des conquêtes rapides sur un ennemi qui se dissémine trop lui-même. Les alliés en firent l'expérience : au moment où Macdonald descendait de l'Apennin sur Modène, Kray était toujours devant Mantoue, Hohenzollern et Klénau vers Bologne, Ott à Parme, Seckendorf et Wukassowich vers Ceva et Montenotte; Frolich observait Coni, Lusignan était vers Fenestrelles. Bagration venait de soumettre Suze; Suwarof, avec le corps de bataille de Mélas et la division Kaim, assiégeait la citadelle de Turin ; enfin Bellegarde, descendu par la Valteline sur Milan, allait mettre le général russe en mesure de réunir des forces assez respectables dans les plaines centrales de la Bormida, et Haddick, laissé en Valais, gardait les Alpes contre la droite de Masséna.

Dès que les alliés furent instruits de l'approche de Macdonald, ils portèrent au-devant de lui les détachements de Klénau et de Hohenzollern, qui marchèrent sur Modène, où ils furent battus séparément le 12 juin : le dernier, assez sé-

rieusement entamé, fut rejeté derrière le Pô; le second se replia un peu mieux en ordre sur Ferrare.

Suwarof l'attaque sur la Trebia.

Suwarof, instruit de ces événements, laisse Kaim à Turin pour bloquer la citadelle, part de cette ville à marches forcées pour joindre Ott à Plaisance : il prescrit à Kray de ne laisser qu'une division légère sous Mantoue, et d'accourir aussi, par Mezzana-Corte, sur le Pô, où il espère réunir 50 mille hommes, indépendamment de Bellegarde qui reste vers Alexandrie pour observer Moreau. Suwarof, arrivé le 15 juin sur le Tidone, y trouve Ott vivement pressé, le dégage et repousse Victor. Macdonald concentre le lendemain ses colonnes allongées, et attaque l'ennemi. Suwarof réunit aussi ses 33 mille hommes; mais Kray n'arrive pas, et les forces des deux partis sont balancées. Un combat sanglant s'engage entre deux armées également exaltées, l'une par le souvenir de ses anciennes victoires, l'autre par celui de ses avantages récents: les forces sont égales, les généraux seuls sont différents.

Macdonald, qui attend Moreau par le pied de l'Apennin vers la gauche, commet la faute de porter ses efforts du côté opposé, et le long d'un fleuve sans ponts, où ses troupes peuvent être culbutées. Suwarof, mieux avisé, porte au con-

traire les siens à l'aile opposée, certain que, s'il pousse la gauche des Français, il obtiendra d'immenses résultats. Après trois jours d'une lutte mémorable, l'armée française, ayant la moitié de son effectif hors de combat, est rejetée sur la Toscane. Sa perte paraît immanquable; mais Moreau ayant battu Bellegarde dans les plaines d'Alexandrie, l'armée de Suwarof étant elle-même abîmée, et Kray étant resté paisible sous Mantoue, par des ordres positifs de son cabinet, le maréchal russe dégoûté laissa à Macdonald le temps de revenir par la corniche de Pontremoli, et de ramener son armée à la Spezzia, dans un état déplorable. C'était beaucoup de l'avoir sauvée. Ce désastre achevait de ruiner toute espérance pour le rétablissement de nos affaires en Italie, dont le sort jusque là aurait pu dépendre de la jonction des deux armées.

Suwarof, victorieux à la Trebia, eut d'abord envie de se jeter sur Gênes pour achever notre expulsion totale de l'Italie. Mais les Autrichiens avaient à cœur de soumettre les places. L'empereur lui prescrivit impérieusement de se borner à l'attaque de Mantoue, d'Alexandrie et de Tortone.

Quatre mois n'étaient pas encore écoulés depuis l'ouverture de la campagne, et déja les armées françaises, par suite du plan trop légère- Situation générale des affaires.

ment adopté, se trouvaient expulsées de toutes les conquêtes qui faisaient l'orgueil du Directoire, et repoussées à quelques lieues de leurs frontières. Malgré les 100 mille conscrits incorporés dès lors dans les régiments de toutes armes, à peine restait-il 200 mille hommes épuisés de fatigues, découragés par vingt défaites, en proie aux derniers besoins, à opposer aux armées victorieuses des Austro-Russes, secondées en Italie, comme en Suisse, par les peuples fatigués d'un joug pénible. Partout la fortune semble déserter les drapeaux républicains : l'armée d'Orient, forcée de lever le siége d'Acre, après soixante jours de tranchée ouverte, retourne en Égypte, où une expédition turque est sur le point de débarquer; tandis que dans l'Inde, les Anglais prennent d'assaut la capitale du Mysore, et partagent, avec le Nizam, ce royaume ancien allié de la France.

Le roi de Naples, le grand-duc de Toscane, sont rentrés dans leurs capitales; le roi de Sardaigne est rappelé dans la sienne par Suwarof. La coalition triomphe, et l'Angleterre qui en est l'ame, impatiente d'accélérer la chute de la république, signe un traité avec la Russie pour une expédition destinée à chasser les Français de la Hollande.

L'avénement du prince de Brésil au trône de

Portugal, qu'il occupait de fait depuis sept ans sous le titre de régent, par suite de l'aliénation mentale de la reine, n'en laissait pas moins ce royaume asservi à la politique anglaise.

Mécontentement contre le Directoire.

Telle était, en peu de mots, la situation respective des puissances belligérantes : celle de la France se ressentait davantage des vicissitudes du sort des armes; et quand bien même le Directoire eût été certain d'aplanir les difficultés que son étrange politique lui avait suscitées à l'extérieur, il n'aurait pu conjurer l'orage qui s'amoncelait contre lui au sein même de la république.

Depuis le 18 fructidor, l'arbitraire et l'immoralité semblaient être les uniques régulateurs de sa conduite. Légataire des embarras du comité de salut public, sans hériter de la puissance dictatoriale dont celui-ci tirait sa force, il ne pouvait se flatter des mêmes succès; car les grands mobiles qui avaient électrisé la nation française, usés par un abus continuel, n'offraient plus les mêmes ressources. La nation, épuisée par des sacrifices en pure perte, n'aurait pas répondu à l'appel du gouvernement le plus animé de l'amour du bien public. Exiger d'elle de nouveaux sacrifices, c'était paraître oppressif. De cette fausse position naissait une mésintelligence réciproque: le Directoire cherchait à s'investir de la force

nécessaire pour se mettre au niveau de la tâche immense qui lui était imposée; la nation, réclamant une liberté dont elle n'avait jusqu'alors connu l'existence que par des proclamations, regardait chaque pas des directeurs dans la carrière du pouvoir, comme un acte de tyrannie insupportable, et formellement opposé au but de la révolution.

Le corps législatif profita des difficultés de leur position pour renchérir sur leurs torts. Il les accusait hautement « d'avoir violé le droit « des nations en attaquant, sans manifeste ni dé« claration préalable, la Suisse et l'empire otto« man; d'avoir comprimé la liberté des assem« blées primaires; d'ériger des bastilles, d'inscrire « sur la liste des émigrés quiconque avait le mal« heur de leur déplaire; de tenir des lits de « justice en Hollande, en Italie, en Suisse, et « de vouloir réduire les représentants à un as« servissement continuel. » Dans de pareilles dispositions des esprits, tous les efforts pour maîtriser les élections de l'an VII furent inutiles, et les députés de la nouvelle série arrivèrent avec la ferme résolution de renverser une tyrannie que les grands dangers de la patrie et l'espoir de la victoire seuls eussent pu rendre supportable.

Sièyes, entré au Directoire, prépare un coup de parti contre la majorité.

La nomination de Sièyes en remplacement de

Rewbel, désigné par le sort pour quitter le fauteuil directorial, affermit les députés dans leur projet. Ce nouveau directeur s'étant aperçu que Merlin et Treilhard, imbus des doctrines de leurs devanciers, entraînaient le faible Laréveillère, sentit l'importance de rompre cette majorité, et s'aboucha avec mon frère Lucien et Genissieux, meneurs des conseils. Dès lors il ne fut plus question que de saisir l'occasion d'éliminer ces directeurs par un coup d'état, contraire à celui qu'avaient frappé les hommes du 18 fructidor, pour chasser les législateurs qui leur étaient incommodes.

Adresse aux conseils.

Des adresses de plusieurs départements étaient envoyées à cet effet aux conseils. Les meneurs attaquèrent surtout l'administration du Directoire, qui percevait 725 millions pour laisser tous les services en souffrance : on accusait même le ministère de la guerre d'avoir vendu à vil prix 130 mille fusils de l'arsenal de Paris.

L'insurrection couvait dans la Vendée, et la Belgique s'opposait à main armée aux levées d'hommes et d'impôts. Chaque séance amenait des attaques plus virulentes contre les médiocres chefs du pouvoir exécutif.

La nomination de Treilhard est annulée.

La lutte pouvait être incertaine, tant que les directeurs menacés se maintiendraient à leur poste et agiraient de concert : il fallait donc

commencer par détruire ce triumvirat; mais comment l'abattre sans violer la constitution? et n'était-ce pas lui fournir des armes contre la représentation nationale, en cherchant à le renverser? Dans cette perplexité, un député se rappela fort à propos que Treilhard avait été élu trois jours plus tôt que ne le permettait la loi: les deux conseils saisirent ce prétexte pour annuler sa nomination. On rapporte que le directeur reçut lui-même sa destitution, et qu'il quitta ses collègues avec moins de regret que de gaieté. Cette opération frappa le Directoire pendant quelques jours d'une véritable paralysie, par la division des quatre membres restants. On lui rendit bientôt sa force en le complétant par le ministre Gohier, qui fit pencher la balance en faveur du parti qui méditait des réformes.

Merlin et Laréveillère donnent leur démission.

Ce n'était pourtant qu'une demi-victoire; on sentit la nécessité de forcer Laréveillère et Merlin à la retraite. D'abord, feignant de vouloir en appeler à leurs juges constitutionnels, ils essayèrent de faire tête à l'orage; mais, effrayés des menaces proférées contre eux à la tribune, ils se résignèrent à envoyer humblement leur démission dans la nuit du 16 au 17 juin. Leur condescendance désarma le corps législatif, qui se contenta de les couvrir de sarcasmes. Ils sont rendus à leur nullité, dit Bordas; ils n'ont plus

d'autre entourage que leurs remords : leurs espions les désavouent ; ils sont abandonnés de leurs complices. Boulay alla plus loin, en qualifiant Merlin d'homme à petites vues, à petits arrêtés, à petites passions, à petites vengeances, digne, en un mot, d'être le garde-des-sceaux de Louis XI.

Les conseils nommèrent à la place des démissionnaires Roger-Ducos, conventionnel, qui n'était guère plus connu à la tribune que le général Moulins, son collègue, ne l'était aux armées ; en sorte que Sièyes demeura par le fait le meneur du Directoire. Ils sont remplacés.

Bernadotte fut nommé au ministère de la guerre, choix sur lequel on fondait de trompeuses espérances pour réparer le désastre des armées.

Ces changements ne furent pas plutôt opérés, que la nouvelle de l'évacuation de Zurich et de la retraite de Moreau sur l'Apennin signala l'urgence de mesures vigoureuses. Il ne s'agissait plus de vérifier le déficit des finances, mais de le combler. Jourdan propose un emprunt forcé de 100 millions sur les riches, mesure désastreuse et toujours repoussée par l'opinion, mais que l'urgence des circonstances pouvait faire excuser. Toutes les classes de la conscription sont mises à la disposition du Directoire, et, si la levée

s'exécute sans obstacle, on peut compter sur près de 200 mille hommes pour renforcer les armées. Il ne faut que du temps et de l'argent. Des bataillons de gardes nationales sont mobilisés dans les places frontières pour rendre toutes les troupes disponibles et parer aux dangers d'une invasion.

Consternation à la nouvelle de la bataille de la Trebia.

A peine ces mesures furent-elles adoptées, que la nouvelle de la bataille de la Trebia vint ajouter à la détresse publique. Tant de désastres justement mérités affectèrent différemment tous les partis : les bons français en gémirent, les républicains s'indignèrent, les ennemis intérieurs s'en réjouirent, mais tous s'accordèrent, par des motifs différents, à prononcer anathème contre le gouvernement qui les avait attirés.

Où sont donc les vainqueurs de Turcoing, de Fleurus, de Rivoli, de Castiglione? s'écriait-on de toutes parts. Les armées ne seraient-elles plus composées des mêmes soldats, des mêmes généraux, qui naguère portaient la gloire de la France des Alpes noriques aux confins de la Bohême? En réfléchissant avec plus d'attention sur les causes des succès précédents, on s'aperçut qu'on les avait peu connues, et que de grandes masses, mais surtout des masses habilement dirigées les avaient produits, alors même qu'on les attribuait à la valeur française, ou à

l'amour de la patrie. Quoique les moments de crise et d'effervescence soient peu propres à la réflexion, cependant l'on reconnaît qu'en accordant trop aux causes générales, on n'a pas assez apprécié les hommes capables d'enchaîner la victoire. Une clameur universelle s'élève contre Rewbel et contre Talleyrand, auquel on reproche d'avoir été le conseiller ou le complice de sa fausse politique, de ses usurpations. Ceux mêmes qui sont le moins capables d'indiquer ce qu'ils auraient dû faire, voient évidemment qu'ils ont mal gouverné.

Formation des clubs.

Les malheurs publics, en démontrant la nécessité de retremper les courages, amenèrent de nouvelles réunions politiques. Une société, digne émule de celle des jacobins, venait de se former au Manégé; là, à la porte même du conseil des anciens, on déclamait sur l'impéritie de l'administration. Pour se soustraire à la loi qui interdisait les sociétés dirigées par des présidents, on avait nommé Drouet *régulateur des débats*. Ces ardents républicains, sans vouloir le triomphe des prolétaires, croyaient pouvoir se servir des meneurs de ceux-ci, et bientôt le club du Manége égala celui des Cordeliers. La France fut menacée d'une anarchie plus horrible que celle de 1793, parce qu'alors la dictature du comité de salut public, soutenue

par la victoire, remédiait en quelque sorte aux vices du gouvernement populaire, et qu'aucune autorité ne pouvait se flatter d'y parvenir, si l'on déchaînait de nouveau les anarchistes.

Séances orageuses du Manége.

Déja la tribune du Manége retentissait d'accusations contre ceux qui avaient tenu le timon des affaires, et l'on n'attendait qu'un signal pour faire tomber leurs têtes. C'est la conduite de Talleyrand qui, après celle de Rewbel et de Schérer, prête le plus à l'examen : il est formellement accusé de cette funeste expédition d'Égypte, cause première de tout le mal. Réduit à se justifier, il affirme que l'expédition était décidée avant son entrée au ministère. Charles Delacroix, se croyant inculpé par cette assertion, déclare que, si le projet fut agité bien avant la révolution, il n'en fut jamais question pendant qu'il eut le portefeuille.

Talleyrand est remplacé.

La justification de Talleyrand ne persuadant pas ses antagonistes, le Directoire, par déférence pour l'opinion, nomma Reinhard au ministère des relations extérieures, Robert Lindet aux finances, Cambacérès à la justice. Mais un changement de ministère ne saurait amener un changement immédiat de politique extérieure, quand on n'est pas en position de négocier une paix passable; et le renvoi de Talleyrand ne suffisait pas pour dissoudre la coalition. En jetant un regard sur

le passé, on dut alors regretter amèrement toutes les extravagances de 1798. Quelle différence de résultats, si l'on se fût appliqué à consolider l'influence de la république en Italie, en y intéressant l'Espagne par l'agrandissement de l'infant duc de Parme, et la maison de Savoie par de justes indemnités, au lieu de s'aliéner les cours de la péninsule par les révolutions de Gênes, de Rome et du Montferrat! Élever une puissance en faveur du gendre de Charles IV eût été un excellent moyen de prouver à la reine des Deux-Siciles et à Charles Emmanuel de Piémont, que nous savions estimer l'alliance des princes qui entraient franchement en relations amicales avec nous; c'eût été engager en même temps l'Espagne à redoubler d'efforts sur mer, et à fournir, pour la garde commune de l'Italie, le contingent stipulé à St.-Ildefonse. Ainsi, loin d'avoir besoin d'envoyer Macdonald à Naples et Gauthier en Toscane, on aurait eu 140 mille combattants français, espagnols et italiens, à présenter aux impériaux sur l'Adige.

Le Directoire fait fermer le Manége.

Toutefois le temps des récriminations était passé. Il ne s'agissait plus de dominer en Italie, mais bien de sauver la France. Les regards du Directoire se tournèrent sur l'intérieur, où les fureurs de la société du Manége menaçaient de tout bouleverser. De tels désordres, à la porte

du palais législatif, devenaient intolérables; la société, expulsée du lieu de ses séances, alla s'installer rue du Bac, sous la présidence du régulateur Augereau. Les débats devenaient tous les jours plus orageux; l'éloge de Babœuf, prononcé à la tribune de la société, attestait qu'il était temps de frapper. Sièyes confia à Fouché le ministère de la police; et cet ancien proconsul, auquel on ne peut contester un grand esprit des affaires, se hâta de fermer l'antre du jacobinisme, en même temps que le Directoire réclamait une loi répressive des délits de la presse.

Nouveau plan d'opérations proposé.

C'était très-bien pour l'intérieur, mais il fallait d'autres mesures pour arrêter les ennemis de la France. Certain d'obtenir, par la nouvelle loi, les deux principaux éléments de la guerre, le Directoire s'occupa du soin de repousser l'invasion dont on menaçait la France du côté de l'Est. Il chargea le bureau topographique de déterminer la ligne d'opérations que prendraient probablement les armées alliées, si elles parvenaient à chasser Masséna de la Suisse; et d'indiquer les obstacles naturels ou d'art qu'on pourrait, dans cette direction, opposer à une grande invasion. Quoiqu'un militaire distingué eût tracé dans un mémoire lumineux sa direction naturelle dans la trouée entre le Jura et les Vosges, le général Clarke, chef de ce bureau, s'obstina à

soutenir qu'elle se dirigeait, par la Suisse et les Alpes cotiennes, sur Lyon. En conséquence, il présenta un long travail, dans lequel il indiqua toutes les mesures à prendre pour couvrir la frontière des Alpes. Ces moyens consistaient principalement à former une armée qui aurait la garde du grand et du petit St.-Bernard, du Simplon, du Mont-Cénis, du Mont-Genèvre et du Col de l'Argentière; tandis que l'armée d'Italie, débouchant de l'Apennin, reprendrait l'offensive pour prévenir le siége de Coni ou faire lever celui de Mantoue, et que l'armée d'Helvétie opérerait une diversion puissante sur la Limmat.

Joubert est chargé de l'exécuter.

Le nouveau Directoire sentant le besoin de refaire son crédit par un coup d'éclat, Joubert, jeune général qui donne de grandes espérances, est chargé de remplacer Moreau qu'on compare au temporiseur Fabius, et qu'on destine à commander sur le Rhin. Son successeur doit réorganiser une armée de 45 mille hommes en Ligurie, et s'avancer de nouveau sur le Pô afin de dégager Mantoue. Championnet, mis en jugement parce qu'il avait osé braver les proconsuls du Directoire à Naples, descend du banc des accusés pour aller commander l'armée de 34 mille hommes qu'on organise dans les Alpes.

Si la proximité de Grenoble et de Chambéry étaient des motifs pour organiser cette armée,

plutôt que d'envoyer des troupes par la Provence à Gênes, ce n'en était pas un pour donner des chefs séparés à ces armées, et assigner à celle des Alpes une destination principalement défensive. Mantoue, assez mal bloquée pendant quelques mois, l'était plus étroitement depuis la chute de Peschiera; et, tous les préparatifs étant terminés, Kray fit enfin ouvrir la tranchée le 15 juillet: Latour-Foissac capitula le 30. En même temps Chasteler et Bellegarde assiégeaient plus vigoureusement encore la citadelle d'Alexandrie, où l'artillerie autrichienne se distingua, et qui capitula également le 22 juillet, après sept jours d'une attaque très-chaude.

Il débouche de l'Apennin.

Joubert, arrivé dans le commencement d'août, débouche enfin le 12 de l'Apennin sur Novi. Il est accompagné de Moreau qui, appelé au commandement de l'armée du Rhin, veut suivre son jeune ami jusqu'après la bataille. On espère n'avoir à combattre qu'une quarantaine de mille hommes (1).

---

(1) Avant la prise de Mantoue, Suwarof renforcé avait:

55	mille hommes entre Alexandrie et Tortone.
13	mille sous Kaim vers Turin et les Alpes.
14	mille sous Haddick en Valais.
6	mille sous Ott et Klénau à Modène, Ferrare.
27	mille sous Kray devant Mantoue.
Total. 115	mille.

Joubert et Championnet en avaient 70 mille.

Un bruit vague se répand que Mantoue a capitulé, mais on n'y ajoute pas foi.

Le 14 août, au soir, la droite et le centre sont réunis sur le superbe plateau de Novi, au pied de l'Apennin, lorsqu'on apprend la triste nouvelle, non seulement que Mantoue a réellement succombé, mais encore que le corps de Kray qui l'assiégeait se trouve déja réuni à Suwarof, prêt à nous recevoir dans la plaine. On a peine à croire qu'une place qui m'a résisté dix mois entiers soit tombée en trois mois devant des Autrichiens; il n'est que trop vrai que Latour-Foissac l'a mal défendue; et, en admettant même qu'il ait été attaqué plus régulièrement, et qu'il n'ait pas eu les mêmes moyens que le maréchal autrichien, toutefois est-il certain qu'il eût pu prolonger sa défense d'une quinzaine de jours au moins; il n'en fallait pas davantage pour le sauver.

On reçoit, dans la soirée, la confirmation de ce malheur, de manière à ne pouvoir en douter. Dès lors rien ne doit porter l'armée à risquer une bataille contre un ennemi supérieur. Il faut revenir sur l'Apennin, et concerter un autre plan d'opérations avec Championnet: mais on a une belle position; la gauche doit venir s'y réunir dans la matinée; rien ne semble exiger une retraite précipitée, car il n'est pas probable que Bataille de Novi.

l'ennemi devienne assaillant d'un poste si formidable, quand il a intérêt à nous attirer en plaine. Suwarof en juge autrement : il fait attaquer le 15 août, au point du jour, par sa droite aux ordres de Kray. Déja les colonnes autrichiennes grimpent les rampes du coteau, couvertes de vignobles, et paraissent sur le plateau. Joubert y vole, se met à la tête du 34e régiment, culbute l'ennemi, mais est frappé à mort à la première décharge : il était à peine six heures du matin.

Moreau, qui semble destiné dans cette campagne à être chargé de toutes les mauvaises affaires, prend le commandement d'une armée engagée malgré elle et sans but; il parvient d'abord à repousser l'ennemi.

Depuis trois heures on se bat à notre gauche, quand Suwarof débouche à neuf heures contre le centre à la tête du corps russe, et veut à tout prix enlever de front Novi et ses hauteurs. St.-Cyr s'y défend à merveille; deux fois l'ennemi repoussé, pris en flanc par Watrin, est ramené jusqu'à Pozzolo-Formigaro. Enfin Mélas avec la réserve, ou plutôt avec la gauche des coalisés, arrive à deux heures seulement de Rivalta, longe la Scrivia, fait gravir à 8 bataillons de grenadiers le revers du Monte-Rotundo où passe la route de Gavi et de Gênes, et tourne ainsi la position. Suwarof et Kray le secondent par un nouvel ef-

fort. Dès lors la retraite devient à la fois inévitable et difficile. On l'effectue par des traverses sur Pasturana, où le défilé s'encombre. Pérignon et Grouchy, voulant donner le temps à la colonne de filer, reçoivent le combat en avant contre les forces quadruples que l'ennemi amène de tous les rayons de la circonférence. Ils sont blessés et pris avec 4 à 5 mille braves qui partagent leur sort; une bonne partie de l'artillerie tombe au pouvoir des alliés. Cette fatale journée décide irrévocablement du sort de l'Italie.

Masséna reprend les petits cantons.

Plus heureux, Masséna remportait au même instant (14 août) un avantage signalé. Par un hasard assez bizarre, il combinait la reprise de la ligne des hautes Alpes, qu'il avait perdue au mois de juin, au moment où l'archiduc Charles, enfin renforcé par Korsakof, voulait en profiter pour prendre l'offensive du côté opposé.

Beau projet de l'archiduc, qui échoue.

L'archiduc voulait concentrer son armée au-dessous de Bruck, afin de franchir d'un même coup les lignes de l'Aar, de la Limmat et de la Reuss, rivières considérables et rapides qui se réunissent près de cette ville.

De Bruck à Arau, il n'y a que quatre lieues, et dans une même journée l'archiduc pouvait franchir trois barrières importantes, et se saisir des hauteurs du Jura qui séparent Arau de Bâle. Ce mouvement eût compromis d'une ma-

nière grave le salut de l'armée française, qui s'étendait sur l'Albis jusqu'à Glaris.

Le Directoire, de son côté, voulant faire aller de front les entreprises de Joubert et celles de Masséna, avait pressé celui-ci de prendre l'offensive. Il fallait y préluder en reprenant la chaîne des hautes Alpes, qu'on avait dû abandonner au mois de juin.

Lecourbe, renforcé, attaque le corps de Simbschen, s'empare du Grimsel, du Furca, du St.-Gothard et du Crispalt; fait 4 mille prisonniers. La division du Valais chasse Rohan du Simplon. Soult et Chabran balayent le canton de Glaris et la gauche de la Linth. Ces succès partiels, loin d'être un bonheur, eussent complété la ruine de l'armée, si le projet de l'archiduc n'eût échoué.

Trente mille Autrichiens et autant de Russes s'étaient réunis, le 16 août, en face du village de Dettingen. La seule division Ney couvrait Bruck et le Frickthal; il ne se trouvait que 6 bataillons à portée de disputer le passage. Tel est l'inconvénient d'avoir des lignes immenses et une foule de points à garder. Les 122 bataillons et 140 escadrons qui composaient les armées du Rhin et du Danube eussent formé, si la Suisse avait été neutre, une armée imposante entre Ulm et Stasbourg; tandis que, réduits à tout couvrir, depuis Genève jusqu'à Dusseldorf, ils ne présen-

taient qu'une force active de 70 à 75 mille hommes, dispersés encore sur une ligne de 100 lieues; il n'y en avait pas 8 mille au point du passage.

Les Autrichiens, méprisant les précautions d'usage, espèrent jeter leur pont sous la protection de 40 pièces qui balayent la plage, sans faire passer des troupes pour couvrir les travailleurs. La brigade Quetard, accourue au premier bruit, est bientôt forcée de s'éloigner; les obus autrichiens mettent le feu à Dettingen. Un bataillon de carabiniers zuricois se jette dans les masures, et, à l'aide de leurs excellentes carabines, ces braves et habiles tireurs abîment les pontonniers ennemis. D'un autre côté, le fond rocailleux de l'Aar empêchait les ancres de tenir. Plusieurs heures se passent. Dix mille Français, réunis sous les ordres de Ney, ayant eu le temps d'accourir près du passage, découragent l'archiduc, et il renonce à son projet. Ce fut un grand bonheur pour les Français; car, s'il eût réussi, on ne saurait trop calculer les suites désastreuses qu'il eût entraînées. Masséna était alors avec la réserve dans le Muttenthal, la moitié de son armée eût été perdue.

Nouveau plan de la coalition.

Les coalisés, enivrés de leurs victoires, avaient vu néanmoins leur ligue un instant compromise par les dissensions survenues entre Suwarof et

le cabinet de Vienne. Le maréchal russe, arrivé à Turin, n'avait rien eu de plus pressé que de rappeler le roi de Sardaigne dans sa capitale. Mais Thugut, plus rusé diplomate, ne voulait rien préjuger sur le sort futur du Piémont, et s'y opposa fortement. Il avait déja marchandé à Selz quelques provinces piémontaises, et peut-être voulait-il faire, de ce retour du roi, une spéculation pour obtenir de lui le Novarais à la paix, et partager ainsi avec la maison de Savoie le titre et les fonctions de *portier des Alpes*. Cette politique déplaisait à Suwarof, qui, contrarié aussi de l'inaction de Kray à l'époque de la Trebia, se plaignit avec tant d'amertume, que la mésintelligence menaça le camp des alliés.

Les cabinets de Londres et de Vienne s'entendirent pour proposer un nouveau plan d'opérations à celui de Pétersbourg; il fut convenu:

1° Que toutes les troupes russes de Suwarof et Korsakof se réuniraient en Suisse pour former le centre, et pénétrer en Franche-Comté de concert avec un corps d'Autrichiens;

2° Que l'archiduc Charles se dirigerait, avec le gros de son armée, sur Manheim, reprendrait cette place, passerait le Rhin autant pour seconder Suwarof, que pour favoriser une expédition anglo-russe destinée à descendre en Hollande;

3° Que celle-ci, commandée par le duc d'Yorck, et composée de 25 mille Anglais, 15 mille Russes sous le général Hermann, délivrerait la Hollande, et, aidée par les troupes que le stathouder y leverait, ainsi que par la diversion de l'archiduc, chasserait même les Français de la Belgique;

4° Que Mélas commanderait les Autrichiens restés seuls arbitres de l'Italie, et acheverait notre expulsion de la Ligurie et du Piémont;

5° Que la flotte russe, après avoir soumis Corfou, seconderait l'attaque d'Ancône confiée au corps de Froelich;

6° Que les Anglais aideraient les Napolitains à la réduction des garnisons laissées à Naples, Rome, Civita-Vecchia, etc.

L'archiduc marche sur Manheim.

Suwarof allant partir d'Italie et déboucher en Suisse, l'archiduc devait, sans objections, opérer son mouvement sur le Bas-Rhin. Il se mit en marche le 31 août; mais ne voulant pas laisser Korsakof exposé seul aux coups que le cabinet de Vienne semblait lui ménager à dessein, il laissa le corps de Hotze, d'environ 25 mille hommes, dans les petits cantons, et celui de Nauendorf, de 10 mille, à l'embouchure de l'Aar dans le Rhin, couvrant la forêt Noire et la droite des Russes.

L'archiduc, instruit à Doneschingen que le

général Muller avait passé le Rhin à Manheim avec 18 mille hommes, et bombardait Philipsbourg, porta le corps du général Starray au secours de cette ville, et marcha lui-même, avec 55 mille hommes, pour le soutenir. Muller n'eut garde de l'attendre, et se hâta de repasser le Rhin, en laissant la faible division Laroche à la garde de Manheim. L'archiduc l'attaque le 17 septembre, pénètre par la tête de pont de Neckerau, et, malgré les efforts de Ney accouru sur les lieux, il s'empare de la place et de 1500 prisonniers.

Plan de Suwarof.

Suwarof avait une tâche difficile: les tentatives de Moreau pour débloquer Tortone l'avaient entraîné à différer son départ; il s'était mis en marche d'Asti, le 11 septembre, onze jours après l'archiduc; tandis que pour bien faire il eût fallu qu'il s'ébranlât avant lui. Trois chemins s'offraient à son choix: il pouvait déboucher par le Valais dans le pays de Vaud pour faire diversion, mais il s'exposait à être battu isolément; il pouvait franchir le St.-Gothard sans artillerie, déboucher sur Schwitz et se joindre à Hotze, tandis que son matériel irait par Coire; enfin, il pouvait de Como prendre la route du Splugen pour venir faire sa jonction par les Grisons, sans combattre. Il préféra le

St.-Gothard comme plus sûr que le premier moyen, et moins long que le troisième.

Bataille de Zurich.

Instruit par Suchet du départ de Suwarof pour la Suisse, et sachant bien que l'archiduc avait conduit le gros de son armée sur Manheim, Masséna ne pouvait laisser échapper l'occasion de battre Korsakof avant l'arrivée du maréchal; car s'il attendait le vainqueur de Novi, il était plus que probable qu'il se verrait ramené sur le Jura. Il rassemble donc environ 38 mille hommes au centre, et se décide à attaquer le 25 septembre.

Soult passe la Linth à Schœnis. Hotze accouru au premier feu est tué, ainsi que son chef d'état-major; le désordre se met dans son corps, qui est culbuté sur le Toggenbourg, avec perte de 5 mille hommes hors de combat. Mortier attaque Zurich à la rive gauche de la Limmat. Lorges et Ménard passent la Limmat à Fahr, pour tourner Zurich et assaillir le Zurichberg.

Korsakof avait reçu de Suwarof l'avis qu'il serait le 26 à Schwitz, et son corps de bataille était blotti en avant de la petite ville de Zurich, prêt à attaquer l'Albis, lorsque le canon de Foy et de Lorges, tonnant vers Fahr, lui apprend le danger qui le menace. Cependant le général russe, jugeant mal de sa position, pousse sa gauche entre la Zil et le lac, et s'acharne contre

une fausse attaque du général Drouet. Ce ne fut qu'à l'arrivée de Masséna et de Lorges au nord de Zurich, qu'il sentit qu'il était compromis. Il avait une division en face de Bruck, à Wurenlos; il s'en trouvait coupé par le passage de Masséna à Fahr: il fallait se décider sur-le-champ ou à percer par l'Albis pour aller sur Schwitz joindre Suwarof, ou à jeter toutes ses forces sur Lorges pour lui faire repasser la Limmat. Korsakof ne savait à quoi se résoudre: la crainte de ne pas obéir à Suwarof lui faisait redouter le seul parti sage qu'il eût à prendre, celui de fondre sur Lorges. La nouvelle de la mort de Hotze et de la défaite de son corps acheva de le plonger dans l'embarras; il persista à se maintenir, avec la moitié de ses forces, entre la Zil et Zurich, où Mortier et les grenadiers réunis de Klein le combattirent à chances balancées toute la journée. Cependant Oudinot et Lorges canonnaient déja la porte de Winterthour, et couronnaient les hauteurs qui dominent Zurich au nord, seule retraite qui restât à l'ennemi.

Korsakof se retire sur le Rhin.

Enfin Korsakof se décide dans la nuit. Toute son armée traverse Zurich, et débouche, le 26 au matin, pour se rouvrir la route de Schaffouse; ce qu'elle parvient à faire en repoussant la division Lorges. Cependant celle-ci, ayant reçu

du renfort, attaque de nouveau la ligne ennemie, coupe la queue de ses colonnes, tandis que Mortier pénétrait dans la petite ville de Zurich, abandonnée à la garde de quelques pelotons de tirailleurs. Korsakof parvient à gagner Schaffouse, mais en nous abandonnant 5 mille blessés, 2 mille prisonniers et presque toute son artillerie. Il eut plus de 10 mille hommes hors de combat; Hotze en avait au moins 5 mille.

A peine Masséna venait-il de remporter cette brillante victoire, qu'il reçut la nouvelle des succès de Suwarof au St.-Gothard. Le maréchal, retardé trois jours à Lucerne, n'avait pu attaquer Airolo et les rampes méridionales de la montagne que le 23 et le 24. Secondé par Strauch, il délogea Gudin, le força à se retirer sur le Furca, et bivouaqua à l'hospice. Une colonne de 6 mille Russes, sous Rosenberg, dut marcher à travers les rocs, les glaces, et les précipices du Crispalt, pour descendre sur Urseren et couper Lecourbe, s'il osait tenir au pont du Diable. (Suwarof passe le St.-Gothard.)

Cette marche audacieuse autant que pénible atteignit son but: Lecourbe, instruit à l'hospice de l'arrivée de l'ennemi à Urseren, prend son parti en désespéré, jette son canon dans la Reuss, grimpe les montagnes presque inaccessibles de Geschenen, en suit les flancs, puis redescend à Wasen; mais il apprend ici qu'une

autre colonne autrichienne, venue des Grisons, est déja maîtresse de la vallée vers Amsteg; tandis que Suwarof, de son côté, avait forcé l'arrière-garde au pont du Diable, après un combat sanglant, et opéré sa jonction avec Rosenberg. L'audace de Lecourbe s'accroît avec le danger; il se jette sur la colonne autrichienne sans hésiter. Celle-ci, menacée d'un autre côté par la réserve qui vênait d'Altorf au-devant de Lecourbe, s'estime trop heureuse de n'être pas écrasée elle-même, et lui ouvre le passage. Ce général passe alors la Reuss à Seedorf, détruit le pont, et s'adosse aux montagnes de Surenen et au canton de Berne.

Il se jette par d'horribles chemins sur le Muttenthal.

Suwarof descend alors sans obstacle sur Altorf et Fluelen; mais ici s'arrête tout chemin praticable, et il faut s'embarquer sur le lac de Lucerne, seule voie de communication de ce canton avec celui d'Uri. La position était critique: Lecourbe avait une flotille armée, et s'était saisi du petit nombre de barques existantes. Le général russe n'avait pas à hésiter; il grimpa les parois escarpées des montagnes de Kesseren dans le Schachental, où jamais troupe n'avait passé, et que Lecourbe même n'avait pas jugées praticables : il y perdit le peu de canons de montagne qu'il avait, beaucoup d'hommes et de chevaux,

et arriva exténué dans le Muttenthal, le 28, trois jours plus tard qu'il n'y comptait.

Instruit du désastre de Korsakof, il espérait du moins être secouru par deux divisions de la droite de Hotze, qui, dans le plan général, devaient s'emparer de Glaris et assurer la communication avec lui.

La défaite de Korsakof le force à marcher sur Glaris.

Ces divisions, aux ordres de Jellachich et de Linken, avaient en effet attaqué la seule brigade Molitor, le 25. Jellachich débouchait sur Wesen par le mauvais sentier qui longe le lac de Wallenstadt. Molitor lui en imposa par sa belle résistance; et le général autrichien, engagé dans le coupe-gorge, ayant appris la défaite et la mort de Hotze, se crut perdu s'il y restait, et se retira sur Wallenstadt.

Défaite des Autrichiens dans ce canton.

Le lendemain, Linken, débouchant des Grisons en trois colonnes par le défilé d'Engi et le Todiberg, descend la vallée de Sernst, enlève un bataillon de Molitor aventuré seul dans les montagnes, et s'avance sur Glaris; mais Molitor, débarrassé de Jellachich, lui oppose la même résistance; et le général autrichien, instruit du sort de ses collègues, reprend la route des Grisons, de peur d'être enlevé. Il est à remarquer que le général Molitor, avec 4 bataillons français et 2 suisses, avait ainsi dérouté le

point décisif de jonction de 12 mille autrichiens avec Suwarof. Les localités le favorisaient, il est vrai; mais sa fermeté, son activité et sa résolution n'en sont pas moins dignes d'éloges.

Retraite pénible de Suwarof.

Suwarof s'achemina aussitôt de Mutten vers le Bragel, montagne difficile où il trouva encore l'avant-garde de ce Molitor qui faisait face à tous. Il se convainquit par là que les Autrichiens avaient disparu de Glaris; et, pour comble d'embarras, Mortier et Masséna avec les vainqueurs de Zurich venaient d'arriver à Schwitz; les grenadiers de Klein à Einsiedlen. La moindre hésitation eût tout perdu. Auffenberg et Bagration forcèrent heureusement la petite avant-garde de Mortier au Kloenthal, le 30, et descendirent sur Glaris. Suwaroff les suivait avec Derfelden. Le général Rosenberg, resté avec 4 bataillons dans le Muttenthal, y fut attaqué, le 1er octobre, par Mortier qu'il repoussa de la manière la plus glorieuse jusque sur Schwitz. Débarrassé par ce succès, l'arrière-garde atteignit le Bragel sans perte. Molitor s'était replié à Neffels, derrière la Linth. Bagration fut chargé de l'attaquer le 1er octobre. On se battit de part et d'autre avec fureur: la petite troupe de Molitor faisait des prodiges; ses ennemis ne lui cédaient en rien; enfin, l'arrivée de la division Soult, qui revenait

sur ses pas après avoir chassé les débris de Hotze jusque dans les Grisons, fixa la victoire. Cet incident aggravait encore la position de Suwarof, qui n'avait plus une minute à perdre. Il se jeta, par le sentier de Panix et d'Engi, c'est-à-dire par les flancs du Todiberg, dans les Grisons, route horrible dans la belle saison, et qui alors était d'autant plus pénible et dangereuse, qu'elle était couverte de neige. Le peu de chevaux et de mulets qui lui restait fut abandonné au pied de ce gouffre. Plusieurs centaines d'hommes périrent dans les précipices. Aucune expression ne saurait rendre ce que cette retraite eut d'horrible. La gloire n'est pas uniquement le prix des dangers et de la victoire; il y en a aussi à braver les éléments, la nature, les privations. Sous ce rapport, il y eut peu d'événements plus glorieux pour les deux partis dans cette guerre mémorable.

Effort infructueux de Korsakof sur Winterthour.

Pendant ce temps, Korsakof avait été renforcé par quelques Bavarois et par la petite armée de Condé, qui venait du fond de la Russie avec 3 à 4 mille émigrés pour conquérir la France. Ce général sentit que, pour laver l'affront de Zurich, il fallait à tout prix dégager son général en chef compromis. A cet effet il s'était avancé de Constance et de Busingen sur Winterthour; mais,

attaqué ici par les réserves et par les divisions Lorges et Ménard, il fut forcé de se retirer derrière le Rhin et de couper ses ponts.

L'archiduc revient de Manheim vers la Suisse.

L'archiduc Charles était accouru, comme nous l'avons dit, sur Manheim par ordre de son cabinet: il y reçut bientôt la nouvelle du désastre de Zurich, ce qui le décida à renoncer à tout autre projet qu'à celui de sauver l'armée; et il revint en toute hâte à Doneschingen.

Mésintelligence avec Suwarof, qui se retire en Bavière.

L'archiduc proposa à Suwarof de venir le joindre pour rentrer en Suisse par Schaffouse: Suwarof préférait rentrer de son côté par Rheineck. Le général autrichien blâma cette double opération, et le vieux maréchal irrité prit le chemin de la Bavière, où il mit ses troupes en cantonnements.

Descente des Anglo-Russes en Hollande.

Dans ces entrefaites, les Anglais et les Russes avaient exécuté le projet d'invasion en Hollande. Abercrombie descendit d'abord, le 27 août, dans la Nord-Hollande avec 3 mille Anglais suivis le lendemain de 12 autres mille. Il n'avait trouvé que la faible division Daendels, qui ne put s'y opposer. L'escadre anglaise de l'amiral Mitchell pénétra dans le Texel, et celle des Hollandais, excitée par les orangistes, s'insurgea, et força l'amiral Story d'arborer le pavillon du stathouder et de remettre l'escadre aux Anglais.

Le choix de la presqu'île étroite de la Nord-

Hollande, convenable pour protéger un premier débarquement, devait aussi favoriser la défensive de Brune. Ce général réunit à Alkmaer les divisions françaises de Gouvion et de Vandamme, avec les deux divisions bataves de Dumonceau et de Daendels; ce qui lui forma une armée de 22 mille hommes. Il voulut forcer, le 10 septembre, la position avantageuse d'Abercrombie à Slaper-Dyc, et fut repoussé.

Le prince d'Orange se montrait en même temps aux frontières de la Frise; mais ses partisans, alors peu nombreux, ne purent rien faire en sa faveur.

Les Russes et les Anglais débarquèrent enfin, le 16 septembre, les restes de l'expédition sous le duc d'Yorck; ce qui porta leurs forces à 35 mille hommes. Brune avait eu des renforts qui portaient les siennes à 28 mille combattants.

Le 19 septembre, les coalisés attaquèrent Brune à Alkmaer; l'effort principal devait se faire vers Bergen par les Russes, et au lieu de les soutenir convenablement, le gros des Anglais se jeta sans raison dans les lagunes du Zuyderzée. Les Russes se divisèrent en deux colonnes: celle du général en chef Hermann donna contre Vandamme, qui fut ramené derrière Bergen; mais Gouvion et Rostolland l'ayant secouru à propos, la colonne russe, attaquée de front et en

flanc, fut abîmée; Hermann tomba lui-même au pouvoir des nôtres avec 2 mille hommes; le reste périt ou se dispersa. Essen, qui s'avançait plus à gauche, assailli à son tour et menacé à revers, se réfugia derrière le Zyp. Dundas, secondé d'une brigade russe, avait d'abord battu Dumonceau à Schoorldam; mais les renforts que Brune put y envoyer le forcèrent bientôt à se retirer avec perte. Au centre, Pulteney avait obtenu un avantage insignifiant sur Daendels; il rentra bientôt dans sa position. A la gauche, Abercrombie, ne trouvant que de faibles détachements à Hoorn, fatigua ses troupes par des chemins horribles, sans prendre aucune part à l'affaire.

Une nouvelle tentative eut lieu, le 2 octobre, à Egmont-op-Zée. Abercrombie prit cette fois l'attaque principale contre la gauche de Brune, et, favorisé par les flotilles dont le feu dominait la plage, il décida Brune à se replier sur Alkmaer pour attendre la division Boudet, qui devait arriver le 5 de la Belgique. Le 6, les Anglais voulurent marcher sur Harlem pour sortir du terrain inextricable dans lequel ils s'étaient engagés. Le combat commença à Castricum, et les alliés furent de nouveau repoussés avec une perte assez sensible.

L'armée alliée était confinée dans les lagunes du Zyp: les pluies d'automne rendaient sa posi-

tion très-pénible; la nouvelle de la bataille de Zurich la laissait sans espoir de secours du côté du Rhin; les orangistes ne bougeaient pas; l'Angleterre avait atteint la moitié de son but en prenant la flotte batave. En conséquence, le duc d'Yorck résolut de retourner à Londres; et s'assura, par un traité d'évacuation peu glorieux, les moyens de le faire sans être entamé. Ce traité fut signé le 18 octobre.

Telle était la situation de nos affaires quand j'arrivai à Paris. La Suisse et la Hollande venaient ainsi d'être heureusement délivrées dans un moment décisif où la jonction des forces russes au centre des opérations eût pu menacer même le sol français d'invasion. Mais l'anarchie était plus que jamais dans l'état, et la coalition continuait à remporter en Italie des succès assez marquants pour menacer nos départements du midi, ou les passions réactionnaires commençaient à fermenter d'une manière alarmante.

Lecourbe est forcé de lever le siége de Philipsbourg.

Le départ de l'archiduc de Manheim pour revenir au secours de Suwarof avait fait donner à Lecourbe l'ordre de repasser le Rhin afin de réduire Philipsbourg : il réussit à l'investir; mais Starray renforcé nous obligea deux fois à renoncer à cette tentative. Un armistice mit fin à cette entreprise sans résultat direct sur le sort de la guerre.

Efforts inutiles de Championnet pour sauver Coni.

Une opération plus importante avait aussi échoué en Italie. Championnet, qui avait succédé à Joubert et à Moreau dans le commandement en chef aux Alpes et en Italie, dut profiter du départ de Suwarof pour dégager Coni, seule place que nous eussions conservée au versant sur le Piémont, et dont Mélas se disposait à faire le siége.

Afin d'y mettre obstacle, plus de 50 mille hommes furent mis en mouvement depuis la Spezzia et la Bochetta, par l'Argentière, jusques au mont Cénis. Six ou sept corps morcelés sur cette immense circonférence devaient difficilement réussir contre l'armée de Mélas concentrée sur la Stura, entre Turin et Alexandrie, et pouvant, en une ou deux marches, porter ses masses où bon lui semblait.

C'était absolument la répétition de la bataille de Rivoli appliquée à une échelle dix fois plus vaste.

Championnet, repoussé à la fin de septembre dans une première tentative sur Mondovi, en avait fait une plus sérieuse à la fin d'octobre: la même faute dut nécessairement amener les mêmes résultats. St.-Cyr, avec l'aile droite, obtint bien un succès partiel très-glorieux en avant de Novi le 24 octobre; mais les divisions du centre, agissant sans ensemble sur Fossano, furent battues

le 3 novembre, par 34 mille Autrichiens, qui les accablèrent de leur supériorité au moment où Duhesme débouchait avec l'aile gauche de Fénestrelles par Saluces sur Savigliano. Celui-ci, repoussé à son tour, dut regagner le pied des montagnes. Pendant ce temps, St.-Cyr avait lutté avec succès à Novi contre Kray, qui venait d'y être renforcé par la division du Valais que les grandes neiges rendaient inutile au Simplon et au St.-Bernard. Mais le centre, battu de nouveau à Mondovi le 10 novembre, et la gauche refoulée dans les Alpes, rendaient toute jonction désormais impossible ; et rien ne put empêcher Mélas de pousser vivement le siége de Coni, qui capitula le 4 décembre. Kray repoussa alors St.-Cyr sur la Bochetta, et Klénau, débouchant même de la rivière du Levant, tenta, mais inutilement, de nous enlever Gênes.

Pendant que Mëlas couronnait ainsi une campagne glorieuse par des manœuvres qui lui faisaient honneur, le général Frolich avait été chargé de soumettre Ancône, où le général Monnier avait tenu la campagne malgré l'approche d'une escadre russe et d'un corps d'observation de Russes, de Turcs et de paysans insurgés. Le siége fut enfin commencé le 1er novembre, et, nonobstant la belle défense de Monnier et de sa petite garnison, la place se rendit le 12 : la

garnison, de 2700 hommes, rentra en France sur parole, couverte de lauriers.

Telle fut l'issue de cette célèbre campagne de 1799 si féconde en événements, et dont j'ai dû tracer une esquisse pour nous reporter à la situation des affaires lors de mon avénement au consulat.

CHAPITRE VI.

Retour d'Égypte. Journée du 18 brumaire. Napoléon nommé premier consul. Campagne de 1800. Batailles d'Engen et de Moskirch. Masséna investi dans Gênes. Passage du St.-Bernard. Bataille de Marengo. Armistice. Négociations infructueuses avec l'Autriche. Nouvelle rupture. Batailles de Hohenlinden et du Mincio. Paix de Lunéville. Affaire des neutres. Bataille navale de Copenhague. Pitt se retire du ministère. Mort de Paul Ier. Négociations entamées avec l'Angleterre. Préliminaires de Londres. Traité avec la Russie, la Porte, les États-Unis. Expédition de St.-Domingue. Réunion du Piémont. Concordat. Établissement de la république italienne. Paix d'Amiens. Contre-révolution de Suisse. Acte de médiation. Intervention de la France et de la Russie pour les indemnités en Allemagne.

La nécessité de suivre l'enchaînement des opérations militaires m'a fait anticiper un peu sur les événements : il faut retourner au vaisseau sorti d'Alexandrie le 24 août, et qui portait à la fois mes destinées et celles de l'Europe. Notre traversée, quoiqu'un peu longue, fut heureuse, et, le 6 octobre, je débarquai à Fréjus. Ma présence excita l'enthousiasme du peuple. Ma gloire militaire rassurait tous ceux qui tremblaient à l'idée de l'invasion étrangère. Mon voyage eut l'air d'un triomphe, et je compris,

en arrivant à Paris, que la France était à ma discrétion, car tout y était mûr pour un grand changement.

Nécessité d'un changement dans l'ordre des choses.

Après une révolution qui a détruit de fond en comble l'édifice social, déplacé tous les intérêts, retrempé toutes les habitudes, un gouvernement jaloux de mettre un terme aux bouleversements ne doit pas seulement améliorer des lois enfantées dans le délire des factions, ou dictées par l'enthousiasme; il faut qu'il y substitue une charte qui fixe invariablement les principes généraux, les bases des lois organiques et les principales garanties des libertés publiques : laissant au temps et à l'expérience le soin de rédiger successivement les lois de détail nécessaires pour assurer la marche du gouvernement, et les codes qui déterminent les droits et les devoirs des citoyens. Chaque magistrat éclairé sentait que la constitution de l'an III était détestable, et que les autorités qu'elle avait produites manquaient de capacité; mais on n'était pas si bien d'accord sur les remèdes à y apporter.

Les moyens de remédier au vice qui mine un état représentatif et électif sont plus ou moins difficiles, selon la situation où les antécédents ont placé celui qu'il s'agit de sauver. Au premier aspect, le plus simple et le plus régulier paraîtrait de confier au corps législatif le droit

de modifier le pacte constitutionnel. Toutefois n'est-il pas à craindre, en adoptant ce système, que les conseils, jaloux d'empiéter sur le pouvoir exécutif, ne cherchent toutes les occasions de le restreindre, et que, chaque jour signalant de nouvelles ambitions, on ne voie se succéder des chocs qui renverseront bientôt les institutions primitives? Si l'on attribue, au contraire, l'initiative de ces changements au pouvoir exécutif, le danger n'est-il pas plus imminent, et, sous prétexte du salut public, enchaînant les conseils, ne les forcera-t-il pas à un suicide pareil à celui qui frappa le corps législatif au 18 fructidor? D'ailleurs, quelle confiance peut inspirer un pacte dont la durée dépend du caprice des magistrats, dont il trace à peine les devoirs et fixe mal les limites.

Si, pour éviter ces deux écueils, on confie à une troisième autorité la garde de la constitution, et qu'on la charge d'introduire les grandes innovations réclamées par les besoins et les vœux de tous, il est facile de prévoir que le but ne sera pas atteint; le pouvoir exécutif, qui disposera du trésor et des troupes, qui signera les alliances, distribuera les emplois, dominera inévitablement ce tribunal suprême ou sera bientôt aux prises avec lui. Quel que soit le résultat de cette lutte, elle aura de fâcheuses con-

séquences; car un coup d'état contre cette assemblée devient inévitable, à moins qu'elle ne se condamne volontairement au rôle abject du sénat de Tibère, ou qu'elle ne s'empare au contraire de l'autorité, comme fit jadis le factieux sénat de Stockholm.

Cette vérité, démontrée par tant de cruelles expériences, prouve qu'un gouvernement représentatif, entaché d'esprit d'anarchie, ne saurait être soumis à des réformes légales, sans mettre à chaque instant la liberté en péril, ou sans ébranler l'état par des institutions qui engendreront elles-mêmes le vice qu'on cherche à extirper.

La garantie d'un corps spécialement constitué pour ces réformes étant donc à peu près nulle, il ne reste alors que les coups d'état frappés à l'aide des baïonnettes : remède non moins terrible sans doute, mais dont l'application ne fut pas toujours funeste aux nations forcées d'y recourir. En effet, quoi qu'en disent ces spéculateurs politiques qui prétendent soumettre la marche des sociétés à des règles immuables, on citera la dissolution du parlement par Cromwell, celle du sénat de Stockholm par Gustave III, et le 18 brumaire, comme des preuves que l'intervention de la force armée peut aussi être regardée comme un moyen de salut dans les grands

périls qui menacent une nation. Si ces imposants témoignages de l'histoire viennent à l'appui de mon assertion, il restera néanmoins à décider par qui et dans quelle circonstance une telle intervention doit être exercée, pour ne pas devenir mille fois plus odieuse que tous les vices des institutions, et ramener les peuples aux révolutions dégoûtantes du Bas-Empire. Mon but n'étant point d'entrer ici dans des discussions de droit public, je me bornerai à ces observations, indispensables pour apprécier un événement qu'il est de mon devoir de rapporter avec quelques détails.

A l'époque où nous touchons, tout le monde en France désirait la révision de la constitution, et l'abrogation de cette foule de lois rendues par des assemblées en délire. L'opinion générale repoussait ce Directoire, dont l'administration n'avait produit, depuis deux ans, que des désastres; que le 18 fructidor et le 22 floréal avaient signalé comme une autorité despotique, mais dont la journée du 30 prairial avait mis à nu l'avilissement et la nullité. On était également fatigué des débats scandaleux qui s'élevaient chaque jour dans les conseils; et leur état d'hostilité permanente contre le pouvoir exécutif faisait souhaiter une plus juste pondération entre les principales autorités de la république.

Sièyes en médite un depuis long-temps.

Sièyes, parvenu depuis trois mois à la suprême magistrature, suivait d'un œil attentif les progrès de l'opinion. Avantageusement connu par le succès de ses missions diplomatiques, aussi-bien que par ses talents administratifs, et jouissant encore de la popularité acquise par ses premiers écrits, il avait conçu le projet de substituer aux autorités existantes un gouvernement qui eût plus de force et d'unité, et qui surtout offrît des garanties à la propriété et aux droits des citoyens. Il y était d'autant plus intéressé que déja les jacobins, mécontents de la clôture du Manége, l'attaquaient ouvertement dans leurs journaux, et demandaient aux conseils d'annuler son élection, qu'ils présentaient comme inconstitutionnelle: les uns prétendent qu'il avait eu le projet d'appeler un prince de Brunswick au trône, et que sa mission à Berlin n'avait pas eu d'autre but. Il vantait, dit-on, ce choix comme le plus propre à repousser pour toujours une réaction contre-révolutionnaire; d'autres pensent que le rusé faiseur de constitutions se réservait pour lui-même la présidence viagère d'une république, dont il avait rêvé l'établissement. Si l'entreprise ne semblait pas exempte de dangers, elle n'était pas impossible; car toute la France conspirait en quelque sorte, et les directeurs eux-mêmes travaillaient avec ardeur,

quoiqu'en sens divers, à la ruine d'un édifice qu'ils ne se sentaient plus la force de soutenir. Nombre de législateurs s'associèrent bientôt aux projets de Sièyes, particulièrement dans le conseil des anciens, les uns par ambition déçue, d'autres par ambition à satisfaire; enfin les plus sages, dans la persuasion que le char de l'état ne pouvait plus marcher au milieu des obstacles qui l'environnaient. Le conseil des cinq-cents au contraire, malgré l'épuration de floréal, comptait encore beaucoup de républicains zélés, qui n'eussent jamais adhéré à des changements dont l'abolition de la constitution de l'an III eût été la conséquence. Cependant mon frère Lucien, président de ce conseil, favorisé par l'auréole de gloire que je répandais sur toute ma famille, et poussé par un esprit tracassier qui ne s'est jamais démenti, était parvenu à s'y former un parti puissant.

Un des hommes sur qui Sièyes se reposait le plus était Talleyrand, sous les ordres duquel il s'était trouvé pendant son ambassade à Berlin, lorsque celui-ci tenait le portefeuille des affaires étrangères. Outre la conformité de vues, Talleyrand brûlait, comme ce directeur, de tirer vengeance des vociférations dont il venait d'être l'objet peu de mois auparavant. Un triomphe éclatant pouvait seul lui rendre son ancienne

réputation, et rien ne devait lui coûter pour l'obtenir.

Mais une révolution de la nature de celle que l'on méditait devenait impossible sans le secours et l'assentiment des troupes; il fallait gagner un chef militaire connu des armées, et pourtant assez docile pour suivre la direction qu'on voudrait lui tracer, et s'arrêter quand on le lui commanderait. Les généraux Moreau et Joubert furent les seuls sur lesquels on jeta d'abord les yeux : le premier avait inspiré quelque défiance par sa conduite équivoque au 18 fructidor; et la mort frappa le second au moment où l'on se flattait qu'il obtiendrait, par la victoire, assez de considération pour mener cette grande entreprise à sa fin.

Mon retour accélère l'explosion.

On voit ainsi que les esprits étaient bien disposés, lorsque, poussé par la fortune, je venais de débarquer à Fréjus, le 6 octobre, après avoir échappé, comme par miracle, aux croisières anglaises. Mon arrivée et le concert d'acclamations qui m'accompagna jusqu'à Paris terminèrent toutes les irrésolutions. Sièyes jugea qu'il ne ferait rien sans moi, et s'empressa, aussi bien que Lucien, de me donner tous les fils de la conjuration; il fut convenu dès lors que mon épée achèverait ce qu'ils avaient conçu et préparé.

Jamais peut-être circonstances n'avaient été

plus favorables pour accomplir un projet de cette nature. La majorité du Directoire se composait de trois hommes nuls. Barras, le seul qui eût quelque célébrité, ne la devait qu'à la journée de vendémiaire, et à quelques services rendus dans la marine. Si ces trois directeurs eussent été des hommes populaires ou plus habiles, ils auraient pu facilement déjouer la conjuration, en faisant usage des armes que leur donnait la constitution; mais ils prirent le change, et restèrent plongés dans un état d'inertie qu'on eût été tenté de prendre pour de la stupeur. D'ailleurs ils n'étaient pas entièrement d'accord, et Barras lui-même était le premier à reconnaître la nécessité d'un changement dans l'état, pourvu qu'il continuât à y jouer un rôle.

Bien que le Directoire eût changé trois de ses membres depuis la journée de prairial, on n'en regardait pas moins cette autorité comme un corps homogène, et on n'absolvait pas les nouveaux élus des fautes de leurs devanciers, puisque le mal continuait à se faire sentir.

Les meneurs des conseils savaient donc bien que personne n'élèverait la voix en faveur de la majorité du Directoire. Au-dehors et dans les armées, les triumvirs ne comptaient aucun appui. Les victoires de Masséna en Helvétie et de Brune en Hollande étaient compensées par

les défaites de l'armée d'Italie, dont l'épuisement et la faiblesse laissaient à découvért la frontière des Alpes maritimes. Les levées ordonnées s'exécutaient de jour en jour avec plus de difficultés, car la pénurie dans laquelle on laissait les bataillons auxiliaires récemment formés n'encourageait pas les conscrits à voler sous les drapeaux. Si les hommes appelés marchaient en partie, leur départ forcé ne faisait qu'accroître le mécontentement: l'enthousiasme patriotique de 1792 s'était dissipé avec les circonstances qui l'avaient fait naître; et la conduite du gouvernement achevait d'en étouffer les dernières étincelles.

Ajoutez à cela que les victoires de l'étranger avaient soulevé les cendres qui recouvraient le feu de la guerre civile dans les départements de l'Ouest, et que les vociférations de 1793, renouvelées au club du Manége, avaient provoqué en quelque sorte la loi odieuse qui prescrivait la levée d'ôtages parmi les nobles, les parents d'émigrés et les principaux propriétaires des cantons signalés comme royalistes. Cette funeste mesure, loin d'atteindre son but, avait rallumé l'incendie; les massacres et les combats recommençaient en Poitou et en Bretagne.

Les finances étaient gaspillées, le crédit détruit, les minces ressources de l'emprunt forcé

n'avaient rien rétabli, et tout l'odieux de la mesure était resté avec le déficit qu'elle aurait dû combler.

Ainsi la faiblesse du gouvernement et les vices de ses institutions avaient également concouru à mettre la France à deux doigts de sa perte. J'y retrouvai l'anarchie. Tout le monde voulait sauver la patrie, et proposait des plans à cet effet. On venait m'en faire confidence; mais il n'y avait pas à la tête de tous ces projets un homme capable de les mener à heureuse fin, et de leur donner un but convenable. J'allais donc servir de ralliement à tous ceux qui croyaient un changement nécessaire à la France. Ils comptaient tous sur moi, parce qu'il leur fallait une épée. Je ne comptais sur personne, et rien ne m'empêchait de choisir le plan qui me convenait le mieux.

La fortune me portait à la tête de l'état. J'allais me trouver maître de la révolution, car je ne voulais pas en être le chef, ce rôle ne me convenait pas. J'étais donc appelé à préparer le sort à venir de la France, et peut-être celui du monde.

Je n'avais pas le choix dans ma destination, car le règne du Directoire touchait à sa fin. Il fallait mettre à sa place une autorité imposante, et il n'y a de vraiment imposant que la gloire

militaire. Le Directoire ne pouvait donc être remplacé que par moi ou par l'anarchie. Le choix de la France ne pouvait être douteux. L'opinion publique à cet égard éclairait la mienne.

Les républicains, qui m'avaient d'abord accueilli avec empressement, se défièrent de mes projets; ils entrevirent un élément de dictature dans l'autorité qu'on semblait disposé à me confier; ils se liguèrent contre moi. La présence même de Sièyes ne pouvait les rassurer. Il s'était chargé de faire une constitution; mais les jacobins redoutaient plus mon épée qu'ils ne se fiaient à la plume spéculative d'un abbé.

Tous les partis se rangèrent alors sous deux bannières : d'un côté se trouvaient les républicains qui s'opposaient à mon élévation; de l'autre était toute la France qui la demandait. Cependant il fallut un coup d'état et l'emploi des baïonnettes pour opérer la révolution du 18 brumaire; j'avais espéré un moment qu'elle se ferait par acclamation. Le signal fut donné dans le conseil des anciens, où nous avions pour nous tous les hommes modérés, les magistrats éclairés, les hommes souples et ambitieux, enfin quelques légistes doctrinaires, véritables alchimistes en politique, qui cherchent la pondération parfaite des pouvoirs comme la pierre philosophale. Cependant, comme on redoutait une

Révolution du 18 brumaire.

puissante opposition, nous convînmes, avec les inspecteurs de la salle, qui étaient du complot, de convoquer une séance extraordinaire pour le 18 brumaire (9 novembre), à huit heures du matin, en prenant soin d'avertir un peu tard les membres les plus capables de faire pencher l'opinion de leurs collègues contre nous. La majorité suffisante s'étant réunie au nombre de 150 membres, ceux-ci ordonnèrent la translation des conseils à St.-Cloud, où ils seraient à l'abri des attaques des démagogues ou des partisans du Directoire, si les uns ou les autres cherchaient à mettre en jeu la population de la capitale. On m'investit en même temps du commandement des troupes, et de toute l'autorité nécessaire pour opérer la translation et assurer la tranquillité publique, aussi-bien que celle des conseils.

Cette nomination était déja en elle-même un coup d'état, car si les anciens avaient le droit de changer le siége du gouvernement, ils n'avaient pas celui de confier des commandements militaires. Les mesures furent prises avec précision. Le conseil des cinq-cents, prévenu du décret de translation, en murmurait déja lorsque Lucien, président, déclara la clôture de la séance et l'ajournement à St.-Cloud pour le lendemain.

Jusque là j'avais partagé avec Sièyes le premier rôle; mais dès que je fus investi du commandement, j'établis mon quartier-général aux Tuileries, où 8 mille hommes furent aussitôt assemblés. Je les passai en revue et les haranguai. Les postes les plus importants furent confiés à des généraux dévoués. Tous ceux qui avaient à se plaindre du Directoire, et Moreau le premier, vinrent se ranger sous mes ordres et solliciter un commandement. Des proclamations ronflantes invitèrent les Parisiens au calme et à la confiance dans l'enfant gâté de la victoire: je leur promettais le salut de la patrie: je le pouvais, car j'étais déja maître de la moitié du champ de bataille. J'envoyai aux directeurs Barras, Gohier et Moulins, l'invitation impérative de donner leur démission; les deux militaires s'y décidèrent, l'avocat seul s'y refusa. Barras m'envoya la sienne par son secrétaire, persuadé sans doute que nos anciennes relations pourraient me déterminer à lui conserver une bonne part dans le nouveau gouvernement qui allait se former. Je connaissais trop Barras pour me donner un pareil collègue. Son message arriva au comité que nous venions d'établir aux Tuileries avec la commission du conseil des anciens et la minorité du Directoire (Sièyes et Roger-Ducos), et où se trouvaient la plupart des chefs militaires. Je sentis

l'opportunité d'une scène qui frappât les esprits des troupes et des assistants. Après avoir répondu assez sèchement au messager de Barras, j'ajoutai, en élevant fortement la voix : « Qu'avez-« vous fait de cette France que je vous ai laissée « si brillante? Je vous ai laissé la paix, j'ai re-« trouvé la guerre; je vous ai laissé des vic-« toires, j'ai retrouvé des revers; je vous ai « laissé les millions de l'Italie, et j'ai trouvé par-« tout des lois spoliatrices et la misère. Qu'avez-« vous fait des 100 mille Français que je con-« naissais, tous mes compagnons de gloire? Ils « sont morts!... Cet état de choses ne peut durer; « avant trois ans, il nous mènerait au despo-« tisme..... Il est temps enfin qu'on rende aux « défenseurs de la patrie la confiance à laquelle « ils ont tant de droits. A entendre quelques « factieux, bientôt nous serions tous les ennemis « de la république, nous qui l'avons affermie « par nos travaux et notre courage : nous ne vou-« lons pas de gens plus patriotes que les braves « qui ont été mutilés au service de la répu-« blique. »

Le lendemain, les législateurs se transportent à St.-Cloud, précédés par 5 mille hommes qui gardent les avenues et les portes du château. Les anciens siégent à l'ancienne galerie et à l'orangerie. Les préparatifs nécessaires au local re-

tardent l'ouverture jusqu'à deux heures ; les chefs républicains ont le temps de concerter un plan de résistance ou plutôt d'attaque. Les séances s'annoncent d'une manière orageuse. J'entre d'abord aux anciens, je leur prouve l'existence d'une conspiration, en dénonçant les ouvertures que m'ont faites Barras et Moulins, pour frapper un coup d'état dans leur sens. Je demande de promptes mesures pour sauver la république ; on m'oppose la constitution, et je démontre que, violée dans toutes les occasions, elle n'est plus qu'un vain mot dont se couvrent tour à tour les factions. Enfin, après avoir fortement invité la majorité à répondre à l'attente de la France, je m'écrie : « Tremblerai-je devant « des factieux, moi que la coalition n'a pu dé« truire ! Si je suis un perfide, soyez tous des « Brutus ; et vous qui m'accompagnez, braves « grenadiers, que je vois autour de cette en« ceinte, que ces baïonnettes avec lesquelles nous « avons triomphé ensemble, se tournent aussi« tôt contre mon cœur. Mais, si quelque ora« teur soldé par l'étranger ose prononcer les mots « *hors la loi*, que la foudre de guerre l'écrase à « l'instant même. Souvenez-vous que *je marche « accompagné du dieu de la guerre et du dieu de « la fortune !* » C'était Mahomet parlant à de véritables Séides.

Cependant, bien qu'adressées à mes soldats, ces paroles menaçantes s'adressaient aussi à l'opposition. Je n'avais en effet plus rien à ménager dans la lutte où je m'étais engagé; il fallait que j'en sortisse vainqueur ou que ma tête en répondît.

Toutefois ce n'était pas des anciens que j'avais des obstacles à craindre; mes plus redoutables adversaires siégeaient aux cinq-cents.

A l'ouverture de la séance de ce conseil, Gaudin, l'un des secrétaires, s'était chargé de proposer la formation d'une commission de sept membres, pour faire, séance tenante, un rapport sur les dangers de la chose publique, et présenter les mesures convenables. Son discours fut le signal de la tempête; des cris de *Vive la constitution, à bas les dictateurs!* étouffèrent sa voix. Au plus fort du tumulte, Delbrel demande qu'avant tout les représentants renouvellent leur serment de fidélité à la constitution de l'an III; sa motion passe à l'unanimité. Lucien se voit forcé, bien à contre-cœur sans doute, de jurer le premier. Les républicains avaient réussi à exciter un moment d'enthousiasme, et à entraîner ceux qui n'étaient point dans le secret de la conjuration. Mais ils ne surent pas profiter de leurs avantages; et, au lieu de déclarer la patrie en danger, et d'adopter un parti vigou-

reux qui eût peut-être ramené le conseil des anciens à résipiscence, ils consumèrent trois heures pour la prestation du serment, et à de vains débats occasionnés par la démission de Barras.

Dans cet instant, je descendis de la salle des anciens à celle des cinq-cents. On venait de m'instruire de ce qui s'y passait, et il devenait urgent de porter un prompt secours à mes partisans abattus; mais, présumant bien que la scène ne serait pas tranquille, je mis les troupes sous les armes, et commandai un détachement de grenadiers pour me prêter main-forte au besoin.

Ces précautions n'étaient pas inutiles; car à peine avais-je franchi le seuil de la porte, que les cris de *hors la loi* se firent entendre. Le député Bigonnet s'élance à la tribune, et, m'apostrophant vivement, me somme de me retirer. Les uns se pressent à la tribune, d'autres manifestent, par leurs regards et leurs gestes menaçants, l'intention de me faire subir le sort de César. Vainement je tente de me faire entendre, je ne puis y parvenir; mes plus ardents ennemis, au nombre desquels on distingue Aréna et Destrem, s'avancent contre moi (on les dit armés de poignards). Enfin, convaincu que les phrases n'aboutiraient à rien, je sors de cette assemblée, dont la mer en courroux ne présente qu'une

faible image, et vais me réfugier au milieu de mes soldats.

Mon départ ne rétablit pas le calme. Lucien, resté seul pour tenir tête à l'orage, eut à supporter les invectives d'un grand nombre de représentants qui l'accusaient de complicité, et insistaient pour qu'il prononçât l'arrêt qui me mettait hors la loi. Chaque instant ne faisait qu'augmenter le désordre; des propositions opposées partaient des divers coins de la salle, et le président s'efforçait inutilement de ramener la tranquillité. Cette situation violente ne pouvait durer : Lucien, voyant sa voix méconnue et couverte par les vociférations des membres les plus fougueux, prit le parti de se dépouiller des insignes de sa dignité, et sortit de la salle, au milieu d'un détachement que j'envoyai pour le recueillir.

Je n'attendais que ce signal pour me venger des outrages dont j'avais été abreuvé. Cependant, pour donner autant que possible à ma conduite tous les dehors des formes légales, Lucien harangue les troupes, leur peint la représentation nationale comme en butte aux poignards d'une bande de factieux, et, en sa qualité de président, il requiert leur aide pour les expulser du conseil.

A ces mots, terminés par le cri accoutumé de

Vive la république, les soldats répondent par celui de *Vive Bonaparte!* Vingt grenadiers s'avancent vers la salle, et l'officier supérieur, qui les précède, enjoint aux députés de l'évacuer. Prudon, Digonnet, le général Jourdan, invoquent la constitution, et apostrophent les grenadiers, auxquels ils reprochent de manquer à leur devoir; ceux-ci, frappés d'étonnement, et reconnaissant le dernier, qui leur avait naguère ouvert le chemin de la victoire, n'opposaient qu'une force d'inertie. Le plus léger incident pouvait renverser nos projets. Mais bientôt Murat termine tout en déclarant *que le corps législatif est dissous*. La charge bat, de nouvelles troupes se présentent, et en un clin d'œil la salle, envahie par un bataillon entier, est abandonnée des représentants.

Ce fut par des fugitifs que les anciens apprirent ce qui venait de se passer. Ce conseil ignorait encore l'issue de la journée, quand quelques membres des cinq-cents accoururent à sa barre dénoncer l'acte de rigueur dont ils venaient d'être victimes. Mais, loin de s'en inquiéter, la commission nommée quelques instants auparavant n'attendait que cette nouvelle pour demander l'ajournement de la législature et la formation d'un gouvernement consulaire provisoire. Cette marche était illégale, car la mesure devait

être proposée par les cinq-cents. En conséquence, la séance fut suspendue quelques heures, et on fut de tous côtés à la recherche de ceux-ci.

A neuf heures, un assez grand nombre de députés se trouvant réunis à l'Orangerie, Lucien déclara le conseil en majorité et ouvrit la séance. Presque tous les membres de l'opposition manquaient, et le petit nombre de républicains qui se trouvèrent présents était tellement frappé de terreur, qu'aucun n'osa parler contre les diverses propositions qui furent faites.

Chazal présenta bientôt un projet de loi concerté avec les anciens, et qui, appuyé par les meneurs de la conjuration, passa à l'unanimité. Ses principaux articles prononçaient l'abolition du Directoire, l'expulsion de 61 députés signalés comme démagogues, la remise du pouvoir exécutif entre mes mains et celles de Sièyes et de Roger-Ducos, sous le titre de consuls de la république; l'ajournement de la législature à trois mois; enfin, la formation de deux commissions temporaires prises dans les deux conseils, pour travailler sans délai, l'une aux changements à apporter dans les principes organiques de la constitution, l'autre au code civil. La loi fut aussitôt sanctionnée par les anciens; et, après avoir reçu le serment des nouveaux administrateurs de la France, les conseils levèrent à

cinq heures du matin leur longue et orageuse séance.

Pendant les deux jours que durèrent ces débats, les habitants de la capitale restèrent dans un calme profond. Accoutumés aux orages politiques, et ajoutant peu de foi aux promesses de liberté du parti démagogique, ils se réjouirent d'un événement dont ils attendaient un meilleur avenir. Personne ne s'intéressait beaucoup au sort d'une charte violée tant de fois, et qui était impuissante pour réprimer les factieux. Les membres des autorités, ayant perdu tout crédit et toute popularité, n'excitaient guère d'intérêt, et chacun au contraire croyait apercevoir l'aurore de plus beaux jours. Partisans naturels d'un régime qui les rapprochait du monarchique, les nobles et les prêtres entrevirent, dans celui qui lui succédait, la fin de leurs malheurs; les rentiers, la résurrection du crédit; les acquéreurs de biens nationaux, la garantie de leurs propriétés; les militaires, le terme de leurs désastres; toute la population enfin espéra une nouvelle ère de bien-être et de sécurité. L'abolition des lois odieuses des ôtages et de l'emprunt forcé justifièrent bientôt une partie de ces heureux pronostics; et dès lors la confiance, qui semblait être éloignée

pour jamais, gagna insensiblement toutes les classes de la nation.

Dans cette journée, Moreau s'était contenté de commander un bataillon sous mes ordres, avec lequel il marcha au Luxembourg. Ce rôle ne s'accordait guère avec celui de Séide du républicanisme qu'il afficha à plusieurs reprises, ni avec les projets de restauration que les Bourbons ont eu la complaisance de lui supposer en 1813.

Projet de constitution.

Après la dissolution des conseils, ils furent remplacés par une commission législative, et un comité fut chargé de rédiger une nouvelle constitution. Sièyes nous amusa avec le projet d'un grand électeur qui aurait nommé deux consuls, et aurait le droit de les absorber s'ils osaient outrepasser leurs pouvoirs. L'un de ces consuls serait chargé de la politique et de la guerre, l'autre aurait l'intérieur. C'était déja une absurdité que de scinder l'administration publique en deux consulats indépendans l'un de l'autre; comme si l'administration de l'intérieur ne devait pas influer sur la paix ou la guerre, et si la victoire ou les bons traités étaient étrangers au régime intérieur d'un état. Mais ce qui semblait bien plus ridicule encore, c'était un électeur sans autorité et sans forces disponibles, chargé

de régenter et destituer un consul qui disposerait de 500 mille hommes.

Il était évident que cette institution était mesurée à la taille de Sièyes : il comptait bien être lui-même cet *électeur absorbant*, et gouverner ainsi en chanoine, sans en avoir ni les embarras ni la responsabilité. Cette espèce de grand Lama ne convenait point à une nation guerrière comme le Français, bien moins encore à un peuple enfoncé dans tous les embarras d'une révolution inouïe, et d'une guerre intérieure et extérieure dont l'histoire ne retrace aucun exemple.

Gouvernement consulaire.

Je fis sentir ces défauts, et je proposai un premier consul, chef de l'état, et deux autres consuls, comme conseil consultatif. On se rangea à cet avis, au grand déplaisir du Lycurgue désappointé. Le premier rôle m'appartenait de droit dans cette trinité ; et, pour éviter toute rivalité, j'eus soin que mes collègues ne fussent point tirés de la classe des militaires, ni de celle des hommes ambitieux. Je fis choisir Cambacérès et Lebrun. Le premier était un légiste renommé pour son érudition, le second avait été administrateur éclairé : tous deux étaient des hommes d'affaires, mais sans énergie, tels en un mot qu'il me les fallait.

Le ministère fut composé comme il suit : celui

de la guerre fut confié à Berthier (1); les relations extérieures ne furent données qu'un mois plus tard à Talleyrand : je lui en voulais d'avoir refusé d'aller à Constantinople pour justifier l'expédition d'Égypte. Je confiai les finances à Barbé-Marbois et à Gaudin; la marine passa successivement à Bourdon, à Forfait, puis à Decrès; la justice à Abrial, puis à Régnier; l'intérieur, donné d'abord à Laplace, revint à mon frère Lucien, qui le céda à Chaptal; la police fut le lot de l'inévitable Fouché : le poste important de secrétaire-d'état, qui servait en quelque sorte de centre à toutes les branches du gouvernement, fut donné à Maret, qui réunissait les talents d'un homme d'état aux connaissances de la diplomatie, et qui avait traversé sans tache la révolution.

Le vœu public venait de me donner la première place de l'état. La résistance qu'on m'avait opposée ne m'inquiétait pas, parce qu'elle ne venait que de gens perdus dans l'opinion. Les royalistes n'avaient pas paru. Ils avaient été pris sur le temps. La masse de la nation avait confiance en moi, car elle savait bien que la révo-

---

(1) Le portefeuille fut cédé au mois d'avril à Carnot, qui le rendit à Berthier au retour de Marengo.

lution ne pouvait pas avoir de meilleure garantie que la mienne. Je n'avais de force qu'en me plaçant à la tête des intérêts qu'elle avait créés, puisqu'en la faisant rétrograder, je me serais trouvé sur le terrain des Bourbons.

Il fallait que tout fût neuf dans la nature de mon pouvoir, afin que toutes les ambitions y trouvassent de quoi vivre; mais il n'y avait rien de défini dans sa nature. Les gens à théories, qui veulent du définitif, trouveront que c'était un défaut; c'était au contraire un mérite, car c'était une dictature déguisée, genre de gouvernement le plus convenable dans les temps de crise et dans un ordre de choses transitoire. J'eusse peut-être mieux fait de saisir franchement la dictature; chacun aurait jugé mon pouvoir: cela eût mieux valu. La dictature aurait eu l'avantage de ne rien préjuger pour l'avenir, de laisser les opinions en suspens, et d'intimider l'ennemi en lui montrant la ferme résolution de la France; mais le nom choquait, et l'instant d'un ordre de choses définitif n'était pas encore venu.

Si je n'étais, par la constitution, que le premier magistrat de la république, j'avais pour bâton de commandement une épée plus redoutable que le sabre de Scanderberg. Il y avait incompatibilité entre mes droits constitutionnels et l'ascendant que je tenais de mon caractère et de ma

actions. Le public éclairé le sentait comme moi; la chose ne pouvait pas durer ainsi, et tout se préparait naturellement à des changements qui auraient pour but la force et la stabilité dans l'état.

Je trouvai des courtisans plus que je n'en voulais : mes antichambres en étaient encombrées. Aussi n'étais-je nullement en peine du chemin que ferait mon autorité.

Je propose la paix, qui est rejetée.

La situation de la France me donnait plus d'inquiétude. Malgré les chances que je me promettais, je crus devoir demander la paix. Je le pouvais alors de bonne foi, parce qu'elle était une fortune pour moi, et que les malheurs précédents n'étaient pas mon ouvrage. Plus tard elle n'eût été qu'une ignominie.

M. Pitt la refusa; et jamais cet homme d'état ne fit une plus grande faute, car ce moment fut peut-être le seul où les coalisés auraient pu la conclure avec sécurité. La France, en demandant la paix, se reconnaissait vaincue, et les peuples se relèvent de tous les malheurs, excepté celui de ployer sous le joug dans l'adversité.

Par son refus, le ministre anglais m'a obligé à prendre un plus vaste essor, et il a étendu mon empire sur toute l'Europe. La forme du refus n'était pas moins extraordinaire que le fonds; je m'étais adressé directement au roi d'Angleterre; la lettre demeura sans réponse; le secré-

taire des affaires étrangères en fit une à Talleyrand, dans laquelle il indiquait le retour des Bourbons en France comme le seul moyen de mettre un terme aux troubles de l'Europe.

Il était curieux de voir un gouvernement qui avait deux fois traité à Lille, en reconnaissant la république et le Directoire, refuser de traiter avec une autorité plus solide et illustrée par la victoire. C'est que le gouvernement amovible et vacillant du Directoire était bien le fait de l'Angleterre, qui trouvait son compte à tout le mal qui pouvait nous arriver.

En même temps que je proposais la paix à l'Angleterre, je cherchais aussi à me rapprocher de la Russie. Paul Ier était indigné des revers essuyés par ses troupes en Hollande, et en rejetait la faute sur les Anglais. Suwarof ne se plaignait pas moins des généraux autrichiens, qui avaient abandonné les petits cantons à l'instant où il s'y jetait tête baissée. Aigri par la retraite désastreuse, mais honorable, à laquelle il s'était vu réduit, il avait eu des démêlés avec l'archiduc Charles, à la suite desquels l'armée russe s'était séparée des Autrichiens et retirée en Bavière. Je profitai de l'occasion pour me raccommoder avec Paul; je lui renvoyai sans échange et sans rançon 5 à 6 mille prisonniers parfaitement équipés à neuf. Ce procédé ne fut pas perdu : aucun traité ne fut

conclu à la vérité, mais les Russes ne prirent plus la moindre part à la coalition, et leur armée s'achemina bientôt vers la Pologne. Quoique la force en fût réduite à 30 ou 35 mille hommes, sa retraite n'était pas moins un événement décisif.

Les refus de l'Angleterre et de l'Autriche ne me laissant pas d'autre parti, il me fallut donc songer à pousser vigoureusement la guerre. Bien que celle de terre fixât avant tout mon attention, je n'oubliai néanmoins ni l'armée que je venais de quitter, ni les moyens maritimes nécessaires pour la secourir.

De grands événements s'étaient passés en Orient : au moment où je levais le siége de St.-Jean-d'Acre, notre ancien allié Tippoo-Saëb succombait dans l'Inde. Aussitôt que le ministère anglais eut la certitude de ma descente en Égypte, il tira de la station du Tage, de Gibraltar ou de ses ports, tout ce qu'il y avait de forces disponibles, en sorte qu'un corps de 5 mille hommes fit voile, en toute hâte, pour l'Inde. Chute de Tippoo-Saëb. Affaires maritimes.

Le marquis de Wellesley résolut de profiter sans délai de ces renforts pour frapper un coup décisif sur Tippoo-Saëb, afin de nous enlever le puissant appui que ce guerrier musulman nous offrait dans le centre de l'Indoustan. Sûrs de l'alliance du Nizam, comme de la neutralité de Scindiah et des Marattes, ennemis jurés de la

caste musulmane, les Anglais, conduits par les généraux Harris, Stuart et Wellesley (depuis Wellington), fondirent sur les états du sultan, et, après plusieurs combats plus ou moins disputés, mirent le siége devant Seringapatnam, qui fut battue en brèche et prise le 3 mai 1779, à la suite d'un assaut plus célèbre que meurtrier. Tippoo, fidèle à sa gloire, se fit enterrer sous les ruines de son palais, et ses états furent partagés entre la compagnie et ses créatures. Ce coup important et décisif, joint à la chute probable de Malte bloquée depuis deux ans, rendait la situation de notre armée d'Égypte plus précaire, mais point encore désespérée.

Je chargeai Gantheaume de sortir de Brest pour y porter des renforts de troupes, d'armes et de munitions. La flotte espagnole étant toujours confinée à Brest, où l'on se rappelle qu'elle était revenue avec Bruix, et celle de Hollande n'étant pas encore remise du désastre de Camperduyn, je ne voyais, pour l'instant, rien à entreprendre par mer. L'Irlande ne nous offrait plus les mêmes chances que sous le Directoire: l'Angleterre, avertie par la descente du mince détachement du général Humbert, et fatiguée des craintes que ce pays lui donnait, y avait concentré une puissante armée sous les ordres dé lord Cornwallis: plus de 40 mille hommes y

furent successivement portés, et les insurgés, détrompés des promesses qu'on n'avait point su réaliser, avaient, en grande partie, déposé les armes. Les affaires de St.-Domingue prenaient, depuis 1796, une tournure moins sinistre : Toussaint-Louverture s'étant déclaré avec ses noirs en faveur de la république, avait rétabli l'ordre dans les cultures, triomphé des hommes de couleur, et confiné les Anglais dans St.-Marc, où le général Maitland, désespérant de le vaincre, lui proposa de le reconnaître pour souverain d'Haïti. Le Directoire lui avait envoyé Hédouville, que l'adroit et ombrageux Toussaint fit rembarquer d'autorité pour la France; et, dans l'espoir d'éviter une rupture ouverte avec nous, il déclina les propositions de nos ennemis, et affecta le dévouement le plus entier à la république. La Guadeloupe se maintenait avec succès : la Martinique se trouvait, depuis six ans, livrée aux Anglais; les colonies hollandaises de Surinam, d'Essequebo, sur le continent de l'Amérique méridionale, étaient tombées en leur pouvoir, ainsi que l'île de Curaçao.

Si la guerre maritime offrait peu de chances à mon activité, la guerre continentale m'occupa d'autant plus sérieusement. L'armée d'Italie, réduite à 30 mille hommes actifs, s'était réfugiée sur les rochers de Gênes. Dix autres mille

État des armées sur le continent.

gardaient les Alpes cotiennes et le Dauphiné. L'armée du Rhin, qui comptait au-delà de 100 mille combattants, cantonnait en Alsace et en Suisse, depuis Strasbourg à Schaffouse.

Nos troupes n'osaient plus repasser les Alpes en présence des forces supérieures que l'ennemi avait rassemblées dans le bassin du Pô. Cependant il importait ou de rentrer à la fois en Italie et en Allemagne, ou de porter des coups si décisifs sur le Danube, qu'on pût y reconquérir la péninsule en dictant la paix à l'Autriche. Il fallait reprendre Mantoue, Alexandrie et Milan, à Vienne. Tel était mon plan.

J'appelai les conscrits, je fis forger des armes; je réveillai le sentiment de l'honneur national, qui n'est jamais qu'assoupi chez les Français. Je rassemblai une armée, jeune il est vrai, mais pleine d'enthousiasme.

Le contre-coup de nos revers s'était fait sentir en Vendée, où la guerre civile se rallumait. J'y dirigeai deux belles divisions de l'armée de Brune, victorieuse en Hollande. L'approche de ces troupes et une législation plus modérée fit tomber les armes des chefs royalistes, et je pus disposer de ces forces dans l'est.

Autant l'armée d'Italie était misérable, autant celle du Rhin, réunie à celle d'Helvétie, était belle; j'en donnai le commandement à Moreau,

en lui envoyant les recrues nécessaires pour compléter ses corps, et le mettre en état de prendre l'offensive. Le reste de mes troupes disponibles fut porté sur Dijon, où je fis organiser une armée de réserve de 40 mille hommes, qui, de ce point central, devait se trouver prête à marcher en Souabe, en Suisse ou en Italie, selon que les circonstances l'exigeraient. Les divisions qui venaient de soumettre la Vendée en formèrent le noyau.

Plan de campagne.

La possession de la Suisse nous donnait le grand avantage de pouvoir prendre à revers les lignes d'opérations des ennemis en Italie et en Souabe. Ma première pensée fut de laisser sur la défensive l'armée de Masséna dans l'Apennin, pour porter celles de réserve et du Rhin dans la vallée du Danube. La constitution de l'an VIII ne permettant pas aux consuls de commander l'armée en personne, mon intention était de confier celle de réserve à un lieutenant, et de laisser la grande armée à Moreau; mais en suivant le quartier-général de celle-ci, j'aurais de fait dirigé les opérations de toutes les deux. Je voulais faire passer Moreau à Schaffouse, prendre Kray à revers, le refouler dans l'angle du Mein et du Rhin, en le coupant de Vienne; opérer, en un mot, contre la gauche du général autrichien, ce que je fis cinq ans après par la droite

de Mack à Donavert : nous eussions ensuite marché sans obstacle sur l'Autriche, et reconquis l'Italie à Vienne. Mais il me fut impossible de vaincre l'obstination de Moreau, qui voulait à toutes forces jouer un rôle brillant. Il refusa d'abord de commander sous moi, si je venais à son armée ; ensuite il ne voulait pas suivre mon idée de passer à Schaffouse, prétendant qu'elle était dangereuse. Je n'étais pas encore assez affermi pour rompre en visière avec un homme qui avait de nombreux partisans dans l'armée, et à qui il n'avait manqué que de l'énergie pour se mettre à ma place. Il fallut négocier avec lui comme avec une puissance, car, dans ce temps, il en avait une réelle. Je lui laissai donc le commandement de la plus belle armée que la France eût vue depuis long-temps, et le soin de l'amener à son gré sur le Danube. Je me décidai alors à conduire mes conscrits par le St.-Gothard en Lombardie, en me faisant seconder par Lecourbe, lorsque Moreau aurait remporté ses premiers succès.

État de l'Italie.

Dans le même temps, nos affaires en Italie semblaient ruinées sans ressources. L'Angleterre se disposait à y faire agir une armée ; Naples, la Toscane, Rome, éclairées par les événemens passés, pouvaient faire de grands efforts pour les seconder.

Mort de Pie VI. Exaltation de Pie VII.

Au moment d'évacuer l'Italie, le Directoire avait imaginé de faire conduire Pie VI en France. Le déplacement de ce vénérable vieillard était une faute, pour ne pas dire plus. Ce n'était pas sous l'illuminé Laréveillière qu'on pouvait se flatter de transférer l'influence du saint-siége en France, et le Directoire n'était point en mesure d'anéantir cette influence. Pie VI avait un pied dans la tombe, et y descendit en effet à Briançon, peu de jours après son arrivée. S'il eût vécu, le conclave eût pourvu de manière ou d'autre au remplacement d'un pontife prisonnier (1).

Il nomma à sa mort le célèbre Chiaramonte, évêque d'Imola, auquel ses homélies républicaines ne semblaient pas trop donner des titres à *l'exaltation.* Il fut proclamé sous le nom de Pie VII, au commencement de 1800. C'était au reste un excellent pontife; il professait pour moi des sentiments qui ne se démentirent jamais. Nous regrettâmes plus d'une fois l'un et l'autre que nos positions respectives nous missent en opposition. Mais l'église veut dominer... elle est exclusive : la politique du Vatican a

---

(1) Napoléon a aussi fait transférer le pape en France, mais il était alors maître de Rome et voulait établir le saint-siége à Paris : il y a une grande différence.

toujours été la même depuis Grégoire : si elle a quelquefois sommeillé sous des pontifes modérés et philanthropes, elle s'est toujours relevée plus fière, et l'Europe ne doit jamais cesser d'être en garde contre elle. Moi seul je fus sur le point de la fondre dans les intérêts du grand empire !! Mais n'anticipons pas, et revenons à l'état des affaires dans la péninsule.

Projets des alliés sur Gênes et Toulon.

L'Angleterre, qui ne perdait aucune occasion d'agir partout où il s'agissait de nous expulser d'un poste maritime, avait concerté avec l'Autriche un nouveau projet pour nous chasser même de Gênes. Le général Abercrombie, revenu de Hollande après le mauvais succès de l'expédition, était destiné à rassembler un corps de 20 mille Anglais à Minorque, afin de seconder les impériaux. Il est probable que les vues du cabinet de Londres ne s'arrêtaient pas à la Ligurie, et que, plein de confiance dans le succès de la belle armée de Mélas, il ne désespérait pas de ramener les enseignes de la coalition jusque sur les murs de Toulon.

Masséna est bloqué dans Gênes.

En effet, le général autrichien, qui avait à ses ordres une armée trois fois plus nombreuse que celle des Français dans l'état de Gênes, avait réussi à percer, le 6 avril, de Cairo sur Savone, et à partager ainsi en deux notre ligne de défense. Masséna, avec la droite de l'armée, forte

de 12 mille hommes, fut obligé de se renfermer dans Gênes. Mélas l'y fit investir par 35 mille Autrichiens aux ordres du général Ott, tandis que Kaim couvrirait le Piémont, et que lui-même, avec les 30 mille hommes qui lui restaient, se porta sur la gauche de l'armée française commandée par Suchet. Celui-ci, n'ayant que 8 à 9 mille hommes, pressé de front par des forces supérieures et débordé constamment sur sa gauche, fut forcé à rétrograder jusqu'au Var dont il se couvrit; trop heureux d'avoir pu sauver le long du rivage un corps d'armée débordé par les montagnes, et qui pouvait être facilement coupé.

Je me décide à passer le St.-Bernard.

Ces nouvelles, quelque fâcheuses qu'elles fussent par elles-mêmes, me firent d'autant moins de peine, qu'elles me donnaient la certitude que Mélas avait exclusivement fixé son attention sur l'état de Gênes, et qu'il n'était nullement en mesure de parer les coups que j'allais lui porter. Je sentis que le moment propice était venu d'exécuter mon plan en envahissant l'Italie du côté où l'on m'attendait le moins. Mais comme le temps pressait pour sauver Gênes, et que la marche par le St.-Gothard serait un peu longue, je me décidai à préférer le St.-Bernard, en laissant la première de ces routes au corps que je ferais venir du Rhin. Je

partis dans les premiers jours de mai pour Dijon.

Premières opérations sur le Rhin.

Afin d'accélérer l'arrivée du renfort que Moreau devait m'envoyer, il importait qu'il prît d'abord l'initiative; son armée s'ébranla à cet effet dans les derniers jours d'avril. Elle était forte de plus de 100 mille hommes, outre les fortes garnisons de Mayence, de Strasbourg et autres places du Rhin. Kray, qui lui était opposé, en avait au moins autant; mais le conseil aulique lui avait ôté le pouvoir de disposer de la gauche, en lui ordonnant de la laisser dans les montagnes du Vorarlberg. Favorisé par cette circonstance, qui lui assurait la supériorité de masses disponibles, Moreau pousse des démonstrations par sa gauche vers Kehl, file, avec la moitié de son armée, de Bâle sur Engen, et y opère sa jonction avec Lecourbe, qui venait de passer le Rhin à Schaffouse, à la tête de l'armée d'Helvétie, destinée à former l'aile droite.

Kray, campé aux sources du Danube, vers Doneschingen, loin de prendre les mesures convenables pour déjouer cette jonction, avait au contraire donné dans le piége, et poussé sa droite vers Kehl. Revenant sur ses pas, son armée rencontre celle de Moreau à Engen, quand il n'était plus temps; elle y est battue le 3 mai. Lecourbe eut la plus grande part à ce

succès, en emportant Stockach, point décisif qui menaçait la ligne de retraite de l'ennemi.

Kray n'est pas plus heureux deux jours après à Moskirch, quoiqu'il eût été rejoint par son aile droite avant l'arrivée de la gauche de Moreau ; il se retire sur Ulm en deux colonnes, dont l'une est encore culbutée isolément à Biberach, le 8 mai. Il se réfugie alors dans le vaste camp retranché préparé depuis un an sous le canon d'Ulm, après avoir essuyé de grandes pertes.

Le portefeuille de la guerre fut confié à Carnot.

Berthier ayant été nommé au commandement en chef de l'armée de réserve, le portefeuille de la guerre fut confié à Carnot. Dès que je pus présumer que la question était décidée dans les plaines d'Engen, je fis partir ce ministre pour l'armée du Rhin, afin qu'il en détachât 20 mille hommes par le St.-Gothard sur le Tésin, et je partis moi-même de Dijon pour Genève.

La mission de Carnot parut à Moreau une méfiance offensante, et le piqua au vif; cependant, après ce qui s'était passé au sujet du plan de campagne, comment aurais-je pu me jeter tête baissée en Lombardie, avant de m'assurer que le détachement se ferait sans la moindre objection ni le moindre délai?

Passage des Alpes.

Le 8 mai, j'arrivai à Genève, d'où j'ordonnai des démonstrations vers le Dauphiné, tandis que les colonnes de l'armée de réserve filaient

déja par Lausanne vers le bas Valais. Le passage des hautes Alpes devait nous présenter de grandes difficultés, mais je savais qu'elles n'étaient pas insurmontables. Je lance ma colonne principale, forte de 35 mille hommes, sur le grand St.-Bernard : le général Chabran, avec une division de 4 mille hommes, prend le chemin du petit St.-Bernard; le général Moncey, avec un corps de 15 mille hommes détachés de l'armée du Rhin, reçoit l'ordre de descendre du St.-Gothard, sur Belinzona; une petite colonne, aux ordres du général Bethencourt, doit passer le Simplon, se dirigeant sur Domo-Dossola; enfin, pour partager l'attention de l'ennemi, et le désorienter sur mes mouvements, j'ordonne au général Thureau de rassembler environ 5 mille hommes tirés des places du Dauphiné, et de déboucher sur Suze par le mont Cénis et le mont Genèvre.

Ces manœuvres bien combinées ont le plus heureux résultat. Mélas, tenu dans l'incertitude par mon séjour à Genève et les démonstrations du mont Cénis, prolonge son séjour à Vintimille. Il avait eu d'abord le projet de marcher avec 20 mille hommes en Piémont; mais il change d'avis, et il ne part que plus tard avec deux fortes brigades. Son armée se trouve ainsi éparpillée: Wukassowich, commandant la droite, tient

le haut Tésin, au pied du St.-Gothard; Laudon garde le débouché du Simplon; Briey couvre la vallée d'Aoste avec 3 mille hommes; Haddick et Kaim occupent, avec 20 mille hommes, la plaine du Piémont, le débouché d'Yvrée, la vallée de Suze, celle de Pignerol et de Coni : le gros de l'armée guerroyait en Ligurie et sur le Var.

Le 17 mai, le général Lannes, qui commande mon avant-garde, part du bourg de St.-Pierre, et se porte sur le grand St.-Bernard. On avait démonté les bagages et les canons. Ces derniers sont traînés à bras, dans des auges ou sur des espèces de traîneaux creux. Ma présence et la grandeur de l'entreprise animent mes soldats, qui, pour me suivre, ne connaissaient pas d'obstacles.

Les plus heureux pressentiments m'agitaient en pénétrant dans les gorges des Alpes. Les échos retentissaient des cris de l'armée qui m'annonçaient une victoire peu douteuse. J'allais revoir l'Italie, théâtre de mes premières armes. Mes grenadiers, après avoir atteint enfin la cime du St.-Bernard, jettent en l'air leurs chapeaux garnis de plumets rouges, en poussant des cris de joie, précurseurs ordinaires de la victoire. On fait une halte à l'hospice, où, par mes soins et ceux des bons religieux qui se consacrent ici

au soulagement de l'humanité, des rafraîchissements sont préparés à nos colonnes. Après un court repos, elles reprennent gaiement les armes, et descendent la montagne, dont le versant méridional offre l'aspect le plus riant qui étonne l'œil et anime encore les courages. Les Alpes sont franchies, et nous débordons comme un torrent en Piémont.

Nous étions tous jeunes dans ce temps, soldats et généraux. Nous méprisions les fatigues autant que les dangers. Nous étions insouciants sur tout, excepté sur la gloire.

Nous sommes arrêtés par le fort de Bard.

Cependant un obstacle dont on n'avait pas assez calculé l'importance pensa nous arrêter au début de notre course victorieuse. L'armée descendait la vallée de la Doria, après avoir culbuté à Châtillon un petit corps ennemi, trop faible pour s'opposer à notre marche. Nous poussâmes jusqu'au fort de Bard, qui, situé dans une position inexpugnable, nous barrait le passage. La garnison, composée de 400 hommes, résista à toutes nos sommations et aux escalades que je fis tenter. Il était désespérant de se voir ainsi arrêter court par une poignée d'ennemis. Ce ne fut qu'à force de travaux et d'audace que nous parvînmes à nous tirer de ce mauvais pas. L'infanterie de Lannes avait pu gravir par un sentier les montagnes d'Albaredo;

mais ni chevaux ni canons ne pouvaient y passer.

Je fis ouvrir un nouveau sentier à travers les rochers pour passer ma cavalerie. Mes soldats, à l'imitation de ceux d'Annibal, débouchèrent par un passage frayé de leurs propres mains. Si ce général carthaginois avait été embarrassé de ses éléphants, je ne l'étais guère moins de mes canons. Pour passer les miens, je dus hasarder de le faire pendant la nuit à demi-portée de fusil du fort, et par les rues mêmes du faubourg qu'il enfile, en ayant soin d'entourer les roues de paille pour ne pas donner l'éveil à l'ennemi. Tout nous réussit, et nous continuâmes à marcher pleins d'espérance sur Yvrée. Launes avait déja emporté cette ville, et rejeté sur Romano les Autrichiens qui l'occupaient. Trois mille seulement se trouvaient dans la vallée d'Aoste, sur notre passage; mais plus de 30 mille étaient disséminés dans les vallées du Tésin et du Pô.

Je le tourne par des prodiges d'activité.

Mélas n'avait point compris mes manœuvres. En apprenant que l'armée de réserve se dirigeait vers Genève, il s'était imaginé que nous n'avions pas autre chose en vue que de faire quelques démonstrations vers le nord du Piémont, afin de détourner son attention de l'état de Gênes, et d'alléger ainsi la besogne de Masséna et de Suchet. Il crut que, pour nous tenir en respect,

Mélas se trompe sur nos mouvements.

il suffisait de détacher, de Vintimille sur Turin, un corps de 7 mille hommes. Cependant il ne tarda pas à le suivre à la tête d'une autre division, laissant à Ott le soin d'assiéger Gênes avec 25 mille hommes, et à Elsnitz le soin de le couvrir sur le Var avec 18 mille. Mais toujours préoccupé de l'idée que nous ne ferions qu'une puissante diversion, Mélas se laissa tromper par l'attaque que Thureau exécuta, le 22 mai, sur Suze; non-seulement il ordonna à Kaim de marcher de Turin au-devant de cette petite colonne, mais il lui assigna encore la majeure partie des renforts qu'il amenait de Nice, et marcha, le 24 mai, à Savigliano.

Ainsi toutes les forces qui devaient s'opposer aux 60 mille hommes que j'amenais en Lombardie, ne consistaient qu'en 18 mille hommes dispersés en trois corps sous Wukassowich, Laudon et Haddick.

Le jour même où Mélas se trouvait à Savigliano, j'arrive à Yvrée. Chabran est laissé pour continuer le siége du fort de Bard. Thureau, après avoir forcé le pas de Suze, s'établit à Bussolino, d'où il menace Turin; Moncey, descendant du St.-Gothard, pénètre dans les bailliages italiens; Bethencourt se porte sur le fort d'Arona. Mon plan se développe majestueusement, et l'ennemi ne s'en doute pas encore.

Le général Haddick s'était porté de Turin sur la Chiusella, où il avait recueilli les troupes que Lannes avait chassées d'Yvrée, ce qui formait au général autrichien un corps de 10 mille hommes. Lannes l'attaque le 26, force le pont de la Chiusella, et rejette l'ennemi sur Chivasso, où il entre le lendemain. Haddick se retire à Turin, où il rejoint Mélas. Combat de la Chiusella.

Je n'avais poussé mon avant-garde sur Chivasso que pour faire croire à l'ennemi que j'allais me porter sur Turin; toutefois je n'eus garde de prendre cette direction. Pour assurer l'exécution de mes projets, qui ne tendaient à rien moins qu'à me saisir de toutes les communications des Autrichiens, il fallait absolument manœuvrer sur Milan : c'était frapper un coup d'éclat qui agît à la fois sur l'opinion des peuples d'Italie, et répandît la terreur dans l'armée ennemie, en même temps qu'il accélérait ma réunion avec les 15 mille hommes que Moncey amenait de l'armée du Rhin. Je marchai donc d'Yvrée par Santhia, Verceil et Novare, vers le Tésin. Je marche sur Milan.

L'avant-garde de Lannes, devenue arrière-garde, masqua mon mouvement en se portant par Crescentino, Trino et Mortara, sur Pavie. La nouvelle avant-garde, commandée par le général Murat, força le passage du Tésin à Turbigo, le 31. Le général Laudon, pour défendre Passage du Tésin.

cette rivière, avait rassemblé quelques troupes; il fut battu, et perdit 1500 hommes hors de combat. Le général Wukassowich, accourant de la vallée du haut Tésin pour le joindre, arriva trop tard, et n'eut que le temps de se sauver sur l'Adda. Les Autrichiens jetèrent 2 mille hommes dans le château de Milan, et se replièrent, au nombre de 6 mille, jusqu'aux bords du Mincio. Le 2 juin, j'entrai à Milan.

Dispositions de Mélas.

Mélas, ne sachant pas encore à qui il avait affaire, eut d'abord l'idée de passer le Pô à Casal, pour m'attaquer en queue; mais quand il sut, par les doubles rapports de Haddick et de Wukassowich, que j'avais 60 mille hommes en Lombardie, il y renonça, et sentit qu'il fallait attirer à lui les 40 mille hommes d'Ott et d'Elsnitz avant de hasarder une bataille. Ce dernier, qu'il avait laissé sur le Var avec 17 mille hommes, et qui, malgré sa supériorité en nombre, n'avait pu forcer la position de Suchet sur la droite de cette rivière, reçut ordre de se mettre en retraite, pour gagner la tête de la vallée du Tanaro, qu'il dut descendre ensuite jusqu'à Asti. Il fut prescrit à Ott d'en finir promptement avec Masséna, ou de lever le blocus de Gênes pour repasser la Bochetta, et voler à la défense du Pô vers Plaisance.

Le mouvement rétrograde d'Elsnitz com-

mença le 28 mai. Suchet, dont les renforts avaient porté ce corps à 12 mille hommes, le poursuivit vivement jusqu'au Tanaro, et, par des manœuvres habiles contre sa droite, le prévint au Col de Tende, coupa son centre, et lui fit éprouver une perte d'environ 8 mille hommes hors de combat. Les jours suivants, Suchet, s'avançant par Finale sur Savone, se porta au secours de Gênes, mais il n'était plus temps.

Masséna avait capitulé le 5 juin, après avoir soutenu avec constance soixante jours de blocus rigoureux et une famine horrible. Dès le 3 mai, il était en pourparlers avec le général Ott, lorsque celui-ci reçut l'ordre de lui faire un pont d'or, s'il voulait se rendre de suite, ou de lever le siége, s'il paraissait vouloir prolonger sa défense. Cet incident épargna à Masséna l'acte de désespoir auquel il s'était décidé plutôt que de se rendre prisonnier. Il avait résolu de se jeter en Toscane à la tête de sa colonne d'affamés; les ordres de Mélas le sauvèrent. Les 8 mille hommes qui restaient encore de la garnison française obtinrent libre sortie, 6 mille seulement rejoignirent Suchet dans les environs de Savone. **Masséna rend Gênes.**

Ott, tout fier de sa conquête, se hâta de jeter une forte garnison à Gênes, de repasser la Bochetta, et de se diriger par la vallée de la

Scrivia sur Tortone, dans l'intention de nous disputer le passage du Pô; mais il était trop tard, car Lannes le passait au même instant, le 6 juin, à San-Cipriano, et Murat à Nocetto, près de Plaisance, après avoir facilement culbuté les détachements qui voulurent s'y opposer.

Je passe le Pô.

Les événements se précipitaient vers le dénouement. Je me trouvais déja établi sur les derrières de l'ennemi; mais il pouvait encore échapper par la rive droite du Pô, en descendant jusqu'à Borgoforte, en face de Mantoue. Il fallait donc lui ôter cette dernière ressource. Je me décidai à passer le fleuve avec les divisions Watrin, Chambarlhac, Gardanne, Monnier, Boudet et la cavalerie de Murat, ce qui formait un total de 30 mille hommes; le reste devait assurer mes propres communications avec la Suisse, et garder la rive gauche du Pô. La division Chabran, devenue disponible par la capitulation du fort de Bard, se porta à Verceil et fit occuper Yvrée, Chivas, Crescentino et Trino. Bethencourt continua à bloquer Arona; Moncey demeura dans le Milanais. Une de ses divisions fut postée à Pavie, une autre bloquait le château de Milan, et la troisième occupait Crema et Brescia, pour tenir en échec les troupes autrichiennes postées sur le Mincio. La division

Loison bloquait Pizzighetone et le château de Plaisance, observait le bas Pô, et couvrait les derrières de mon armée. J'avoue que cette position était disséminée, et que l'idée d'envelopper Mélas, en voulant tout couvrir, était un peu hasardée. Il eût été plus sage de réunir 15 mille hommes de plus sur Tortone, parce que si Mélas filait sur le Mincio par Milan, je n'en avais pas moins conquis toute l'Italie par une seule marche, et que, réuni à Masséna, je n'avais plus besoin d'avoir des communications par le St.-Bernard : mais le succès enivre, et je voulais tout ou rien. J'avais aussi espéré que Masséna tiendrait quelques jours de plus, et qu'en débouchant vers Tortone, il nous serait facile d'entrer en jonction par Novi.

Bataille de Montebello.

On vient de dire que le corps d'Ott accourait en toute hâte de Gênes pour prendre part à la défense du Pô : il ne put arriver à temps, et ne poussa que jusqu'à Montebello, où il rencontra le corps de Lannes. Tout plein du désir d'arriver à Plaisance, et persuadé qu'il n'avait affaire qu'à un détachement de mon armée, Ott se précipita sur le bourg de Casteggio contre tous les principes de la guerre, qui interdisaient aux Autrichiens de livrer des combats partiels, lorsqu'une concentration seule pouvait les sauver. Lannes le reçut à la tête des divisions Watrin

et Chambarlhac; il prit même l'offensive pour le déborder par les belles hauteurs qui dominent ce bourg et tout le pays jusqu'au Pô.

Les Autrichiens combattirent avec intrépidité; la victoire était douteuse, lorsque l'arrivée de Victor, avec la division Gardanne, la décida en notre faveur. Les ennemis, tournés par les deux ailes, furent complètement défaits; leur centre, pressé au pont de Casteggio, fut abîmé: ils perdirent 6 canons, 5 mille prisonniers, et 3 mille tués ou blessés. Ott jeta 2 mille hommes dans la citadelle de Tortone, et se replia sur Alexandrie, où Mélas concentrait le reste de ses forces.

Cet événement était de la plus haute importance, il affaiblissait l'ennemi de 8 mille hommes à l'instant où il allait être obligé de se frayer un passage, et il exaltait le moral de nos troupes, bien décidées à le lui disputer.

Bataille de Marengo.

Je poursuivis ma marche sur Alexandrie. Le 12 mars, nous passâmes la Scrivia, et nous débouchâmes dans la plaine de San-Giuliano. Une arrière-garde qu'Ott avait laissée à Marengo en fut débusquée par la division Gardanne, et se vit obligée de repasser la Bormida. J'échelonnai mon armée sur la route de Tortone à Alexandrie. La division Gardanne s'établit à Pedrabona, en face de la tête du pont que les Autri-

chiens avaient conservé sur la Bormida. Elle avait en soutien Victor, posté à Marengo avec la division de Chambarlhac, et la brigade de cavalerie de Kellermann. En arrière de Victor se trouvait Lannes, déployé près de San-Giuliano avec la division Watrin et la brigade de cavalerie de Champeaux. Enfin, la division Monnier formait le dernier échelon à Torre di Gafaralo. La brigade de cavalerie de Rivaud, postée à Sale, observait le bas Tanaro et le Pô, sur la droite de l'armée. Sur notre gauche, je poussai le général Desaix avec la division Boudet à Rivalta, afin d'empêcher l'ennemi de filer par sa droite vers Novi; Desaix devait chercher aussi à ouvrir des communications avec l'armée d'Italie, qui descendait la vallée de Bormida par Dego sur Aqui. J'avais cru pouvoir m'étendre ainsi, parce que le peu d'empressement que l'ennemi avait mis à défendre la plaine de San-Giuliano semblait indiquer qu'il n'était point décidé à livrer bataille, et qu'il chercherait au contraire à manœuvrer pour se rejeter sur Gênes, afin de gagner ensuite Parme et Modène; il m'en fit même donner le faux avis par un double espion que je croyais dans nos intérêts, et qui recevait des deux mains. Cette erreur, qu'on ne peut certes pas me reprocher, pensa nous coûter cher.

Mélas n'avait achevé de rassembler son armée

que dans la journée du 13. Le lendemain, à la pointe du jour, il passa la Bormida à la tête de 35 mille hommes, et nous attaqua avec vigueur. La division Gardanne fut forcée à la retraite : Victor la rallia à la droite de la division Chambarlhac, qui s'était formée sur une ligne depuis le village de Marengo jusqu'à la Bormida. Le général Haddick, avec la droite des Autrichiens, vint se déployer sur deux lignes en face de la position de Victor; Kaim, qui formait leur centre, se plaça obliquement à la gauche de Haddick; Ott fut lancé sur Castel-Ceriolo; la réserve aux ordres d'Elsnitz demeura en arrière de la droite, sur la route qui mène de Marengo à Alexandrie : mais les deux tiers de sa cavalerie furent intempestivement détachés au sud d'Alexandrie sur la route d'Aqui, pour observer Suchet et Masséna.

Nous n'étions pas préparés à recevoir la bataille. Je me hâtai de disposer mes échelons de manière à se soutenir, et de rappeler Desaix de Rivalta sur San-Giuliano. A 10 heures du matin, je suis obligé de faire avancer Lannes et de le mettre en ligne à la droite de Victor, que Kaim se disposait à prendre en flanc. Victor défend avec vigueur le passage du ruisseau de la Barbotta qui coule à Marengo : un feu vif et meurtrier s'y engage de part et d'autre; les Autrichiens y perdaient du monde; Mélas fait donner la moitié

de la cavalerie de réserve qui lui restait, après le sot détachement qu'il avait fait. Cette brigade isolée est précipitée dans le ruisseau marécageux, et l'ennemi, qui avait le double de cavalerie, se voit, dès le commencement de l'action, privé du secours de cette arme au point où elle aurait pu décider la victoire. Lannes réussit à contenir le centre des ennemis; mais pendant ce temps Ott ayant dépassé Castel-Ceriolo, menaçait de prendre à revers notre droite, secondé par la cavalerie du centre aux ordres de Frimont. Je lui oppose mes grenadiers de la garde. Ces 800 braves s'avancent dans la plaine, entre Castel-Ceriolo et Villanova, et y forment un carré semblable à une redoute inexpugnable, devant lequel viennent se briser les efforts réitérés des escadrons autrichiens. Profitant de la glorieuse résistance de cette troupe d'élite, je dirige sur Castel-Ceriolo cinq bataillons de la division Monnier, afin d'en débusquer l'infanterie légère des ennemis. Malheureusement une charge vigoureuse des Autrichiens sur la gauche de la division en marche sépare le général Monnier de ses troupes, le force à se rejeter vers Lannes, met la brigade de gauche en retraite, et oblige ainsi celle de Carra St.-Cyr à suivre le mouvement de la ligne, au moment où ses tirailleurs pénétraient déja dans Castel-Ceriolo.

Toutefois l'occupation instantanée de ce village donne un point d'appui à ma droite, et rétablit mes affaires sur cette aile. Mais, en revanche, sur ma gauche elles vont au plus mal : Victor, après avoir soutenu plusieurs heures les efforts de l'ennemi, ne peut y résister davantage, sa gauche plie et perd l'appui de la Bormida ; son centre est enfoncé, et tout son corps, mis en désordre, se trouve vivement poussé sur San-Giuliano. La défaite de la gauche, découvrant le flanc de Lannes, il doit aussi songer à la retraite, et l'exécute en bon ordre à travers la plaine dans la direction de la Ghilina.

Les Autrichiens poussent déja des cris de victoire. Mes généraux et Berthier, plus que tout autre, croient la bataille décidément perdue. Desaix et moi nous ne désespérons pas encore. Ce général s'avance à grands pas sur San-Giuliano : les 6 mille hommes qu'il m'amène sont des troupes fraîches qui, sous la conduite d'un tel chef, doivent faire des miracles. Je consacre tous mes soins à ralentir le mouvement de retraite de ma gauche, afin de gagner le temps nécessaire à Desaix pour arriver au champ de bataille. Les ennemis, après avoir fait une halte, avançaient de nouveau avec vivacité ; mais la faute qu'ils avaient faite de se dégarnir de cavalerie sur leur droite pour la porter au-devant

de Suchet et de Masséna, les empêchait de recueillir des trophées et de pousser impétueusement; tandis que si une partie de cette cavalerie avait pu être lancée à la poursuite de Victor, elle eût achevé la déroute de l'armée, et fixé la victoire de leur côté.

Enfin, vers les 5 heures du soir, Desaix débouche de San-Giuliano, et se forme en avant de ce village; Lannes s'établit obliquement entre la droite de Desaix et Villanova; le carré de ma garde lie sa droite avec Castel-Ceriolo. La cavalerie de Champeaux se forme en arrière de Desaix, et celle de Kellermann en arrière de l'intervalle entre Desaix et Lannes : Victor s'efforce de rassembler ses bataillons en arrière et à gauche de Desaix. L'ennemi avançait toujours en s'étendant par les deux flancs. Sa gauche, sous Ott, atteignait déja Villanova; son centre, après avoir fait halte à la hauteur de Guasca, se mettait en devoir de marcher sur San-Giuliano, et la droite débouchait de Cassina Grossa. Mélas se croit si sûr de la victoire, qu'il court à Alexandrie pour en expédier la nouvelle à Vienne et à Gênes, tandis que son chef d'état-major, Zach, s'avancera en colonne par la grande route de Tortone dans l'espoir d'en recueillir les fruits. Celui-ci doute si peu de ses succès, qu'il marche par échelons fort éloignés

les uns des autres. Le premier, composé de 5 mille hommes d'élite qu'il mène en personne, est suivi à distance d'un quart de lieue par trois autres corps sous Kaim, Bellegarde et Elsnitz. A l'instant où la tête de colonne touche à San-Giulano, mon artillerie de réserve se démasque et y sème la mort; en même temps Desaix l'aborde avec impétuosité : malheureusement une des premières balles vint frapper ce brave au milieu de la poitrine, et priva la France d'un de ses meilleurs serviteurs et d'un de mes plus chers compagnons d'armes. Nos troupes, exaspérées par la mort de leur illustre chef, redoublent d'efforts; les ennemis, qui croyaient courir à une victoire certaine, montrent de l'étonnement. Kellermann saisit ce moment pour les charger en flanc avec quatre escadrons. La colonne ébranlée se pelotonne, la tête, entourée et enfoncée, finit par mettre bas les armes. Profitant de cet avantage, nos troupes poussent en avant. Kellermann laisse à l'infanterie le soin de recueillir les prisonniers, et s'avance contre la division Kaim, qui suivait à un quart de lieue celle de Zach; le même désordre s'y introduit par une brillante charge de cavalerie faite à propos et à l'improviste. Les Autrichiens consternés battent en retraite. En vain leur réserve essaie de se soutenir à Marengo; rien ne peut résister

à l'impétuosité de nos soldats. L'ennemi se voit obligé de repasser la Bormida dans le plus grand désordre, en laissant entre nos mains 8 drapeaux, 20 canons, et 6 mille prisonniers.

Le général Ott, qui s'avançait dans ces entrefaites jusqu'à Chilina, s'estime heureux de regagner Castel-Ceriolo déja occupé par nos tirailleurs, et se replie, non sans peine, jusqu'à la tête du pont de la Bormida.

Convention d'Alexandrie.

C'était une belle victoire, et les suites devaient en être incalculables. Mélas avait encore à la vérité une armée aussi nombreuse que nos divisions présentes à Marengo, il pouvait donc recommencer le combat le lendemain; mais s'il était repoussé, alors il eût fallu passer sous les fourches Caudines et se rendre à discrétion. Ayant un pont sur le Pô à Casal, on a dit qu'il aurait dû au moins profiter de cet avantage pour se jeter sur la rive gauche, et tâcher de se faire jour en perçant par Milan et Brescia sur Mantoue. Cela eût été fort bien, s'il avait réussi à culbuter Chabran et Moncey; mais si ceux-ci parvenaient seulement à contenir deux jours les têtes de colonnes autrichiennes dans les prairies coupées de Lombardie, où l'on ne combat que sur les chaussées et les digues, n'aurai-je pas eu le temps d'accourir, et Mélas n'eût-il pas été réduit à mettre bas les armes? Du côté de Gênes,

il n'avait guère plus de chances, Suchet, se trouvant déja à Aqui, pouvait le prévenir. Le général autrichien n'avait donc que deux partis à prendre, m'attaquer de rechef à Marengo, ou sauver à son maître 60 mille hommes épars, en traitant de la remise des places d'Italie : l'un était plus glorieux, l'autre était plus sûr et plus prudent; il perdait des places qui n'étaient pas à l'Autriche, et il sauvait une belle armée.

Dès le lendemain de la bataille, il m'envoya un parlementaire pour traiter d'une convention. Je saisis avec joie l'occasion de recouvrer d'un trait de plume la plus grande partie de l'Italie : j'accordai à Mélas la permission de se retirer avec son armée sur le Mincio; en revanche, il me fit remettre les places de Coni, d'Alexandrie et de Gênes; le fort Urbin et les citadelles de Tortone, de Milan, de Turin, de Pizzighetone, de Plaisance, de Ceva et de Savone; enfin le château d'Arona.

L'armistice d'Alexandrie s'étendit aussi, peu de temps après, à l'armée d'Allemagne. Moreau rendu plus circonspect par le grand détachement qu'il avait dû faire sous Moncey, avait guerroyé un mois autour d'Ulm et du camp retranché; mais, convaincu enfin de l'ascendant qu'il avait sur Kray, il s'était ébranlé au milieu de juin pour manœuvrer de manière à

lui enlever l'avantage de ce camp; il opéra un grand mouvement, la droite en avant, passa le Lech, s'empara d'Augsbourg, acheva sa conversion pour s'établir en bataille sur la rive droite du Danube et menacer Kray de le couper de Vienne : la manœuvre était habile; elle eut un plein succès. L'armée française ne s'en tint pas là, elle franchit le Danube à Hochstedt, vengea dans ces plaines l'affront que Tallard et Marsin y avaient imprimé aux armes françaises, battit la gauche et la réserve de Kray, qui n'eut rien de mieux à faire que de décamper pour regagner l'Iser (1).

Moreau l'ayant prévenu à Munich, le fit reployer jusque sur l'Inn, lorsqu'une convention, signée à Parsdorf, mit sur ce point aussi un terme aux hostilités.

J'avais droit d'espérer que les revers de l'Autriche l'amèneraient à un accommodement. Du milieu même du champ de bataille de Marengo, j'avais chargé le général St.-Julien de porter au cabinet des paroles de paix, en lui donnant à

(1) Un infame libelliste dont l'horrible plume a souillé tout ce qu'elle a touché, l'abbé Mongaillard, a prétendu que j'avais laissé ignorer les succès de Moreau aux Français; tandis que tous les moniteurs de l'an IX sont pleins des rapports très-bien faits du général Dessolles, son chef d'état-major. C'est ainsi qu'on s'est permis de me juger.

entendre que j'étais prêt à traiter aux mêmes conditions qu'à Campo-Formio.

Sans doute ma victoire, quoique brillante, ne m'avait pas encore conduit sur les Alpes noriques comme en 1797; mais, en échange, l'armée du Rhin était dans une attitude bien autrement menaçante qu'à cette époque.

Négociation du général St.-Julien.

Le cabinet de Vienne me renvoya M. de St.-Julien avec une lettre de créance de l'empereur même, qui m'engageait à ajouter foi à tout ce qu'il me dirait. L'intention de son gouvernement était de négocier de concert avec l'Angleterre, avec laquelle il venait de conclure un traité de subsides deux jours avant d'apprendre le désastre de Marengo. La situation était piquante, et, dans le fait, traiter séparément huit jours après une pareille transaction, eût été une félonie.

Le général St.-Julien m'ayant remis ses lettres, je lui fis sentir tout l'avantage qui résulterait pour sa cour de traiter sans perte de temps; car je ne pouvais consentir à aucun délai, sans exiger de fortes garanties, puisque partout la victoire me permettait de continuer les opérations avec succès: chaque semaine de retard coûterait ainsi à l'Autriche une place ou une province. Cet officier, consultant l'intérêt militaire plus que la position diplomatique de son cabinet, signa le 28 juillet des préliminaires admettant les

mêmes bases que le traité de Campo-Formio. Duroc repartit aussitôt avec lui pour Vienne, afin d'en obtenir la ratification.

Le cabinet de Vienne le désapprouve.

Thugut furieux que son envoyé eût été plus loin qu'il ne voulait, le fit exiler en Transilvanie, et repoussa les préliminaires, tout en reconnaissant qu'il était prêt à continuer les négociations de concert avec les Anglais; car dans l'intervalle, lord Minto, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, avait déclaré que son cabinet serait disposé à une négociation qui aurait pour objet l'intérêt commun des deux cours.

Quoique cette résolution fût assez naturelle dans l'état réel des choses, elle m'indigna, parce que la lettre de l'empereur était de nature à ne pas pouvoir reculer sur les engagements que prendrait son envoyé; que ces engagements étaient d'ailleurs modérés; que l'intervention de l'Angleterre entraînerait des longueurs; que le temps était plus profitable à mes ennemis qu'à moi; enfin, qu'il me convenait d'isoler la cause de l'Autriche de celle de l'Angleterre. J'ordonnai aux généraux Moreau et Brune de rompre de suite l'armistice en Allemagne et en Italie.

Négociation pour un armistice naval et pour prolonger celui du continent.

Cette notification en imposa à Vienne. Le cabinet sentait le besoin de la paix; d'un autre côté, je ne voulais pas la repousser pour un simple défaut de forme, et j'avais entamé des

négociations à Londres par Otto, à l'effet de conclure un armistice naval. Je pouvais tirer un double parti de mon attitude victorieuse sur l'Inn et le Mincio : c'était d'obtenir d'un côté cet armistice naval, qui me permît d'envoyer quelques frégates en Égypte et à Malte avec des armes, des hommes et des munitions; et d'exiger de l'autre que l'Autriche me remît les places d'Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg, pour arrêter ma marche offensive. L'Autriche y consentit; l'armistice fut signé à Hohenlinden, le 20 septembre, et confirmé à Castiglione pour l'armée d'Italie.

L'Angleterre ne voulut pas admettre un armistice naval, parce qu'elle comptait sur la prochaine chute de Malte, qui se trouvait sévèrement bloquée depuis deux ans, et qu'elle craignait en outre l'envoi d'un renfort qui consoliderait notre position en Égypte.

Kléber propose d'évacuer l'Égypte.

En effet, un événement qui pouvait avoir des suites importantes venait de se passer en Orient. Après mon départ d'Égypte, le général Kléber, voyant sa position trop en noir, m'avait dénoncé au Directoire. Lorsque sa lettre arriva à Paris, j'étais à la tête du gouvernement. Je ne crus pas que Bonaparte, premier consul, dût venger les querelles de Bonaparte général. Je fis répondre à Kléber par des encouragements. Dans les entrefaites, le visir Mehmed-Pacha, convaincu qu'il

ne s'agissait que de se présenter pour vaincre, s'était avancé sur *El-Arisch* avec 50 mille hommes. Kléber lui proposa d'évacuer l'Égypte, ce que les Turcs acceptèrent avec empressement. Mais les Anglais, instruits que les stipulations du traité étaient en pleine exécution, et que la plupart des forts seraient déja remis aux troupes ottomanes, se crurent autorisés à ne point le ratifier, quoiqu'il eût été négocié de concert avec l'amiral Sidney-Smith. Ils comptaient que l'Égypte serait entièrement occupée par les Turcs quand leur refus arriverait, et que l'armée, réduite à s'embarquer, tomberait en leur pouvoir. Ce calcul machiavélique tourna à la confusion de ses auteurs.

Il est forcé de vaincre à Héliopolis.

Kléber avait commis une imprudence manifeste; il sentit la nécessité de vaincre pour la réparer, et il marcha le 20 mars au visir, qui s'avançait sur Héliopolis. En moins de quatre heures, il mit l'armée turque dans une déroute complète, la rejeta dans le désert avec perte de 10 mille hommes, et rentra triomphant au Caire, dont un corps turc s'était momentanément emparé. Le visir se vengea de sa défaite en faisant lâchement assassiner son vainqueur, le jour même où nos armes triomphaient à Marengo.

La victoire d'Héliopolis pouvait consolider

[illegible]

[illegible]

tair [illegible]

es. [illegible]

le [illegible]

fais [illegible]

u [illegible]

lunar [illegible]

itom [illegible]

amie [illegible]

mez [illegible]

Egy [illegible]

quan [illegible]

dure [illegible]

Ce [illegible]

de se [illegible]

Les [illegible]

fur [illegible]

par [illegible]

savan [illegible]

heure [illegible]

nombre [illegible]

de [illegible]

Car [illegible]

[illegible] empere [illegible]

en faisant [illegible]

par meme [illegible]

[illegible]

notre position en Égypte, si nous parvenions à y jeter quelques mille hommes de renforts, et les différents objets nécessaires pour y fonder une colonie. Pitt et Grenville en eurent peur, et élevèrent toutes les difficultés pour repousser l'armistice naval.

Je fis sentir combien il serait ridicule de déposer les armes envers la puissance sur laquelle j'avais des avantages, et de rester en état d'hostilités avec l'autre. Lord Grenville sentit la force de l'argument. On admit la nécessité de l'armistice naval et la levée des croisières; mais on voulut interdire toute navigation aux bâtiments de l'état, et n'admettre que des vivres pour quinze jours à Malte et à Alexandrie (Malte venait de se rendre, le 5 septembre, au général Pigot, au moment où l'on se disputait sur les obstacles à mettre à son ravitaillement; mais cet événement ne nous était pas encore connu). Dès lors il n'était guère probable que nous pussions nous entendre pour la paix, soit avec les deux puissances collectivement, soit avec l'Autriche seule.

Convention importante avec les États-Unis.

Je profitai du loisir que cette suspension d'hostilités me donnait à Paris, pour mettre en règle nos relations avec les États-Unis.

Les farces démagogiques des agents du comité de salut public nous avaient brouillés, en 1793, avec ces fils aînés de la liberté française, et les

honteuses prévarications des agents du Directoire avaient empêché Pinckney de rétablir la bonne harmonie qui n'aurait jamais dû être troublée entre nous. A la vérité, les Américains avaient à se reprocher d'avoir consenti au droit de visite que s'arrogeait l'Angleterre; mais ce n'était pas en rompant ouvertement avec eux, ni en les menaçant sans ménagement, qu'on aurait pu les faire revenir à d'autres sentiments. Mes victoires ouvrirent une nouvelle voie. Les députés qui se trouvaient depuis deux ans à Paris s'entendirent avec mon frère Joseph et avec Rœderer. Une convention, conclue le 30 septembre à Morfontaine, régla nos rapports ultérieurs sur le pied des nations les plus favorisées, et sanctionna les principes sacrés du droit maritime. La liberté de la navigation neutre y fut solennellement proclamée, sans autres restrictions que celles qui résultent du droit universel à l'égard des ports effectivement bloqués et des marchandises de contrebande, c'est-à-dire aux vivres, armes et munitions. Enfin, le principe que le pavillon couvre la marchandise y était consacré comme le seul qu'une législation juste et sage pût admettre.

Querelles des Anglais avec les neutres.

Cet événement était de la plus haute importance; car, dès le mois d'août, le Danemarck et la Suède se trouvaient engagés dans de sérieuses

contestations avec l'Angleterre, qui, peu satisfaite de méconnaître les règles du droit maritime, ne rougissait pas d'attaquer même les convois escortés par des bâtiments de guerre danois et suédois.

La Russie et la Prusse, intéressées au maintien du respect dû à leur pavillon, intervenaient dans ces importantes discussions; et un orage qui s'amoncelait de toutes parts menaçait le trident britannique.

Rupture de la négociation de Londres.

Ce n'était pas moi qui, dans de pareilles occurrences, pouvait donner l'exemple de fléchir devant les prétentions anglaises. Je n'en étais que plus fermement résolu de ne pas traiter sans avoir mis mes intérêts les plus chers à l'abri, par un armistice naval convenable. Les conditions imposées par lord Grenville ne remplissant pas le but, la négociation fut rompue le 9 octobre à Londres, et je déclarai que je ne traiterais avec l'Autriche et l'Angleterre que séparément.

Conspiration Cerrachi.

Le jour même où la négociation se rompait à Londres, un complot menaçait mes jours à Paris. D'obscurs factieux, se comparant aux Brutus et aux Cassius, méditaient dans l'ombre les moyens de se débarrasser d'un général que leur imagination déréglée leur présentait comme un autre Cromwell ou un despote oriental.

Je devais me rendre à l'Opéra ce jour-là, et tout Paris en était instruit. Fouché vint m'informer que les conjurés, à défaut du Capitole, avaient choisi les corridors d'un théâtre pour exécuter leur projet. On me pressait de ne point m'y rendre. Je n'eus garde de suivre un conseil si peu digne de moi; mais je fis prendre les mesures nécessaires pour s'assurer des coupables. Cerrachi et Arena furent saisis avec les poignards et les armes dont ils devaient me frapper; ils furent jugés et condamnés.

Expéditions des Anglais contre le Ferrol et Cadix.

L'Angleterre, au milieu des contestations qu'elle venait d'élever, redoublait d'audace et d'activité pour s'assurer des avantages que la situation des choses lui promettait; et, pour faire oublier au peuple anglais les malheurs de la famine qui désolait les trois royaumes, elle portait son pavillon victorieux sur tous les points du globe. Il semblait qu'il ne manquât au gouvernement anglais que des garnisons pour prendre possession de la moitié du monde. La perte de ces colonies réagissait sur la politique des états européens comme sur leur marine; en privant les peuples du commerce de long cours, elle leur enlevait les premiers éléments d'une marine militaire, et les mettait ainsi hors d'état de soutenir leur système colonial.

Déja depuis six mois, les colonies de Surinam

et de Demerari avaient été enlevées à la Hollande sur le continent américain; les îles de Curaçao et de St.-Eustache eurent le même sort. L'amiral Popham venait en outre de mettre à la voile avec une expédition pour la mer du Sud. Enfin, un armement considérable, dont le général Pulteney devait commander les troupes, se préparait dans les ports, et devait aller joindre Abercrombie pour former quelque grande entreprise. Tel est l'avantage d'une vaste puissance maritime; elle menace tout à la fois, et on ne sait sur quel point il faut l'attendre : elle frappe là où il lui convient et quand il lui convient.

L'expédition de Pulteney pouvait avoir en vue la Hollande que nous avions dégarnie, pour former d'abord l'armée de réserve et ensuite l'armée gallo-batave qu'Augereau rassemblait vers Mayence : elle pouvait attaquer Anvers, Flessingue, Boulogne, comme elle pouvait insulter l'Espagne ou descendre en Égypte. J'assemblai un corps à Amiens sous les ordres de Murat, dans l'idée que la Hollande ou Anvers étaient son point de mire. Ce corps se composait en partie de grenadiers réunis de tous les bataillons de garnisons dans l'intérieur. Mais Pulteney cingla vers les côtes d'Espagne, où il comptait faire à la flotte du Ferrol, ce qu'Abercrombie et

l'amiral Mitchel avaient fait au Texel à la flotte batave. Pulteney, débarqué le 25 août, attaqua le fort St.-Philippe et les hauteurs de Brion; mais l'amiral Moreno, ayant mis à terre une partie des équipages de l'escadre, déjoua un projet qui ne paraissait calculé que sur une surprise et sur la négligence dans le service qui règne parmi les Espagnols. Pulteney déjoué renonça avec assez de légèreté à sa tentative, et fit voile pour Cadix.

En même temps, Abercrombie, que l'armistice rendait inutile en Italie, avait reçu l'ordre de se présenter devant Cadix; la jonction des deux escadres se fit à Gibraltar.

A la tête de cette nouvelle Armada, lord Keith parut, le 6 octobre, devant cette riche cité, alors en proie aux ravages de la fièvre jaune, et que ses malheureux habitants avaient en partie désertée. Toutefois, moins audacieux que le célèbre d'Essex, il se contenta d'abord de la bombarder; le général Morla, qui y commandait, lui opposa une ferme contenance. Enfin, Abercrombie s'était décidé à mettre à terre une partie de ses troupes, à la pointe de San-Lucar, et déja elles avaient commencé une attaque, lorsque l'ordre de se rembarquer les arrêta dans ce projet. On a dit que la crainte de communiquer

avec une population de pestiférés avait seule sauvé Cadix.

Ces deux entreprises, poussées plus à fond, eussent peut-être réussi : on ne comprend pas qu'avec une pareille réunion de moyens, les généraux anglais n'aient fait que des démonstrations.

Thugut quitte le ministère.

Pendant que la guerre maritime se poussait avec tant d'activité, rien ne se décidait encore sur le continent. Cependant Thugut, qui avait déja quitté le ministère en 1797, pour ne pas traiter avec nous, avait feint de céder de nouveau le portefeuille au comte de Cobentzel (4 octobre); mais celui-ci étant parti quelques jours après de Vienne pour Lunéville, où un congrès avait dû se rassembler, il remit le portefeuille au comte de Lehrbach, sous le nom duquel Thugut continua à diriger les affaires.

Celui-ci se flattait encore de nous arracher l'Italie. Son armée s'était renforcée sur le Mincio. Les Napolitains, délivrés de leurs guerres intestines et des massacres juridiques ordonnés par la reine, et barbarement exécutés sur les bâtiments de Nelson, s'avançaient aux confins de la Toscane. Abercrombie pouvait descendre d'un instant à l'autre à Livourne, avec la petite armée qu'il promenait de Minorque sur les côtes de Toscane et de là à Gibraltar. Le grand-duc for-

mait ses milices à l'aide d'un corps autrichien commandé par le général Sommariva.

Occupation de la Toscane.

Je résolus de prévenir la jonction de ces éléments orageux. Le général Dupont reçut l'ordre d'entrer en Toscane, de désarmer les milices, et d'occuper Florenee et Livourne; ce qu'il exécuta le 16 octobre après de légers combats à Barberino et Arrezo.

Préparatifs sur le continent.

L'activité des négociations politiques pendant les mois de juillet, août et septembre, n'avait pas empêché les deux partis de continuer leurs préparatifs. J'avais d'abord fait entrer en Suisse une seconde armée de réserve, formée à Dijon par Macdonald, et forte d'environ 14 à 15 mille hommes. Augereau assemblait à Mayence une petite armée gallo-batave de même force. Ces corps étaient destinés à débarrasser mes deux armées principales de ces accessoires qui inquiètent les flancs, morcèlent les armées, et sont le prétexte de toutes les fautes des généraux médiocres. Macdonald couvrirait à la fois dans le Tyrol la gauche de Brune et la droite de Moreau; il deviendrait un corps de manœuvre pour déborder l'ennemi, il lierait les deux armées. Augereau balaierait la gauche du Danube, contiendrait les forces que l'ennemi assemblait en Bohême, et laisserait à la belle armée de Moreau toute la liberté de ses mouvements.

Les Autrichiens avaient aussi mis le temps à profit. L'archiduc palatin s'était rendu en Hongrie pour y renouveler la levée en masse de 1797. L'archiduc Charles, qu'une injuste disgrace privait du commandement suprême, pressait, dans le gouvernement de Bohême qu'on lui avait conféré, l'organisation de légions de 10 à 12 mille hommes qui devaient bientôt entrer en ligne. Des recrues affluèrent de tous les états héréditaires pour recompléter les régiments. La petite armée de Condé, revenue du service de Russie à celui de l'Angleterre, et un beau contingent bavarois, renforcèrent en outre les impériaux. L'empereur François se rendit lui-même à son armée pour raviver l'amour de la patrie et de la gloire. Cédant à des considérations dont il serait difficile d'assigner la cause, il crut devoir remplacer Kray par l'archiduc Jean, jeune prince instruit dans l'art militaire, mais qui n'avait ni l'expérience ni le génie de son frère l'archiduc Charles. On lui donna pour conseils les mêmes généraux Lauer et Weyrother, qui avaient été les guides de Wurmser et d'Alvinzi dans les grandes journées de Bassano et de Rivoli, et qui, malgré toute leur érudition, manœuvraient toujours fort bien pour se faire battre; car rien n'est pire que l'érudition sans principes.

Grace à ces préparatifs, l'Autriche crut qu'il

serait honteux de faire la paix en nous abandonnant Mantoue qu'elle possédait encore. Il est rare qu'un état fasse la paix après quelques défaites, sans recouvrer une partie de ce qu'il a perdu au moyen du sacrifice qu'il fait du reste : on voit rarement une nation qui se respecte céder plus qu'on ne lui a pris, quand elle se croit en mesure de le défendre. Nous dirons plus tard combien ces maximes naturelles ont été méconnues dans les conditions qu'on a prétendu m'imposer.

Tout espoir de rétablir la paix sans combats étant évanoui, je me décidai à rompre l'armistice, au milieu de novembre, malgré la rigueur de la saison. Si nous laissions tout l'hiver à l'Autriche, les chances de ce repos seraient entièrement contre nous : Moreau et Brune reçurent donc l'ordre de dénoncer la reprise des hostilités.

Plan d'opérations.

J'avais conçu un projet très-hardi pour déborder l'armée de Bellegarde sur le Mincio, en faisant franchir toute la chaîne des Alpes rhétiennes à Macdonald, pour déboucher sur Trente et refouler les Autrichiens sur les lagunes de Venise, en même temps que Brune les attaquerait de front. Afin de l'exécuter plus sûrement, Murat reçut l'ordre de partir avec le camp d'Amiens pour l'Italie, aussitôt que la destination connue de Pulteney l'aurait rendu dis-

ponible. J'avais eu un moment l'envie de me porter, avec 80 mille hommes, par les Alpes noriques sur Vienne, en même temps que Moreau y arriverait par la vallée du Danube. Je me décidai néanmoins à ne pas me rendre en personne à l'armée de Brune qui, par la tournure des événements, ne serait qu'un accessoire : je fus confirmé dans cette résolution par ce qui s'était passé à Paris à l'époque de Marengo. Le parti vaincu au 18 brumaire était encore assez vivace : à la première nouvelle des succès de Mélas apportée par un courrier de commerce, les jacobins me croyant vaincu avaient proposé, dit-on, à Carnot, ministre de la guerre, un coup d'état contre moi. On ne sait trop le parti qu'il eût pris, si une heure après, mon courrier annonçant une victoire décisive, n'avait changé la face des affaires. Je crùs plus sage de diriger les opérations du fond de mon cabinet, et Berthier reprit le portefeuille de la guerre.

Macdonald trouvait sa tâche d'une exécution impossible, ses moyens hors de proportion ; il m'envoya son chef d'état-major pour me porter des objections.

Après avoir écouté attentivement l'exposé de cet officier, je l'interrogeai sur la force présumée et les positions du corps du général Hiller, du côté de l'Allemagne, et des divisions Laudon,

Dedowich et Wukassowich qui couvraient le Tyrol italien. Embrassant ensuite d'un coup-d'œil cette masse des grandes Alpes, entre le Rhin et l'Adige, j'analysai les différentes hypothèses que ce vaste théâtre présentait à mes combinaisons, puis j'ajoutai : « Nous enlèverons « sans combattre cette immense forteresse du « Tyrol; il faut manœuvrer sur les flancs des « Autrichiens; menacer leur dernier point de « retraite; ils évacueront sur-le-champ toutes « les hautes vallées. Je ne changerai rien à mes « dispositions. Retournez promptement; je vais « rompre l'armistice: *dites à Macdonald qu'une « armée passe toujours, et en toute saison, par- « tout où deux hommes peuvent poser le pied.* « Il faut que, quinze jours après la reprise des « hostilités, l'armée des Grisons se trouve aux « sources de l'Adda, de l'Oglio et de l'Adige; « qu'elle ait tiré des coups de fusil sur le mont « Tonal qui les sépare; enfin qu'arrivant à Trente, « elle forme la gauche de l'armée d'Italie, et « manœuvre de concert avec elle sur les derrières « de Bellegarde. Je saurai porter à temps des « renforts où ils seront nécessaires : ce n'est pas « sur la force numérique d'une armée, mais « bien sur le but et l'importance de l'opération « que je mesure celle du commandement. »

Succès brillants de l'armée du Rhin.

Les hostilités recommencèrent vers la fin de

novembre. Peu de jours après, Moreau gagna la bataille décisive de Hohenlinden. L'archiduc Jean voulant prendre l'initiative, au lieu de nous attendre derrière la redoutable position de l'Inn, se jeta dans le pays fourré entre cette rivière et l'Iser, afin de déboucher sur Munich, tandis que le corps de Klénau, avec une bonne partie de sa cavalerie, déboucherait par Ratisbonne, et lui donnerait la main à Dachau. L'archiduc, excité par Weyrother, pénètre, le 3 décembre, dans la grande forêt de Hohenlinden, sur quatre colonnes. Trois de ces colonnes marchaient par des chemins détestables et détrempés par une neige abondante. La principale, composée du centre avec tous les parcs et les réserves, cheminant par une belle chaussée, débouche, deux heures avant les autres, sur Anzing, tombe au milieu des divisions de Moreau, et en est chaudement accueillie. Par un hasard non moins heureux, Richepanse, se dirigeant dans la forêt, se croise avec la gauche des Autrichiens qui avait été fort retardée, s'empare ainsi de la chaussée, et prend le centre de l'archiduc en flagrant délit, en l'attaquant à revers dans un défilé dont Moreau lui disputait l'issue. Assailli de toutes parts dans ce coupe-gorge, l'archiduc Jean, après avoir perdu 100 pièces de canon et 12 mille hommes, est trop heureux de regagner l'Inn.

Cette victoire était d'autant plus heureuse qu'elle avait été remportée sans que l'aile droite sous Lecourbe, ni la gauche sous Collaud, y prissent aucune part; Moreau les avait bien appelées à lui dès qu'il avait appris la marche offensive de l'ennemi, mais elles n'avaient pas eu le temps d'arriver.

L'armée victorieuse suivit impétueusement l'ennemi épouvanté. Les têtes de nos colonnes, guidées par Lecourbe, Richepanse, Decaen, jeunes guerriers pleins d'activité et d'ardeur, prenant à peine quelques heures de repos, le poursuivaient avec cette vigueur dont j'avais donné l'exemple en 1796.

L'imposante barrière de l'Inn, malgré ses trois têtes de ponts retranchées pendant l'armistice, et malgré la place de Braunau, ne put les arrêter plus d'un jour. L'emplacement fautif de l'ennemi permit à Moreau de menacer la droite, et de passer l'Inn sur l'extrême gauche, près de Rosenhaim.

Les Autrichiens tinrent en avant de Salzbourg, et Lecourbe faillit y être engagé seul dans un combat désavantageux : sa fermeté lui donna le temps de remédier au mal. La Salza, la Traun, l'Enns, furent franchies avec la même vigueur. Richepanse enleva plusieurs arrière-gardes ennemies, et montra une grande habi-

leté. Le général Klénau, qui était allé courir vers Ratisbonne avec un corps assez nombreux, surtout en cavalerie, paralysé par la déroute de l'armée principale, n'eut rien de mieux à faire qu'à se joindre au général Simbschen et aux légions de Bohême, pour tomber sur la petite armée d'Augereau, qui, ayant soumis Wurtzbourg et investi la citadelle, s'avançait vers Nuremberg. Quelques légers avantages, remportés par les Autrichiens sur ce point secondaire, n'empêchèrent pas l'armée principale de revenir jusque vers St.-Polten dans le plus grand délabrement. Richepanse, Decaen, Lecourbe, se couvrirent de gloire dans cette courte campagne, qu'illustrèrent le passage de l'Inn, celui de la Salza, et les combats de Schwanstadt, Vocklabruck et Lambach.

L'archiduc Charles venait de prendre des mains de son frère le commandement d'une armée démoralisée, et qui, en vingt jours, venait de perdre 25 mille hommes hors de combat, 120 pièces de canon, 4 mille voitures. Arrivant sans renforts et sans espérances prochaines, comment eût-il pu y ramener la confiance et la victoire ?

Armistice de Steyer.

Il proposa un armistice. Moreau avait ordre de n'y consentir que dans le cas où l'Autriche s'engagerait à séparer sa cause de l'Angleterre,

et à traiter isolément sans délais. Il fallait 48 heures pour avoir la réponse de Vienne, et Moreau refusa de suspendre sa marche, certain que les résultats des mouvements antérieurs devaient lui donner une quantité de prisonniers et de bagages. Enfin, le cabinet de Vienne consentit à tout, et le général Grune signa, le 23 décembre, un armistice à Steyer, pour l'armée d'Allemagne seulement.

Inaction de Brune.

L'armée d'Italie était restée dans l'inaction. Brune n'avait aucun intérêt à brusquer une affaire, parce qu'il attendait Macdonald et Murat. De son côte Bellegarde, ignorant la destination de ces derniers, attendait que la cessation des pluies d'automne rendît les opérations moins pénibles dans les lagunes de l'Oglio et du bas Pô.

Passage du Splugen.

L'armée des Grisons, docile à mes ordres, s'était élancée, pleine d'ardeur, dans les neiges et les glaces du Splugen, à une époque où le voyageur même tremble de s'y exposer avec toutes les précautions d'usage.

Des masses amoncelées d'une neige mobile, cachant des précipices affreux, des avalanches menaçantes, mille dangers de toute espèce ne sauraient arrêter des braves habitués à mépriser la mort. Les colonnes, après des efforts extraordinaires, débouchent enfin sur les bords riants du lac de Como.

Ce n'est pas tout; il faut vivre au milieu des paysages pittoresques, et c'est en Lombardie qu'il faut aller chercher les moyens d'alimenter l'armée, que la Valteline dénuée de grains ne saurait nourrir. Macdonald franchit les chaînes secondaires et abruptes du col d'Apriga, moins élevé que le Splugen, mais plus difficile peut-être pour une armée.

Il propose à Brune de lui envoyer son aile gauche pour rendre plus décisive l'attaque par les montagnes. Celui-ci craint, en s'affaiblissant dans la plaine, de se livrer aux coups de Bellegarde; car, s'il est battu et rejeté derrière l'Adda, l'armée de Macdonald serait perdue dans les gouffres du Tyrol.

Tous deux avaient raison: il était bien de porter nos efforts sur la gauche, il ne l'était pas de le faire partiellement. Si j'avais été sur les lieux, j'aurais marché moi-même, avec ma gauche et le corps de bataille, pour joindre Macdonald, et faire à Bellegarde ce que j'avais fait, en 1796, à Wurmser, à Bassano, en ne laissant qu'un corps léger sur l'Adige. Macdonald, piqué du refus, s'en alla attaquer le Tonal, dont l'ennemi avait hérissé les cimes glacées de retranchements. Il y fut repoussé.

Opérations de Brune. Le passage du Mincio avait eu lieu le 25 décembre; il devait se faire vers Monzambano: la

droite, sous Dupont, exécuterait une attaque secondaire à Volta. Un retard fit donner contre-ordre au centre et à la gauche; Dupont ne le reçut que quand il avait déja effectué son passage, et la démonstration devint ainsi l'affaire principale. Cette aile eut à soutenir tous les efforts de Bellegarde contre Pozzolo. Suchet vint à son secours sans consulter Brune, et nos troupes se maintinrent par miracle sur la rive gauche. Le lendemain, Brune passa en effet à Monzambano; l'ennemi céda partout aux efforts de notre belle armée, dont l'Adige ne suspendit qu'un instant la marche victorieuse. La gauche, sous Moncey, remonta ce fleuve par Roveredo.

Macdonald, de son côté, après avoir laissé la moitié de sa petite troupe sous Baraguey-d'Hilliers, aux sources de l'Adige, avait passé les rochers du val d'Apriga, et était descendu sur Breno, afin de communiquer avec la brigade Lecchi, envoyée par Brune à sa rencontre. Repoussé, comme je l'ai dit, à l'attaque du Tonal, il dut se rabattre, par Pisogno et le col de San-Zeno, sur Storo, en se frayant un passage dans les glaces vives, comme il l'avait fait au Splugen, dans des masses de neige. Cette courte campagne fut mémorable, notamment par les fatigues de toute espèce que les troupes eurent à supporter, et les obstacles naturels qu'elles surent vaincre à

Jonction de l'armée des Grisons.

force de résignation, de dévouement et de courage. L'histoire la transmettra à la postérité, comme un des monuments de notre gloire.

Enfin, le 4 janvier Macdonald entra en communication avec Moncey; et le 7, il déboucha par le col de Vesagno, sur Trente, où il fut joint par Vandamme, qui descendit la vallée de la Noss aussitôt que l'ennemi eût évacué le Tonal.

La droite de Bellegarde, pressée à Calliano entre Moncey et Macdonald, semblait perdue. Le général Laudon la sauva en trompant Moncey par le faux avis d'un armistice. Les Autrichiens filèrent par la Brenta pour rejoindre Bellegarde. Moncey, qui croyait entrer à Trente par suite de l'arrangement fait avec Laudon, fut assez surpris d'y trouver Macdonald. Piqué d'avoir été dupe d'un stratagème si usé, et qui se répète néanmoins presque toujours avec succès, il suivit Laudon et Wukassowich par les gorges de la Brenta. Macdonald se mit, par Botzen, aux trousses de la division autrichienne, qui avait couvert les Grisons et le haut Adige, et que Baraguey-d'Hilliers poussait sur Méran. Il allait l'entourer, quand l'armistice de Trévise enchaîna son bras, au moment où il allait recueillir du moins quelques trophées de sa pénible campagne.

Armistice de Trévise.

Brune, qui avait poussé mollement jusqu'à

Trévise, prit en effet sur lui de conclure un armistice, en laissant Mantoue aux Autrichiens, et en accordant libre sortie aux garnisons des forts de Vérone, Legnago, Peschiera et Ancône, qu'on lui évacuait : c'était une double sottise, car Mantoue allait être le point décisif de la négociation prochaine avec le cabinet de Vienne, et les garnisons que nous laissions partir seraient incessamment forcées à se rendre prisonnières. J'avais prévu cette faute, en ordonnant cinq jours avant à Brune de ne point traiter sans obtenir Mantoue. Cet ordre arriva deux jours trop tard. Cette étrange convention était d'autant plus déplacée, que Murat descendait au même instant en Lombardie, et arrivait sur le Pô avec un beau corps d'élite de 12 mille hommes.

J'ordonnai donc à Brune de rompre aussitôt cet armistice, et de pousser en avant, à moins qu'on ne lui cédât Mantoue. Cobentzel, instruit à Lunéville de cette difficulté, s'empressa de la lever, en consentant à la remise de la forteresse, et en donnant ainsi force à la convention de Trévise.

Machine infernale du 3 nivose.

Rien n'eût manqué à mes vœux, si l'événement du 3 nivôse (24 décembre) ne m'avait appris que j'étais encore sur un volcan. Cette conspiration fut imprévue : c'est la seule que la police n'ait pas déjouée d'avance. Elle n'avait

pas de confidents, c'est pourquoi elle a réussi. Elle était simple, car elle ne consistait qu'à embarrasser ma voiture, lorsqu'elle passerait dans la rue St.-Nicaise, et à la faire sauter par une machine remplie d'artifices comprimés, que l'on a nommée machine infernale.

J'échappai par miracle. L'intérêt qu'on me témoigna me dédommagea amplement de ce complot. On avait mal choisi le moment pour conspirer; rien n'était prêt en France pour les Bourbons.

On chercha les coupables. Je le dis en vérité, je n'en accusais que les Brutus du coin des rues. En fait de crimes, on était toujours disposé à leur en faire honneur. Je fus étonné, lorsque la suite des enquêtes vint prouver que c'était aux royalistes que les habitants de la rue St.-Nicaise avaient l'obligation d'être sautés en l'air.

Les Napolitains battus en Toscane.

Pendant les débats de Brune avec les Autrichiens, les Napolitains, qui semblaient prendre à tâche de ne rien faire à propos, avaient imaginé de débusquer nos détachements de Sienne et d'envahir la Toscane. Le comte de Damas y entra à la tête de 8 mille Napolitains. Sommariva, parti d'Ancône, devait insurger les vallées voisines, et franchir l'Apennin pour lui donner la main. Murat approchait alors de Parme. Cependant Miollis, ne prenant conseil que de son au-

dace, marche avec 3 mille Franco-Cisalpins sur les Napolitains, et les met dans une déroute complète à San-Donato (14 janvier). L'armistice de Trévise, paralysant Sommariva, livrait Naples à nos coups.

Expédition de Murat contre Naples.

Certain que la paix avec l'Autriche ne tarderait pas à se conclure, et que l'armistice nous assurait en tout cas le temps d'en finir avec Naples, je prescrivis à Brune de renforcer Murat de deux divisions, et à celui-ci de se porter sur Rome à la tête de 27 mille hommes. Je convoitais la superbe rade de Tarente qui avait servi de boulevard aux Carthaginois pour résister à la puissance romaine dans la péninsule, et où, moyennant quelques travaux, les plus nombreuses flottes pouvaient trouver un refuge. Elle avait un double intérêt pour moi à l'époque où l'Égypte était encore en notre possession : c'était un point de départ avantageux pour y porter des secours.

Murat s'avança sans obstacle jusqu'à Foligno.

Cependant la cour de Naples avait pressenti le danger où les suites de la bataille de Marengo allaient la précipiter. Si la reine Caroline était égarée par ses passions contre nous, on ne saurait néanmoins lui contester un esprit supérieur. Elle se rendit à Vienne, et de là à Pétersbourg, pour solliciter l'appui de la Russie qui

avait si puissamment contribué à la ramener sur le trône.

Les projets de Paul Ier sur Malte devaient naturellement le porter à tout ce qui tendrait à lui donner quelque considération à Naples ; mais la prise de possession de l'île, au nom de l'Angleterre, l'avait tellement exaspéré, qu'il s'était décidé à faire cause commune avec moi. Il envoya M. Kalitschef à Paris, et Lewaschof en Italie. Les sentiments de ce prince chevaleresque allèrent si loin, que Louis XVIII dut quitter Mittau pour se rendre à Varsovie.

Armistice de Foligno.

J'avais trop d'intérêt à satisfaire Paul, et trop peu d'avantage à paralyser de grandes forces au fond de la presqu'île, pour ne pas écouter l'intercession de Lewaschof. Murat, d'après mes ordres, signa à Foligno un armistice avec la cour des Deux-Siciles, qui nous donnait satisfaction sur tous les griefs, et qui consentait à l'occupation de la rade de Tarente jusqu'à la paix générale.

Soult fut détaché avec 10 mille hommes pour en prendre possession, et je lui prescrivis de procéder de suite aux travaux nécessaires pour la mettre à l'abri des Anglais.

Murat s'était rendu à Rome, où le pape lui fit bon accueil. Il assura le saint-siége de mes intentions pacifiques à son égard, et la bonne harmonie fut bientôt rétablie entre nous.

Paix de Lunéville.

La paix, signée le 9 février à Lunéville, mit fin à cette seconde coalition; elle différait peu de celle de Campo-Formio. L'amendement principal concernait la Toscane cédée à l'infant de Parme, en transportant le grand-duc à Salzbourg. Cette clause était importante en ce qu'elle appelait l'intervention de l'Espagne dans les affaires d'Italie, comme sous Louis XIV et Louis XV, et qu'elle achevait d'en exhéréder la maison d'Autriche, qui, maîtresse de Vérone et de Venise, aurait pu y entrer plus facilement à l'aide de la Toscane.

Voici, au reste, les principaux articles de ce traité: 1° l'empereur, stipulant soit en qualité d'empereur d'Autriche, soit au nom de l'empire germanique, cède la Belgique et toute la rive gauche du Rhin; 2° il renonce à la Lombardie pour en former un état indépendant; 3° l'Autriche conservera en échange les états de Venise jusqu'à l'Adige, dont le Thalweg, depuis la sortie du Tyrol jusqu'à la mer, formera la démarcation; 4° le duc de Modène reçoit le Brisgau en échange de son duché, annexé à la république cisalpine; 5° le grand-duc de Toscane renonce à ses états et à sa part de l'île d'Elbe, qui seront possédés par l'infant duc de Parme, il recevra une indemnité pleine et entière en Allemagne; 6° la France remet Kehl, Cassel et

Ehrenbreitstein, à condition que ces forts resteront dans l'état où ils seront remis; 7° les princes dépossédés par la cession de la rive gauche du Rhin auront une indemnité, prise en Allemagne dans le sein de l'empire; 8° les républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, étant reconnues indépendantes par l'article 11, leurs peuples auront la faculté d'adopter la forme de gouvernement qui leur conviendra.

Cet article, quoique conforme aux principes du droit public et naturel, était un germe inévitable de discorde, et l'on eut bientôt occasion de s'en assurer : ce qui est juste n'est pas toujours sage en politique.

A tout prendre, le jour où cette paix fut signée me parut un des plus beaux de ma vie, car il fut un des plus heureux pour la France; elle était de nouveau grande et respectée : elle pouvait goûter le sommeil du lion, et se réveiller dans une attitude imposante au sein de la prospérité.

Campagne de 1801. Affaires des neutres.

Au moment où je terminais avec tant d'avantages la guerre de la seconde coalition, des événements importants se préparaient dans le Nord, aussi-bien qu'en Afrique. Pour tracer une esquisse des premiers, je serai forcé de revenir un moment sur mes pas.

La grande puissance des Anglais avait dégénéré en despotisme insupportable. Les neutres n'étaient pas plus épargnés que les ennemis.

Les principes du droit des gens avaient consacré, même dans les temps les plus malheureux, que les convois de vaisseaux marchands, escortés de vaisseaux de ligne neutres, ne seraient point soumis à la visite; mais qu'en échange, les vaisseaux de l'état ne convoieraient ni munitions prohibées, ni bâtiments étrangers. Ces dogmes salutaires étaient le dernier refuge du commerce européen dans les temps de guerre. Les Anglais violèrent sans pudeur tous les droits jusqu'alors consacrés : ils saisirent de force les convois destinés pour la France, ceux qui portaient des marchandises françaises, ou dont les cargaisons se composaient d'articles utiles à la république.

Ils attaquèrent et enlevèrent même des frégates danoises et suédoises qui voulurent défendre les propriétés confiées à la garde de leur honneur et de celui du prince, dont le pavillon serait ainsi flétri et humilié.

Avec un pareil droit maritime, le commerce russe, danois, suédois, prussien, hollandais, serait entièrement à la merci du cabinet de St.-James, et les nations ne pouvaient reconnaître un tel ordre de choses sans renoncer à leur in-

dépendance et aux sources les plus précieuses de leur prospérité.

Expédition des Anglais contre Copenhague.

L'Angleterre répondait aux justes réclamations des cabinets, *qu'elle devait faire tout ce qu'elle pouvait pour assurer sa puissance maritime, et qu'elle pouvait tout ce qu'elle voulait.* Ces prétentions et l'usurpation de Malte, dont l'Angleterre prit possession en son nom au lieu de la remettre à l'ordre dont Paul Ier avait été nommé grand-maître, indignèrent ce prince, ainsi que la Prusse, le Danemarck et la Suède. Tous crièrent aux armes, pour résister à un monopole à la fois outrageant et désespérant. On arma à Copenhague, à Stockholm, à Cronstadt et à Reval. Une quadruple alliance unit les puissances du Nord pour la conservation de leur honneur et de leurs droits.

L'Angleterre savait bien que, débarrassé de l'Autriche, je porterais tous mes efforts vers la marine. Il lui importait donc de frapper vigoureusement sur les puissances du Nord, avant qu'aucun grand plan pût être concerté entre nous; il fallait profiter de ce que les glaces retenaient encore les 25 vaisseaux russes dans leurs ports, pour attaquer les autres.

Le cabinet de St.-James, loin de céder à l'orage, fit donc partir aussitôt 20 vaisseaux et un ambassadeur pour Copenhague. L'*ultimatum*

ayant été rejeté par l'influence du comte de Bernstorf, Nelson força le passage du Sund, opération qui lui réussit sans peine, parce que les batteries de la côte suédoise ne firent point feu. Il se présenta devant Copenhague, dont l'approche était défendue par dix vieux vaisseaux embossés, une foule de canonnières, et deux batteries de terre formidables, à la droite et à la gauche de la ligne.

Le 2 avril, Nelson attaqua cette ligne avec 12 vaisseaux et plusieurs frégates, en passant le long du banc de Mittelground, qui coupe le détroit en deux; un des vaisseaux échoua. Le combat fut terrible, la droite de Nelson ne put rien contre la batterie des Trois-Couronnes, son centre fut abîmé par une canonnade violente; 8 à 900 bouches à feu vomissaient la mort sur ses vaisseaux. Ils avaient si peu d'espace, que s'ils venaient à être dégréés, ils devaient échouer sur le banc, où ils se trouvaient encore sous le feu de la ligne danoise. La position parut si hasardée, que l'amiral en chef Parker donna le signal de la retraite; Nelson y répondit par le signal de combat à mort.

Bataille navale de Copenhague.

Cependant les Danois avaient beaucoup souffert; plusieurs vaisseaux entièrement désemparés flottaient au milieu des deux partis. Nelson, qui venait d'échouer avec son propre vaisseau et

deux autres, imagina d'envoyer un parlementaire pour sauver les blessés des bâtiments danois, qui, selon lui, avaient amené pavillon, mais dont il ne pouvait s'emparer.

Armistice avec les Danois.

Le prince royal, qui s'était couvert de gloire en ne bougeant pas des batteries de terre et en préparant cette noble résistance, tomba dans le piége, et conclut un armistice. Bien que les conditions en fussent honorables pour les Danois, il donnait gain de cause aux Anglais. On assure que sans cela Nelson eût été fort embarrassé d'échapper. On ajoute aussi, pour expliquer cet armistice, qu'au milieu du combat le prince de Danemarck avait appris la mort de Paul Ier, qui devait changer tout le système de la confédération du Nord. Cela n'est pas impossible; l'empereur avait effectivement péri dans la nuit du 22 mars, et il pouvait se faire qu'on en fût instruit à Copenhague le 2 avril.

Mort de Paul I.

Quoi qu'il en soit, le triomphe des Anglais à Copenhague et les dispositions pacifiques énoncées par l'empereur Alexandre à son avénement au trône, ajournèrent toutes les espérances des neutres, et l'Angleterre, à la veille d'une crise menaçante, s'en tira victorieusement.

Les Anglais descendent en Égypte.

Ses armes n'avaient pas été moins heureuses en Égypte. Le résultat de la bataille d'Héliopolis avait fait sentir au cabinet de St.-James la né-

cessité de prendre un parti décisif. La tournure des affaires en Italie rendait un corps nombreux disponible. Abercrombie fut destiné à le conduire sur les rives du Nil. Il descendit le 8 mars à Aboukir avec 16 mille hommes, suivis de près de 6 autres mille. Il devait se concerter avec l'armée du grand-visir qui déboucherait de Syrie par le désert, et avec le corps de Baird venant de l'Inde par Suez. Si Menou eût été un homme de tête, il eût pu battre ces corps séparément, et jeter les Anglais à la mer, comme j'y avais jeté les Turcs. Mais il se morcela lui-même, repoussa les conseils de ses généraux, et fit battre ses corps en détail. Après avoir perdu la bataille d'Alexandrie, où Abercrombie trouva une mort glorieuse, le général français fut réduit à se jeter dans la place, tandis que Belliard, laissé avec trop de monde au Caire, y était investi par les Turcs réunis à Hutchinson.

Pour comble de malheur l'amiral Gantheaume, que j'avais expédié avec 6 mille hommes de renfort, parut trois fois sur les côtes d'Égypte sans avoir le courage ou l'adresse de débarquer; il revint autant de fois à Toulon, en sorte qu'il ne resta à Belliard et à Menou qu'à signer successivement des traités d'évacuation.

Pitt quitte le ministère

Dans ces entrefaites, Pitt avait senti que la guerre n'avait plus de but légitime, et qu'il était

temps d'en finir. Avant même que la flotte de Parker n'appareillât de Yarmouth, il s'était décidé à faciliter un rapprochement. Il se retira, et le ministère qui lui succéda s'empressa de renouer avec Otto, qui se trouvait toujours à Londres, les négociations interrompues à la fin de 1800.

Situation de la France.

La république prospérait de jour en jour; un de mes premiers soins, en arrivant au gouvernail, avait été dirigé vers les finances. Elles étaient dans un désordre funeste; je m'appliquai à le faire cesser. Dix systèmes destructeurs s'étaient succédé depuis M. de Calonne. Les recettes à la fin du règne de Louis XVI s'élevaient, selon le fameux compte rendu de Necker, à 480 millions, mais il y avait une dette portant l'intérêt de 260 millions; il en restait à peine 220 pour subvenir aux besoins de l'état qui se montaient à 380 millions outre la dette. On subvenait au déficit annuel par des emprunts qui aggravent le mal lorsqu'on ne trouve pas à l'instant même une recette convenable pour les balancer ou même pour les amortir. L'Assemblée constituante, sous prétexte d'économies, croyait avoir réduit les dépenses à 530 millions; mais cette réduction n'avait jamais existé que sur le papier, et n'était point un bien. Un milliard d'assignats hypothéqués sur les domaines nationaux avaient

permis au ministère de marcher sans encombre jusqu'à la fin de 1791. Les apprêts de la guerre forcèrent à augmenter successivement les émissions; et la seconde assemblée, pour se populariser, ne trouva rien de mieux que de ne point forcer la rentrée des contributions, mais de recourir au moyen en apparence si commode du papier monnaie. La convention fit de la planche aux assignats un abus si ridicule, que la somme émise fut portée jusqu'à 50 milliards, à mesure de leur dépréciation. Il fut un moment où on donnait 12 à 15 mille francs pour une pièce d'or de 24 francs.

Le Directoire avait d'abord rejeté ce papier déprécié, et proclamé une première banqueroute, en ordonnant l'échange d'assignats contre des mandats à 30 capitaux pour un; mais personne n'eut confiance dans des chiffons qui ne faisaient que changer de nom, et il fallut en revenir à faire tout le service public en numéraire. Cette transition était un des points les plus délicats et les plus difficiles dans un temps de crise et de guerre à la fois intérieure et extérieure, surtout quand une guerre maritime déplorable ruinait les ports, les colonies, et tout commerce d'exportation.

Pendant dix ans la dette publique avait été mal payée ou payée en assignats sans valeur. Le Directoire se sentit hors d'état d'acquitter en nu-

méraire les 240 millions exigés tous les ans pour payer les prodigalités de Louis XIV, du régent et de Louis XV. Il imagina après le 18 fructidor de réduire la dette des deux tiers, c'est-à-dire à 70 millions environ de perpétuel, et 10 millions de viager. Le reste fut remboursé en bons admissibles dans les achats de biens nationaux.

Cette seconde banqueroute avait ébranlé le crédit au point que le tiers consolidé ne valait que 12 pour 100, et que les deux tiers, payés en bons, étaient sans aucune valeur.

Malgré cette annulation des deux tiers de la dette, le budget des besoins s'élevait encore de 7 à 800 millions, c'est-à-dire à 300 millions de plus que sous l'administration de Necker (1). Les besoins de la marine, de l'armée, et les frais du gouvernement républicain, causaient cette augmentation : à la vérité, les provinces de la Belgique, celles de la rive gauche du Rhin, la Savoie et le comté de Nice fournissaient au tré-

(1) Selon le compte rendu, les besoins étaient de 633 millions, y compris 260 millions d'intérêts, etc., et les recettes de 472 millions; le déficit de 161 millions était couvert par un emprunt à 4 p. o/o.

Si le Directoire eût ajouté les deux tiers de la dette remboursée au budget de 1799, qui était de 780 millions, cela eût fait 941 millions.

sur un accroissement d'impositions qu'on peut estimer à 60 millions.

Le Directoire n'avait jamais pu élever les recettes à la moitié des sommes indiquées dans les budgets; il pourvoyait aux besoins par des délégations sur des coupes de bois inouïes ordonnées dans les domaines nationaux, par des emprunts forcés odieux, par l'argent que lui avait fourni l'Italie, et par une dette flottante ruineuse.

Pour mettre de l'ordre et de la facilité dans les recettes, je les fis diviser par douxième de mois en mois. Les receveurs-généraux durent souscrire des obligations mensuelles pour toutes les cottes foncières, mobiliaires et personnelles; en sorte que le trésor, certain de ses moyens, avait, dès le premier janvier, à sa disposition le capital nécessaire pour assurer tous les genres de service. L'ordre dans la comptabilité et dans la dépense fut mis de pair avec celui des perceptions; la confiance se rétablit promptement.

A la vérité, je fus forcé d'établir une espèce de chambre ardente pour réparer les gaspillages qui s'étaient introduits dans les fournitures, dans la vente des domaines nationaux, dans les coupes de bois. L'impitoyable Defermont fut mis à la tête de cette liquidation, qui, juge et partie en même temps, tranchait un peu révolutionnairement, mais qui épargnait à l'état le désa-

grément d'être dupe d'avides traitants et d'ignobles usuriers.

Grace à toutes ces sages mesures, notre budget de dépenses, qui s'éleva successivement de 680 jusqu'à 800 millions, fut constamment assuré; le service du trésor ne fut jamais en souffrance un seul moment, si l'on en excepte deux ou trois jours de crise occasionnés par la faute de son ministre; les rentiers, les fournisseurs, les fonctionnaires, l'armée, la flotte, furent régulièrement payés. Le crédit public monta au niveau de l'intérêt de l'argent; une caisse d'amortissement fut créée pour lui donner plus de garanties; et la France, dont les économes politiques à la solde de l'Angleterre annonçaient chaque jour la dissolution faute d'argent, ne fut jamais dans une situation plus prospère qu'à cette époque.

Tout, dans l'intérieur, marchait de niveau avec les finances, la politique et la guerre : des codes importants se préparaient dans le recueillement; la liste des émigrés était réduite à mille individus notés comme provocateurs de troubles ou chefs de partis; tous les autres, au nombre de plus de 100 mille, étaient rappelés, et on leur restitua les biens non vendus, à l'exception des seules forêts excédant 400 arpents, qui furent ajoutées au domaine, et des droits sur les ca-

naux publics. L'instruction, tombée dans le désordre, fut réorganisée par un décret (1er mai 1802): Fourcroy et Fontanes en prirent successivement la direction.

Les factions semblaient se taire; tant d'éclat les comprimait. La Vendée s'éteignait peu à peu: le départ de Puisaye pour l'Amérique, et la mort de Frotté pris et fusillé au moment où il voulait tenter un nouveau soulèvement en Bretagne, laissèrent le parti sans chef reconnu. Georges, le plus audacieux, s'était vu forcé à chercher un refuge en Angleterre, et les autres, las d'être instruments et victimes, ne songeaient qu'au repos. Les jacobins mêmes étaient forcés d'applaudir à ma victoire, car elle leur profitait autant qu'à moi. Je n'avais plus de rivaux.

Il ne restait, pour achever l'entière pacification de la France, qu'à relever les autels renversés dans les moments de la plus violente anarchie. Le clergé était dans un schisme complet depuis sa fameuse constitution civile de 1791; les églises étaient désertes et tombaient en ruine. Je crus devoir rétablir la religion catholique par le même motif qui l'avait fait adopter à Henri IV, deux siècles auparavant. Mais s'il importait de rappeler ses ministres, il n'était pas moins urgent de réfréner leur ambition. Il fallait fermer l'accès de la république à cette armée sans patrie, marchant

Nécessité d'un nouveau système religieux.

sous la bannière d'un chef étranger, qui, pendant dix siècles, pour élever la tiare au-dessus des couronnes, avait substitué l'ignorance, la superstition, le fanatisme et l'intolérance, aux admirables préceptes de l'évangile. En un mot, il fallait rétablir la religion des Fénélon, et non celle des Loyola ou des Mouchy.

Moyen de le faire avec succès.

Pour atteindre ce double résultat, trois moyens s'offraient à mon choix : le premier, de remettre l'église gallicane sous la discipline de la cour de Rome, en limitant ses droits de manière à ne lui laisser aucune influence dans les affaires de l'état; le second, de secouer entièrement cet importun patronage, et de profiter de l'espèce d'insousiance que la révolution avait inspirée pour les matières religieuses, afin de décorer un prélat français du patriarcat, en lui attribuant l'investiture canonique, et laissant d'ailleurs subsister le rite catholique dans toutes ses formes; enfin, le troisième était de déclarer les cultes catholique et protestant également à la charge de l'état, et de favoriser l'extension du dernier, déja répandu dans une partie de la France, sauf à y introduire la hiérarchie.

Chances en faveur de la réforme.

Le dernier moyen eût été peut-être plus approprié aux futurs intérêts de la France et à ceux du parti qui avait triomphé dans la révolution. Quelques publicistes ont pensé qu'il au-

rait pu rallumer l'insurrection de l'Ouest et mécontenter la moitié de la république, qu'il importait précisément de calmer. Sans doute leurs craintes n'eussent été que trop fondées, si l'on eût voulu introduire la réforme par des voies rigoureuses; car, malgré tout mon pouvoir, j'aurais bien pu échouer là où Henri VIII et Gustave Vasa avaient réussi : les grandes réformes religieuses sont l'ouvrage des circonstances et de l'à-propos; vouloir les forcer, c'est soulever les peuples et faire des martyrs au lieu de prosélytes. Mais, loin qu'il fût question d'imposer une loi aux consciences, il suffisait de les diriger avec douceur. Dans l'état où se trouvait alors le catholicisme en France, il est probable qu'on n'eût pas rencontré un obstacle invincible à l'introduction d'un système qui eût placé la religion primitive de Henri IV au niveau de celle de Charles IX.

Si j'avais pu prévoir que je descendrais du trône en 1814 et 1815, je n'aurais point hésité à me prononcer pour la réforme. C'était en effet la plus puissante barrière à opposer au retour des Bourbons, principalement si cette réforme était adoptée par la masse éclairée de la nation. Les Stuarts ont bien prouvé qu'il est peu de rapprochement entre une dynastie déchue et la nation qui professe un culte différent. Les hom-

mes qui ont voulu comparer la restauration de Charles II à celle de Louis XVIII, n'ont pas compris cette différence de situation. Mais, entraîné par mes vastes projets, je sacrifiai les avantages intérieurs à la politique extérieure.

D'un autre côté, toutes les facilités qu'on pouvait entrevoir à la propagation de la réforme n'étaient que conjecturales : il était possible que, malgré toutes les apparences, l'introduction d'un nouveau système religieux réveillât en effet les passions assoupies.

Mon pouvoir encore neuf avait besoin de se consolider; j'avais plus de motifs que Louis XIV pour dire, *L'état, c'est moi;* toute mesure qui pouvait provoquer une scission ou une résistance devait donc me paraître dangereuse dans mes intérêts, quelque avantageuse qu'elle pût être pour le bien public.

Chance d'un patriarcat gallican.

Dès lors le moyen de substituer un patriarche français au saint-siége dut me paraître moins sûr encore que celui de protéger la réforme; car, si la constitution civile imposée au clergé en 1791 avait causé tant de soulèvements en France, pouvait-on espérer que les prêtres du Midi et de l'Ouest consentissent à renoncer à leurs obligations envers le pape, pour reconnaître un prélat qu'il n'eût pas manqué d'excommunier? N'était-ce pas remettre la paix de ces provinces

à la merci d'une bulle qui leur eût interdit l'obéissance? D'ailleurs l'influence que la France exerçait sur l'Italie et l'Espagne n'exigeait pas moins de ménagements envers le saint-siége, et nos rapports avec l'Irlande dépendaient de ceux qui existaient dans notre croyance religieuse. Pour lutter contre l'Angleterre, il fallait absolument le concours de l'Espagne : on sait que le clergé y règne plus que le souverain; quel moyen aurait-on eu de perpétuer l'alliance entre un état gouverné par le fanatisme monacal, et une république frappée des foudres du Vatican? Il valait donc mieux laisser l'église avec le schisme déja existant, que d'engager alors une lutte aussi délicate. Toutefois, comme cela n'eût pas produit le résultat immédiat que je désirais, et que je venais d'apprécier en Italie l'influence que la religion catholique est susceptible de donner à un gouvernement, je préférai de traiter avec la cour de Rome, pour rétablir les choses à peu près sur le pied où elles étaient avant la révolution. J'obtins néanmoins pour l'église gallicane plus de franchise qu'elle n'en avait jamais eu; le nombre des siéges épiscopaux fut considérablement réduit, et je conservai au gouvernement le pouvoir de s'opposer aux excès du fanatisme religieux et aux dangers des maximes ultramontaines.

Je me rapproche de l'église romaine par un concordat.

Reproches faits à ce concordat.

Cette transaction, non moins honorable pour la modération du cardinal Gonsalvi que pour moi, encourut toutefois le blâme des partisans de la république, et même de quelques célèbres publicistes. « Bonaparte, disaient-ils, s'applique « vainement à détruire les restes de la révolution, « et à fermer tout accès aux prétentions des « contre-révolutionnaires, puisque, par son con- « cordat, il rouvre à ces derniers une porte as- « surée, et creuse lui-même la mine qui ébran- « lera son ouvrage. »

Quoi qu'on en dise, ces craintes étaient outrées : c'est l'Europe entière qui a renversé mon ouvrage, et les armées spirituelles de Rome n'y ont eu qu'une faible part. Cependant je reconnus plus tard qu'en ne secouant pas entièrement le joug ultramontain, je donnais effectivement des armes à une réaction. Si je ne la redoutais pas de mon vivant, elle était possible après moi. C'est une grande erreur en effet de croire qu'il suffise de resserrer les limites du fanatisme pour l'empêcher d'être jamais dangereux. On n'a qu'à se rappeler combien la religion des Grégoire VII et des Boniface VIII était différente de celle des premiers évêques de St.-Pierre, pour juger des progrès que le fanatisme est capable de faire en peu de temps, quand on lui fournit un point d'appui pour ébranler le monde.

Je croyais avoir bien mis la France et l'Europe à l'abri de ses prétentions; mais l'expérience vient de prouver que je me suis trompé.

En effet, le concordat, avec ses articles réglementaires, remplissait toutes les conditions d'un excellent pacte religieux : il assurait à la société un moyen suffisant pour maintenir le peuple dans les lois d'une morale pure et sévère; il garantissait la nation et le gouvernement contre l'ambition d'un clergé cosmopolite qui avait fait ses preuves depuis Grégoire VII. Quel homme raisonnable aurait pu croire que les principes de ce concordat eussent été méconnus en 1817?.. Qui sait ce qui résultera des fautes commises? On n'arrête pas quand on veut une corporation redoutable qui fonde ses prétentions sur les mystères de la Divinité, et les place ainsi hors de l'atteinte des lois civiles.

Faute cor mise parm successeu

La morale religieuse est un bien inappréciable pour l'humanité. Ses dogmes peuvent être même un puissant levier politique dans les mains d'un homme d'état, lorsque l'influence de ses ministres est renfermée dans de justes bornes; mais, sous le manteau sacré des choses divines, il est facile aussi de couvrir des sociétés factieuses, et d'ébranler l'autorité même des rois les plus puissants, dès que ceux-ci ne savent pas maintenir l'influence des prêtres dans les limites qu'un

gouvernement raisonnable ne devrait jamais laisser franchir.

L'Espagne et la Turquie sont de tristes exemples vivants du mal que la théocratie peut faire à une nation, quand les chefs de l'église sont en opposition avec les dépositaires de l'autorité temporelle. La Russie, l'Angleterre, la Hollande, la Prusse et tous les pays protestants, prouvent au contraire l'avantage de la soumission du clergé aux lois civiles, et de sa dépendance de l'autorité politique sans aucune intervention étrangère.

Que dix siècles de barbarie et d'erreur aient maintenu les souverains du XVIIe siècle sous le poids de l'influence romaine et sous le glaive de la milice de Loyola, cela se conçoit; ils n'auraient pu secouer entièrement ce joug sans s'exposer à une révolution religieuse, toujours funeste lorsque l'étranger peut y intervenir, comme l'Espagne le fit dans les troubles de la ligue. Mais que les ministres de mes successeurs, loin de conserver les digues salutaires élevées par le concordat, aient renversé un édifice qu'ils auraient dû élever s'ils ne l'avaient trouvé tout fondé pour leur sûreté et celle de la France, c'est une absurdité qu'on a de la peine à comprendre; c'est un attentat contre le trône et la nation dont ils seront responsables envers la postérité, et que

l'histoire inflexible réprouvera. Comment les hommes appelés à tenir les rênes d'un grand peuple, peuvent-ils méconnaître les axiômes les plus simples de l'art de gouverner, au point de favoriser l'établissement de la théocratie ultramontaine? Le premier de ces axiômes est que, si la religion doit être un moyen de morale pour le public, elle doit aussi être un élément de force pour l'autorité : dès que ses ministres font un pas pour franchir ce cercle, ils deviennent des ambitieux et des factieux plus redoutables que les nobles et les autres citoyens, puisqu'ils ont la multitude fanatique à leurs ordres, et qu'ils se placent au-dessus des pouvoirs humains.

Que des princes de l'église, tels que les Ximénès, les Mazarin, les Richelieu, voulussent l'empire du sacerdoce dont ils partageaient les avantages, cela était naturel; mais la chose est fort extraordinaire de la part d'un chef laïc au XIXe siècle.

Ce qui s'est passé depuis mon exil m'a prouvé que, sous le rapport philosophique, je n'avais pas pris le meilleur parti. Mais, en envisageant mon système sous le point de vue politique de nos rapports avec l'Italie et l'Espagne, il trouvera grace aux yeux des hommes d'état.

Les négociations avec l'Angleterre, reprises après la retraite de Pitt et la paix de Lunéville, Négociations de Londres.

n'avaient point marché au gré de nos désirs.

L'Égypte et Malte étaient une pierre d'achoppement pour les deux cabinets. Les Anglais avaient débarqué 20 mille hommes aux bouches du Nil, et y obtenaient des succès : ils en attendaient l'issue, pour traiter plus avantageusement.

De mon côté, je voulais me donner une situation équivalente, en menaçant le Portugal et l'Angleterre même d'invasion. Mon frère Lucien, alors chargé de l'ambassade de Madrid, reçut l'ordre de se concerter à cet effet avec le gouvernement espagnol.

Une petite armée, assemblée à Bayonne sous mon beau-frère Leclerc, traversa les Castilles, et se présenta vers Almeyda, en même temps que le Prince de la Paix, à la tête de 30 mille Espagnols, descendait la vallée du Tage et menaçait Lisbonne. Le prince régent se hâta d'acheter la paix au prix d'une somme de 30 millions, et de la cession d'Olivenza à l'Espagne. Ce résultat n'atteignait pas mon but ; je refusai la ratification du traité, exigeant l'entière occupation du royaume.

En même temps, j'assemblais une flotille à Boulogne pour menacer l'Irlande ou les côtes d'Angleterre même. Nelson vint attaquer cette flotille avec des machines incendiaires, et fut repoussé avec perte.

Ces démonstrations réciproques eurent une faible influence sur les négociations, car elles traînèrent jusqu'au milieu de juillet, sans qu'on en entrevît les résultats. Les Anglais ne se pressaient pas, parce qu'ils apprenaient de jour en jour les succès d'Abercrombie en Égypte; mais, d'un autre côté, la presqu'île de Tarente était occupée, Naples subjuguée, le Portugal menacé d'une invasion; enfin la paix continentale se consolidait de jour en jour, et il fallait que l'incertitude eût un terme. Otto signifia donc le 14 juillet, au cabinet anglais, que je refusais de ratifier le traité de Badajoz entre l'Espagne et le Portugal, et que j'insistais sur l'occupation de ce dernier royaume, uniquement afin de nous ménager un moyen de compensation pour les colonies espagnoles que l'on prétendait garder. Cette déclaration en amena réciproquement plusieurs autres qui donnèrent une marche plus rapide à la négociation, dont Malte avait été jusque là le point difficile. Dans une note du 27 juillet, Otto s'expliquait en ces termes :

« Le gouvernement français ne veut rien oublier de ce qui peut mener à la paix générale, parce qu'elle est à la fois dans l'intérêt de l'humanité et dans celui des alliés.

« C'est au roi d'Angleterre à calculer si elle est également dans l'intérêt de sa politique, de

« son commerce et de sa nation ; et, si cela est, « une île éloignée de plus ou de moins ne peut « être une raison suffisante pour prolonger les « malheurs du monde.

« Le soussigné a fait connaître par la der- « nière note, combien le premier consul avait été « affligé de la marche rétrograde qu'avait prise « la négociation ; mais lord Hawkesbury, contes- « tant ce fait dans sa note du 20 juillet, on va « récapituler l'état de la question avec la fran- « chise et la précision que méritent des affaires « de cette importance.

« La question se divise en trois points :

« La Méditerranée, les Indes, l'Amérique.

« L'Égypte sera restituée à la Porte ; la répu- « blique des Sept-Iles est reconnue ; tous les « ports de l'Adriatique et de la Méditerranée qui « seraient occupés par les troupes françaises, « seront restitués au roi de Naples et au pape ; « Mahon sera rendu à l'Espagne ; Malte sera res- « tituée à l'ordre, et si le roi d'Angleterre juge « conforme à ses intérêts, comme puissance pré- « pondérante sur les mers, d'en raser les fortifi- « cations, cette clause sera admise.

« Aux Indes, l'Angleterre gardera Ceylan, et « par là deviendra maîtresse inexpugnable de ces « immenses et riches contrées ; les autres éta-

« blissements seront restitués aux alliés, y com-
« pris le cap de Bonne-Espérance.

« En Amérique, tout sera restitué aux anciens « possesseurs. Le roi d'Angleterre est déja si « puissant dans cette partie du monde, qu'exiger « davantage, c'est, maître absolu de l'Inde, vou- « loir l'être encore de l'Amérique.

« Le Portugal sera conservé dans toute son « intégrité.

« Voilà les conditions que le gouvernement « français est prêt à signer.

« Les avantages que retire le gouvernement « britannique sont immenses; en prétendre de « plus grands, ce n'est pas vouloir une paix « juste et réciproquement honorable.

« La Martinique n'ayant pas été conquise par « les armes anglaises, mais déposée par les ha- « bitants dans les mains des Anglais, jusqu'à ce « que la France eût un gouvernement, ne peut « pas être censée possession anglaise : jamais la « France n'y renoncera.

« Il ne reste plus actuellement au cabinet bri- « tannique qu'à faire connaître le parti qu'il veut « prendre; et si ces conditions ne peuvent le sa- « tisfaire, il sera du moins prouvé à la face du « monde que le premier consul n'a rien négligé, « et s'est montré disposé à faire toute espèce de

son essor. Les neutres ne prirent pas moins de part à l'heureuse pacification, bien qu'elle leur enlevât les chances de leur commerce interlope; ils y entrevoyaient un meilleur avenir et des relations paisibles, qui les dédommageaient en quelque sorte des charges que le nouveau droit public des Anglais lenr avait imposées. A Londres même, l'ivresse fut à son comble; le peuple était dans le délire, comme s'il fût passé des angoisses du désespoir au comble du bonheur. Mon aide-de-camp, porteur de la ratification, ne vit pas sans étonnement ce peuple ennemi dételer les chevaux de sa voiture, et le traîner en triomphe.

Paix avec la Russie et la Porte.

Ma politique fut très-active dans cette année. Je réglai mes relations avec l'empereur Alexandre par un traité des 8 et 11 octobre; car j'avais été sur le point de m'allier avec Paul 1er, avant d'avoir conclu la paix avec lui. Nos différends avec la Porte furent terminés par un traité. Je ratifiai la convention de Morfontaine avec les États-Unis. Enfin je réglai le sort de la Cisalpine, de la Batavie et de la Suisse.

Acquisition de la Louisiane.

J'obtins de l'Espagne qu'elle me rétrocéderait la Louisiane que nous avions dû lui abandonner en 1763, par suite de la honteuse paix de Paris, bien qu'elle fût alors notre alliée.

La position de cette contrée si favorable aux

cultures avait un grand prix à mes yeux. Placée entre le Mexique et les États-Unis, elle me rendrait un jour arbitre de l'Amérique septentrionale : maîtres des bouches du Mississipi, nous le serions de tout le commerce des contrées arrosées par les affluents de cet immense fleuve. Si St.-Domingue nous échappait, nous pourrions trouver sur le Mississipi et le sol et le climat nécessaires à la culture des denrées coloniales. Je renonçai deux ans après à toutes ces espérances, en vendant cette précieuse colonie aux États-Unis : la crainte que les Anglais ne s'en saisissent et n'y fissent un établissement qui leur assurerait un jour l'influence sur le Mexique et les États-Unis, fut la principale cause qui me décida à cette aliénation.

L'infant de Parme, roi d'Étrurie.

Pendant que la paix de Londres se négociait, je faisais tous mes efforts pour asseoir les petits états voisins sur des bases qui me convinssent. J'avais fait céder la Toscane à l'infant duc de Parme, qui devait être reconnu roi d'Étrurie. Ce prince, de la branche espagnole, amènerait un contingent espagnol pour combattre la branche autrichienne en Italie, toutes les fois que cela me serait nécessaire, ainsi que cela s'était fait sous Philippe V et sous Louis XV. En même temps, je m'attachais de plus en plus la famille royale de Madrid : j'en avais besoin pour mes

desseins maritimes et pour expulser l'Angleterre de l'Amérique. Enfin, je gagnais à cela l'acquisition du duché de Parme, qui me reviendrait en échange.

Pour mettre le sceau à ces relations, Lucien imagina de me faire divorcer pour épouser l'infante Isabelle d'Espagne. Cette alliance avec la famille des Bourbons aurait eu sans doute de grands avantages : l'affaire me parut néanmoins offrir ses inconvénients, et la princesse était trop jeune pour que je pusse me décider. Je jugeai que la démarche de Lucien n'était dictée que par sa haine pour Joséphine, et je lui ordonnai de ne plus s'en occuper.

Expédition de St.-Domingue et de la Guadeloupe.

Je profitai de la liberté des mers, rétablie par le traité de Londres, pour songer à nos colonies. A mon avénement au consulat, j'avais trouvé les colonies en proie à la guerre civile : noirs, mulâtres et blancs s'abhoraient et s'égorgeaient réciproquement. Les derniers étaient à peu près éteints; les hommes de couleur, pleins d'énergie, de courage et de force, n'étaient que 40 mille, et on comptait 500 mille noirs. En nous appuyant sur ceux-ci, qui avaient déja 25 mille hommes enrégimentés, nous pouvions porter la terreur dans les îles anglaises. Je comblai donc les noirs de bienfaits; Toussaint, leur chef, avait montré du

talent et du zèle à combattre les Anglais, je me flattais qu'en lui sacrifiant Rigaud et en lui soumettant les hommes de couleur, en lui confiant en un mot les intérêts de la colonie, il serait satisfait. Mais l'ambitieux connaît-il jamais des bornes? Excité par les Anglais et quelques intrigants qui l'entouraient, Toussaint voulut faire de son chef une constitution coloniale, et se proclama président à vie, comme je m'étais fait consul. Une telle démarche ne pouvait pas être tolérée : c'était le pas décisif d'une émancipation mal déguisée sous le masque d'un reste de déférence à la métropole.

Je regrettai d'avoir rappelé Rigaud et fait tomber les armes des hommes de couleur, dont l'attachement à la France n'avait jamais été un problème tant qu'on leur laissa la jouissance des droits politiques solennellement accordée par des décrets. La supériorité de leur instruction et de leur esprit en faisait réellement les notables de l'île.

J'armai 30 vaisseaux, 16 frégates, qui portèrent successivement 25 mille hommes à St.-Domingue. J'en confiai le commandement au général Leclerc, mon beau-frère, en lui donnant pour instruction, *de rendre l'influence aux hommes de couleur, de faire enlever une centaine de chefs*

noirs jusqu'au grade de chef de bataillon inclusivement, et de les remplacer par des mulâtres et des blancs.

Leclerc débarqua; mais, influencé par les anciens colons qui le circonvenaient, il fit tout ce qu'il fallait pour exaspérer les hommes de couleur, sans le concours desquels il devenait impossible de réussir.

Grace à leur appui, il parvint néanmoins à soumettre la partie de l'Est et Port-au-Prince. Toussaint, Dessalines et Christophe résistèrent, incendièrent les villes de la côte, et se réfugièrent au centre des mornes. Vaincus en plusieurs combats, ils firent leur soumission. De la part de Toussaint, ce n'était qu'une feinte pour attendre les pluies et les fièvres d'automne. On apprit bientôt ses trames, on le fit enlever et conduire en France, où il mourut en prison. Cependant Leclerc, au lieu d'exécuter mes instructions, provoqua une nouvelle explosion par le traitement impolitique qu'il fit essuyer à Rigaud, revenu par mes ordres dans l'île. Il le fit arrêter et rembarquer de force pour la France; plusieurs autres mulâtres furent mal traités et mêmes noyés.

De ce moment, l'insurrection commença à se manifester; le signal en fut donné par deux mu-

lâtres qui s'étaient toujours montrés attachés à la France.

A la Guadeloupe, l'amiral Lacrosse n'avait pas été plus prudent envers Pélage, et la colonie s'etait soulevée contre lui. Richepanse y fut envoyé, et, plus heureux que Leclerc, il parvint à la soumettre entièrement.

La défection de Dessalines et de Christophe suivit de près celle des chefs de couleur. Ces deux castes, si ardentes à s'entre-détruire, confondaient leur ressentiment dans une haine commune contre les blancs.

La fièvre jaune, non moins terrible que la peste, vint moissonner en trois semaines les deux tiers de notre belle armée d'expédition. Vingt mille hommes étaient morts ou gisaient moribonds dans les hôpitaux. De nouveaux régiments débarqués perdirent la moitié des présents, vint-quatre heures après leur débarquement. Cet horrible fléau ne laissa à 4 mille Français épars aucun moyen de défendre un pays aussi vaste, et la déclaration de guerre des Anglais, forçant de rappeler la flotte dont les équipages avaient été de même moissonnés, laissa sans espoir de retraite les débris de tant de braves illustrés par une multitude de victoires. Mon beau-frère eut du moins la consolation de ne

pas survivre à ce désastre : il avait succombé lui-même à la cruelle épidémie.

Réunion provisoire du Piémont.

La prospérité de mes affaires en Europe me dédommageait de ces contre-temps : le Piémont, organisé d'abord en 27e division militaire pour être plus tard formellement réuni à la France, assurait mon empire au-delà des Alpes. La Hollande, l'Italie et la Suisse reconnaissaient également les lois que je leur dictais.

Affaires de la Cisalpine et de la Suisse.

Mes négociateurs à Lunéville, guidés par des principes de justice, avaient stipulé que les républiques voisines élevées par l'influence française seraient libres de se donner telles lois qu'elles voudraient. Rien n'était plus juste au fond ; mais cependant ces états étant constitués et reconnus par le traité, ces expressions ne pouvaient s'appliquer qu'à leur indépendance future sans que l'état existant et solennellement reconnu dût être troublé par des contre-révolutions.

Il importait que la Hollande, la Cisalpine et l'Helvétie eussent des chartes postérieures au traité, et qu'on ne pût pas accuser la France de les avoir contraintes dans leur choix. On créa un nouveau gouvernement à La Haye, et j'assemblai une consulta italienne à Lyon au mois de décembre 1801.

Érection de la république italienne.

La république batave centralisa son pouvoir

dans la personne de ses magistrats les plus dévoués à la France, ce qui ne pouvait qu'étendre l'influence que j'exerçais chez elle. Les Cisalpins érigèrent une république italienne dont ils me conférèrent la présidence à vie. On pense bien que je n'étais pas resté étranger à ces différentes mesures. Il fallait un chef à l'Italie, et personne n'avait le droit de me disputer ce titre. La France s'était engagée à former de la Cisalpine un état indépendant : mais je ne m'étais point interdit la liberté d'y accepter la magistrature. Je sais bien que c'est un peu jouer sur les mots; mais il n'est pas défendu d'interpréter les traités à son propre avantage. L'Autriche ne se crut pas assez forte pour s'y opposer, et personne en Europe n'avait alors intérêt à le faire, car c'était une institution viagère.

Les Anglais improuvent les conditions de la paix.

Si les préliminaires de Londres avaient excité l'allégresse d'une partie du peuple anglais, ils trouvèrent aussi des censeurs parmi ces patriotes exaltés dont la Grande-Bretagne fourmille.

La communication officielle en ayant été faite le 30 octobre au parlement, les champions de ce parti exclusif, Grenville et Windham surtout, critiquèrent sans ménagement les conditions du traité, prétendant qu'elles étaient beaucoup plus avantageuses à la France qu'à l'Angleterre. Ce dernier déclara, *que les ministres ayant signé*

l'arrêt de mort de la patrie, il ne savait s'il était convié à une fête ou à des funérailles. Selon lui, on accordait à la France les moyens de disputer l'empire des mers, puisqu'on lui rendait son commerce, et qu'on lui laissait rétablir sa marine. Il se réservait de prouver à la discussion que la paix n'était ni sûre, ni nécessaire. L'opposition, par un motif contraire, approuvait la paix, mais en blâmant ses stipulations, qui, au dire de Shéridan même, entraînaient la dégradation nationale : tristes pronotics pour la durée d'un traité dans un pays où l'intérêt général, indivisible de l'honneur national, est la première des vertus, le plus sain des devoirs ! C'était la première fois depuis la guerre qu'on voyait voter les Fox, les Shéridan, dans le même sens que les appuis constants du ministère. Pitt ajouta à l'étonnement public en se proclamant le défenseur d'un traité qu'il avait mis sa gloire à ne pas signer. Au reste, ces débats, qui eurent lieu dans la chambre haute, prouvent combien tout ce qui tient à la politique extérieure offre de nuances diverses, selon qu'on l'examine à travers le prisme des passions ; ils montrent en même temps l'aptitude des Anglais pour ces sortes de discussions. Les partisans du ministère s'appliquèrent à démontrer l'avantage de l'acquisition des îles de Ceylan et de la Trinité, l'une

placée en vedette des vastes possessions de l'Inde; l'autre heureusement située pour observer l'Amérique méridionale, et servir de point de départ offensif contre les riches provinces espagnoles de Caracas et de Venezuela, ou contre les possessions françaises et hollandaises de la Guiane. La sanction des conquêtes faites sur Tippoo et l'affranchissement de l'Égypte n'échappaient pas non plus à ces apologistes.

Lord Spencer attaquait, il est vrai, le traité avec des arguments plus spécieux que solides, mais assez puissants pour soulever l'orgueil national qu'il prétendait offensé. « On n'avait tiré, « disait-il, qu'un faible fruit d'immenses sacri- « fices; on rendait à la France et à ses alliés des « établissements qui avaient coûté de grands « efforts, et dont on devait la conservation aux « braves qui les avaient conquis, aussi-bien qu'à « la sécurité de l'empire britannique et à ses « garanties contre l'agrandissement de la France « sur le continent.

« La protection qu'on prétendait devoir aux « alliés était une excuse dérisoire, puisqu'on « avait laissé arracher Olivenza au Portugal, et « qu'on ne faisait aucune mention de la maison « d'Orange, qui s'était sacrifiée pour l'Angleterre, « et dont le dévouement était récompensé par « l'ingratitude et le silence.

« La cession du cap et de Cochin rouvrait la « route de l'Inde aux rivaux de l'Angleterre; la « France acquérait une position redoutable à « l'entrée du fleuve des Amazones et recouvrait « les Antilles, tandis que l'Angleterre s'excluait « elle-même de la Méditerranée en rendant « Malte. »

A l'exagération de ces reproches, lord Spencer ajoutait le regret de voir consolider par cette paix les principes de la révolution française, au moment où je leur portais les derniers coups. Ce n'était pas la seule erreur qu'on pût lui reprocher: les possessions menaçantes qu'il voyait à l'embouchure du fleuve des Amazones ne pouvaient être que le territoire désert de la Guiane jusqu'au Cap-Nord et à la rivière d'Arowary, dont les préliminaires ne faisaient pas mention; on savait seulement que le Portugal l'avait cédé à la France par le traité de Madrid. Quant à Cochin et au cap de Bonne-Espérance déclaré port franc, ce n'étaient pas des possessions capables d'inspirer à l'Angleterre des inquiétudes sérieuses sur le commerce de l'Inde.

Lord Cornwallis est envoyé à Amiens.

Malgré tant de clameurs, les nouveaux ministres persistèrent à suivre le système qui les avait déterminés à cette négociation; et lord Cornwallis fut désigné pour se rendre au congrès d'Amiens, où il devait mettre le sceau à la paix

définitive, de concert avec mon frère Joseph, le chevalier d'Azara et Schimmelpeninck, chargés de stipuler, le second au nom de l'Espagne, le troisième pour la Hollande. Le négociateur anglais reçut à Paris l'accueil le plus distingué, et on poussa la prévenance jusqu'à lui accorder des honneurs inusités. Quoique ses compatriotes se montrassent sensibles à ces attentions, et que les préliminaires eussent posé les bases d'une manière assez précise pour qu'on pût se flatter d'amener les négociations promptement à leur fin, on s'aperçut, à l'ouverture des conférences d'Amiens, que l'ancienne jalousie et une méfiance invétérée présidaient aux moindres pensées des deux cabinets.

Débats relatifs à Malte.

Malte présenta d'abord de nouvelles difficultés; les précautions minutieuses pour la remise et le sort futur de cette île attestent, mieux qu'aucune dissertation militaire, le prix que chacune des puissances attachait à ce que ce poste fût mis hors de l'atteinte de sa rivale. L'ordre de St.-Jean-de-Jérusalem, auquel on devait le restituer, alors dispersé et en état de schisme, n'était qu'un gardien suspect ou insuffisant aux yeux de l'Angleterre, qui en était exclue par sa religion. Lord Cornwallis observa d'abord, que si l'établissement d'une langue anglaise était incompatible avec les statuts de l'or-

dre, il fallait, par réciprocité, qu'il n'y eût pas de langue française. On tomba d'autant plus facilement d'accord sur ce point, que cet ordre de chevalerie était en effet incompatible avec les institutions de la république. Il n'en fut pas de même sur le fond : je proposai de raser les fortifications de Malte, d'en faire un lazaret commun à toutes les nations, et de rendre l'ordre à ses fonctions primitives, en transformant les chevaliers en simples hospitaliers. L'Angleterre s'y opposa, sans doute dans l'espoir de se ressaisir un jour de ce formidable boulevard. Mon ministre offrit alors de mettre l'île sous la suzeraineté du roi de Naples, mais sous la garantie de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France. Si les troupes de l'ordre étaient insuffisantes pour sa garde, chacune des six grandes puissances aurait fourni son contingent. Malte eût été respecté en temps de guerre, et aurait servi de lazaret à tous les partis.

L'Angleterre adhéra à cette proposition avec quelques modifications ; elle voulait que la garnison, au défaut de troupes maltaises, fût composée de Napolitains. Le palais des rois de Naples se trouvant sous le canon des flottes britanniques, il eût été facile à celles-ci, en cas de guerre, d'entraîner le gouvernement des Deux-

Siciles dans les intérêts du cabinet de St.-James, et d'en obtenir, sinon la remise, du moins la libre entrée à Malte pour ses escadres. Ne pouvant admettre toutes ses prétentions, et désirant que l'ordre demeurât indépendant, je proposai de mettre à Malte une garnison suisse jusqu'à ce qu'il fût en état de se défendre par lui-même. Au surplus, sans mettre de mon côté aucune entrave à la paix, je n'étais point fâché que la discussion s'en prolongeât quelques mois, afin d'avoir le temps de terminer l'organisation de la république italienne, dont la consulta, assemblée alors à Lyon, me déférait la présidence. En effet, il n'était point indifférent pour moi de donner lieu à une réclamation avant ou après la signature du traité; ce n'est pas qu'il importât que le traité me reconnût formellement comme président de la république; mais je tenais à ce qu'il fût postérieur à cet acte, afin de m'en prévaloir au cas de rupture, comme ayant acquis force de chose jugée.

Signature de la paix définitive.

Enfin l'inflexibilité du cabinet de St.-James triompha de ces obstacles; il fut arrêté que le roi de Naples fournirait à Malte une garnison de 2 mille hommes pendant un an, à dater de la remise des forts, et que, si l'ordre n'avait pas levé à cette époque des forces estimées suffisantes pour garder l'île et ses dépendances, les troupes

napolitaines y resteraient jusqu'à ce qu'elles y fussent remplacées par un nombre de troupes convenu entre les puissances garantes.

Après quelques autres débats sur une extension de territoire réclamée par la France autour de Pondichéry et sur les pêcheries de Terre-Neuve, les plénipotentiaires ayant écarté la question de la reconnaissance des nouveaux états d'Italie par le gouvernement anglais, la paix fut enfin signée le 27 mars.

Lacunes qu'elle présente.

On a élevé des doutes sur la bonne foi des deux parties contractantes; car de grandes lacunes rendaient le traité incomplet, et devaient nécessairement susciter sous peu des démêlés sérieux entre elles. Ma position personnelle me faisait attacher un grand prix à cette paix, qui m'élevait, dans l'opinion, au plus haut degré de gloire: en donnant une impulsion à la prospérité intérieure de la France, elle me facilitait les moyens de franchir l'espace qui me séparait du trône: ma sincérité ne saurait donc être mise en doute, car toutes les lacunes signalées étaient en ma faveur, et pour en profiter il suffisait de laisser subsister les choses dans l'état où le traité les plaçait.

Il n'en était pas de même du gouvernement anglais: en écartant toute discussion sur la Toscane et sur le Piémont, dont les princes dépos-

sédés étaient naguère encore ses alliés, on doit croire que le cabinet de St.-James se ménageait des prétextes de rupture. A ne considérer la chose que sous le rapport des formalités politiques, le royaume d'Étrurie pouvait exister sans être reconnu à Londres, et certes la paix maritime n'eût pas été troublée d'un siècle : mais comment le port de Livourne pouvait-il s'ouvrir au commerce anglais, si le ministère refusait de reconnaître le prince qui y régnait ? La question du Piémont était bien plus sérieuse encore : postérieurement au traité de Lunéville, ce pays avait été divisé en six départements ; ce n'était pas une réunion formelle à la vérité, mais le général Jourdan les administrait au nom de la France, et la dénomination de 27e division territoriale donnée à cette vaste principauté était un présage du sort qui lui était réservé. L'Angleterre ne put, sans arrière-pensée, se taire sur une circonstance aussi grave ; car, en supposant même que le gouvernement français différât long-temps cette réunion, il n'en était pas moins vrai qu'il administrait ce pays pour son compte ; qu'il disposait de ses revenus, de ses troupes et de ses places de guerre ; enfin, qu'il l'habituait à son autorité par des transitions insensibles.

La Suisse avait été l'objet d'un silence non moins extraordinaire ; et, bien que les comp-

toirs ou les flottes britanniques n'eussent rien à démêler avec les habitants des rochers du St.-Gothard, le sort d'un état lié à la France par tant de rapports politiques, commerciaux et militaires, devait importer beaucoup au ministère de Georges III.

On ne tarda pas, ainsi qu'on le verra plus loin, à juger l'importance de ces omissions, dont on ne saurait imputer la faute qu'à la partie intéressée à régler ces différents objets. Quoi qu'il en soit, ce traité différait peu des préliminaires. La seule différence notable était relative à la maison d'Orange, pour laquelle les observations de lord Spencer ne furent pas perdues, et en faveur de laquelle on stipula une indemnité; d'un autre côté, les cessions faites par le Portugal dans la Guiane au moment du traité furent sanctionnées, et le sort de Malte réglé.

Elle est moins bien reçue à Londres que les préliminaires.

Ces modifications n'étaient point de nature à mériter, au traité définitif, un meilleur accueil qu'aux préliminaires. Le commerce des anglais, qui avait vu avec quelque inquiétude l'armement français parti pour les Antilles, et la soumission prochaine de St.-Domingue, se montra moins satisfait de cette paix qu'il ne l'avait paru d'abord. L'aristocratie s'indignait de voir qu'une souche démocratique et républicaine pût porter de bons fruits. On eût dit que les premiers

actes d'un gouvernement habile et vigoureux lui faisaient pressentir toutes les difficultés qu'elle aurait à surmonter, et les obstacles que nous mettrions à ses entreprises. Les partis opposés s'étant appliqués à dénigrer les préliminaires, il n'était pas étonnant que le traité définitif fût reçu par la multitude avec une froideur qui contrastait d'une manière frappante avec l'enthousiasme qu'on avait montré pour le premier.

Les mêmes objections furent reproduites dans les deux chambres, à la lecture du traité d'Amiens; lord Grenville l'attaqua avec sa logique forte et concise. Il s'appliqua à démontrer que le ministère, en rendant à la France toutes ses colonies, n'avait rien fait pour diminuer sa prépondérance sur le continent. Depuis les préliminaires, la consulta de Lyon avait consolidé mon influence sur l'Italie. Le bruit de la cession de la Louisiane à la France, tenue secrète depuis deux ans, commençait à répandre l'alarme en Amérique, aussi-bien qu'en Angleterre; enfin la mort du duc de Parme faisait tomber ce duché entre mes mains, et déja l'île d'Elbe nous était assurée.

Tous les partis se réunirent, et l'animosité fut portée si loin, que Windham reprocha même au ministère d'avoir pris des mesures dérisoires

pour garantir l'indépendance de Malte, en la plaçant sous la sauve-garde d'une puissance dont les Français occupaient les rades et bloquaient en quelque sorte la capitale.

Le ministre Hawkesbury répliqua que l'influence acquise par la France sur un des états secondaires du continent, n'intéressait l'Angleterre qu'indirectement, et qu'excepté un petit nombre de cas, on ne pouvait admettre qu'une raison de cette nature suffit pour s'engager dans une guerre interminable. Il observa en outre que l'état continental, sanctionné par la paix de Lunéville, autorisait d'autant moins une rupture, que la Russie et la Prusse avaient reconnu les changements survenus en Italie. Cet argument n'était que spécieux, car aucune transaction publique ne sanctionnait l'abandon du Piémont ni de la Suisse, et la réunion de l'île d'Elbe à la France.

Cependant les clameurs de la double opposition n'empêchèrent pas le ministère de ratifier le traité, et les chambres de voter, à une très-grande majorité, les remercîments d'usage au roi. Les relations se rétablirent aussitôt entre les deux gouvernements. Lord Cornwallis fut nommé à l'ambassade de Paris, et je désignai le général Andréossy, officier d'artillerie distingué, pour remplir celle de Londres.

Cette paix d'Amiens est mieux accueillie en France.

Le traité avait été mieux reçu en France, où l'on fut scandalisé des déclamations de l'oligarchie anglaise contre ce qu'on appelait le triomphe des principes révolutionnaires ; tandis qu'on voyait chaque jour disparaître en France les derniers vestiges qui en restaient.

Coup d'état sur le tribunat.

En effet, je venais de dissiper le dernier nuage qui s'était montré sur notre horizon politique, et de le faire tourner à l'avantage de mon autorité. Partout où il n'y a pas un centre de pouvoir incontestable, il se trouve des hommes qui espèrent l'attirer à eux. C'est ce qui arriva au mien. Mon autorité n'était qu'une magistrature temporaire : elle n'était donc pas inébranlable. Les gens qui avaient de la vanité et se croyaient assez de talent pour régir l'état, se mirent en campagne contre moi. Ils choisirent le tribunat pour leur place d'armes. Là ils commencèrent à m'attaquer sous le nom de pouvoir exécutif. Ces Gracques modernes prétendent que toute autorité, c'est-à-dire tout pouvoir exécutif, est ennemi de la liberté; partant de cette fausse base, ils regardent comme une action louable de le fronder et de tout faire pour contrarier ses opérations. Si j'avais cédé à leurs déclamations, c'en était fait de l'état. Il avait trop d'ennemis pour diviser ses forces et perdre son temps en paroles : on venait d'en faire une rude

épreuve; mais elle n'avait pas suffi pour faire taire cette espèce d'hommes qui préfèrent les intérêts de leur vanité à ceux de leur patrie. Ils s'amusèrent, pour faire leur popularité, à contester les impôts, à décrier le gouvernement, et à entraver sa marche.

Le consulat menaçait de finir comme le Directoire, si je n'avais pas détruit cette opposition par un coup d'état. Je renvoyai les tribuns récalcitrants. On appela cela éliminer; le mot fit fortune. Parmi ces éliminés, se trouvait Benjamin Constant, le favori de madame de Staël, femme extraordinaire et célèbre, mais pour qui l'intrigue était un élément nécessaire; elle voulait primer partout, et mener les affaires publiques comme son cercle.

Consulat à vie.

Ce petit coup d'état était à la fois commandé par la situation de la France, et par les projets que je méditais pour donner une assiette plus solide au gouvernement à la tête duquel je me trouvais placé. Je sentais de jour en jour davantage que la constitution républicaine de l'an VIII n'était qu'un état transitoire qui ne pouvait durer. Les autorités à contre-poids sont à peine bonnes pour les temps calmes et tranquilles: la dictature seule convient aux temps de troubles. Il fallait donc renforcer l'autorité qu'on

m'avait confiée chaque fois qu'elle avait couru un danger, afin de prévenir les rechutes.

A la vérité, une dictature viagère n'eût été encore que du provisoire; il faut du définitif aux peuples pour leur donner une attitude forte au-dehors et calme au-dedans. Mais, dans la disposition où étaient les esprits, je ne consultais que les besoins du moment. Il me suffisait d'avoir pour l'instant l'autorité nécessaire pour opérer le bien dans notre intérieur, et assurer notre prépondérance; le nom de la magistrature n'y faisait rien. Le consulat à vie, qui me fut décerné le 2 août, devint la première base de l'édifice qui me restait à construire. On m'avait déja prorogé cette dignité pour dix ans par un sénatus-consulte du 6 mai, ce qui l'eût portée jusqu'en 1820; mais on jugea avec raison qu'il convenait mieux de la rendre viagère, et je m'en contentai en attendant des institutions plus stables.

Ma tâche était de terminer la révolution en lui donnant un caractère légal, afin qu'elle pût être reconnue et légitimée par le droit public de l'Europe. Je savais qu'avant de le proposer, il fallait en arrêter les principes, en consolider la législation, enfin, en détruire les excès. Je me crus assez fort pour y réussir, et je ne me trompai pas.

Principes de mes travaux.

Le principe de la révolution était l'extinction des castes et non pas celle des rangs; c'était l'égalité des droits et non pas celle des classes : je l'ai maintenue en faisant des lois dans cet esprit. Les excès se montraient dans le triomphe des maximes démagogiques; je les ai détruites : dans l'existence des factions, je n'ai tenu aucun compte ni des unes ni des autres; elles ont disparu. Ces excès se montraient encore dans la destruction du culte; je l'ai rétabli : dans l'existence des émigrés, je les ai rappelés : dans ce désordre général de l'administration, je l'ai réglée : dans la ruine des finances, je les ai restaurées : dans l'absence d'une autorité capable de contenir la France, je lui ai donné cette autorité, en prenant les rênes de l'état.

Peu d'hommes ont fait autant de choses que j'en ai fait alors en si peu de temps. L'histoire dira un jour ce qu'était la France à mon avénement au consulat, et ce qu'elle était quand elle a donné la loi à l'Europe. Je n'ai pas eu besoin d'employer un pouvoir arbitraire pour accomplir ces immenses travaux. On n'en aurait peut-être pas refusé l'exercice, mais je n'en aurais pas voulu; j'aimais à gouverner par les lois. J'en ai fait beaucoup; je les ai faites sévères et précises, mais justes. Je les ai fait observer rigoureusement, parce que c'est le devoir du

trône; mais je les ai respectées. Elles me survivront. Les codes civil, de commerce et criminel, rédigés sous ma présidence et après des débats auxquels je prenais une part active, suffiraient pour illustrer mon règne.

Je sentis la nécessité de rendre à mon armée le puissant véhicule des décorations militaires, qu'on avait supprimées par un fatal et ridicule système de nivellement; je recréai en quelque sorte un ordre de chevalerie où l'on entrerait tous les jours en se distinguant au service de l'état sous quelque forme que ce pût être : la légion-d'honneur ne blessait point les principes les plus absolus de l'égalité; elle n'admettait de distinctions que celle de l'importance des services rendus à la France. Cependant elle fut méconnue et repoussée par un parti assez nombreux de ces tribuns pointilleux qui ne voyaient dans toutes mes créations que des institutions prétoriennes : elle passa à une faible majorité.

Publication solennelle du concordat.

Le concordat avec le pape avait été tenu secret pendant huit mois pour deux raisons : la première, afin d'obtenir la démission des évêques titulaires émigrés, qui paraissaient déterminés à repousser les nouveaux arrangements; la seconde, pour discuter à loisir, dans le conseil d'état, les articles réglementaires qui devaient coordonner le système religieux de l'état

avec les lumières et les besoins de la nation. On avait préludé à ces différentes mesures en établissant un ministère spécial pour les cultes, dont Portalis prit le portefeuille.

Je profitai de la publication de la paix définitive pour proclamer en même temps ce grand acte de morale et de politique. C'était, aux yeux des républicains et de l'armée, un des points les plus délicats à traiter; car si chacun appréciait la morale de l'évangile, une foule de citoyens n'en conservaient pas moins de répugnance pour ceux de ses ministres à l'intrigue et aux cabales desquels ils attribuaient une partie des troubles qui avaient accompagné la révolution. Il ne fallut rien moins que les 77 articles réglementaires, pour que le concordat dissipât les craintes qu'inspirait le retour du clergé récalcitrant dans la république. Ces articles, gage d'une sage et juste tolérance, réglaient les rapports des diverses confessions protestantes, et consacraient ainsi des cultes jadis frappés d'anathème. Ils enlevaient aux catholiques romains tout sujet de disputes religieuses, et mettaient le concordat en harmonie avec l'esprit du siècle; mais la cour de Rome, dont ces innovations semblaient braver les dogmes et limiter l'influence, ne tarda pas à les miner sourdement.

Le concordat, ainsi modifié, fut promulgué le 18 avril, après avoir été soumis à la sanction du corps législatif. La cérémonie qui eut lieu à cette occasion à Notre-Dame, ordonnée avec une pompe toute nouvelle, offrit aux Parisiens étonnés un contraste frappant avec le cynisme affecté des gouvernants de 1793. Depuis les fêtes de la naissance du dauphin et la célèbre fédération du Champ-de-Mars, nulle cérémonie n'avait frappé leurs yeux comme celle-ci. Le cortége, composé de la garde et de détachements des différents corps de l'armée qui accompagnaient les consuls, le légat du pape, les ministres et les députations du sénat à Notre-Dame, effaçait certainement tout ce que l'éclat de la maison du roi avait laissé d'impression dans les esprits. La solennité étudiée de cette cérémonie politico-religieuse fut d'un sinistre augure pour les partisans de la république, dont elle excita les murmures : ils dirent hautement qu'elle n'existait plus que dans les noms des magistratures. Des généraux (1) encoururent, pour leur désapprobation, une disgrace dont ils ne se relevèrent qu'en offrant leurs services dans un moment où ils jugèrent que le salut de leur patrie se rattachait à celui de ma personne.

(1) Lecourbe, Monnier, Delmas et plusieurs autres.

Résultats de cette mesure.

Grace à ses articles organiques, le concordat ne produisit d'abord que d'heureux résultats, car il rallia au gouvernement des millions d'habitants des campagnes qui gémissaient depuis neuf ans du renversement des autels.

Réunion du Piémont.

Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel IV, retiré dans son île, avait abdiqué, le 4 juin, en faveur de son frère Victor-Emmanuel IV, le fardeau d'un trône qui ne lui offrait plus que des tribulations sans gloire. Le Piémont fut formellement réuni à la France le 11 septembre. L'île d'Elbe l'avait été quelques semaines auparavant.

L'Europe entière garda le silence sur cet événement qui était facile à prévoir, puisque, depuis un an, Turin était le chef-lieu d'une division militaire, et régi par les lois françaises. Toutefois, le silence n'était pas un consentement, et il fallait la sanction des traités pour légitimer ces réunions.

Le duché de Parme devait aussi nous revenir à la mort du duc, puisque son fils venait en échange d'être proclamé roi d'Étrurie. Je fis prendre possession de ce beau pays le 9 octobre; mais je lui conservai une administration particulière, sans me douter qu'il serait un jour l'héritage d'une veuve qui outragerait ma mémoire, et manquerait en même temps à sa gloire et à celle de son fils.

Contre-révolution en Suisse.

Les changements que j'avais souhaités dans les républiques voisines ne s'étaient pas opérés aussi pacifiquement en Suisse qu'en Cisalpine : les formes imposées par le Directoire à cette république avaient fait bien des mécontents. Ceux-ci se crurent autorisés, par le traité de Lunéville, à courir aux armes, et, instigués par l'Autriche, ils voulurent rétablir l'ancienne oligarchie bernoise à côté de la démagogie des petits cantons, avec tous les vices du gouvernement fédéral.

Le gouvernement unitaire existait, il était reconnu ; avec des modifications, il pouvait faire le bonheur de la Suisse ; et si le fédéralisme paraissait préférable à tous ces petits orgueils qui veulent que chaque bourg soit maître chez lui, du moins fallait-il consolider les intérêts nés de la révolution, et donner un centre à ce fédéralisme pour le rendre plus compacte et plus respectable.

Il s'agissait de ne pas troubler la tranquillité de l'Europe pour quelques baillis bernois, et il nous importait de ne pas souffrir que l'influence de l'Autriche s'établît en Suisse au détriment de celle que la France y exerçait. On a beau être puissant, on déchoit bientôt en politique quand on laisse prendre à ses rivaux le grappin sur les peuples qui nous avoisinent. L'Autriche menaçait déja la Bavière en cherchant à s'approprier

l'Inn Viertel avant d'avoir rien statué sur les indemnités.

Je fis rentrer Ney en Suisse avec 20 mille hommes. Les Bernois et les petits cantons, qui avaient ouvertement attaqué le gouvernement helvétique et rejeté ses faibles troupes jusqu'à Lausanne, furent sommés de dissoudre leurs contingents : l'ordre fut rétabli, et je réunis 50 députés suisses à Paris pour conférer avec eux sur les institutions les plus propres à satisfaire les différents partis. L'acte de médiation du 19 février 1803 fut le résultat de ces sages mesures, auxquelles les Suisses furent redevables de leur entière pacification.

Il ne manquait à cet acte que de donner quelque indemnité aux Bernois, et de faire de leur ville la capitale permanente de la Suisse pour qu'il remplît toutes les conditions nécessaires au bien du pays.

Relations amicales avec la Russie.

Tout allait ainsi en Europe au gré de mes désirs; il ne restait plus rien à régler que l'affaire des indemnités de l'Allemagne. J'avais craint un instant que l'empressement de l'empereur Alexandre à rétablir la bonne harmonie avec l'Angleterre ne dégénérât en brouille entre nous deux; ces affaires me donnèrent bientôt l'occasion de me rassurer. Elles étaient fort compliquées, et il pouvait en résulter une rup-

ture du traité de Lunéville. La modération d'Alexandre seconda mes vues pour le repos du continent. Au fait, il n'y avait pas alors de sujet de rivalité entre nous. Au contraire, la France et la Russie, telles qu'elles se trouvaient alors, étaient des alliées naturelles qui pouvaient arranger l'Europe à leur gré. Si j'avais fait des conquêtes, la Russie avait aussi acquis la plus belle partie de la Pologne. La France n'avait pas sanctionné ces partages, et nous avions, de part et d'autre, des concessions égales à faire valoir.

Médiation de la Russie et de la France réunies pour les indemnités d'Allemagne.

Il s'agissait de s'entendre sur les indemnités que le traité de Lunéville promettait à l'Autriche et au grand-duc de Toscane; sur celle que la France avait promise au roi de Prusse pour la portion de territoire qu'il avait cédée sur la rive gauche du Rhin; sur celle que réclamait la Bavière, en échange du Palatinat; enfin sur celle de la maison d'Orange.

Pour obtenir toutes ces indemnités, il fallait porter la sape dans le saint empire romain. La Russie, garante du traité de Teschen, avait la première voix au chapitre : il fallait agir de concert, et nous y réussîmes à ma grande satisfaction. Certes, je me serais bien passé de son intervention en cette affaire; mais ses antécédents l'y autorisaient, et j'aurais eu mauvaise grace de lui contester un droit que je m'arrogeais à

moins de titres. Nous convînmes donc de nous porter médiateurs, et d'agir franchement et dans la meilleur intelligence pour achever ce grand œuvre de pacification. Je fus d'autant plus ravi de cette bonne harmonie, que les événements de Suisse auraient pu contribuer à la troubler. L'Autriche ne fut pas contente de ces arrangements; ses vues sur l'Inn Viertel furent déjouées; le grand-duc de Toscane n'eut que la moitié des indemnités qu'elle réclamait pour lui; enfin, la rentrée des troupes françaises dans l'Helvétie faillit brouiller les cartes avec le cabinet de Vienne.

Cependant ma contenance lui imposa, et ma modération envers les Suisses, dont le territoire fut évacué, mérita les suffrages de mon puissant allié. La bonne intelligence entre nous fut encore cimentée par le rétablissement du traité de commerce, conclu en 1787 par M. de Ségur, entre la Russie et la France.

Enfin le grand recez de la députation de l'empire mit le complément à la paix continentale; l'Europe allait respirer. L'Angleterre seule, jalouse de notre prospérité, se préparait à de nouveaux assauts.

La paix avait en effet donné un essor immense à cette prospérité : nos ports contenaient à peine les vaisseaux de toutes les nations qui

y affluaient; Paris était devenu le rendez-vous de toute l'Europe, et les Anglais, privés depuis dix ans des plaisirs du continent, y abondaient.

Notre commerce de vins et autres produits reprenait toute son activité : nos manufactures, celles de Lyon surtout, jetaient d'autant plus d'éclat, que toutes les ressources des beaux-arts et des sciences avaient été appliquées à donner plus de développement au bon goût, ainsi qu'aux procédés matériels de la fabrication.

Cette révolution, qu'on a tant calomniée et tant méconnue, parce qu'elle fut souillée d'abominables excès et entachée de démagogie, imprima à toute la nation un mouvement général d'industrie et d'activité, qui lui assurait les plus hautes destinées. Il fallait en consolider les fruits, en bannir les excès, en détruire les fausses maximes, et recueillir son héritage : des imbécilles seuls auraient pu songer à la faire rétrograder.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE

DES CHAPITRES.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CAMPAGNE DE 1796.

CHAPITRE III.

CAMPAGNE DE 1797.

CHAPITRE IV.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

CHAPITRE V.

CAMPAGNE DE 1799.